

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°378

SEPTEMBRE 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE: DÉPUTÉS, ÉLUS LOCAUX, ENSEIGNANTS ET JOURNALISTES KURDES, TOUS VISÉS PAR LA RÉPRESSION**
- **ROJAVA: MALGRÉ L'OPÉRATION ANTI-KURDES DE LA TURQUIE, LA CONSTRUCTION DE LA RÉGION FÉDÉRALE SE POURSUIT**
- **IRAK : ATTAQUE IMMINENTE SUR MOSSOUL, TENSION POLITIQUE INTERNE AU KURDISTAN**
- **IRAN : NOUVEAUX COMBATS ENTRE PECHMERGAS DU PDKI ET FORCES DE SÉCURITÉ**
- **DAECH : LES RELATIONS TROUBLES DE L'ÉTAT TURC AVEC LES DJIHADISTES**
- **CINÉMA : UN FILM SUR LES YÉZIDIS SUSCITE LA POLÉMIQUE AU FESTIVAL DE DOHOUK**

TURQUIE : DÉPUTÉS, ÉLUS LOCAUX, ENSEIGNANTS ET JOURNALISTES KURDES, TOUS VISÉS PAR LA RÉPRESSION

Cinquante activistes kurdes, dont des députés, ont entamé le 5 septembre une grève de la faim en protestation contre l'isolement où est maintenu depuis l'été 2015 le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan, interdit de visite depuis la reprise des combats entre le PKK et les forces de sécurité turques. Finalement le 12, Öcalan a pu pour la première fois depuis 2 ans recevoir pour la Fête du sacrifice (*Kurban bayrami*) musulmane une visite de son frère Mehmet. Dans une conférence de presse donnée ensuite, celui-ci a déclaré qu'Öcalan avait qualifié la

guerre en cours de «guerre aveugle, une guerre qu'aucun camp ne peut gagner». Malheureusement, cette guerre s'est poursuivie durant tout le mois sur le terrain, avec dès le 3 la mort de 13 soldats turcs et d'un garde de village dans trois accrochages différents dans les provinces d'Hakkari, Van et Mardin. Le 7, le PKK a annoncé avoir détruit lundi 5 trois hélicoptères militaires turcs sur leur terrain d'atterrissage dans le district de Cukurca (province de Hakkari) et tué 10 soldats (une attaque niée par les autorités jusqu'à ce que le PKK en diffuse une vidéo le 14). Le 11, la chasse turque a répliqué

en frappant le PKK au Kurdistan d'Irak. Le 12 au soir à Van, un poste de contrôle de la police près des locaux de l'AKP et du bureau du gouverneur a été frappé par une attaque à la bombe, qui a fait 48 blessés selon les autorités, revendiquée le 14 par le PKK. Le 17 dans la province de Hakkari, trois militaires et quatre militants kurdes ont été tués et trois soldats blessés dans différents accrochages. Le 19 de nouvelles frappes aériennes ont visé les bases du PKK en Irak. Selon l'agence *Doğan*, un couvre-feu a été imposé le 23 sur 18 villages de la province de Diyarbakir, et un soldat a été tué dans les jours sui-

vants dans le district de Lice, ainsi qu'un garde de village dans la province de Şırnak. Le 26, au moins trois passagers d'un bus militaire ont été tués par une mine sur la route Derik-Kiziltepe. Le 27, l'aviation turque a de nouveau frappé le PKK à Qandil, visant un dépôt de munitions et des abris, tandis que le même jour, une autre attaque à la bombe sur une route de la province de Mardin tuait 2 soldats et 2 gardes de village et faisait 6 blessés. Dans un autre incident, 6 soldats turcs ont été tués dans des combats près d'Uludere, près de la frontière irakienne. Enfin, le 30, de nouvelles frappes aériennes ont visé le PKK au Kurdistan d'Irak et dans la province de Hakkari, où la veille 3 gardes de village avaient été tués...

Sur ce fonds de poursuite des violences, le gouvernement a continué d'utiliser le prétexte du coup d'état manqué pour poursuivre ses attaques contre les médias, les enseignants et les élus kurdes. Après l'hebdomadaire de gauche *Özgür Gündem*, attaqué par la police et fermé en août dernier, c'est le journal *Azadiya Welat*, seul quotidien kurde du pays, qui a été visé. La police a lancé un raid contre ses locaux dans le quartier Bağlar de Diyarbakir: tandis que les forces spéciales bloquaient l'accès à l'immeuble, contrôlant tous ceux qui entraient ou sortaient, les 28 employés du journal ont été arrêtés, leurs téléphones portables et papiers d'identité saisis – de même que les visiteurs présents lors du raid. A noter que le rédacteur en chef d'*Özgür Gündem*, Zana Bilir Kaya, et un de ses journalistes, Inan Kizilkaya, sont toujours détenus dans des conditions sévères à Silivri (en Turquie d'Europe, à environ 50 km à l'ouest d'Istanbul), en compagnie de personnes impliquées dans le coup d'Etat. Par ailleurs, selon l'AFP, les autorités turques ont suspendu le 29 la diffusion

par le satellite *TürkSat* des programmes de dix stations de télévision, dont *Zarok TV*, la première chaîne kurde pour enfants. Sont concernées trois autres stations émettant en kurde, trois en turc et en kurde, et trois autres émettant en turc mais considérées comme «pro-kurdes». *Hayatın Sesi TV*, *Azadi TV*, *Jiyan TV*, *Van TV*, *TV10*, *IMC TV* sont concernées. Aucune des stations concernées n'a reçu de notification officielle d'interdiction. Le lendemain, ce sont 20 stations au total qui ont été concernées par un décret d'interdiction, parmi lesquelles certaines dirigées par des Kurdes ou des alévis, et en particulier *IMC TV*, probablement visée parce qu'elle n'a jamais hésité à couvrir de manière critique pour les forces de sécurité les combats se déroulant depuis l'été 2015 dans les régions kurdes. L'un des journalistes d'*IMC*, Hamza Aktan, a déclaré à *Reuters*: «Tout ceci n'a rien à voir avec le coup d'État. Le but est de faire taire les derniers médias indépendants qui couvrent la question kurde et les violations [des droits de l'homme] commises par l'Etat».

Les enseignants aussi ont été visés par la répression. Le 8 septembre, une source anonyme du Ministère de l'éducation a annoncé que 11.500 d'entre eux avaient été placés en congé tout en continuant à percevoir leurs salaires, en attente des résultats d'une enquête sur leurs liens éventuels avec le PKK. Le 9 à Diyarbakir, les enseignants suspendus ont organisé des manifestations de protestation rassemblant plus de 200 participants chantant des slogans anti-fascistes, au cours desquelles la police a selon l'AFP arrêté au moins 30 personnes, avant que le gouverneur de Diyarbakir n'impose un couvre-feu sur une dizaine de quartiers de la ville. Dans la province de Tunceli (Dersim), plus de 400 enseignants ont aussi été

suspendus. Au 19 septembre, première rentrée scolaire depuis la tentative de coup d'état, le vice-Premier ministre Nurettin Canikli a annoncé que 27.715 enseignants avaient été démis durant l'été, certains pour des soupçons de liens avec Gülen, mais 11.500 enseignants kurdes pour des liens avec le PKK. Le vice Premier ministre a par ailleurs indiqué que 445 enseignants avaient été blanchis et que 9.465 demeuraient suspendus en attente des résultats de l'enquête, ajoutant que les enseignants démis seraient remplacés d'ici le 10 octobre, les examens pour intégrer 20.000 nouveaux enseignants étant en cours...

Enfin, la répression s'est amplifiée contre les élus du parti «pro-kurde» HDP, élus locaux (maires, conseillers municipaux) ou députés. Le 5 septembre, la 2^e cour criminelle de Diyarbakir a décidé de forcer à comparaître si nécessaire les députés HDP inculpés dans «l'Affaire du KCK» (152 personnes poursuivies depuis octobre 2010 pour «appartenance au réseau urbain du PKK»), dont sept députés, incluant celui de Diyarbakir Çağlar Demirel (secrétaire adjoint du groupe parlementaire HDP), celui d'Urfa Osman Baydemir, d'Ağrı Dirayet Taşdemir, de Muş Ahmet Yıldırım, de Siirt Besime Konca, du Dersim Alican Önlü et de Van Nadir Yıldırım. Les poursuites, interrompues par l'immunité parlementaire, ont repris aussitôt celle-ci levée. L'Etat a également démis 28 maires de municipalités kurdes, 24 pour «liens avec le PKK» et 4 avec Gülen, nommant pour les remplacer des administrateurs non élus proches de l'AKP: le 10, Suleyman Soylu, qui a succédé début septembre à Efkân Ala au Ministère de l'intérieur, a annoncé que son ministère prendrait sous 15 jours le contrôle direct de 28 municipalités HDP, ajoutant ironiquement

que ces villes «ne [seraient] plus dirigées depuis Qandil» (lieu d'implantation du PKK en Irak). En fait, les co-maires visés ont été démis dès le lendemain, dont ceux de Sur, Silvan, Batman, Hakkari et Nusaybin. Le Ministère de l'intérieur a indiqué que 12 des maires démis avaient été arrêtés. Le HDP a condamné les nominations de remplaçants non élus, déclarant qu'elles violaient la Constitution turque et la Convention européenne des Droits de l'homme, et la députée HDP Meral Daniş Beştaş, qualifiant cette pratique de «coup d'Etat», a déclaré que les conseils municipaux et les co-maires des municipalités concernées ne reconnaîtraient pas l'autorité de ces administrateurs. Le Ministre de la justice, Bekir Bozdağ a accusé les maires démis d'avoir utilisé leur mandat pour «financer les terroristes», et le 12, Erdoğan a déclaré disposer de preuves en ce sens, ajoutant que «la décision de les démettre aurait dû être prise plus tôt». L'Ambassade des USA à Ankara a exprimé sa préoccupation à propos des violences qu'avait provoquées cette décision, rappelant l'importance qu'elle attachait au «droit à l'expression politique pacifique, comme reconnue dans la Constitution turque», et appelant à procéder à des élections anticipées pour remplacer les maires démis. Le ministre de l'intérieur a le 14 qualifié cette déclaration d'«inacceptable et provocatrice», tandis que le ministre des affaires étrangères Mevlut Çavuşoğlu protestait au téléphone auprès du Secrétaire d'Etat américain John Kerry, déclarant ensuite qu'«aucun ambassadeur n'est gouverneur de la Turquie».

Parallèlement à ces attaques contre des co-maires HDP, la police turque a lancé le 16 une opération « anti-terreur » au

cours de laquelle ont été arrêtés plusieurs responsables de ce parti, dont son vice co-président, Alp Altinörs, arrêté après un raid sur sa maison et inculpé par le bureau du procureur de Tokat de «participation à une organisation terroriste». Le HDP a indiqué dans un communiqué qu'Altinörs avait été arrêté parce qu'il avait assisté aux obsèques de Zakir Karabulut, un cadre HDP de Tokat tué lors de l'attentat-suicide attribué à Daech le 10 octobre 2015 devant la gare d'Ankara! Le 20, la police a effectué un raid sur les locaux de Hakkari du DBP (Parti démocratique des régions, composante régionale kurde du HDP), où se tenait une grève de la faim contre la prise de contrôle de la municipalité par un administrateur après l'arrestation du maire. Dans une conférence de presse donnée après une visite au Parlement européen faite sur invitation de son président, Martin Schulz, le co-président du HDP, S. Demirtaş, a accusé le Président turc d'être responsable de la déstabilisation du pays et a demandé au Parlement européen, qui selon lui suit déjà de très près la situation en Turquie «davantage d'actions concrètes». Demirtaş a aussi rappelé que le co-président du DBP Kamuran Yüksek était incarcéré depuis 165 jours sans avoir été auditionné. D'autres instances internationales expriment leurs préoccupations pour l'état des Droits de l'homme en Turquie : le 13, le Haut commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU, Zeid Raad Al-Hussein, a déclaré à l'ouverture de la 33^e session du Conseil des Droits de l'homme qu'il continuait à recevoir régulièrement des plaintes de Turquie et a demandé au gouvernement turc d'autoriser une inspection des régions kurdes du pays. Il a annoncé qu'une équipe de suivi de la situation allait être constituée à Genève, ajoutant que

les plaintes reçues, concernant «des exécutions de civils, des exécutions extrajudiciaires, des déplacements massifs de population», suggéraient l'existence de violations du droit international et des Droits de l'homme. Les Nations unies avaient déjà demandé des enquêtes auparavant, notamment sur la mort d'une centaine de personnes brûlées vives dans une cave d'immeuble à Cizre. Enfin, de nombreux observateurs craignent que les forces de sécurité de l'Etat turc n'aient commencé à renouer avec une triste pratique des années 90, l'usage des «disparitions forcées» d'opposants, qui avaient touché des milliers de personnes: le président du DBP de Şırnak, Hurşit Kültür, a disparu dans cette ville fin mai dernier après avoir selon des témoins été arrêté, et aucune des demandes d'éclaircissement sur son sort adressée aux autorités n'a reçue de réponse. Le Parlement turc a voté en juin une loi attribuant l'impunité aux forces de sécurité pour les actes commis lors des opérations militaires dans les zones kurdes...

Face au durcissement de la politique turque à l'égard des Kurdes, la double nationalité ou une nationalité étrangère ne semblent plus d'aucune protection. Ainsi une jeune toulousaine d'origine kurde, Ebru Firat, a été arrêtée le 8 lors de son escale à l'aéroport d'Istanbul alors qu'elle revenait d'une visite à sa famille, réinstallée récemment à Diyarbakir. Repartant vers Toulouse pour y chercher du travail, Ebru avait eu le tort de se rendre au Rojava pour combattre Daech lors d'un séjour précédent et d'apparaître dans un reportage de *France 2*. Accusée de préparer un attentat terroriste à Istanbul (alors qu'elle n'y était qu'en escale), elle risque 20 ans de prison. Dès le 16, un comité de soutien s'est constitué dans sa région...

ROJAVA : MALGRÉ L'OPÉRATION ANTI-KURDES DE LA TURQUIE, LA CONSTRUCTION DE LA RÉGION FÉDÉRALE SE POURSUIT

La Turquie poursuit ses opérations anti-kurdes au Rojava. Après avoir démenti la trêve avec les YPG kurdes de Syrie (acronyme kurde pour les Unités de protection du peuple, *Yekînekani Parastîni Gel*) annoncée par le Pentagone, les militaires turcs ont commencé le 1^{er} septembre à pilonner les bases des YPG dans la région d'Afrîn. Le 2, le président turc a rejeté les annonces du PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'unité démocratique) comme du Pentagone selon lesquelles les combattants des YPG avaient quitté Manbij et regagné la rive est de l'Euphrate, et selon l'Agence *Firat*, à Kobanê les forces de sécurité turques ont ouvert le feu sur des manifestants kurdes rassemblés côté syrien pour protester contre la construction en cours d'un mur entre Rojava et Turquie empiétant selon eux de 20 m côté Rojava. Selon le responsable de la Santé de la ville, Hikmet Ahmed, plus de 80 personnes visées par les gaz lacrymogènes et les balles réelles ont été blessées, dont 7 gravement, et selon les YPG, un jeune homme de 17 ans a été tué. Les protestataires auraient cependant réussi à repousser le mur du côté turc de la frontière. Deux jours plus tard, le 4, la Turquie a ouvert un nouveau front en envoyant dans la ville syrienne de Al-Rai, à environ 55 km à l'ouest de Jerablous, une force de blindés accompagnée de rebelles arabes et turkmènes affiliés à l'ASL, qui a aussi pris plusieurs villages à l'est et au sud de la ville. La Turquie a affirmé ne pas vouloir demeurer en Syrie, mais seulement protéger sa frontière de Daech et des YPG. Le même jour, le Premier ministre turc a annoncé que les djihadistes de Daech avaient été expulsés du dernier point qu'ils tenaient à la

frontière turco-syrienne, précisant que celle-ci avait été sécurisée « de Azaz à Jerablous ». Le 7, les YPG ont annoncé que l'armée turque avait encore la veille au soir pilonné leurs positions dans des villages près de Kobanê et d'Hassakeh, et le 8, l'armée turque a de nouveau frappé la région d'Afrîn. Les YPG, dont six combattants ont été tués, ont menacé d'une riposte si ces attaques se reproduisaient, annonçant aussi que le village de Koreli, à l'ouest de Kobanê, avait été pilonné. Le même jour, le ministre de la défense turc, Fikri İşik, a déclaré que la Turquie « ne laisserait pas les YPG étendre leur territoire et gagner en puissance en se servant du prétexte des opérations contre Daech », ajoutant que les combattants des YPG ne s'étaient pas encore retirés à l'est de l'Euphrate comme promis par les États-Unis avant la prise de Manbij. İşik a précisé que la Turquie pourrait soutenir une opération anti-Daech sur Raqqa, mais à condition que celle-ci soit menée « par des habitants de la région et non les YPG ».

A côté de ses opérations militaires, la Turquie soumet le Rojava à un blocus dont la construction du mur frontalier de Kobanê n'est qu'un aspect. Selon Meike Nack, porte-parole de la fondation des femmes libres du Rojava (*Weqfa Jina Azad a Rojava*, WJAR), « les gardes-frontières turcs n'hésitent pas à tirer sur ceux qui tentent de faire passer des provisions », et les autorités du Rojava se plaignent que l'embargo leur est également appliqué par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) au point de passage de Pesh Khabour avec le Kurdistan irakien, et que l'ouverture de la frontière décidée par le GRK le 8 juin est en réalité très

sélective et que de nombreuses personnes se voient dénier le passage. Le PDK, qui domine le GRK, ne reconnaît pas l'administration du Rojava, dirigée par le PYD. Malgré ces difficultés, le Rojava reçoit tout de même de l'aide extérieure: le 15 septembre, un chargement de 25 tonnes de médicaments et d'équipement médical envoyé par la Direction générale de la santé de la province de Sulaimaniya est parvenu à Kobanê. La province avait déjà envoyé deux chargements médicaux, le précédent faisant 45 tonnes. Le 27, le Croissant Rouge Kurde a pu ouvrir le premier « Hôpital de Kobanê », comprenant des services de pédiatrie, chirurgie (dont la chirurgie orthopédique), obstétrique, et un laboratoire d'examen biologiques.

Enfin, la Turquie utilise comme relais de sa politique anti-kurde les groupes qu'elle soutient dans la Région. Ceux-ci vont même parfois plus loin qu'Ankara dans leurs dénonciations. Alors que la Turquie entretient de bonnes relations avec le GRK et le PDK, le responsable de la délégation de l'opposition syrienne à Genève, Asaad Al-Zubi, a qualifié le 19 dans une interview sur *Sky News* de « groupes terroristes » non seulement les Kurdes du PYD mais aussi ceux du Conseil National Kurde, qui rassemble les partis de l'opposition kurde au PYD, soutenue par le PDK irakien! Un peu auparavant, le responsable du Front turkmène à Kirkouk, Arshad Salihi, avait appelé le gouvernement irakien à « agir contre la menace du PKK » en Irak, accusant notamment ce parti d'avoir incité les tensions entre Kurdes et Turkmènes à Tuz Khurmatu et « de représenter une menace pour les Turkmènes ». Lors d'une conférence de presse, Hacı Salim

Zilan, un commandant du PKK à Kirkouk, a dénié que son parti possède même des forces à Tuz Khurmatu et a accusé à mots couverts Salihi de répéter ce que lui soufflait la Turquie, ajoutant que le PKK combattait Daech. Le lendemain, c'est un général de peshmergas de l'UPK, Westa Rassoul, qui a répondu à Salihi en rappelant que le PKK avait en août 2014 répondu à la demande d'assistance du gouverneur Najmaddin Karim pour défendre la ville contre les djihadistes, alors que Salihi n'avait même pas visité un seul peshmerga blessé à l'hôpital... Rassoul a ensuite à son tour accusé le leader turkmène de parler en réalité au nom de la Turquie. Le 25 cependant, le Front turkmène a cette fois dénoncé dans un communiqué la récente visite à Kirkouk du co-président du HDP, Selahettin Demirtaş, la caractérisant comme «une tentative pour effacer l'identité turkmène de Kirkouk»...

Bien que Daech et le PYD soient mentionnés sur un pied d'égalité dans les objectifs officiels de l'opération turque en Syrie, de nombreux commentateurs ont caractérisé celle-ci comme essentiellement destinée à empêcher les Kurdes syriens du PYD de contrôler une zone continue le long de la frontière turque : les Turcs, ne pouvant obtenir la création d'une zone de sécurité dans le nord syrien, auraient décidé de la créer eux-mêmes. Une telle opération n'a pu se faire sans l'aval des Américains et les analystes estiment que les États-Unis, mais aussi la Russie, avec laquelle la Turquie a récemment repris les contacts, ont dû au moins tacitement approuver celle-ci. La question se pose donc de savoir si le Pentagone, qui avait fait des Kurdes du PYD ses partenaires principaux sur le terrain, se prépare à présent à les lâcher... C'est bien l'analyse qu'exprime crûment Jean Périer dans son article

de *New Eastern Outlook* du 5 septembre: «En balançant les Kurdes sous le bus, la Maison Blanche n'a pas seulement résolu le problème de l'amélioration de ses relations avec la Turquie en évitant qu'Ankara ne renforce ses liens d'amitié avec Moscou. Elle a également réduit de manière significative l'intensité des demandes d'Ankara pour une extradition de [...] Fethullah Gülen en la réduisant à un aspect purement juridique, facilitant ainsi la mission de Joe Biden en Turquie». Par ailleurs, un chercheur du *Center for a New American Security* (CNAS) envisage que les Kurdes du PYD aient pu être victimes d'un accord entre le régime de Damas et la Turquie, négocié justement lors des récents contacts entre Ankara et Moscou: la Turquie aurait été de fait «autorisée» à empêcher les Kurdes d'unifier leurs zones dans le nord, mais en échange elle laissait les mains libres à Assad à Alep... La complexité de la situation est bien illustrée par le fait que dans ce contexte, alors que Brett McGurk, l'envoyé spécial anti-Daech de la Maison Blanche, venait de rencontrer de nouveau les Forces démocratiques syriennes (FDS) – après avoir tenu plusieurs réunions avec des responsables turcs – le 8, le porte-parole du Département d'État Mark Toner a demandé au Haut Comité pour les négociations de l'opposition syrienne de «se rapprocher des Kurdes» et de les inclure dans les prochaines négociations de paix. Puis le 22, alors que le Pentagone déclarait envisager de faire parvenir des armes aux FDS avant le lancement de l'opération sur Raqqa, le Président turc Erdoğan accusait à New York les États-Unis d'avoir déjà envoyé «à ces groupes terroristes» deux avions d'armes. Le 26, le vice Premier ministre turc Numan Kurtulmus a exprimé sa satisfaction à ce qu'une proportion importante des combattants kurdes de YPG qui se trouvaient

dans la ville syrienne de Manbij aient commencé à se retirer vers l'est de l'Euphrate.

Pris à partie au nord par l'armée turque et les rebelles syriens soutenus par celle-ci, les YPG continuent en parallèle la lutte contre Daech au sud. Ils ont annoncé le 13 septembre avoir repoussé la veille une attaque des djihadistes au sud de la ville d'Hassakeh, et avoir pris le contrôle de deux nouveaux villages dans la zone des combats.

Malgré le contexte militaire difficile dans lequel se trouve le Rojava, la construction du système fédéral proclamé le 17 mars dernier se poursuit: la co-présidente de l'Assemblée constituante de la Région fédérale du Rojava, Hadiya Youssef, a annoncé le 8 que la première réunion de celle-ci se tiendrait début octobre, et elle a le 14 réitéré la détermination des Kurdes à connecter entre eux leurs trois cantons, ajoutant que la seule solution en Syrie était politique et que le fédéralisme était le meilleur choix pour cela. Elle a également déclaré que la trêve négociée entre les USA et la Russie échouerait si l'incursion turque ne s'arrêtait pas. Le 20, les autorités du Rojava ont commencé un processus de recensement destiné à permettre l'établissement des listes électorales nécessaires à la nomination du Conseil fédéral. De son côté, Salih Muslim, co-président du parti kurde de Syrie PYD, est intervenu le 1^{er} septembre devant le Parlement européen pour défendre le projet du PYD au Rojava, qu'il a présenté comme «multi-ethnique et démocratique», demandant aux pays de l'Union européenne de faire pression sur le Kurdistan du sud à propos de l'embargo exercé contre le Rojava et de demander au GRK d'ouvrir la frontière avec le Rojava de manière claire, notamment pour y permettre l'en-

trée de médicaments. Muslim a également accusé la Turquie d'avoir partie liée avec Daech et a affirmé que le PYD disposait de documents prouvant cette implication. La défense du projet fédéral a été réitérée lors du 8^e congrès du PYD, tenu à Bruxelles le 25 septembre en présence de 700 délégués venus de toute l'Europe, les co-présidents Asya Abdullah et Salih Muslim, ont déclaré que «le PYD se basait sur un paradigme démocratique selon les orientations données par Abdullah Öcalan» et qu'il voulait «instaurer

au Rojava un système démocratique dans lequel toutes les identités et les cultures pourraient vivre librement», ajoutant que «l'expérience du Rojava et du Nord syrien peut servir d'exemple pour l'ensemble du territoire syrien» et que «chacun devrait savoir que les problèmes du Moyen Orient et de la Syrie ne peuvent être résolus tant que le problème kurde ne l'est pas». Dans la même orientation, les intervenants suivants ont exprimé ne pas vouloir la partition de la Syrie, mais au contraire proposer un modèle applicable à

l'ensemble du pays. On peut porter au crédit du projet fédéral du Rojava le fait que certains langages discriminés en Syrie depuis des décennies puissent à présent être admis comme supports d'enseignement. Ainsi du syriaque, une langue dans laquelle 50 enseignants du canton de Jézireh devraient pouvoir démarrer les cours lors de cette rentrée scolaire: selon la Constitution provisoire de la Région fédérale, les trois langues officielles du canton sont en effet le kurde, l'arabe et le syriaque.

IRAK: ATTAQUE IMMINENTE SUR MOSSOUL, TENSION POLITIQUE INTERNE AU KURDISTAN

Le 30 septembre, un représentant du PDK pour Mossoul, Said Mamuzini, a déclaré à l'agence russe *Sputnik* que la grande offensive sur cette ville serait lancée durant la première semaine d'octobre. La semaine précédente, le 23, un autre commandant de peshmergas devant participer à l'attaque, Sheikh Jaffar Moustafa, avait annoncé que les peshmergas ne rentreraient pas dans la ville, mais se borneraient à pénétrer sur les territoires qu'ils considèrent comme kurdes, ajoutant qu'un comité commun Erbil-Bagdad avait été constitué sous la supervision des Américains pour coordonner l'opération et résoudre tout problème en commun. Moustafa a aussi indiqué que les unités de mobilisation populaire (milices d'obédience chiite) avaient été informées qu'elles ne pourraient pas pénétrer dans la ville lors des premières phases de l'offensive. C'est que l'encerclement préparatoire de Mossoul implique de nombreux partenaires: armée et police militaire irakiennes, unités de mobilisation populaire, coalition internationale contre Daech, qui doit apporter un soutien aérien, et les peshmergas kurdes, qui tiennent en particulier les lignes d'approvisionnement à l'est et à l'ouest de la

ville. Cependant, l'entente n'est pas facile entre toutes ces forces aux intérêts parfois divergents. Un chef de milices chiites a récemment déclaré que ses forces «n'avaient pas besoin des peshmergas pour reprendre la ville», tandis que le gouvernement central irakien craint que les peshmergas ne conservent les territoires qu'ils reprendront aux djihadistes, car l'opération se déroulera en grande partie dans des territoires dont le contrôle est contesté entre Région du Kurdistan et gouvernement de Bagdad. Les tensions entre forces différentes présentes sur les mêmes territoires ont parfois dégénéré en affrontements, comme le 19 à Tuz Khurmatu entre peshmergas et forces de sécurité irakiennes, où un membre de ces dernières a été blessé après que son véhicule ait tenté de forcer le passage à un point de contrôle des peshmergas.

Tandis que la préparation de l'offensive sur Mossoul avançait, les accrochages entre Peshmergas et Daech se sont poursuivis tout au long de ce mois. Le 2, deux Peshmergas ont été tués par des pièges explosifs et deux autres blessés dans une attaque des djihadistes, justement sur Tuz Khurmatu. Les morts sont surve-

nues alors que l'attaque avait été repoussée et les djihadistes en retraite. Le 14 au soir, Daech a lancé une attaque au mortier contre les lignes des Peshmergas à Bashiqa, à 25 km au nord-est de Mossoul, faisant un blessé grave, ensuite décédé à l'hôpital. Les djihadistes attaquent toujours quotidiennement mais selon le commandant de la zone concernée, ils ont maintenant perdu la capacité de s'approcher des Peshmergas et se contentent à présent de tirs d'artillerie à distance. Cependant, le 16 au matin, un peshmerga a été tué par un sniper, et le 18 au matin, six autres dans une série d'attaques suicide ensuite repoussées sur les fronts de Gwer, Khazir, et Bashiqa. Une autre attaque, cette fois sur Shingal (Sinjar), a été repoussée le 26, et une autre le 28 au matin sur le village de Wanke, au nord-ouest de Mossoul près du grand barrage, où un commandant des peshmergas a été tué. Selon la chaîne kurde *Rûdaw*, 1.800 Peshmergas ont perdu la vie et plus de 9.000 ont été blessés depuis l'été 2014 dans la guerre contre Daech, qui a coûté un milliard de dollars au GRK, soit environ un million par jour. Ces dépenses ont dû être assurées sans aucune participation du gouvernement de Bagdad, qui a cessé de verser le budget fédéral

alors que les prix du pétrole, autre source possible de recettes pour les Kurdes, s'étaient effondrés. Ce défaut de paiement de Bagdad a également affecté la province de Kirkouk, qui a annoncé le 1^{er} du mois ne pouvoir payer les 95 millions de dollars qu'elle doit aux sous-traitants de 300 projets, fonds parfois dus depuis 2014.

Pour l'opération prévue sur Mossoul, les États-Unis ont accordé une aide financière de 415 millions de dollars pour payer les soldes des unités impliquées et aussi joué un rôle important dans la préparation logistique en équipant quasiment totalement deux brigades de peshmergas, une de l'UPK et une du PDK. En début de mois le retard de paiement des soldes des Peshmergas était encore de quatre mois, mais les fonds nécessaires sont arrivés dans une banque privée à Bagdad. Les autres fonctionnaires kurdes ne bénéficient malheureusement pas d'une telle aide extérieure, et le 5, les employés du bureau des impôts à Sulaymānīyah sont entrés en grève pour exiger le paiement de leurs salaires en retard, suivis le 7 par la police de la circulation de la ville, alors que le 12 ce sont les enseignants qui sont de nouveau descendus dans la rue pour protester contre les deux mois de retard de paiement de leurs salaires. Ces manifestations d'enseignants, du primaire à l'université, se sont étendues le 26 aux principales villes grandes et moyennes, tandis que le syndicat des enseignants annonçait le boycott de la rentrée, programmée ce même jour – sans donner cependant de consigne stricte à ses adhérents. Nombreux sont les habitants de la Région du Kurdistan à être affectés par ces difficultés économiques et financières: selon le ministère du Travail et des Affaires sociales, près de 680.000 personnes (sur 5,5 millions) vivent avec moins de 105.000 dinars irakiens par mois (environ 87 US\$), seuil de pauvreté en Irak et au Kurdistan selon les normes de la Banque mondiale. Le

chômage «officiel» a quasiment triplé, passant de 4,8% en 2010 à 13,5% (le chômage réel est probablement beaucoup plus élevé). Le 22, le Ministre de la planification du GRK, Ali Sindi, a à son tour communiqué des estimations chiffrées sur la situation économique et sociale du Kurdistan, selon lesquelles le chômage est beaucoup plus élevé chez les jeunes et les femmes: 29,4% pour les femmes contre 9% seulement pour les hommes, et pour les personnes de 15 à 24 ans, 69% et 24% respectivement. Sindi a appelé les institutions internationales, et en particulier la Banque mondiale et le FMI, à soutenir le plan de réformes sur trois ans du GRK, qui prévoit des incitations au développement du secteur privé. Actuellement, 53% de la population de la Région dépend du gouvernement régional pour ses revenus.

Dans ce contexte économique difficile, le GRK craint que la bataille de Mossoul ne vienne encore aggraver la situation en provoquant un afflux de réfugiés. Par exemple, la petite ville kurde de Dibaga, habituellement de 2.000 habitants, compte maintenant 38.000 résidents, pour la plupart des réfugiés ayant fui Daech pour un camp situé près de la ville... Peut-être une lueur d'espoir toutefois, selon des chiffres avancés le 19 par la chaîne de télévision NRT: suite à la reprise des exportations de pétrole, qui ont atteint 607.000 barils par jour sur 14 jours en septembre, le GRK pourrait bientôt être de nouveau en mesure de payer les salaires de ses fonctionnaires, qui se montent en tenant compte des dernières mesures d'austérité et de baisse des rémunérations à de 430 millions de dollars, alors que ses dernières exportations devraient lui en rapporter 652.

Sur le plan politique interne, la situation de la Région du Kurdistan n'a guère progressé en septembre. Le parlement d'Erbil n'a toujours pas été réactivé, tandis que de nouvelles lignes de fracture se sont

faites jour, cette fois-ci à l'intérieur même de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), le parti de l'ancien président irakien Jalal Talabani. Le 2 septembre, les deux secrétaires généraux adjoints de l'UPK, Barham Saleh, ancien Premier ministre du GRK, et Kosrat Rasoul, ancien Premier ministre et un important commandant militaire, ont annoncé avoir créé un «Organe de décision» pour mettre fin à des irrégularités dans la prise de décisions au sein de l'UPK. Très rapidement, Lahur Talabani, responsable des services de renseignements du parti (*Dezgayî Zaniyarî*), Mala Bakhtiyar, directeur général du Bureau politique, et Hêro Talabani, la femme de l'ancien dirigeant Jalal Talabani, ont dénié toute légitimité à cet organe.

Ces tensions internes entre dirigeants de l'UPK se surimposent apparemment à des désaccords sur la politique pétrolière de la Région du Kurdistan, et interviennent notamment après un accord Bagdad-Erbil sur l'exportation conjointe de pétrole de Kirkouk via la Turquie, une décision à laquelle Hêro Talabani a exprimé son opposition le 8 septembre, déclarant qu'elle était injuste pour les habitants de Kirkouk. Le même jour, le responsable du Comité des ressources naturelles du parlement, le Dr. Sherko Jawdat, a accusé sur sa page Facebook certains membres de l'UPK d'exporter du pétrole depuis Kirkouk vers l'Iran sans en informer le GRK et sans déclarer les revenus ainsi obtenus. Mais Ahmad Askari, son homologue pour la province de Kirkouk, a déclaré ne pas être informé d'exportations illégales... Suite à ces accusations, le chef du Front Turkmène, Arshad Salihî, a exprimé le 13 son inquiétude que le pétrole de Kirkouk puisse être approprié par un parti, quel qu'il soit, ajoutant que les Turkmènes n'avaient eu aucune information sur l'accord de partage passé en août entre Bagdad et Erbil, et qu'ils estimaient «avoir droit à une part de ce pétrole, tout

comme les Kurdes». Ces accusations se croisent alors que, de Bagdad à Erbil en passant par les membres des différentes communautés habitant la province, la question se pose du devenir de la province de Kirkouk (et de son pétrole...) une fois que Daech en aura été chassé. Selon les déclarations en date du 7 septembre d'une personnalité politique kurde, Siru Qadir, Massoud Barzani a proposé au gouvernement central que la province de Kirkouk soit après sa reprise à Daech divisée en trois parties, et que les résidents de chacune de ces nouvelles provinces puissent choisir leur sort par référendum.

Ces conflits internes à l'UPK n'ont pas empêché ce parti et le mouve-

ment *Gorran* («Changement») d'annoncer le 11 l'unification de leurs représentations au parlement de Bagdad, selon l'accord passé entre les deux partis le 14 mai dernier. Le nouveau bloc disposera de 30 voix, grâce aux 21 sièges de l'UPK et aux 9 de *Gorran*. La veille, le 10, les quatre ministres *Gorran* du GRK suspendus en octobre 2015 par le Premier ministre PDK Nechirvan Barzani avaient envoyé des lettres de démission à leur parti et au GRK, justifiant leur décision par la détérioration des conditions de la Région du Kurdistan.

Dans une interview accordée le 25 à la radio en langue kurde de la *Voix de l'Amérique*, le chef de cabinet de la présidence de la Région du Kurdistan, Fouad Hussein, a indi-

qué que le président de la Région, Massoud Barzani avait fait des propositions pour résoudre la crise politique interne à la Région, suggérant que le parlement kurde soit réactivé avec l'UPK en prenant la présidence et que le mouvement *Gorran* prenne le poste de deuxième vice Premier ministre. Une autre suggestion est que les autres partis politiques élisent trois personnes à la présidence du parlement jusqu'à la prochaine élection, à tenir en 2017. Fouad Hussein a ajouté que Massoud Barzani était prêt à démissionner si quelqu'un d'autre était prêt à prendre la Présidence de la Région. Reste à savoir si ces propositions pourront être discutées entre les différents partis politiques kurdes de la Région.

IRAN : NOUVEAUX COMBATS ENTRE PESHMERGAS DU PDKI ET FORCES DE SÉCURITÉ

Suite à la mort le 7 septembre au Kurdistan d'Iran de deux de ses militants tués selon le PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) près de Sardasht dans une embuscade des *pasdaran* (Gardiens de la révolution), ce parti a lancé des attaques contre deux bases des *pasdaran* à Bokan, la première le même jour puis une autre le lendemain matin. En riposte, l'artillerie iranienne a repris le 17, pour la troisième fois cette année, le pilonnage de villages du sous district de Sidakan, dans le district de Soran, du côté irakien de la frontière, notamment celui de Barbzen. Comme les deux premières fois (en juin et en août) l'Iran a déclaré qu'il bombardait des bases du PDKI. Le lendemain soir, dimanche 18, selon des informations non confirmées par une source officielle iranienne, des combats se sont produits entre *pasdaran* et peshmergas dans la région de Piranshar et de Sardasht, dans la province d'Azerbaïdjan

Occidental [province à majorité kurde dont la capitale est Ouroumieh et où se trouve aussi la ville kurde de Mahabad]. Plusieurs membres des forces iraniennes, dont deux commandants, auraient été tués. Le secrétaire général adjoint du PDKI, Hassan Sharafi, a déclaré le 29 que son parti poursuivrait ses actions au Kurdistan d'Iran (*Rojhelat*) pour défendre les Kurdes qui y vivent, affirmant que cette lutte était d'autant plus nécessaire après l'«accord nucléaire» passé entre la communauté internationale et la République islamique. La décision du PDKI de réactiver ses actions militaires sur le territoire iranien, prise en mars dernier après 20 ans de trêve tacite, est due selon Sharafi, à l'intensification de la répression frappant les régions kurdes du pays depuis l'accord, et il la caractérise comme acte d'«auto-défense».

Il est vrai que les nouvelles en provenance du Kurdistan d'Iran ne cessent de donner des noms

de personnes condamnées voire pendues pour des crimes imaginaires, dont beaucoup de Kurdes incarcérés pour... «inimitié avec Dieu» (*moharabehi*). Peut-on pour autant parler de bonne nouvelle lorsqu'un activiste et journaliste kurde, Adnan Hassanpour, emprisonné pour ce motif, est finalement libéré après avoir passé dix ans en prison ? Le 11 septembre, Hassanpour, a pu retrouver ses proches. Arrêté en 2006, reconnu coupable et condamné à mort en 2007, il avait vu sa peine annulée en appel et avait été de nouveau jugé pour espionnage et appartenance à un parti politique illégal, ce qui lui avait valu 15 ans de prison, plus tard réduits à 10. Il semble avoir été arrêté surtout en raison de ses activités journalistiques: fondateur et rédacteur en chef d'un hebdomadaire plutôt critique du gouvernement, *Aso*, publié en kurde et en persan dans sa ville natale de Mariwan, Hassanpour avait été arrêté après avoir écrit sur les manifestations violentes qui

avaient secoué les zones kurdes d'Iran en 2005. Il avait aussi fréquemment abordé dans ses articles les questions sociales comme la pauvreté. Aso a été accusé de menacer la sécurité nationale de l'Iran, et

Hassanpour est demeuré en prison plus longtemps en une seule peine que tout autre journaliste en Iran, et les organisations des Droits de l'homme et des journalistes se sont mobilisées pour le défendre, lui attribuant plusieurs

prix internationaux. En 2007, son avocat, Khalil Bahramian, avait été arrêté à l'aéroport alors qu'il se préparait à embarquer pour Sienne, en Italie, pour recevoir au nom d'Hassanpour l'un de ces prix.

DAECH :

LES RELATIONS TROUBLES DE L'ETAT TURC AVEC LES DJIHADISTES

Les relations plus que troubles que la Turquie sous le contrôle de l'AKP continue d'entretenir avec divers groupes djihadistes posent de plus en plus de questions aux observateurs, quel que soit leur camp dans la guerre civile syrienne. Ainsi la coalition anti-Daech tout comme la Russie ont appelé la Turquie à cesser ses frappes sur les Kurdes, et le 2 septembre, un responsable du ministère russe des Affaires étrangères, Ilya Rogachev, a déclaré que l'ancien front Al-Nosra, à présent renommé Jabhat Fatah Al-Sham, continuait à recevoir des renforts au travers de la frontière turque. Du côté américain, le site de la radio *Voix de l'Amérique* (VOA) a publié le 19 un article posant explicitement la question des relations de la Turquie avec les djihadistes, abordant notamment la composition des contingents de l'Armée Syrienne Libre (ASL) qui accompagnent les blindés turcs dans leur incursion au Rojava. Une vidéo diffusée récemment montrant des membres des Forces spéciales américaines obligés de quitter une ville après sa prise par l'ASL sous les cris de «Mort à l'Amérique» ou «A bas l'impérialisme» a soulevé de nombreuses questions aux États-Unis. La manière dont le président turc a minimisé l'incident en maintenant que la Turquie ne soutenait que des rebelles «modérés» n'a pas toujours convaincu en Turquie même, comme le montre cet extrait d'un article en réponse de l'éditorialiste de *Cumhuriyet*, Kadri Gürsel, repris par VOA : «Il y a 8 à 10 groupes armés et entraînés avec l'argent du Qatar et de l'Arabie

Saoudite, organisés par la Turquie, et aussi aidés par la CIA. Je ne suis pas d'accord avec cette manière de les présenter comme des modérés. Ce sont des djihadistes, tous sont des djihadistes, et les djihadistes se bouffent entre eux. Et on peut voir des militants de [Daech] se transformer en islamistes modérés en l'espace d'une nuit». D'autres éléments jettent le doute sur les rapports entre Turquie et djihadistes. Ainsi le 12, les djihadistes de Jabhat Fateh al-Sham (ex Al-Nosra) ont bombardé Afrin, causant la mort de plusieurs civils, un événement troublant lorsqu'on le rapproche des bombardements lancés sur Afrin par l'armée turque à peine quatre jours plus tôt. Enfin, le 20, Houria Al-Slami, responsable du Groupe des disparitions forcées au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, a déclaré durant son rapport au Conseil de la visite qu'elle a faite en Turquie du 14 au 18 mars 2015 qu'elle disposait de documents prouvant que Daech avait vendu des femmes yézidiennes en Turquie, ajoutant que, lorsqu'elle avait tenté de rencontrer les autorités à ce propos, elle avait essuyé un refus...

Un autre lanceur d'alerte a récemment tiré la sonnette d'alarme sur les relations de complicité avec les djihadistes au sein de l'«Etat AKP». Responsable de 2010 à 2012 de la lutte anti-terroriste, puis de la lutte contre le crime organisé jusqu'en 2014, Ahmet Sait Yayla, ensuite devenu enseignant en sociologie à l'Université de Harran, vient de co-diriger aux États-Unis avec Anne Speckhard (une spécialiste de la psychologie de la radicalisation) un

ouvrage regroupant et analysant de nombreuses interviews de transfuges de Daech, *ISIS Defectors: Inside Stories of Confronting the Caliphate (Transfuges de l'EI : Comment ils se sont opposés de l'intérieur au Califat, non traduit en français)*. Dans une interview donnée mi-septembre à *Insurge Intelligence*, une organisation de journalistes indépendants, Yayla rapporte comment il a fini par démissionner de ses responsabilités après avoir constaté qu'il ne pouvait combattre les chefs de Daech efficacement en raison du soutien dont ils bénéficiaient au plus haut niveau de l'Etat. Même l'arrestation récente en Turquie de son fils de 19 ans, étudiant en relations internationales, n'a pas réussi à le faire taire, et ses révélations amplifient celles du journal *Cumhuriyet* qui avaient valu à leurs auteurs, Can Dündar et Erdem Gül, une accusation de haute trahison. Ils avaient montré preuves à l'appui qu'un convoi de l'ONG turque IHH (la même qui avait armé le bateau pour Gaza attaqué par les forces israéliennes) avait été utilisé pour fournir des armes aux djihadistes syriens sous la protection du MIT (les services de renseignements turcs), mais Yayla a déclaré que IHH, devenue l'un des principaux partenaires de l'agence turque de coopération internationale TIKA, a été systématiquement utilisée durant plusieurs années pour fournir des armes à de nombreux groupes djihadistes, «et pas seulement à Daech». Autre révélation troublante de Yayla, le directeur de l'agence TIKA de 2003 à 2007 n'était autre que Hakan Fidan, devenu ensuite patron du MIT! Selon l'ancien responsable anti-ter-

roriste, Fidan avait été dans les années 90 le principal suspect dans une série d'attentats visant des intellectuels de gauche, où laissèrent la vie entre autres l'universitaire et fondatrice du SHP Bahriye Üçok (assassinée en 1990 par un colis piégé), le journaliste de *Cumhuriyet* Uğur Mumcu (assassiné en 1993 dans l'explosion de sa voiture, revendiquée par plusieurs groupes islamistes), ou encore l'universitaire et rédacteur de *Cumhuriyet* Ahmet Taner Kışlalı (aussi assassiné par un colis piégé en 1999)... Yayla rapporte que l'enquête révéla que Fidan était membre d'une cellule du Hezbollah Turc, une organisation manipulée sinon directement créée par l'armée, et responsable de nombreuses exactions, enlèvements, actes de torture et exécutions extra judiciaires

de militants de gauche et nationalistes kurdes. Fidan dut alors fuir en Allemagne puis aux États-Unis, mais après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les poursuites contre lui cessèrent et il put rentrer en Turquie sans être aucunement inquiété, reprenant son poste de directeur du TİKA avant de devenir responsable du MIT... Yayla expose également les liens organiques entre le Hezbollah turc, Daech, et Al-Qaïda.

Quel que soit le degré de véracité des révélations de Yayla, on ne peut que remarquer qu'en effet, la Turquie rechigne jusqu'à présent à fournir des informations un tant soit peu précises sur la composition des éléments de l'ASL avec lesquels elle coopère en Syrie. Par ailleurs, les observateurs savent que les combattants rebelles chan-

gent facilement de groupe, et les groupes de nom et d'allégeance... Pour l'instant, la position stratégique géographiquement incontournable de la Turquie et son appartenance à l'OTAN lui permettent de s'imposer sur le terrain. Ainsi la Russie a-t-elle annoncé la reprise du dialogue anti-terroriste avec la Turquie, et les États-Unis ont au moins tacitement accepté son incursion. A présent que les autorités turques communiquent publiquement sur une possible extension des opérations plus au sud en Syrie, y compris pour participer à l'opération sur Raqqa, la question se pose de savoir si localement elles pourront continuer à contrôler leurs douteux alliés locaux, et au plan international à bénéficier de la confiance de leurs alliés...

CINÉMA : UN FILM SUR LES YÉZIDIS SUSCITE LA POLÉMIQUE AU FESTIVAL DE DOHOUK

Le quatrième Festival international de cinéma de Dohouk, au Kurdistan irakien (*Duhok IFF*), a débuté le 9 septembre avec huit films en compétition pour le meilleur film international et 17 films en projection dans la catégorie «Cinéma international», dont plusieurs films scandinaves, sur un total de 126 films présentés au public. Selon Hiwa Aloji, responsable des relations avec les médias pour le festival, le thème principal du festival cette année est la frontière ; il s'agissait d'explorer le rôle joué par la présence des frontières dans la culture kurde. Cependant, le premier film projeté au cours du festival a été le film kurde *Reşeba* (*Tempête*, aussi titré en anglais *Vent sombre*, *The Dark Wind*), dirigé par Hussein Hassan, qui dépeint les événements récents au Kurdistan irakien et en particulier le désastre du Sinjar. Le scénario concerne une histoire d'amour entre deux jeunes qui se sont fiancés juste avant l'attaque menée par l'organi-

sation djihadiste Daech contre la région du Sinjar et les Yézidis, suivie par le génocide perpétré contre ceux-ci par les djihadistes.

Cependant, avant même que le Festival ne se termine le vendredi 16, un groupe d'environ 30 avocats yézidis s'est réuni le 12 pour commencer à travailler sur le dépôt d'une plainte contre Hussein Hassan, expliquant que leur communauté y était dépeinte de manière négative. L'un d'entre eux a déclaré que le film contenait des scènes qui ne sont pas conformes à la réalité des Kurdes yézidis. D'autres yézidis ont reproché au film de les représenter comme «conservateurs et arriérés». Durant la projection, déjà, des protestations avaient fusé dans la salle, les spectateurs croyant que la jeune fille, échappée de Daech, était ensuite dans le scénario assassinée par sa propre famille.

Le réalisateur, Hussein Hassan, a déclaré à la chaîne de télévision

kurde *Rûdaw* que le film avait été fait en collaboration avec les autorités religieuses de la communauté yézidie et des responsables du Centre culturel yézidi à Lalêsh. Cependant, l'un des membres de ce centre a indiqué que dans la scène finale du film, la manière dont son père et ses frères traitaient la jeune fille revenant des griffes de l'organisation djihadiste était trop négative et ne correspondait pas à la réalité...

Le génocide des yézidis se poursuit à l'heure où paraît ce bulletin, et au moins 3.000 femmes yézidies se trouvent encore entre les mains de Daech, comme ne cesse de le rappeler l'activiste yézidie Nadia Mourad, qui vient d'être nommée Ambassadeur de bonne volonté pour la dignité des survivants au trafic d'êtres humains. Ces événements posent bien sur la question de la manière dont l'art, y compris cinématographique, peut légitimement aborder ainsi «en direct» des sujets aussi douloureux sans susciter de douleur supplémentaire.

Kurds fear losing U.S. support after Turkey's push into Syria

ISTANBUL

Turkish incursion renews worry that allied support will dissolve after war

BY TIM ARANGO

For almost two years, Syrian Kurds, with American weapons, air cover and training, have fought and died in battle against the Islamic State. They have taken pride in their status as the United States' most faithful proxy in the fight against the militant group, and they have hoped their effectiveness as warriors would lead to American support for Kurdish political gains inside Syria.

So, many Kurds shuddered when Turkish tanks and soldiers recently rolled into northern Syria, with American support, to push back against Kurdish gains. They saw it, perhaps prematurely, as a replay of a century of betrayal by world powers, going back to the end of the World War I, when they were promised, then denied, their own state in the postwar settlement.

"The Kurds are going to scream betrayal at every turn when they think things are not going to go their way, because they've had a century of it," said Joost Hiltermann, the program director for the Middle East and North Africa at the International Crisis Group and a longtime expert on the Kurds.

The Syrian Kurds say their aim is to establish an autonomous region, not their own state, where their rights are protected, in whatever settlement comes from the long Syrian civil war. And they say they hope that the United States will support them in that desire.

To accomplish that, though, they need to connect two of their territories — Afrin in the west and Kobani in the east — an effort that Turkey sees as a national security threat to be thwarted at virtually any cost.

While the first aim of Turkey's incursion last month into northern Syria was to push the Islamic State from the border town of Jarabulus, many believe that Turkey's primary goal was to thwart Kurdish territorial ambitions.

That the United States supported Turkey, a NATO ally, in moving into Syria reverberated among ethnic Kurds across the region, where they are spread across four countries — Iran, Iraq, Syria and Turkey — and have long dreamed of their own state, while being oppressed by autocratic governments



Kurdish fighters in Hilelike, Syria, last year. The Syrian Kurds say their aim is to establish an autonomous region, not their own state, where their rights are protected, after the Syrian civil war.

that have denied them basic political rights.

"These operations by Turkey are obviously more against the Kurds than Daesh," said Mahmoud Othman, a prominent Iraqi Kurdish politician, using the Arabic acronym for the Islamic State. He added: "People are afraid now. People are really afraid of what could happen in the end."

Drawing on history, Kurds see themselves as the playthings of world powers, used in proxy fights when it serves their interest and then discarded.

The United States, on balance, has arguably been a great friend to the Kurds, coming to their aid after the Persian Gulf war in the early 1990s and helping establish an autonomous region for them in Iraq, safe from Saddam Hussein's brutality.

However, the United States also figures prominently in that historical memory of betrayal. In 1975, after the C.I.A. had worked with Iran to supply weapons to the Kurds to fight Mr. Hussein's regime, Secretary of State Henry A. Kissinger abruptly pulled the plug after a reconciliation between Tehran and Baghdad.

"In 1975, the same betrayal of the Kurds happened," said Hasos Hard, a Kurdish journalist in northern Iraq, when asked about his reaction to the American support for Turkey's Syria in-

curtion.

Many analysts, though, as well as Syrian Kurdish fighters on the ground, say the accusations of betrayal are not quite right — at least not yet.

There is little sign that the United States has abandoned the Syrian Kurds. American officials have worked to negotiate a truce on the ground between the rebels backed by Turkey and the Kurdish militia, known as the People's Protection Units, and fighting has calmed in recent days.

But many Kurds say they see the writing on the wall and worry that once the Islamic State is driven from its capital in the Syrian city of Raqqa, the United States will sell them out.

Mr. Hiltermann said that when he traveled to northern Syria this year, he was asked this question, over and over, from the Kurds: "What do you think the Americans will do when Raqqa is taken?"

The question highlights the conundrum that the increasingly complicated Syrian battlefield presents the United States, which has tried to balance its relations with Turkey and the Syrian Kurds — a primary Turkish enemy because of their ties to militants inside the country.

Even though the United States has funneled weapons to the Syrian Kurds and provided them with military training, it has not established ties to the mi-

litia's political wing, the Democratic Union Party, because of Turkish concerns, nor has it promised them anything beyond military support in the fight against the Islamic State.

Aliza Marcus, an author and expert on the Kurds, said "it seems crass by the U.S." to provide military support without any steps to establish political ties. This seems especially true now, she said, after the Kurds took heavy casualties in pushing the Islamic State out of Manbij, a city in northern Syria they recently liberated, and are now being asked to leave because Turkey does not want them there.

Lacking United States support, the Democratic Union Party has been shut out of Syrian peace talks that have been held in Geneva, and now there are increasing worries that Washington will eventually distance itself from the Syrian Kurds in a bid to improve relations with Turkey.

"The U.S. themselves, they say these are the best fighters against Daesh. These are the best allies," said Mr. Othman, referring to the People's Protection Units. "Hopefully they will stick to that, and help them, and not leave them in the end."

The recent events stand in marked contrast to a year ago, when amid the

chaos of the Middle East it seemed that the Kurds were capitalizing on the turmoil to make historic gains. In Syria, they had secured land and found a powerful benefactor in the United States. In Turkey, for the first time, a Kurdish political party entered Parliament after elections. In Iraq, amid the fight against the Islamic State, they took control of Kirkuk, a city historically divided between Arabs and Kurds.

A year later, those prospects have dimmed. Iraq's Kurds, somewhat insulated from the Syrian crisis, are pushing forward with their ambitions for independence, undaunted by an economic crisis. But in Turkey a decades-long war has resumed between the Kurdistan Workers' Party and the Turkish state, and the main Kurdish political party has been isolated from national politics. In Syria, the Turkish military has dashed the Kurds' efforts to link their two territories.

Further complicating matters, the Syrian conflict has become intertwined with Turkey's domestic turmoil. Turkey sees itself as fighting the Kurdistan Workers' Party on three fronts: in Turkey, in northern Syria and in northern Iraq, where its members hide out in the mountains. As a result, analysts say, there can be no final settlement of the Syrian civil war without the resumption

of peace talks between Turkey and the Kurdistan Workers' Party, of which the Democratic Union Party is its Syrian affiliate.

For now, the Kurds are still counting on the Americans to preserve them a place in a future Syrian state. "They should help them politically, to have rights in Syria," Mr. Othman said. The Kurds, he said, "want a new Syria to be established, with them having a say in it."

If nothing else, the American military support, even without any promises on the political front, has legitimized the Syrian Kurds' ambitions. It has helped them to secure a large section of territory that they say they will never give up, no matter what their patrons do.

"Throughout history, the Kurds were abandoned," said Ahmad Haj Mansour, a Democratic Union Party official who lives in Britain. "But now, the time and place is different. We don't need world powers to survive. We are in charge of our land, and we have fighters."

Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul, and Kamil Kakol from Sulaimaniya, Iraq.

International New York Times SEPTEMBER 3-4, 2016



SUBMERGING HISTORY A dam project in Turkey that dates to the 1950s is 80 percent complete, and the filling of its reservoir will swamp much of the town of Hasankeyf. nytimes.com/world

SAMUEL ARANDA FOR THE NEW YORK TIMES



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Une vieille tragédie kurde

La semaine dernière, les Etats-Unis ont « trahi » les Kurdes de Syrie, leurs principaux alliés contre le prétendu « Etat islamique » (EI). Pour les premiers, c'est une péripétie dans une guerre atroce ; pour les seconds, un mauvais coup dans leur lutte pour l'émancipation. Mais, au regard de la saga des Kurdes, le revirement américain relève de la banalité. Dans les affaires kurdes, la trahison fait partie du paysage.

Elle leur est aussi familière que la montagne. Elle jalonne leur histoire, comme une tragédie toujours recommencée. Voilà longtemps que les grandes puissances instrumentalisent la cause kurde dans leur politique moyen-orientale. Et longtemps que les intéressés se laissent abuser par le surcroît de force que représente l'alliance conjoncturelle avec l'une d'elles.

Le plus souvent, les Kurdes ne pèsent dans le jeu des « Grands » que le temps d'une saison diplomatique-stratégique. En 1920, au lendemain de la première guerre mondiale, les Européens se partagent les dépouilles de l'Empire ottoman. Grands seigneurs, ils se penchent, un moment, sur le sort des Kurdes – peuple d'origine indo-européenne, disséminé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Une « région autonome » est accordée aux Kurdes. L'accord ne verra jamais le jour et, trois ans plus tard, le traité de Lausanne enterme tout projet d'émancipation des Kurdes. Ils resteront l'une des plus larges minorités ethniques au monde – 25 à 30 millions de personnes – à ne pas disposer d'un Etat.

Seuls dans la montagne

La suite ressemble à cette première promesse non tenue. Au début des années 1970, durant la guerre froide, l'Iran du Chah et l'Irak du Baas, le parti de Saddam Hussein, rivalisent pour la pré-

**POUR WASHINGTON
COMME POUR
MOSCOU, LA TURQUIE
COMPTE PLUS QUE
JAMAIS. LES KURDES
PASSENT APRÈS
VOILÀ LONGTEMPS
QUE LES GRANDES
PUISSANCES
INSTRUMENTALISENT
LA CAUSE KURDE
DANS LEUR POLITIQUE
MOYEN-ORIENTALE**

pondérance régionale. Ils entretiennent nombre de différends. Téhéran est allié aux Etats-Unis, Bagdad à l'URSS. Vieux principe de géopolitique : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Au nom de quoi le bloc soviétique aide les Kurdes d'Iran – en lutte contre le régime du Chah – et l'Amérique est aux côtés des Kurdes d'Irak – en quête d'émancipation, eux aussi.

Mais il suffit d'un moment de détente entre Bagdad et Téhéran, grâce à une médiation algérienne, pour que les uns et les autres reprennent leurs billes et laissent leurs protégés kurdes seuls dans la montagne. Tout cela est très bien raconté par Gérard Chaliand, Bruno Daniel-Laurent et Juliette Minces dans le dernier, et excellent, numéro de la *Revue des deux mondes* (septembre).

Au jeune protestant qui allait devenir Henri IV, on prête le mot « *Paris vaut bien une messe* ». La semaine dernière, Barack Obama a estimé que l'alliance des Etats-Unis avec la Turquie valait bien de sacrifier, un peu, la cause et les amis kurdes de Syrie. Depuis deux

ans, les combattants, femmes et hommes, du Parti de l'Union démocratique, le PYD, infligent, dans le nord-est du pays, défaite sur défaite à l'EI. Ils sont les plus courageux et les plus efficaces des alliés des Etats-Unis sur le terrain. Appuyés par des forces spéciales américaines et par l'US Air Force, ils préparent la bataille de Rakka, « capitale » de l'EI en Syrie.

Au fil des combats, ils ont conforté leur emprise sur une partie du pays kurde syrien, à l'est de l'Euphrate, le long de la frontière turque, sur quelque 400 kilomètres. Ils veulent établir la jonction avec les autres cantons kurdes de la région, à l'ouest de l'Euphrate. C'est une ligne rouge pour la Turquie : pas question de laisser s'installer tout le long de la frontière une région kurde autonome aux mains du PYD, « filiale » historique du PKK, les séparatistes kurdes de Turquie – mouvement que l'Europe et les Etats-Unis qualifient de terroriste. Pour Ankara, en guerre contre ses Kurdes depuis 1984, le projet du PYD est une menace stratégique : il doterait le PKK d'une solide base arrière.

D'où l'opération armée lancée par l'armée turque en Syrie le 24 août. Elle se poursuit, avec un objectif : chasser le PYD de la région ouest du fleuve. Il s'agit d'empêcher la jonction entre les cantons kurdes syriens, dans une zone par ailleurs loin d'être ethniquement homogène. Les Etats-Unis ont appuyé l'opération, militairement et politiquement. Ils ont dit au PYD de renoncer à son ambition d'une région kurde syrienne unifiée. Tant pis pour les morts au combat contre l'EI depuis dix-huit mois. Sauf à perdre le soutien américain, le PYD n'a d'autre choix que d'obtempérer.

L'épisode est typique de l'histoire kurde. Washington veut rétablir avec la Turquie, membre de l'OTAN, une relation aujourd'hui singulièrement dégradée. Elle aussi alliée du PYD, la Russie, protectrice du régime de Damas, a également donné son feu vert à l'intervention turque. Pour la Maison Blanche comme pour le Kremlin, la Turquie compte plus que jamais au Moyen-Orient. Les Kurdes passent après.

Autre constante de leur histoire : les Kurdes sont divisés. Entre le PYD, marxiste-féministe-communautariste, et la formation kurde dominante en Irak, le PDK de

Massoud Barzani, version plus « paternaliste » de l'autonomisme, les relations sont exécrables. Première expérience réussie d'émancipation, la région autonome du Kurdistan d'Irak est très dépendante de la Turquie, politiquement et économiquement.

Entre les Kurdes de Syrie et ceux de Turquie, la situation est aussi compliquée. Même si les liens du PKK avec le PYD sont étroits, le premier joue contre le second. Les actes terroristes du PKK en Turquie nourrissent la guerre avec Ankara qui, à son tour, justifie l'intervention de l'armée turque en Syrie. Le président Recep Tayyip Erdogan a promis d'agir avec la même « détermination » contre l'EI et contre le « groupe terroriste » du PYD. Les Etats-Unis peuvent-ils abandonner totalement leurs alliés kurdes, ceux dont ils louaient l'héroïsme il y a encore trois semaines ? ■

frachon@lemonde.fr

Histoires de la communauté juive kurde



Alors que le Kurdistan est la pointe de la lutte contre Daech, Haguesher vous propose un survol historique de ce que fut la communauté juive kurde dont les origines remontent à Avraham et qui s'est parfaitement intégrée à la société israélienne . Pages 12 et 13

Les Juifs du Kurdistan : origines et histoire

Ces dernières semaines les rebelles ont remporté sur le terrain des combats contre Daech plusieurs succès importants. L'occasion de se pencher sur la communauté juive importante qui a vécu pendant plusieurs millénaires dans cette contrée historique, et qui est, aujourd'hui, dans sa majorité installée en Israël. Kurdistan est plus que jamais au cœur du conflit au cœur de l'actualité brûlante.

Le Kurdistan, ancienne Mésopotamie

La région du Kurdistan est mentionnée la première fois dans la Torah comme étant la terre natale d'Abraham, « *Aram naharayim* ». Terre entre deux fleuves, la Mésopotamie va appartenir successivement aux grandes puissances de l'Antiquité, les Médes, les Perses, les Assyriens et les Babyloniens.

Et c'est justement un roi assyrien, Salmanazar, qui va installer les premiers Juifs au Kurdistan. Entre -724 et -722 de l'ère chrétienne, il y a plus de 2 700 ans, celui-ci assiège le royaume d'Israël pour finalement réussir à annexer la Samarie. Lors de sa victoire, il déporte les populations juives en Assyrie afin d'empêcher toute rébellion. Ces Juifs font partie des « Dix tribus exilées » et, en s'installant en Mésopotamie, elles créent une des premières communautés juives en diaspora. Et les destructions des deux Temples ne vont que participer à l'accroissement de celles-ci.

Une des villes de Mésopotamie qui est

mentionnée plusieurs fois dans le Tana'h, la Bible, est celle de Ninive, aujourd'hui devenue Mossoul. Cette ville a la particularité d'être à deux reprises sujette aux prédictions des prophètes d'Israël. La première fois c'est Jonas qui est envoyé par Dieu pour demander à la ville de se repentir. La seconde fois, moins connue, c'est le prophète Nahum, originaire de la ville kurde d'Alqoche, qui prophétise contre Ninive et l'Assyrie. Jusqu'à aujourd'hui, sa tombe supposée est vénérée à Alqoche par les populations locales, juives et yazidiennes.

Benjamin de Tudèle au Kurdistan

« Mossoul contient les synagogues d'Obadiah, de Jonas fils d'Amitai et de Na'houm l'Alqochite ». Par ces mots, le célèbre rabbin voyageur Benjamin de Tudèle commence sa description des communautés juives kurdes. Après avoir traversé les communautés d'Europe et de Byzance, Tudèle arrive dans la région aux environs des années 1170. Son récit est le premier témoignage que nous avons sur les juifs résidants dans

cette partie du monde. Il y dénombre plusieurs milliers de juifs, qui habitent dans des petits villages perdus dans les montagnes du Kurdistan. Ce qui impressionne énormément ce rabbin voyageur, c'est de voir à quel point, malgré leur éloignement géographique, ces Juifs appliquent les lois juives à la lettre.

D'autres voyageurs moins connus se rendent au XII^e et au XIII^e siècle dans cette région. Ce qui les marque, c'est le fait que les Juifs de la région continuent de parler la langue du Talmud, l'araméen ! Leur dialecte, le Jabli (voir encadré), est source de fierté : à peu de choses près ces Juifs n'ont pas changé depuis plus d'un millénaire.

Quelques dizaines d'années après le passage de Benjamin de Tudèle arrive l'heure des terribles croisades. C'est au tour de nombreux Juifs, de prendre la route de l'Orient afin de se réfugier dans ces communautés montagnardes. Grâce à cet apport, les communautés juives kurdes voient l'accroissement de leur population qui devient de plus en plus établie.

Un quotidien difficile

Mais cette sédentarisation n'est pas synonyme de prospérité. L'éloignement des Juifs kurdes leur permet de leur épargner certains massacres, mais ne les protège pas de toute hostilité. D'autres voyageurs racontent à quel point les Juifs kurdes mènent une vie âpre. Le fait que les communautés soient très petites et éloignées les unes des autres rend les choses plus compliquées.

Le témoignage de l'historien juif roumain Benjamin II est incontournable pour mieux comprendre le quotidien de ces Juifs. Dans son livre « *Cinq années de voyage en Orient 1846-1851* », Benjamin II brosse un tableau parfois douloureux à lire. Venant d'une Europe plus ou moins civilisée et respectueuse envers les Juifs, il est frappé par le fait qu'au Kurdistan, les Juifs sont la risée des Kurdes. On leur extorque souvent de l'argent et on les maltraite.

Il raconte aussi la surprise de la population locale, qui pour beaucoup, découvre leur premier Juif européen. Il écrit : « *On m'y accueillit avec une joie tout enfantine en apprenant qui j'étais, d'où je venais et on m'apporta des vivres. Jamais ils n'avaient vu d'Israélites européens, jamais ils n'en avaient entendu parler.* » Il mentionne également le niveau d'éducation extrêmement bas dans les villages.

La communauté juive kurde de la veille de la création d'Israël à aujourd'hui

Pour combler ce manque d'instruction, les Juifs kurdes font appel à leurs frères de Bagdad. La capitale irakienne regorge d'érudits, maîtres et précepteurs, qui montent dans les montagnes pour enseigner aux communautés kurdes. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'une partie des Juifs kurdes se familiarisent avec la langue et la culture arabe.

Quelques années après l'ouverture d'une école juive à Bagdad, l'Alliance universelle ouvre une école dans le Kurdistan irakien en 1903, ce qui permet à de nombreux Juifs irakiens et kurdes de prendre des responsabilités au sein de l'administration sous le mandat britannique. Au moment de l'indépendance de l'Irak en 1932, les Juifs sont radiés de l'administration et en 1940 l'école ferme ses portes. C'est en 1940 qu'a lieu pour la première fois un recensement des villages kurdes et de leurs populations juives. On décompte 45 000 Juifs, présents dans plus de deux cents villes et villages. La très grande majorité des communautés, 146 pour être précis, se situent dans le Kurdistan irakien. Seules quelques dizaines de communautés se trouvent en Iran et en Turquie. Le drame des Juifs kurdes va être similaire à celui des Juifs irakiens. En 1948, juste après la création

de l'État d'Israël, le gouvernement irakien interdit toute appartenance au mouvement



sioniste. Celui qui transgresse la loi se voit déchu de sa nationalité irakienne. Par cette loi, les Juifs irakiens et kurdes deviennent apatrides du jour au lendemain et leurs possessions sont saisies. La grande majorité des Juifs kurdes sont secourus dans l'opération « *Ezra et Néhémie* » et s'installent en Israël. De cette façon s'éteint une communauté par deux fois millénaire.

Les Juifs kurdes en Israël

Ils sont, au moins dans le marché de Ma'hané Yéhouda à Jérusalem, les vendeurs et experts incontestés des fruits secs. Les pistaches et noix de cajou n'ont depuis longtemps plus aucun secret pour eux. Mais ils ont pris soin de préserver dans de nombreuses synagogues leur tradition liturgique. Montés en Israël, pour la plupart dès le début des années 50, les Juifs kurdes forment une communauté très haute en couleur et en tempérament parfaitement intégrée dans la société israélienne.



Le retour en Israël

Au XVI^e siècle, à une époque où peu de Juifs cherchent à rentrer sur leur terre, la ville de Safed (Tsfat) accueille de nombreux Juifs originaires du Kurdistan. Comme tous les Juifs au monde, ceux-ci n'ont jamais oublié la Terre promise. Pour eux, l'alya vers Israël est une conviction qui se concrétisera plus massivement, pour plusieurs milliers d'entre eux, dans les années 1920 et 1930.

Mais c'est dans les années 1950-1952 que se produit la grande alya de cette communauté, au cours de l'opération de sauvetage mémorable « *Ezra et Néhémie* ». Celle-ci est organisée par l'État d'Israël pour rapatrier le plus vite possible en Israël les 150 000 Juifs d'Irak. Transitant par l'Iran et traversant à pied la frontière, ce sont ainsi plus de 30 000 Juifs kurdes qui vont émigrer en Israël. Le déracinement est assez difficile pour ces Juifs très attachés aux paysages et à la vie montagnarde. Mais la volonté de revenir vivre sur leur terre ancestrale est plus forte.

Comme la majorité des immigrants de l'époque, les Juifs kurdes vont d'abord séjourner dans les « *maabarot* », camps de toile où les nouveaux immigrants sont parqués souvent dans des conditions très précaires. Au fil des ans, ils vont s'installer majoritairement dans Jérusalem et sa région, ainsi que dans la Galilée. On en dénombre aujourd'hui un peu plus de 130 000 répartis un peu partout dans le pays.

« Ana kourdi »

« *Ana kourdi* », « *Je suis Kurde* » dit une expression israélienne. Par ces deux mots d'araméen, l'on signifie à tout commanditaire de services

qu'il ne faut pas trop en demander, mais que le travail sera bien fait. Formule qui définit bien la déontologie kurde.

Au Kurdistan, les Juifs étaient la plupart du temps des artisans, travaillant le cuir et le bois, ainsi que des agriculteurs. En Israël, les Juifs kurdes vont être très rapidement reconnus comme de solides travailleurs qui s'attellent à leur tâche sans difficulté. Beaucoup d'entre eux vont construire le pays en travaillant dans le Bâtiment ou bien dans l'aménagement des routes. Et jusqu'aujourd'hui, un bon nombre d'entre eux dirigent des sociétés de construction.

Le marché de Ma'hané Yéhouda aux couleurs kurdes

Mais ce n'est pas seulement dans le bâtiment qu'on retrouve les Juifs kurdes, c'est aussi dans les plaisirs de la bouche. La grande majorité des primeurs et maraîchers du marché de Jérusalem sont d'origine kurde. La partie du marché appelée le « *marché irakien* » regroupe d'ailleurs les vendeurs kurdes ainsi que les vendeurs irakiens. La célèbre boutique Moreno qui vend des fruits secs en tous genres est-elle aussi d'origine

kurde.

Ajouté à cela, le marché, ainsi que tout Israël est rempli de délices de la cuisine kurde. Qui n'a pas goûté la soupe aux koubés, qu'elle soit acidulée ou à base de betteraves ? Ou bien le riz aux blettes ? Sans oublier un bon nombre de légumes farcis au riz et à la viande. La gastronomie kurde s'est forgé une place de taille dans tous les foyers israéliens.

Moché Barazani

Enfin, les Juifs kurdes ont compté quelques représentants célèbres dans la société israélienne. Le plus connu d'entre eux est le combattant du

Lé'hi, Moché Barazani. Après avoir été arrêté par les Anglais en mars 1947, il est condamné à mort pour avoir fait partie du mouvement de résistance Lé'hi (Groupe Stern). Il est censé être pendu en même temps que son compagnon du mouvement, Meir Feinstein. La veille de leur pendaison, les deux hommes se suicident en faisant exploser une grenade dans leur cellule. Barazani est jusqu'aujourd'hui l'une des figures les plus emblématiques de la communauté kurde et du mouvement du Lé'hi. C'est à côté

Le Jabli, la « langue juive »

L'ARAMÉEN est la langue qui de tout temps a rapproché les Kurdes de la Guémara (Talmud). En effet : cette langue ancestrale, souvent oubliée par les Juifs au profit de l'hébreu est restée pendant des millénaires la langue d'expression quotidienne des communautés juives du Kurdistan. À l'époque où ces Juifs sont exilés, l'araméen est la langue de prédilection de la région. Le fait que les Juifs se soient installés dans des villages éloignés en haut de montagnes, permit à cet idiome d'être très bien conservé. Les Juifs de la région s'appelaient entre eux « Anché HaTargoum », « hommes de la traduction », faisant allusion au Targoum, traduction de la Torah en araméen. Les habitants kurdes qui les entourent parlent alors eux aussi l'araméen, mais dans un dialecte différent. Pour cette raison, ils appellent la langue des Juifs, « Lichana Yéhouidiya », la « langue juive » et d'autres la qualifient de « Jabli », « langue de la montagne », à nouveau pour signifier l'emplacement géographique de ces Juifs qui la parlent. Au moment de leur venue en Israël, beaucoup de Juifs kurdes perdent l'usage de ce dialecte. Il est vrai que les autorités israéliennes encouragent l'utilisation de l'hébreu au détriment de tout patois de diaspora. Il faudra attendre les années 1960 pour qu'un professeur de linguistique de l'université hébraïque de Jérusalem, se rendant compte du trésor qu'il avait à portée de main, se lance dans une étude exhaustive de ce dernier vestige de la langue du Talmud. E.G.

de sa tombe au Mont des Oliviers que l'ancien Premier ministre Mena'hem Begin sera enterré à sa demande en 1992. **ÉLIANA GURFINKIEL**

LE FIGARO vendredi 2 septembre 2016

Dans le nord de la Syrie, la Turquie établit sa zone tampon

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

PROCHE-ORIENT Le projet de « zone tampon » tant souhaité par la Turquie est-il en train de voir le jour ? En prenant, le 24 août, le contrôle de Djarabulus, dans le nord de la Syrie, avec l'appui des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et le soutien aérien de la coalition internationale, avant de mettre le cap plus au sud, Ankara a atteint deux objectifs : se placer au centre de l'échiquier syrien, où Américains, Russes et Iraniens ont déjà posé leurs jalons, et sanctuariser la zone frontalière turco-syrienne en excluant la présence de l'organisation de l'État islamique et des miliciens kurdes syriens de l'YPG, dont le rêve d'établir une entité autonome dans le Nord syrien constitue une « ligne rouge » pour la Turquie. « Enlevez vos masques, nous savons que les visages qui sont derrière sont les mêmes », menaçait, le 28 août, le président Erdogan, lors d'un discours à Gaziantep, en signifiant la détermination de son pays à aller jusqu'au bout de ses intentions. Ces derniers mois, les initiatives visant à juguler la vague d'attentats qui frappe la Turquie, imputés tantôt à Daech, tantôt aux rebelles kurdes du PKK, se sont multipliées : rafles, arrestations, construction de murs de protection sur certains tronçons de la frontière.



« Bouclier de l'Euphrate »

Cette fois-ci, un nouveau cap a été franchi avec le déploiement des tanks turcs en Syrie, dont la présence prolongée tranche avec la précédente incursion turque, ponctuelle et limitée, qui avait eu lieu en février 2015 pour évacuer un mausolée ottoman. De l'aveu même d'un officiel turc, l'opération dite « Bouclier de l'Euphrate » était dans les tuyaux depuis plus de deux ans. « L'année dernière, nous étions très proches du but, dans notre projet de déployer des troupes au sol », confie cette source gouvernementale, en faisant état de pourparlers entamés dès juin 2015 avec les alliés de la coalition, y compris les États-Unis. Mais trois facteurs, précise-t-il, « ont retardé l'intervention militaire » : d'abord, la frilosité américaine relative au nombre jugé insuffisant de rebelles syriens modérés de l'ASL pouvant participer à l'opération ; ensuite le

blocage imposé par une partie de l'armée turque, dont certains hauts gradés se sont révélés, plus tard, impliqués dans le coup d'État avorté du 15 juillet ; enfin, les tensions turco-syriennes provoquées par la destruction, en novembre 2015, de l'avion russe (qui ne se sont que récemment apaisées).

Maintenant qu'Ankara est entrée de plain-pied dans le jeu syrien, la partie est pourtant loin d'être gagnée. Les récents accrochages avec l'YPG ne font qu'ajouter encore plus à la complexité d'une guerre qui dure depuis plus de cinq ans. La riposte potentielle des djihadistes de l'EI ne doit pas, non plus, être négligée. Se pose également la question de la stratégie et des réelles compétences militaires turques. « Si la Turquie veut continuer à faire progresser ses troupes pour prendre le contrôle d'autres parties de la Syrie, son armée en sera-t-elle capable ? Elle peut facilement avancer jusqu'à Marea, mais après ? Combien de temps envisage-t-elle de rester ? Sur le papier, passer le relais à l'ASL semble une bonne idée, mais le succès n'est pas garanti », prévient Aaron Stein, chercheur associé au Centre Rafic Hariri pour le Moyen-Orient, en rappelant la présence, sur le terrain, d'autres forces concurrentes et militairement plus fortes, notamment Jabhat Fatah al-Cham (ex-Jabhat al-Nosra, branche d'al-Qaïda en Syrie). ■



Joint struggle

Kurdish women take up arms and uniform alongside men to defend their people

of those fighting ISIS in Syria according to reports. These groups borrowed their concepts from the Kurdistan Workers' Party, a third of whose fighters were women in the 1990s when they were struggling against Turkey. Among these left-leaning groups, the incorporation of women was seen as an ideological and revolutionary process as well as a military decision to use them as guerrilla fighters in Turkey. The same was true for Yazidi women recruited to the Ezidixan Women's Units, which is allied to the PKK in Sinjar and fought ISIS in 2014.

In the media, the presence of women fighting ISIS became an exotic and sensational topic in 2014 and 2015. They were called "Amazons" in one article. But the reality of life for many women is more complex. In the PKK, as an ABC report noted, they do not get married, as "any sort of romantic affair is strictly forbidden."

In interviews with Kurdish women who joined the Peshmerga, the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) or the Kurdistan Freedom Party (PAK), they expressed differing motivations. Hatred of ISIS and desire to defend Kurdish land is a major factor.

"There are no words that can describe [the evils] of ISIS; they are against humanity. They are inhuman, they attacked our land, they took women and children and they harmed all ethnic groups," says a member of the Rojava Peshmerga.

Young Kurdish women from Iran who fled the Islamic Republic to the Kurdistan Regional Government in northern Iraq have joined the PDKI and intend to go back to Iran to fight the regime. Saher, 20, came because "the regime is torturing women and Kurds and I think it's important to participate." She admits that as a woman it is more difficult than for men, but she says the fight for women's rights in Iran is part of the overall battle for Kurdish rights. Women in Iran are forced to cover their hair; here in northern Iraq these young women wear their hair however they want and train with AK-47s.

"We wanted to struggle for our nation," says Delaram, 22, who had been away from Iran for only a month when we spoke. "I decided before to come but then I found an opportunity to enter PDKI here. It's not difficult to come, but I am worried for my family. We just want the world to support us."

Among the PAK, women have been serving west of Kirkuk and on the front line at Bashiqa in one of the most exposed positions to ISIS, only 17 kilometers from Mosul. Although they know how to use their AKs,

By **SETH I. FRANTZMAN**

Last December on "Kurdish Flag Day," young Kurdish women turned out in Dohuk in the northern region of Iraqi Kurdistan to celebrate their nation's desire for independence. Typically, Kurdish women would wear traditional clothes on this day: a brightly colored dress and sash around the waist with a see-through shawl sometimes draped on the shoulders. But last year many women turned out in green forest-camo uniforms. It wasn't only in Dohuk; as I drove across Kurdistan that day, teenage girls in small towns were dressing up as fighters for Peshmerga, the national defense forces of Kurdistan.

It is part of a quiet revolution of Kurdish women taking place in all parts of Kurdistan from Rojava in Syria, to Rojhilat in Iran, Bakur in Turkey and Bashur (Iraqi Kurdistan). Kurds say that women have played a key part in their national struggle for rights and independence for generations, but the first female Peshmerga units were founded in the mid-1990s. This history was

brought home to *The Jerusalem Post's* Laura Kelly and me as we sat in a caravan near Mosul Dam last month, less than a dozen kilometers from the front line with ISIS, a room full of Kurdish women from Syria. Trained by the Zerevani Peshmerga in northern Iraq, they are part of a unit of Rojava Peshmerga that includes men and women from Syria who fled Bashar Assad's regime.

"Having women serve changes the image of women in society. We prove to everyone that women can run a house and run a country. In the past, Kurdish women also joined and took part in revolutionary movements," says Capt. Gulestan Yusuf Ahmed, who commands the unit of women manning a checkpoint near the strategic dam. "We can run a household and a country."

This is a tough life here. In this scorched countryside the women live in caravans, and other than their AK-47s, they seem to have limited equipment. There are more than 100 women in this unit, says the captain, part of a larger force of around 3,000 men and women who guard checkpoints between the Mosul Dam, Rabiah and Snune. Most of the women are in their early 20s and unmarried.

"We left our land and want to return to the land. In the fight, we don't have less of a role than men; actually we have a bigger role, because we are dealing with taking care of our families and also fighting," says the captain. Because of political differences with the PYD, the Kurdish political party that runs eastern Syria, the women say they cannot return as a unit to fight ISIS.

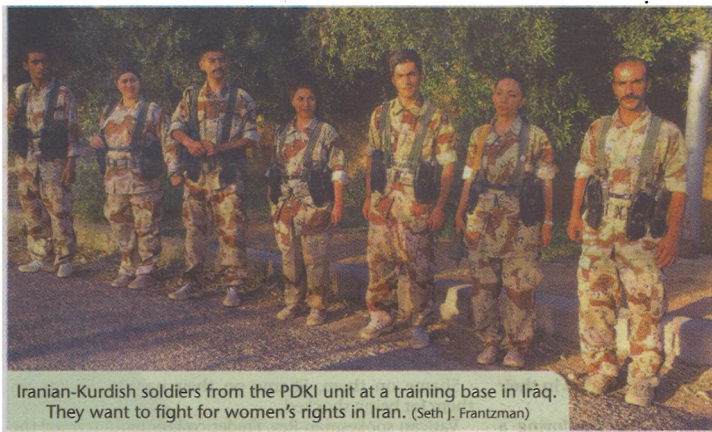
The prominence of women fighters among Kurds first gained attention in Syria among the left-leaning People's Protection Units (YPG) and its offshoot, the Women's Protection Units (YPJ). This all-female force grew to more than 7,000 fighters in 2014 and women were thought to make up 35%



The writer with Rojava Peshmerga women guarding a road near Mosul Dam, July 2016, northern Iraq, Kurdistan Regional Government. (Courtesy)



Capt. Gulestan Yusuf Ahmed (left): 'We prove to everyone that women can run a house and run a country.' (Seth J. Frantzman)



Iranian-Kurdish soldiers from the PDKI unit at a training base in Iraq. They want to fight for women's rights in Iran. (Seth J. Frantzman)



A Kurdistan Freedom Party (PAK) soldier in December 2015 at the front line near Kirkuk, Iraq. (Seth J. Frantzman)

most of them do guard duty or stay closer to a base camp behind the front line. Interviewing them in a bunker, safe from ISIS mortars, the women said the internal situation in Iran is very bad.

"Kurdistan should be independent and united. We came to support the Peshmerga and kill enemies. We want one Kurdistan," says their commanding officer, who is a man. They say if they go back to Iran they will be killed by the regime.

More Kurdish women from the Kurdistan Regional Government, which has tended to be more conservative than its neighboring Kurdish areas, are joining fighting units as well. Some of those are being trained by the international coalition fighting ISIS through the Kurdistan Training Coordination Center. At the Bnaslawa base outside Erbil, in dreadful heat topping 43°C (close to 110°F), 35 women are doing an eight-week training course.

"It's great to see women fighters; their hearts are just like the hearts of men. They've been up in the mountains and that means as much for them and they take on the security of their country," said a spokes-

man for the training. Women aged 17 to 77 have asked to be trained to fight. One 45-year old lost her husband and two sons to ISIS murderers.

That's what hangs in the background here. Many of these women have members of their family they describe as martyrs, who died at the hands of Saddam Hussein or other regimes. Now they, too, want to pick up the rifle. But this revolution has a long way to go. In meetings there was a tendency when men were present for them to engage in a bit of "mansplaining" for the women to explain their motivations for them.

Judging by the women who now regard a uniform as something that is as normal to wear as a dress for national holidays, the role of women in this war is unique, especially when compared to neighboring non-Kurdish areas where theocratic-based parties dominate in Turkey, Iran and increasingly among the Shi'a in Iraq.

Their status in the culture is diametrically opposed to that of their counterparts under their main enemy, ISIS, whose abuse of women is unparalleled.



Kurdish girls dress up as Peshmerga fighters on 'Flag Day,' in Dohuk, Iraqi Kurdistan.

(Seth J. Frantzman)



Bab al-Hadid, a rebel-held area in Aleppo, Syria, last month. Russia has used the presence of Nusra fighters to justify airstrikes around Aleppo, saying it is a crucial front in fighting terrorism.

U.S. vows to press on with truce for Syria

HANGZHOU, CHINA

Obama and Putin fail to find common ground during meeting in China

BY MARK LANDLER AND MARK MAZZETTI

The image of a 5-year-old Syrian boy, dazed and bloodied after being rescued from an airstrike on rebel-held Aleppo, reverberated around the world last month, a harrowing reminder that five years after civil war broke out there, Syria remains a charnel house.

But the reaction was more muted in Washington, where Syria has become a distant disaster rather than an urgent crisis. President Obama's policy toward Syria has barely budged in the last year and shows no sign of change for the remainder of his term. The White House has faced little pressure over the issue, in part because Syria is getting little attention on the campaign trail from either Donald J. Trump or Hillary Clinton.

That frustrates many analysts because they believe that a shift in policy will come only when Mr. Obama has left office. "Given the tone of this campaign, I doubt the electorate will be presented with realistic and intelligible options, with respect to Syria," said Frederic C. Hof, a former adviser on Syria in the administration.

The lack of substantive political debate about Syria is all the more striking given that the Obama administration is

engaged in an increasingly desperate effort to broker a deal with Russia for a cease-fire that would halt the rain of bombs on Aleppo.

Those negotiations moved on Sunday to China, where Secretary of State John Kerry met for two hours with the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, at a Group of 20 meeting.

But that effort, too, fell short, after a 90-minute meeting on Monday between Mr. Obama and President Vladimir V. Putin of Russia on the sidelines of the meeting failed to resolve snags between the United States and Russia.

Mr. Obama said at a news conference, "Given the gaps of trust that exist, that's a tough negotiation, and we've haven't yet closed the gaps in a way where we think it would actually work."

Mr. Obama said he had instructed Mr. Kerry to continue negotiating with the Russians over the coming days to see if a deal was possible. The goal, he said, is



POOL PHOTO BY ETIENNE OLIVEAU

President Obama in Hangzhou. His goal, he said on Monday, is a durable Syria cease-fire.

to forge a durable cease-fire that would halt the bombings of Aleppo and other Syrian cities.

"The faster we can offer some relief to folks on ground," he said, "the better off we're going to be."

Whatever progress Mr. Kerry has made, officials said, could easily be unraveled by external events, whether a new offensive by Turkey or the Nusra Front — which until recently had publicly aligned itself with Al Qaeda — or intensified bombing raids by the government of President Bashar al-Assad. And it is clearer than ever that if Mr. Kerry's latest attempt at diplomacy falls short, there is no Plan B.

Mr. Obama, officials said, has become increasingly skeptical about one of the major fallback options advanced by officials in the administration: expanding military aid to rebels vetted by the United States to put more pressure on Mr. Assad to compromise. With Nusra fighters playing a more dominant role in the rebellion, they said, the president has deepened his resistance to providing the rebels with more powerful weapons.

In October, Mrs. Clinton, the Democratic presidential nominee, proposed enforcing a partial no-fly zone over Syria to create safe zones for civilians in places like Aleppo. She has said little about the plan in recent months, and people familiar with her thinking say she now acknowledges that the complexity of the battlefield — with Russian planes flying raids — would make it far more difficult.

Mrs. Clinton, these people said, would be open to other measures to ground Mr. Assad's air force. They did not offer details, but officials in the Obama administration, including 51 State Department employees who signed a "dissent channel" memo on Syria, have pressed privately for the United States to carry out airstrikes to hit Mr. Assad's planes on the ground and their runways.

In another election season, these are the kinds of questions that would be hotly debated. But the foreign policy debate has instead revolved mainly around the fitness of the Republican nominee, Mr. Trump, to be commander in chief. Mrs. Clinton, analysts said, has other reasons for not being drawn out on Syria.

"A clear imperative for the Clinton campaign is to stay as close as possible to President Obama," said Mr. Hof, the former administration adviser. "That means neither looking for, nor emphasizing, areas of disagreement, such as Syria."

And yet, Mrs. Clinton's aides say, Syria remains a priority for her. At a private fund-raiser in the Hamptons last week, Mrs. Clinton delivered, unprompted, a lengthy policy prescription for what to do in Syria, including a gentle critique of the Obama administration for not pursuing her original proposal of a no-fly zone, according to a person who attended and described her remarks on the condition of anonymity.

The views of Mrs. Clinton — and Mr. Trump, for that matter — are critical. As

Andrew J. Tabler, an expert on Syria at the Washington Institute for Near East Policy, noted, "Everyone in the region is just waiting for the next U.S. administration."

In the meantime, as Mr. Kerry continues to pursue diplomacy, the situation in Syria is growing ever murkier. A particular point of contention is the central role that the Nusra Front has played during the pitched battles against the Syrian military.

The Nusra fighters are commingled with rebels supplied by the C.I.A. and other Arab nations. The Russians have used the presence of Nusra fighters to justify airstrikes around Aleppo, saying the city is an important front in its campaign against terrorism.

The fact that the Nusra Front was not a party to past cease-fire agreements, allowing the group to continue its attacks on Syrian government troops during the fragile pauses in violence, has given added fuel to the Russian argument.

The "marbling" of the various rebel groups with more extremist groups has been a sticking point in the negotiations. American officials insist that they give no support to Nusra fighters despite the group's name change and split with Al

"I doubt the electorate will be presented with realistic and intelligible options, with respect to Syria."

Qaeda.

"Nusra is Al Qaeda," Mr. Kerry said. No name change, he said, "hides what it really is."

The Russians have been pressing their advantage in recent months, bolstering Mr. Assad's military as it claims more territory from the C.I.A.-backed rebels and the Nusra Front and gaining leverage as the diplomacy proceeds at a glacial pace.

Still, both the United States and Russia have shown an inclination to dial back the temperature of a proxy war that, for the first time since Afghanistan in the 1980s, has seen fighters backed by the C.I.A. in a direct confrontation with the Russian military.

"The four-way fight in eastern Syria is heating up, and our forces are right in the middle, in this instance some actually on the ground," said Robert S. Ford, a

former American ambassador to Syria.

Military analysts say Mr. Putin would recognize the folly in waging an open-ended war in Syria, and in having to prop up Mr. Assad indefinitely. Russia's military successes in Syria since the campaign began last year, they said, could be solidified by a political settlement, and Moscow could gradually extricate itself from direct military involvement.

Some outside analysts see Mr. Kerry's determination to broker a cease-fire as driven by their assessment

that the Russian offensive has reversed the fortunes of Mr. Assad's military, sending the American-vetted rebels in to retreat and owning a shrinking patch of territory in northern Syria. The back and forth of the conflict continues, with insurgents making major gains against the government in Hama Province over the weekend.

Any "cleareyed" interpretation of Mr. Kerry's actions, said Michael Kofman, an expert on Russia at the Woodrow Wilson Center in Washington, would read this as a public admission that the United States is bowing out of continuing the proxy war against the Syrian Army, seeing a negotiated agreement as "the best means of saving what little is left of the moderate opposition."

If he fails definitively, Mr. Obama will be left with little more than the news release his national security adviser, Susan E. Rice, issued last week, in which the White House took credit for achieving its goal of taking in 10,000 refugees from Syria, more than a month ahead of schedule — but only a small fraction of the five million Syrians who have fled their country.

Mark Landler reported from Hangzhou, and Mark Mazzetti from Washington. Amy Chozick contributed reporting from New York, and Anne Barnard from Beirut, Lebanon.



September 8, 2016

Turkey suspends over 11,000 teachers for suspected terror links

By Isil Sariyuce and Chandrika Narayan,
Thu September 8, 2016
<http://us.cnn.com>

Istanbul (CNN) Turkey has suspended thousands of teachers over alleged links to a militant Kurdish group, according to sources and state-run news agency Anadolu.

At least 11,285 schoolteachers across the country were suspended over suspected links to a separatist terrorist organization, Anadolu reported Thursday, citing Turkey's Education Ministry.

That number could reach 14,000 during an investigation conducted in coordination with governors' offices across the country, Anadolu reported.

Although the ministry did not specify the group, the term "separatist terrorist organization" usually refers to the Kurdistan worker's party, or PKK.

Later, a senior Turkish official confirmed to CNN that the "separatist organization" is PKK.

"There are more than 850,000 teachers in Turkey.

The individuals in question are temporarily suspended, placed on paid leave, pending formal investigation," the official told CNN. "In this sense, I am not in a position to comment on the specific connection. More broadly, such steps are taken based on concrete evidence such as financial links, recruitment efforts etc."

Turkey imposed a three-month state of emergency in July after an attempted coup against Turkish President Recep Tayyip Erdogan. It fired about 50,000 people after that failed coup.

About 21,000 teachers in private institutions had their licenses revoked amid a crackdown on followers of Fethullah Gulen, the cleric blamed by Erdogan for the failed July 15 coup.

Earlier this month, Prime Minister Binali Yildirim vowed to suspend all teachers associated with the PKK.

Speaking in the southeastern city of Diyarbakir, which has been repeatedly hit by PKK attacks, Yildirim said some 14,000 teachers serving in the region were suspected of being linked to terrorism.

The PKK -- listed as a terrorist organization by



After a failed coup attempt on Turkish President Recep Tayyip Erdogan, about 21,000 teachers in private institutions had their licenses revoked.

Turkey, the United States and the European Union -- resumed its decades-old armed campaign in July last year.

The PKK claim to represent Turkey's largest ethnic group, the Kurds, who make up an estimated 20% of the Turkish population. PKK has been battling the Turkish state off and on for some 30 years. ●

Les brigades syriennes du « Bouclier de l'Euphrate »

REPORTAGE

GAZIANTEP (TURQUIE) - envoyé spécial

Jamais ses hommes n'avaient évolué dans des conditions aussi favorables. Pour Mohammad Al-Ghabi, chef du groupe rebelle syrien Jaïch Al-Tahrir, l'opération « Bouclier de l'Euphrate », lancée en territoire syrien par les forces armées turques, est une aubaine sans précédent.

Son groupe fait partie de l'ensemble disparate d'unités syriennes associées à cette intervention terrestre décidée par la Turquie afin de chasser l'organisation État islamique (EI) de sa frontière méridionale et de porter un coup d'arrêt aux ambitions des forces kurdes dans le nord de la Syrie. « Nous sommes en contact permanent avec les Turcs. Nous nous sommes déployés avec leurs chars, leurs véhicules blindés et avec l'appui de leur aviation. Cela faisait longtemps que nous attendions un tel soutien », se félicite le commandant rebelle, joint par téléphone au bord de la rivière Sajour qui marque, à moins de 40 kilomètres au sud de la frontière, la limite de l'avancée des forces turques et de leurs alliés syriens.

Le 24 août, c'est depuis le territoire turc que les unités rebelles sont entrées en Syrie pour prendre le contrôle de Djarabulus et des villages environnants. Des contingents fournis par les groupes armés syriens avaient quitté au préalable les environs d'Azaz, au nord du gouvernorat d'Alep, où ils étaient stationnés. Ils ont transité par le territoire turc pour être installés une centaine de kilomètres plus à l'est, dans des camps militaires des environs de Karkamis, avant d'être déployés à nouveau du côté syrien de la frontière, avec les blindés turcs. Le jour même, Djarabulus, passée aux mains de l'EI en 2014, était abandonnée sans combat majeur par les djihadistes puis investie par l'armée turque et les groupes rebelles.

La constitution d'une zone tampon au sud de la frontière turco-syrienne qui serait tenue par des



groupes alliés de l'opposition armée syrienne n'est pas une idée neuve à Ankara. Les développements militaires survenus au cours de l'été dans le nord de la Syrie ont précipité sa matérialisation de facto. Pour Ahmed Osman, chef de la division Sultan Mourad, un groupe armé syrien dont les combattants participent à l'opération « Bouclier de l'Euphrate », « la décision a été prise par la Turquie à cause des attaques de l'État islamique sur son sol et parce que les Kurdes ont pris le contrôle de Manbij et qu'ils risquaient de remonter vers Djarabulus. Les Turcs y sont opposés, et nous aussi ».

Convergence d'intérêts

Bien que soutenues par la coalition internationale, les structures militaires kurdes syriennes (les Unités de protection du peuple, les YPG, bras armé du Parti de l'union démocratique, le PYD) sont des émanations du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis 1984. C'est aussi dans le prolongement de ce conflit que s'inscrit l'intervention turque en Syrie. La présence de l'armée turque dans le nord de la Syrie gèle de fait l'expansion territoriale kurde, et des affrontements avec les forces kurdes syriennes ont été enregistrés dès le début de l'intervention.

S'ils n'excluent pas un retour à la confrontation avec les Kurdes, les groupes armés syriens associés à l'opération turque ont pour objectif prioritaire de consolider leur territoire face à l'État islamique. « La Turquie ne veut pas de Daech [acronyme arabe de l'EI] à sa frontière. Après avoir pris Djarabulus, notre prochain objectif commun

est de faire reculer Daech à l'ouest pour rallier Al-Raï. A partir de là, on pourra aller plus au sud avec les forces turques pour mettre fin au projet séparatiste kurde », explique le colonel Mohamed Ahmed, porte-parole du Jabhat Al-Chamiya, dont des combattants participent aux opérations en cours.

Du point de vue des groupes impliqués dans l'opération « Bouclier de l'Euphrate », la convergence d'intérêts avec Ankara est totale. Après des épisodes antérieurs peu

concluants, le soutien turc leur donne une occasion de s'illustrer avec de meilleures garanties tactiques contre l'EI tout en participant à la pression nouvelle qu'exerce la Turquie sur des ambitions kurdes auxquelles ils sont fondamentalement opposés.

« La Turquie n'intervient pas en Syrie pour attirer les rebelles, mais pour servir ses propres intérêts, poursuit le colonel Ahmed. Mais, bien entendu, les tirs de mortiers de Daech sur le sol turc et les problèmes avec le PKK au sud-est de la Turquie ont créé une bonne occasion pour nous. » L'intervention turque leur offre à court terme la perspective de gains territoriaux et politiques inespérés dans une partie réduite du territoire syrien. Au-delà, le grand jeu qui façonne le destin du nord du pays n'est plus de leur ressort.

« Cette opération n'aurait pas pu être organisée si la Turquie n'avait pas trouvé un accord avec la Russie. C'est une opportunité pour nous, mais nous savons qu'elle est limitée », estime Ahmed Osman. « Bouclier de l'Euphrate » intervient après l'amorce d'un rapprochement entre Ankara et Moscou. Principal soutien international du régime de Bachar Al-Assad, la Russie n'a pas ouvertement condamné l'opération en cours.

Projections floues

Or, la majorité des groupes armés engagés aux côtés des forces turques dans les environs de Djarabulus combat également le régime syrien et ses alliés dans la ville d'Alep. Joint par téléphone à Alep, le major Yasser Abdoul Rahim, du groupe rebelle islamiste Faylak Al-Cham, qui a en-

voyé un détachement à Djarabulus, confirme : « La Turquie nous donne son soutien face à l'État islamique et aux Kurdes pour des raisons liées à sa propre sécurité nationale. Notre combat contre le régime n'est pas concerné. »

Au-delà de la jonction qu'ils entendent réaliser entre Djarabulus et Al-Raï, les projections des divers groupes rebelles sont floues. Certains citent la reprise de Manbij aux forces kurdes dans le cas où ils ne s'en retireraient pas sous

la pression de leurs alliés américains. D'autres, plus nombreux, évoquent dans un premier temps une poussée vers Al-Bab avec le soutien des forces turques. Située à l'est d'Alep, la ville est le dernier centre important de l'EI dans la région et s'est trouvée renforcée par les unités djihadistes récemment chassées de Manbij et de Djarabulus. Elle est également convoitée par les Kurdes et proche des zones contrôlées par le régime syrien, ce qui compliquerait encore l'opération.

« Intervenir avec la Turquie est une bonne chose pour nous, mais les problèmes politiques peuvent tout changer, reconnaît Seif Aboubakir, combattant de la division Hamza. Nous n'avons aucune idée de ce qui va se passer à l'avenir. » Les groupes armés engagés dans l'opération « Bouclier de l'Euphrate » n'ont d'autre vocation que de servir les intérêts de leur puissance tutélaire. Dans l'état actuel des rapports de forces dans le nord de la Syrie, ils ne pouvaient espérer mieux. ■

ALLAN KAVAL

L'UE et la Turquie amorcent une détente, mais les désaccords persistent

Ankara a renoncé samedi à menacer Bruxelles d'un nouveau déferlement de réfugiés en Grèce.

JEAN-JACQUES MÉVEL  @jjmevel
ENVOYÉ SPÉCIAL À BRATISLAVA

DIPLOMATIE L'assurance venue d'Ankara est tombée bien tard pour changer la donne électorale dans le Land de Mecklembourg. Mais Angela Merkel et ses pairs européens peuvent être soulagés : la Turquie a renoncé ce week-end à menacer l'UE d'un nouveau déferlement de réfugiés syriens dans les îles grecques. Il promet de s'en tenir à l'esprit du pacte migratoire « Merkel-Erdogan », noué au début de l'année.

La chancelière allemande a confirmé l'éclaircie dimanche, à l'issue d'un tête-à-tête avec le président Recep Tayyip Erdogan, en prélude au sommet du G20 à Hangzhou (Chine). Angela Merkel espère que la Turquie et les Vingt-Huit éteindront rapidement une brouille enflammée par la sévérité de la répression, depuis le coup d'État militaire raté du 15 juillet. Berlin attend aussi l'évacuation du contentieux sur les visas de court séjour dans l'UE, d'ici à la fin de l'année. La libéralisation, promise aux Turcs, bute sur les objections de capitales qui n'y croient qu'à moitié et sur la crainte d'un afflux d'exilés fuyant la purge orchestrée par le président Erdogan.

Après cinquante jours de tension croissante, un signal d'apaisement est venu samedi d'un premier rendez-vous, à Bratislava, entre les 28 ministres des Affaires étrangères et le responsable turc des affaires européennes. Sur le dossier qui préoccupe au premier chef Berlin, Ömer Çelik a assuré que la Turquie « continuera de mettre en œuvre » le pacte du 18 mars, l'interdiction des embarquements clandestins à destination de la Grèce et le retour en Anatolie des Syriens qui passeraient à travers le filet. C'est exactement ce que les Allemands et les Européens voulaient entendre, après avoir reçu ces dernières semaines toute une série de menaces et d'« ultimatums » venus d'Ankara, dans ce qui s'apparentait à un chantage à la libéralisation des visas. À un an d'élections générales, Angela Merkel redoute plus que tout la répétition de l'exode de l'automne 2015. Ömer Çelik délivre un autre message à destination de ceux qui s'inquiètent pour les droits de l'homme : le retour de la peine de mort « n'est pas à l'agenda » en Turquie, contrairement à ce que le président Erdogan avait laissé croire au lendemain du putsch.

Les ministres européens n'ont pas eu grand-chose à offrir en retour, si ce n'est un assaut d'amabilités dans l'espoir de dissiper les aigreurs diplomatiques que le coup d'État raté a fait naître à Ankara. Ömer Çelik a relayé la franche « déception » du président Erdogan et cité en exemple une déclaration officielle dans laquelle l'UE expédiait la condamnation du putsch en un paragraphe, avant de consacrer les neuf suivants à la régularité de la contre-offensive lancée par le gouvernement élu.

À Bratislava, le ton a changé. « La Turquie est un partenaire stratégique, elle a subi un putsch inacceptable et le pouvoir issu des élections a parfaitement le droit de se défendre », insiste le Français Jean-



« La Turquie est un partenaire stratégique, elle a subi un putsch inacceptable »

JEAN-MARC AYRAULT

Marc Ayrault. L'Italien Paolo Gentiloni parle de « malentendu ». L'Allemand Frank-Walter Steinmeier bat franche-ment la coulpe européenne : « peut-être nous faut-il faire preuve d'autocritique et reconnaître que nos témoignages de solidarité n'ont pas été perçus en Turquie avec toute l'intensité souhaitable... » Les responsables de l'UE avaient boudé Ankara depuis le coup d'État. Aujourd'hui, ils s'y précipitent en rangs serrés. Martin Schulz, président du Parlement, y était juste avant le week-end. Federica Mogherini, la chef de la diplomatie européenne, s'y rendra cette semaine, tout comme Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan.

Cette double offensive de charme assainit provisoirement l'atmosphère. Mais elle ne règle rien au fond d'une relation toujours prompte à s'enflammer. Pour les Turcs, l'exemption de visas à destination de l'UE reste une poudrière de frustrations. L'heure de vérité est simplement repoussée du 1^{er} octobre à la fin de l'année. Pour les Européens, la mesure passe par l'allègement de l'arsenal « antiterroriste » et un coup d'arrêt à la personnalisation du pouvoir en Turquie. Mais face aux putschistes, à l'État islamique et aux Kurdes du PKK, le président Erdogan n'entend pas facilement y renoncer sans garantie. ■

AFP

Irak: sans accord politique entre Bagdad et les Kurdes, pas de bataille de Mossoul (Barzani)

Paris, 9 sept 2016 (AFP)

BAGDAD ET LES AUTORITÉS KURDES ont un plan militaire pour la reprise de Mossoul, aux mains des jihadistes de l'État islamique, mais doivent encore s'entendre sur le volet politique et la future administration de la deuxième ville d'Irak, a indiqué le président du Kurdistan irakien au journal *Le Monde* vendredi.

"Un accord a été trouvé sur l'aspect militaire, mais il n'y a pas encore d'accord politique. Sans accord politique, il n'y a pas de bataille de Mossoul", a déclaré Massoud Barzani au quotidien français.

Un tel accord doit concerner la future administration de la ville, "la représentation de toutes les minorités ethniques et religieuses, et la possibilité que ces minorités puissent protéger leur zone", a-t-il précisé.

Mossoul, la deuxième ville d'Irak, à majorité sunnite, est tombée aux mains des jihadistes de l'EI en juin 2014 et Bagdad ainsi que les pays de la coalition internationale anti-EI menée par les États-Unis espèrent sa reconquête d'ici la fin de l'année.

"Les peshmergas (combattants kurdes, ndr) et les forces irakiennes auront le rôle principal dans la bataille", a déclaré M. Barzani, précisant toutefois que les Kurdes n'avaient "pas l'intention" d'entrer dans cette ville du nord de l'Irak, qui comptait 2 millions d'habitants avant sa prise par l'EI.

"Si nous entrons, nous ne resterons pas", a-t-il ajouté.

Evoquant les milices locales sunnites, il a jugé "normal qu'elles participent" à la bataille. Mais concernant les milices chiites qui opèrent pour le compte de Bagdad, "il faut l'accord de la population locale".

"Il faut une bonne coordination entre sunnites et chiites, sinon l'issue de cette bataille ne sera pas belle à voir", a-t-il prévenu.

En juin dernier, la reprise de la ville sunnite de Fallouja, première ville à tomber aux mains de l'EI en 2014, a donné lieu à des exactions et des atrocités commises par les milices chiites, selon des témoins et des ONG.

M. Barzani a également prévenu que le Kurdistan irakien autonome resterait "une ligne rouge". "Personne n'y restera après la guerre, que ce soit les forces américaines ou irakiennes", a-t-il assuré. ●

AFP

Turquie : le PKK a tué 19 personnes, dont 18 soldats (agence)

Ankara, 3 sept 2016 (AFP)

DES MILITANTS du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont tué 18 soldats turcs et un vigile, lors d'affrontements dans l'est et le sud-est de la Turquie vendredi et samedi, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Cinq soldats turcs ont été tués lors d'une opération samedi contre des rebelles kurdes dans la province de Hakkari (sud-est), a rapporté l'agence.

Vingt autres soldats ont été blessés, dont trois grièvement, dans des affrontements près de la frontière avec l'Irak, a-t-elle précisé.

Samedi matin, trois soldats turcs ont été tués lors d'une opération menée contre le PKK à Cukurca, dans la même province, selon Anadolu.

Huit autres soldats turcs sont morts vendredi lors d'affrontements avec des rebelles kurdes dans la province orientale de Van, a déclaré le bureau du gouverneur de cette province frontalière avec l'Irak, cité par l'agence. Huit soldats

ont été blessés lors de cette même opération lancée contre "l'organisation séparatiste terroriste", nom que la Turquie donne au PKK.

Tard vendredi, deux soldats et le vigile d'un village ont été tués à un barrage à Mardin (sud-est), une attaque également attribuée au PKK, selon l'agence de presse turque. Le vigile appartenait à un groupe d'habitants qui aident les forces turques contre le PKK. Trois autres gardes ont été blessés.

13 combattants du PKK ont été tués par les avions turcs dans les montagnes de Tendurek (province de Van), a précisé le bureau du gouverneur. Selon Anadolu, l'armée de l'Air poursuit ses opérations sur place.

Depuis la rupture du cessez-le-feu, en juillet, plus de 600 membres des forces de sécurité turques ont été tués par le PKK, selon Anadolu, un comptage impossible à vérifier.

Depuis que le PKK a lancé sa lutte armée, en 1984, plus de 40.000 personnes ont été tuées. ●

Le Monde MARDI 6 SEPTEMBRE 2016

Washington et Moscou sans accord sur la Syrie

Les différences persistent entre Américains et Russes pour parvenir à un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays, après plusieurs rencontres en marge du sommet du G20 en Chine

HANGZHOU (CHINE) - *envoyé spécial*

Américains et Russes n'ont pu trouver un accord sur la Syrie au sommet du G20 à Hangzhou, en Chine. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, se sont revus lundi 5 septembre au matin pour de longues discussions, après un premier round de négociations dimanche en marge du sommet. Les différences persistent, a confié un diplomate américain. Lors d'une déclaration devant la presse dimanche, M. Kerry avait concédé qu'il restait « des points épineux à régler » avant de parvenir à un accord sur un cessez-le-feu viable.

« Un grand nombre de détails techniques ont été résolus, beaucoup de choses se sont éclaircies, mais il reste un certain nombre de points épineux, et nous devons nous assurer de parvenir à une résolution qui soit confortable pour nous deux », a-t-il déclaré. Mais Washington accuse Moscou « d'avoir fait marche arrière » sur certains points des discussions.

«Sérieuses divergences»

Selon l'émissaire américain pour la Syrie, Michael Ratney, l'accord en cours de négociation prévoit notamment un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays, la levée du blocus d'Alep et la démilitarisa-

tion de la région située au nord de cette ville. De longues négociations ont déjà eu lieu entre les équipes de M. Lavrov et Kerry à Genève, le 26 août, afin de trouver le moyen de distinguer les djihadistes d'un côté des groupes rebelles soutenus par les Etats-Unis et leurs alliés de l'autre. Et de mettre fin aux bombardements, par l'aviation syrienne, des positions de ces derniers.

Russes et Américains concentreraient leurs attaques contre l'organisation Etat islamique (EI) et les groupes sous contrôle d'Al-Qaïda. La montée en puissance du Front Fatah Al-Cham, l'ancien Front Al-Nosra, qui a changé de nom après avoir formellement rompu avec Al-Qaïda, complique aussi la donne.

Dans la matinée, le président américain, Barack Obama, avait fait part de son scepticisme sur la possibilité de parvenir tout de suite à un accord de cessez-le-feu. « Nous n'y sommes pas encore, a-t-il confié aux journalistes à l'issue de sa rencontre avec Theresa May, la première ministre britannique. Nous avons de sérieuses divergences avec les Russes à la fois sur les groupes que nous soutenons, mais aussi sur le processus requis afin de faire régner la paix en Syrie. »

La Maison Blanche ne cache pas sa réticence à associer le président à un accord mal bouclé qui,

François Hollande a exhorté Vladimir Poutine à trouver « une issue politique » au conflit

comme les précédents, ne serait pas respecté. Le président français, François Hollande, a par ailleurs exhorté son homologue russe, Vladimir Poutine, à trouver « une issue politique » au conflit.

Le sommet du G20 à Hangzhou est aussi la première grande sortie internationale du président turc, Recep Tayyip Erdogan, depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet. M. Erdogan a eu pendant le week-end des entretiens bilatéraux sur la Syrie avec Angela Merkel, la chancelière allemande, Vladimir Poutine et Barack Obama. Le président américain s'est réjoui, au début de leur rencontre, que M. Erdogan soit « ici, sain et sauf » et de « pouvoir travailler ensemble » après « le coup d'Etat terrible » en Turquie. Il a évité toute critique de la répression contre les putschistes et leurs réseaux présumés, promettant l'aide de Washington « pour mener les responsables devant la justice ». Sans toutefois se prononcer sur les exigences turques de voir extradé par les Etats-

Unis l'imam Fethullah Gülen, qui vit en exil en Pennsylvanie.

Le président américain a salué les efforts d'Ankara pour le « soutien humanitaire exceptionnel » apporté aux réfugiés. « La Turquie accueille davantage de réfugiés que n'importe quel autre pays dans le monde et elle est devenue un partenaire crucial pour fournir une assistance aux civils vulnérables en provenance de Syrie et d'Irak », a déclaré M. Obama, notant que la Turquie ne devait pas « porter ce fardeau toute seule ». Les Etats-Unis ont besoin de coopérer étroitement avec la Turquie lors de la nouvelle phase qui s'est engagée sur le théâtre syrien.

«Conversation franche»

Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine ont fini de rompre la glace entre les deux pays depuis les excuses, au début de l'été, du président turc pour la destruction d'un avion russe par deux chasseurs turcs en 2015. Ils ont eu une « conversation franche et approfondie » sur la question syrienne, a déclaré Dmitri Peskov, le porte-parole de M. Poutine. Les deux délégations ont avancé sur la restauration de tous les domaines de coopération, dont, a-t-il précisé, le projet de gazoduc entre la Russie et la Turquie à travers la mer Noire, suspendu en 2015. ■

BRICE PEDROLETTI
AVEC MARC SEMO (À PARIS)

AFP

Iran: 8 rebelles armés kurdes tués à la frontière

Téhéran, 7 sept 2016 (AFP)

HUIT REBELLES armés kurdes, membres du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), ont été tués dans le nord-ouest du pays, à la frontière avec le Kurdistan irakien, a rapporté mercredi l'agence officielle Irna.

"Huit membres du groupuscule contre-révolutionnaire démocrate ont été tués dans des affrontements avec les forces de sécurité" ayant débuté mardi, a déclaré Aziz Hassani, préfet de la région de Sardasht.

"Ces affrontements ont eu lieu à la frontière et aucun membre des forces de sécurité n'a été tué", a-t-il ajouté, précisant que les heurts avaient cessé.

Le PDKI est le plus ancien parti autonomiste kurde d'Iran qui a été interdit après la révolution islamique de 1979. Il avait cessé ses activités militaires il y a plusieurs années mais les a reprises depuis plusieurs mois. Il possède des bases arrière au Kurdistan d'Irak, une région autonome dans le nord du pays voisin.

Des responsables iraniens ont accusé l'Arabie saoudite d'aider financièrement ce groupe pour mener des actions armées en Iran.

Depuis la mi-juin, une série d'affrontements entre des rebelles kurdes et les forces de l'ordre, dans les régions à majorité kurde, a fait 39 morts (33 rebelles et six militaires iraniens).●

LE FIGARO

8 septembre 2016

Syrie: 6 Kurdes tués dans des tirs turcs

Par Lefigaro.fr avec AFP
le 08/09/2016

Six combattants kurdes ont été tués dans des tirs d'artillerie turcs dans le nord de la Syrie, où Ankara mène depuis deux semaines une opération visant à la fois le groupe État islamique et les autonomistes kurdes, rapporte

aujourd'hui une ONG syrienne.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), l'armée turque a procédé à des tirs d'artillerie tard mercredi contre un secteur frontalier près d'Afrine, un des trois "cantons" kurdes, dans le nord de la Syrie. "Six membres des forces kurdes ont été tués et neuf civils ont été blessés", a précisé

l'OSDH qui a parlé de "tirs intenses". Un site internet kurde local a rapporté aussi le bilan de six morts dans des tirs turcs.

La Turquie a lancé le 24 août une opération militaire en Syrie baptisée "Bouclier de l'Euphrate", visant officiellement, à la fois les milices kurdes et les jihadistes de l'EI. Des centaines de rebelles

syriens, soutenus par les chars et l'aviation turcs, ont pris en quelques heures la localité frontalière de Djarabulus aux djihadistes.

Mais ce sont les YPG (Unités de protection du peuple), principal groupe kurde armé en Syrie, qui avaient jusqu'alors accompli le plus gros du travail pour repousser l'EI. ■

INTERNATIONAL BUSINESS TIMES

10 September 2016

Kurdish Angelina Jolie dead after ISIS battle

International Business Times / 10 Sep 2016

A young Syrian woman who gained notoriety for fighting the Islamic State group as well as for her uncanny resemblance to a famous Hollywood movie star was reportedly recently killed. Asia Ramazan Antar, also known as the Kurdish Angelina Jolie, is believed to have died near Minbic, a town on the Syrian-Turkey border recently liberated from ISIS control, the Huffington Post reported.

The death of Antar, 22, was announced via Facebook on the "We Want Freedom For Kurdistan" page. Many comments in remembrance of Antar described her as a hero and a martyr. Antar joined the all-female Women's Protection Unit, Yekineyen Parastina Jin (YPJ) in 2014, where she has taken part in several campaigns against ISIS.

"The YPJ have been instrumental in the battle to take back control of Kobani from ISIS," the group's website states. "These women fighters know that, if captured, they will be raped and killed; therefore they fight knowing that they must succeed in battle or become a suicide warrior to avoid being captured."

Antar — born in Al-Qamishli, a city that lies in north-eastern Syria on the border with Turkey — was recruited into the female brigade with the goal to gun down ISIS militants, the Iran Front Page reported.

It was not immediately clear when she may have died, but she could have been killed during a fierce fight that took place between the Syrian Democratic Forces (SDF) and the Turkish-backed Syrian opposition, the Daily Mail reported. The YPJ which is a branch of the Kurdish People's Protection Units (YPG) has around 50,000 fighters, with 20 percent of the ranks being made up of women between the ages of 18 and 40.



Asia Ramazan Antar was buried alongside other female fighters

Their militia units consist mainly of Kurdish women whom have played a major role in fights to keep extremists away from the Turkish border.

Despite several reports of Antar's death, it has not been officially confirmed. ●

REUTERS

Turkish shelling kills six members of Kurdish force in Syria-Observatory

September 8, 2016 | REUTERS

TURKISH ARMY shelling killed six members of the Kurdish security forces in an area of northwestern Syria controlled by Kurdish groups overnight, the Syrian Observatory for Human Rights reported.

The Afrin region of northwestern Syria is controlled by the Kurdish YPG militia which holds swathes of northern Syria.

Turkey last month launched an incursion into northern Syria in an area some 100 km (60 miles) east of Afrin to stop further expansion of YPG territory and to drive the jihadist group Islamic State from the border.

A statement issued by the Kurdish authorities in Afrin said the attack was a provocation by the Turkish army to "ignite the fire of war". "We will carry out the appropriate response ... if these type of attacks are repeated," the statement said.

Turkey is concerned that further consolidation of Kurdish influence in northern Syria could fuel separatist sentiment among its own Kurdish minority. The Kurdistan Workers Party (PKK) has fought a three-decade insurgency for Kurdish autonomy in southeastern Turkey.

The YPG, viewed by Turkey as an extension of the PKK, has been a vital partner for the United States in the campaign it has been leading against Islamic State in Syria.●

The Gulf Today

September 8, 2016

Syrian Kurds, allies to approve federal plan despite Turkey

By Tom Perry | BEIRUT Sep 8, 2016 / reuters //gulftoday.ae

Syrian Kurdish groups and their allies will approve a constitution for a new system of government in northern Syria next month, a top Kurdish politician said, defying a Turkish incursion aimed at curbing Kurdish influence in the area.

The new system will be established in parts of the north where Kurdish groups have already carved out autonomous regions since the start of the Syrian conflict in 2011, alarming Turkey which fears the rise of Kurdish influence on its border.

"We have decided to convene a meeting of the founding assembly of the federal system at the start of October, and we will declare our system in northern Syrian," Hadiya Yousef, who chairs the assembly, said in an interview.

"We will not retreat from this project. On the contrary, we will work to implement it," she said.

"The Turkish intervention will not obstruct us."

Kurdish officials say the new system will deepen and widen the existing autonomous administration, allowing for an expansion into areas that have been captured from Islamic State by Kurdish militia and their allies from other ethnic groups.

The plan underscores the Kurds' emergence as a major force in Syria since the onset of its war. While Kurdish officials deny suggestions they aim to establish a Kurdish state, they do not hide their goal of safeguarding their autonomy in a country where they faced systematic discrimination before the conflict.

Their unilateral moves are taking place against a backdrop of international failure to promote a wider peace. Their efforts are opposed by both the Syrian government and its Sunni rebel opponents, but underpinned by one of the most powerful militias in the country, the Kurdish People's Protection Units (YPG).



Hadiya Yousef, a Kurdish politician and chairwoman of the founding assembly of a new federal system of government for northern Syria, poses in Hasaka, Syria April 9, 2016. REUTERS/Rodi Said/File Photo

Turkey views the YPG as an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a three-decade insurgency for Kurdish autonomy in southeastern Turkey. But the YPG has also been an important partner for the United States in its campaign against Islamic State in Syria.

Turkey's incursion into Syria has targeted a 100 km (60 mile) stretch of territory between the two main Kurdish-controlled areas of northern Syria, obstructing plans to link up territory known in Kurdish as Rojava.

Syrian rebels backed by Turkey and hostile to the YPG have moved into the area since the incursion began late last month. Turkey aims to both drive Islamic State from the border, and to prevent further Kurdish gains.

Yousef said she expected a city captured by Kurdish-allied forces last month to join the federal system, though the Turkish-backed rebels are also laying claim to it. The city, Manbij, is to the west of the Euphrates River.

"According to our view ... the people of Manbij are eager to join the federal system and accept it," Yousef said. "I believe Manbij will

enter the borders of the federal system."

Both the United States and Turkey have demanded the Kurdish YPG militia withdraw from positions west of the Euphrates. The YPG says it has done so. Turkey and its Syrian rebel allies say it has not.

Manbij was captured by the Syrian Democratic Forces alliance, which includes the YPG, in a U.S.-backed operation.

The United States voiced opposition to the federal plans when they were first announced in March.

Yousef said the Kurdish groups and their allies were still seeking to link up the regions, or cantons. "We are working to reach the Afrin canton," she said, referring to a region of northwestern Syria. "We will not retreat from that."

The constitution, known as the social contract, will be approved by a 151-member council chaired by Yousef. Work will then begin on a law for elections to be conducted at the local level, to be followed later by regional elections.

The draft constitution names the city of Qamishli at the Turkish border as the capital of the new federal region, she said.

The Turkish-backed rebels have clashed with Kurdish-allied forces north of Manbij since the Turkish incursion began on Aug. 24. A Turkish-backed Syrian rebel commander told Reuters this week he expected a battle for Manbij soon because the YPG had not withdrawn.

Yousef said: "We will certainly respond to any attack that the Turks mount against our forces."

Kurdish officials say their autonomous system will guarantee the rights of all groups and become a blueprint for the kind of decentralized state needed to end the Syrian war.

Some 30 million Kurds are estimated to live in Iran, Turkey, Iraq and in Syria. Kurdish groups have enjoyed autonomy in northern Iraq since the 1990s.■



Turquie
**L'ère
des
purges**

Accusant Fethullah Gülen d'avoir fomenté le coup d'Etat manqué du 15 juillet, le président Erdogan a entrepris d'éradiquer toute trace de la confrérie de l'imam exilé aux Etats-Unis. Mais la chasse aux sorcières vise en réalité l'ensemble de l'opposition

✈ DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
À ISTANBUL CÉLINE LUSSATO
✉ EMIN OZMEN-LE JOURNAL

Je suis restée seize jours sans nouvelles de mon frère. Quand, enfin, ils m'ont autorisé à lui rendre visite, j'ai vu les traces de torture sur ses poignets, sur son cou... Ils lui ont serré un sac sur la tête, le faisant suffoquer pour obtenir des aveux... » Attablé à la terrasse d'un café au bord du Bosphore dans le nord d'Istanbul, Emre (1) a les yeux rougis et le teint blafard, malgré le soleil d'août. Il est rongé par la fatigue et la peur. Sa vie est en suspens depuis l'arrestation d'Erkan, son frère, un professeur de littérature, père de deux enfants, accusé par les autorités turques d'appartenir à une organisation terroriste, parce qu'il enseigne dans une école de la confrérie de Fethullah Gülen, cet imam exilé depuis 1999 en Pennsylvanie. Depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, qui a fait plus de 300 morts, quelque 150 000 personnes ont été victimes des purges, 41 000 ont été arrêtées, 22 000 maintenues en détention, 51 000 ont été suspendues ou licenciées de l'administration publique, dont 2 346 universitaires, plusieurs dizaines de milliers ont perdu leur travail dans les institutions, journaux, associations. Chef d'accusation avancé : être guléniste, c'est-à-dire, aux yeux du pouvoir, « complice » de l'ancien allié du président Erdogan, aujourd'hui considéré comme l'instigateur du putsch manqué.

En 2013 déjà, Erdogan n'avait guère apprécié que des juges et procureurs proches de la confrérie autorisent des écoutes dans son entourage et ouvrent une enquête concernant son propre fils. Il comprend alors que ses alliés haut placés peuvent lui porter préjudice. La tentative de coup d'Etat est en réalité l'occasion parfaite pour accélérer une chasse aux sorcières contre les gulénistes entamée plusieurs mois auparavant. Après s'être débarrassé d'eux dans la police et la justice, Erdogan se préparait à faire de même dans l'armée, ce qui explique que des officiers proches du mouvement, cherchant à éviter la purge, se soient impliqués dans le putsch du 15 juillet. Mais c'est la tombe du mouvement que les putschistes ont creusée ce jour-là. Car à la mise au pas de la confrérie a succédé son éradication.

« Mon frère est un simple enseignant, il n'a même pas fait son service militaire, à cause de sa santé fragile. On lui reproche d'avoir travaillé dans une école liée à la confrérie, mais ces établissements sont strictement inspectés depuis des années et ils n'ont jamais rien trouvé. » Depuis la brouille des deux anciens alliés, le pouvoir a nommé des administrateurs dans de nombreux établissements scolaires.

« Il a fallu nous battre pour que Gökhan puisse avoir un enterrement religieux, ils refusaient de nous rendre son corps. » Ayla est une proche de ce professeur décédé en détention le 4 août à Istanbul, dix jours après une descente de la brigade anti-terroriste à son domicile. Sa famille ne saura sans doute jamais ce qui lui est arrivé durant son incarcération. A-t-il été privé de l'insuline indispensable à sa survie ? A-t-il subi des mauvais traitements ? Sa paire de lunettes brisée en deux, seul objet à avoir été remis à sa famille, lui fait redouter le pire. « Je n'ose imaginer ce qu'ils lui ont fait subir », marmonne Ayla. La jeune femme, qui porte un voile élégant sur une tenue strictement islamique, a elle-même été radiée de l'Education nationale, car elle avait un compte dans la banque Asia, établissement qui, conformément à l'islam, ne pratique pas l'usure, mais est étiqueté « guléniste ». De nombreux fonctionnaires sont dans son cas, y compris le premier danseur de l'Opéra d'Izmir, Yücel Emre Kaynarsu, limogé pour la même raison.

Emprisonnements, licenciements : des centaines de milliers de Turcs sont aujourd'hui en difficulté. 28 000 professeurs qui enseignaient dans les écoles du réseau Gülen ont vu leur diplôme annulé et sont désormais réduits à chercher des boulots précaires. Des dizaines de milliers d'enfants qui étaient scolarisés dans ces écoles se retrouvent sans établissement à quelques jours de la rentrée, qu'ils soient dans le primaire, le secondaire ou bien à l'université. Quatorze de ces universités ont été tout simplement fermées, leurs biens confisqués. Des saisies qui ne sont pas sans rappeler les pratiques anciennes du despotisme ottoman ou l'impôt de 1942 dont le taux confiscatoire variait en fonction de l'appartenance religieuse, ce qui avait contraint Grecs et juifs à liquider leurs affaires avant de fuir le pays. « Pour la première fois en Turquie, la logique de confiscation concerne un conflit intramusulman, commente l'économiste Ahmet Insel. On observe un transfert des biens grâce à l'action des administrateurs chargés de liquider les entreprises qui leur sont confiées. »

DES PRISONNIERS TORTURÉS

Dans sa maison d'édition de Sultanahmet, au cœur du quartier historique d'Istanbul, l'intellectuel s'inquiète pour la Turquie. « La poursuite de cette chasse aux sorcières risque d'avoir des conséquences très graves. » Le chercheur ne pense pas seulement aux répercussions économiques : « Les témoignages de tortures se multiplient. C'est insupportable. » Lui qui définit la ➤

➔ confrérie guléniste comme un « *Opus Dei plus nébuleux encore* » appelle toutefois à différencier « *le cercle caché* », qui aurait un lien avec le coup d'Etat, du « *cercle public* » qui n'a rien à voir avec le putsch manqué.

Et une fois derrière les barreaux, impossible de se défendre. Avec courage, les avocats Omer Kavili et Muharrem Ercan dénoncent « *la ruine* » des droits de la défense. Le duo de pénalistes, avocats de l'ancien chef de la police Yurt Atayün, estampillé guléniste, comme du journaliste de gauche Can Dündar, dénonce : « *Ils ont même installé des caméras dans les parloirs. Il y a quelques jours, un gardien m'a dit : "Parlez plus fort, ça n'enregistre pas"* », ironise Omer Kavili. « *Les juges s'appuient sur des "preuves secrètes" auxquelles les avocats n'ont pas accès.* »



Après le 15 juillet, le gouvernement a lancé une campagne de propagande nationaliste. En haut, le centre culturel Atatürk, place Taksim, est recouvert du slogan « la souveraineté appartient à la nation ». En bas, les photos du putsch raté dans le métro d'Istanbul.

« *Les arrestations d'avocats et les mauvais traitements sont devenues monnaie courante* », déplore Muharrem Ercan. Les deux « *mauvais garçons* », comme ils se définissent avec défi, évoquent la possibilité de leur prochaine arrestation...

« *Par mesure de sécurité, j'ai acheté une carte de téléphone prépayée pour prendre des nouvelles de mes amis mais la plupart ne répondent pas.* » Ali travaillait dans une association humanitaire qui a été fermée. Au troisième étage d'un centre commercial de Beylikdüzü, des scellés ont été posés sur la porte. Derrière la devanture vitrée, les stores blancs baissés laissent entrevoir quelques salles de réunion bien tenues. Six médecins bénévoles de l'ONG ont vu leurs biens saisis, trois sont en prison. « *Des campagnes de vaccination à l'étranger ? C'est cela leur crime ?* » Ali ne sait pas ce qu'ils sont devenus. Il est partagé entre le désir d'aider les familles des prisonniers et l'inquiétude de leur attirer davantage d'ennuis en entrant en contact avec elles. Ce père de famille avoue quitter son domicile tous les jours à l'aube, avant « *l'heure des rafles* ». Il redoute aussi qu'on ne s'en prenne à sa famille. « *Nous sommes une cible pour les militants de l'AKP [le parti du président Erdogan]. Nous avons peur du lynchage autant que des arrestations.* »

Début août, le gouvernement, qui a fait coller dans tout le pays d'immenses affiches aux slogans nationalistes et antiterroristes, a mis en place un site internet pour encourager les dénonciations anonymes, jouant avec la peur d'une population turque traumatisée par les attentats de Daech et du PKK. La semaine dernière, c'est la chaîne progouvernementale Akit TV qui ouvrait une hotline dans le même but pour alimenter sa nouvelle émission du samedi soir. « *Les listes étaient prêtes, les dénonciations ont fait le reste*, raconte le frère de Mumine, une jeune femme arrêtée lors d'une descente dans un appartement d'étudiantes sympathisantes de la confrérie. *C'est le maire du quartier qui a signalé à la police l'adresse de ce logement.* » Mumine était de passage à Istanbul pour faire quelques achats avant ses fiançailles et rendait visite à une amie. « *Ses trois premiers jours de détention, elle était avec sept autres femmes dans une petite cellule, sans même une couverture à étendre sur le sol en béton pour dormir.* » De quoi faire passer la prison de Bakirkoy où elle est aujourd'hui incarcérée pour une résidence 4 étoiles... Avec ses hauts murs blancs surmontés de barbelés et ses miradors, le lieu n'a pourtant rien d'atrayant. A quelques mètres de la massive porte en fer, le 26 août dernier, une soixantaine de manifestants étaient rassemblés. Universitaires, militants des droits de l'homme ou du parti prokurde HDP, ils étaient là pour défendre l'écrivaine Asli Erdogan, arrêtée elle aussi après le coup d'Etat manqué parmi la vingtaine de journalistes du quotidien d'opposition « *Ozgün Gundem* » rafiés dans la nuit du 17 août à Istanbul. Cette romancière engagée s'était investie depuis quelques années dans la cause des Kurdes, dénonçant la violence dont ils sont victimes dans le sud-est du pays. « *Depuis le 15 juillet, la démocratie n'a jamais été autant en danger. Ils ont mis en place une coalition nationaliste régressive quand il faudrait au contraire construire une réconciliation entre les peuples de Turquie* », regrette la coprésidente du HDP, Figen Yüksekdağ. Avec détermination, elle dénonce, en marge de la manifestation, la violence qui s'est abattue sur le sud-est du pays à majorité kurde, où des villes ont été bombardées par l'armée turque. « *Avec l'état d'urgence, ils gouvernent par des décrets-lois. Ils ont réussi à faire le changement de régime qu'ils souhaitaient* », confie-t-elle.

FUIR À L'ÉTRANGER

Une vision que partage le député de gauche du Parti républicain du Peuple (CHP) Mahmut Tanal. Cet avocat, qui a pu rendre visite à l'écrivaine un peu plus tôt, ne mâche pas ses mots malgré la présence de policiers en civil dans la manifestation. « *Ils profitent de l'état d'urgence pour faire passer des mesures sans aucun rapport avec le coup d'Etat.* » Dans la liste des décrets-lois signés par le président Erdogan ces dernières semaines figure ainsi l'autorisation du port du voile pour les fonctionnaires de police, les juges, procureurs et militaires. Une mesure symbolique forte : jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, l'interdiction concernait toute la fonction publique. « *La Turquie a été victime d'une tentative de coup d'Etat militaire inacceptable, elle vit aujourd'hui sous la menace d'un coup d'Etat civil.* »

Nombreux sont les intellectuels, journalistes et universitaires qui n'excluent pas un possible départ à l'étranger. Ce qu'ont déjà entrepris certains, parfois au péril de leur vie. Outre ceux qui ont pu rejoindre l'Europe, une dizaine de personnes ont demandé l'asile politique à la Grèce, fin août, après une traversée périlleuse à bord d'embarcations de fortune avec des migrants syriens. Les proches restés au pays, eux, sont pris en otage. Les descentes de police se multiplient à leur domicile, ils vivent sous surveillance. Le 3 septembre, l'épouse de l'ex-rédacteur en chef de « *Cumhuriyet* » Can Dündar, plusieurs fois emprisonné et réfugié en Europe, s'est vue interdite de sortie du territoire. □

(1) Tous les prénoms des témoins ont été modifiés à leur demande pour des raisons de sécurité.

Syrie : Russes et Américains sur le terrain diplomatique



Les ministres des Affaires étrangères des deux pays tentent de trouver un accord tant politique que militaire.

ISABELLE LASSERRE [@lasserre](#)

MOYEN-ORIENT Ils le négocient d'arche-pied depuis la mi-juillet. Sergueï Lavrov et John Kerry, les ministres des Affaires étrangères de la Russie et des États-Unis, devraient se rencontrer une nouvelle fois à Genève avant le week-end pour finaliser un accord de paix pour la Syrie. Dans ses grandes lignes, le projet sur lequel tentent de s'accorder les coprésidents du groupe international de soutien à la Syrie comprend trois points essentiels : un cessez-le-feu durable, un accès humanitaire aux zones de conflit et une reprise des négociations de paix, au point mort depuis plusieurs mois.

Un premier pas pourrait permettre d'obtenir la cessation des hostilités à Alep, où l'urgence humanitaire a franchi un nouveau cap depuis que le régime a rétabli le siège de la seconde ville syrienne. Mais la reprise des négociations est conditionnée à un accord global sur le terrain syrien. Les États-Unis et la Russie discutent aussi d'une coopération militaire dans la lutte contre les groupes djihadistes. Ils envisagent des frappes conjointes. Sur la table depuis plusieurs mois, cette coopération militaire pourrait cette fois se concrétiser.

Les points de blocage entre les diplomates russe et américaine restent nombreux. Depuis le début de la guerre, Moscou et Washington soutiennent des camps adverses dans la guerre en Syrie. Il est donc logique qu'elles continuent de s'opposer sur le règlement politique final du conflit entre le régime et l'opposition. Et sur le sort du président Bachar el-Assad. Mais la Russie et les États-Unis sont aussi en désaccord sur la différenciation entre djihadistes et groupes rebelles dits « modérés ». Ils peinent en outre à s'accorder sur les

termes d'un cessez-le-feu. La Russie avait promis de s'engager pour combattre le terrorisme et mettre fin à la guerre civile en favorisant une transition politique. « *Ce n'est pas ce qu'elle a fait jusqu'à présent* », regrette le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, dans une interview à la BBC. Il estime au contraire que Moscou a « *attisé la guerre civile et la violence et ne nous a pas aidés à nous rapprocher d'une solution politique qui verrait Bachar démissionner* ».

Les Russes prêts à lâcher Bachar el-Assad

Mais si le temps de la diplomatie semble revenu, c'est parce que les États-Unis et la Russie paraissent cette fois déterminés à arracher un accord en Syrie. Barack Obama aimerait pouvoir le brandir à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU dans dix jours. Il voudrait aussi pouvoir l'inclure dans son bilan international mitigé, alors que s'achève son deuxième et dernier mandat. Quant aux Russes, ils ont en partie obtenu ce qu'ils voulaient en Syrie : utiliser le conflit pour parachever leur retour sur la scène internationale et retrouver, au moins symboliquement, un tête-à-tête avec les États-Unis dont ils avaient la nostalgie depuis la fin de la guerre froide. « *Les Russes veulent une sortie politique de la crise. Ils veulent pouvoir s'extirper militairement du borbier syrien. Et ils veulent aussi la destruction de l'État islamique* », croit savoir un diplomate français bien informé. Les Russes, poursuit-il, auraient été à plusieurs reprises prêts à lâcher leur protégé Bachar el-Assad. C'est l'Iran, l'autre grand soutien du régime, qui les en aurait empêchés.

Très esseulée sur le dossier depuis qu'il est accaparé par Moscou et Washington, la France tente de faire entendre sa voix. Comme elle le fit au moment de l'accord sur le nucléaire

iranien en 2015, elle joue la mouche du coche en réclamant un accord « robuste », refusant un pacte « au rabais ». Depuis la volte-face opérée par Barack Obama en août 2014, qui a enterré une intervention militaire destinée à « punir » le régime de Damas, qui venait de franchir la ligne rouge sur les armes chimiques, la France ne s'est pas départie de sa réserve et de sa suspicion vis-à-vis de la Maison-Blanche.

Armes chimiques

Elle espère que les pressions américaines sur les Russes seront suffisantes pour que ces derniers imposent aux avions du régime syrien de rester au sol et de ne plus frapper l'opposition. Mais elle s'inquiète surtout des intentions américaines concernant les armes chimiques, à nouveau utilisées par les forces du régime. Paris considère qu'il est « vital d'avoir une position très forte sur le sujet », dont elle a fait l'une de ses priorités. La diplomatie française réclame une résolution ferme du Conseil de sécurité, c'est-à-dire sous chapitre 7, avec un éventuel renvoi à la Cour pénale internationale (CPI). Mais elle doute de la détermination américaine à l'imposer. Elle soupçonne John Kerry d'être prêt à des compromis inacceptables pour obtenir un accord. « *Les Américains hésitent à utiliser la question des armes chimiques comme un levier vis-à-vis de Moscou. Nous pensons qu'il faut mettre les Russes face à leurs responsabilités et empêcher à tout prix la banalisation de l'utilisation de l'arme chimique en Syrie* », explique une source diplomatique. Paris exige en outre des garanties de contrôle sérieuses et fiables pour éviter que cet accord, quand il aura été trouvé, ne capote aussi vite que le précédent, en février 2016.

Seule, la voix de la France porte peu sur le dossier syrien. Paris voudrait faire émerger une « position unie » entre les acteurs engagés auprès de l'opposition syrienne et cette même opposition, pour exercer une pression efficace sur les États-Unis. À Londres, l'opposition a tenté mercredi de faire entendre sa voix en présentant un plan de transition

politique. Le projet reprend les éléments de la feuille de route établie en novembre par les grandes puissances à Vienne, qui ne réglait pas la question du sort de Bachar el-Assad...

L'initiative a été suivie d'une réunion

avec les « amis de la Syrie », à laquelle ont participé le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Italie, l'Union européenne et la France. Mais l'opposition est en grande difficulté sur le terrain, notamment à Alep, où les forces du

régime ont refermé le siège des quartiers rebelles. Depuis plusieurs semaines, c'est l'ancien mouvement al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, qui mène la danse au sein des insurgés... ■

LE FIGARO

vendredi 9 septembre 2016

La France se prépare pour la bataille de Mossoul

ALAIN BARLUET [@abarluet](#)

L'APPUI aux combattants kurdes avant la bataille de Mossoul, planifiée à l'horizon de la fin de l'année, était au cœur de l'entretien, jeudi à l'Élysée, entre François Hollande et Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan. Au sein de la coalition anti-Daech, les militaires français poursuivent leur soutien aux pechmergas comme aux forces de sécurité irakienne (FSI). Désormais, les actions de formation - qui continuent à Bagdad, notamment au profit de la 6^e division des FSI - cèdent le pas à l'accompagnement des opérations de reconquête territoriale dans le nord du pays.

La veille de l'attentat de Nice, le 14 juillet, François Hollande avait promis « l'intensification » de l'effort français et, une semaine plus tard, le chef de l'État annonçait l'envoi de pièces d'artillerie au profit des FSI, pour hâter la reprise du fief que Daech occupe dans le nord de l'Irak depuis août 2014. Des canons CAESAR de 155 mm (montés sur camions et donc très mobiles) sont en cours de déploiement. Les forces américaines ont dépêché depuis plusieurs mois des batteries d'artillerie (notamment des obusiers M777A2) dans le nord de l'Irak. Si la nature de l'intervention française reste officiellement inchangée - « pas de troupes au sol » -, une centaine de militaires sont présents à Bagdad et environ deux cents membres des forces spéciales à Erbil, qui jouent un rôle important pour « aguerrir » les pechmergas face à certaines menaces (IED, attaques chimiques...).

Le « Charles de Gaulle » bientôt sur zone

Surtout, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* et son groupe aéronaval (dont un bateau allemand) seront opérationnels fin septembre en Méditerranée orientale. Déjà, 80 % des bombardements menés par les avions français de l'opération « Chammal » (plus d'une frappe par jour



François Hollande en compagnie du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, jeudi à l'Élysée. MICHEL EULER/AP

en moyenne, une centaine d'objectifs neutralisés depuis juillet) se concentrent sur la région de Mossoul. Outre l'appui aérien, l'emploi de l'artillerie devrait rendre plus efficace la neutralisation des forces de Daech, sur le reculoir, mais qui s'accrochent, notamment dans les villages d'où les pechmergas doivent les déloger, avec peine, « à la pince à escargots », ce qui freine considérablement l'avancée vers Mossoul.

Plus au sud, la chute de deux verrous importants, la région de Baiji, prise par les FSI, le 15 juillet, de même que la ville-clé de Qayyarah, tombée le 25 août, constitue une étape décisive vers l'objectif à prendre en étau. Qayyarah, sur la rive droite du Tigre, dernière cité tenue par Daech avant Mossoul, à une

soixantaine de kilomètres plus au nord, pourrait servir de plateforme stratégique et logistique, pour la bataille finale, qu'Américains et Français veulent hâter. S'emparer d'une ville de 2 millions d'habitants implique toutefois de relever préalablement nombre de défis, politiques et militaires. Il s'agira notamment de coordonner les forces « locales » : tribus sunnites, combattants kurdes, FSI. Au sein de la coalition, on s'inquiète aussi du « jour d'après » et ce qu'il adviendra du pouvoir et de la population sunnite à Mossoul. Faire coïncider calendrier militaire et agenda politique n'est pas le moindre des défis. ■

Turkey removes 24 mayors over 'PKK links'

Turkey appoints trustee mayors to 24 municipalities on grounds that previous mayors provided support to "terrorists".

12 September 2016 — www.aljazeera.com/

Turkey has removed 24 mayors accused of links to Kurdish separatist fighters, replacing them with state-appointed trustees in a major shake-up under emergency powers enacted after a failed coup attempt.

The mayors were suspended from their posts over the past month on suspicion of links to the Kurdistan Workers' Party (PKK), a group that has been waging a deadly insurgency in the southeast since 1984, an interior ministry statement said.

Another four mayors were removed on suspicion of links to the US-based cleric Fethullah Gulen, a former ally of President Recep Tayyip Erdogan who is now blamed for the July 15 failed coup attempt.

All 28 mayors were replaced on Sunday with state-appointed trustees.

While most of the removed mayors belonged to pro-Kurdish parties, three of them were from the ruling Justice and Development Party (AKP) and one was from the opposition Nationalist Movement Party (MHP).

Mayors from the AKP and MHP are accused of having links to Gulen movement, according to Turkish media.

The move is the largest step yet taken by new Interior Minister Suleyman Soylu since he took over from Efkân Ala in a surprise reshuffle earlier this month.

Soylu said the move meant that local municipalities would no longer be controlled by "terrorists or those under instructions from Qandil", referring to the PKK's mountain base in northern Iraq.

The move was made within the three-month state of emergency imposed after July's coup attempt. The incumbents had all been elected in 2014 local polls.

The municipalities affected, mainly in the southeast, include important, predominantly Kurdish urban areas such as Sur and Silvan in the province of Diyarbakir and Nusaybin in the province of Mardin.

The mayors of the cities of Batman and Hakkari in the southeast have also been replaced. The interior ministry said 12 of the mayors suspended are already under arrest.

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), whose regional politicians were the among the chief targets of the move, denounced the reshuffle as a "coup".

In a statement, the HDP said the move was reminiscent of the military takeover in 1980 and "ignored the will of the voters".

"The government should immediately abandon this perilous step," it said, "they should quit trying to take advantage of the recent coup attempt on July 15th."

But Justice Minister Bekir Bozdag denied the authorities had ridden roughshod over democracy, accusing the suspended mayors of funneling revenues to "terror" groups.

"Being elected does not grant a right to com-



A Turkish riot police officer stands guard in front of Sur municipality headquarters following the removal of the local mayor from office September 11, 2016, after he was deemed to support Kurdish militants. Sertac Kayar / Reuters

mit a crime," he wrote on Twitter.

Elsewhere, Turkish media reported that the police dispersed crowds that had gathered to protest at the new mayoral assignments in southeastern provinces, and short clashes erupted in several areas.

Security forces in Hakkari prevented HDP co-mayors Fatma Yildiz and Saban Alkan from entering the municipality building following Sunday's assignments, which led to protests outside the municipality building.

Police dispersed the crowd after they refused to leave the scene, the Turkish daily Hurriyet reported.

Four people, including Deputy Mayor Mikayil Erdal and HDP district organisation head Asim Ozcan, were detained but released shortly after, newspaper said.

In Batman, another group from the HDP gathered to protest the assignments to four municipalities in the province. Police fired tear gas and used water cannons to disperse the crowd.

In addition, around 200 people also protested the assignments in the Suruc district of the southeastern province of Sanliurfa.

The US Embassy in Ankara said on Sunday that it was concerned by reports of clashes in southeastern Turkey.

"We are concerned by reports of clashes in Turkey's southeast following the government's

decision to remove some elected local officials from office on charges of supporting terrorism, and appoint local trustees in their place," the embassy said in a statement posted on Twitter.

It said it supported Turkey's right to defend itself against terrorism but noted the importance of respect for due process and the right to peaceful protest.

"We hope that any appointment of trustees will be temporary and that local citizens will soon be permitted to choose new local officials in accordance with Turkish law," it said.

The Turkish military said on Wednesday that 186 PKK members had been killed in the operations conducted in the southeastern district of Cukurca over the past few days.

A total of 11,285 personnel "linked to a separatist-terrorist organisation have been suspended," Turkey's education ministry said on its official Twitter account on Thursday.

Turkey, the US and the European Union have branded the PKK a "terrorist organisation".

The autonomy-seeking group abandoned a two-year ceasefire in July, reigniting a conflict that has claimed more than 40,000 lives since 1984.

The government has accused the PKK of a series of attacks in the southeast of Turkey in recent weeks. ■

Ankara hardening anti-PKK strategy

Turkey's strategy against the Gulen movement has worked so well, Ankara looks to be extending it to eradicate the Kurdistan Workers Party as well.



Metin Gurcan
 September 12, 2016
 Translator Timur Göksele
<http://www.al-monitor.com>

It appears Ankara has decided not to bother with deterring the Kurdistan Workers Party (PKK) and will instead go straight to eliminating the designated terrorist group.

Turkey is taking advantage of its new powers under the state of emergency declared after the failed coup July 15. The new "solution process" is much simpler than previous efforts. This time, it plans to totally wipe out the PKK and all its auxiliaries.

In March 2013 — not too long ago in the context of the solution process — Turkey launched a three-phase plan with the PKK: The PKK would withdraw from Turkey and give up its arms, and that action would be followed by normalization and full democracy.

But with the developments in northern Syria of the past two years, growing polarization in domestic politics and the violence that resumed in July 2015, the solution process was shelved. Urban warfare in southeast towns such as Diyarbakir, Cizre and Sirnak between October 2015 and March 2016 shifted back to rural areas after the PKK abandoned its trenches-barriers strategy in towns. Now almost daily we wake up to news of heavy clashes, terror acts and martyrs in the southeast.

I had concluded in my May 16 column for Al-Monitor that Turkey versus PKK clashes were quickly heading toward a destructive military stalemate.

But with the current state of emergency — which does not require legislative oversight — Ankara feels it can end the deadlock and totally eliminate the PKK. It is now obvious that the legal measures Ankara applied against the Gulenists after July 15 are being adapted to the struggle against the PKK with intensified talk of "Gülenist-PKK links."

First, the government modified its lexicon and changed "Kurdish issue" to "the PKK issue of the Kurds." In this new narrative, the PKK is no longer the interlocutor in the Kurdish issue but is the problem itself. Prime Minister Binali Yıldırım, during his Sept. 4 visit to Diyarbakir, had sarcastically declared that there is "no solution or anything" and that the government will pursue kinetic methods until the very end to annihilate the PKK.

What are the details of his new strategy to combat the PKK?

Encouraged by what it sees as success in the struggle against the Gulenists, Ankara wants to apply the same approach against the PKK. This new strategy can be described as total eradication of the PKK and all its auxiliaries, not only in the military sphere but also in political, socio-cultural and economic arenas.

Military combat is divided into rural and urban terrains. Yıldırım described the basis of the rural terrain struggle as "from now on security forces will not be on the defensive but in the offensive."

The military strategy in the rural areas will no longer be based on static, permanent outposts, but will employ mobile offensive units. Ankara relies heavily on advanced military technology of target acquisition and precise hits. The latest publicized hits were the killing of five PKK militants at Cukurca and later four others at Hakkari by Turkish-made TB2 Bayraktar drones.

High command has adapted the technology-intensive concept of "search-find-destroy" through a special forces/drones/F-16 triad. Officials are determined to pursue this concept with uninterrupted tempo in all weather conditions.

An important element of technology-intensive military offensive in rural terrain is to provide close air support. Ankara is confident that the T129 ATAK assault helicopters, the 14th of which was delivered last week, will make a significant difference in taking on the PKK on rural terrain.

Another feature of the combat in rural terrain is the government-sponsored village guards, made up of pro-government, armed Kurds who know the terrain well. With a recently issued decree under the state of emergency, the village guards — now about 90,000 strong — will be deployed not only in their



Turkish riot police use a water cannon to disperse Kurdish demonstrators protesting against the removal of the local mayor from office over suspected links with Kurdish militants, in Diyarbakir, Turkey, Sept. 11, 2016. (photo by REUTERS/Sertac Kayar)

home provinces but all over the southeast.

Urban terrain security will be based on police and gendarmerie special operations teams. Ankara, aware that the destruction inflicted in towns by military forces had tarnished Turkey's international reputation, now wants to handle security in towns by putting up permanent outposts in critical entry-exit points and by increasing the number of police and gendarmerie special operation teams. New Minister of Interior Suleyman Soylu said 10,000 new people will be recruited and given crash courses in police special operations.

With another state of emergency decree, new police personnel can be recruited solely by oral interviews instead of going through the cumbersome central public service examination process. This means those with basic qualifications will be recruited to serve in police special operation teams after a simple interview and seven months of condensed training. Many young people see this as the simplest and quickest shortcut to acquire civil servant status.

Ankara plans to install in cities a "neighborhood guard" system, similar to village guards, by arming pro-state Kurdish youth in neighborhoods of critical towns. But armed strife has already begun between neighborhood guards and PKK urban militants. One such neighborhood guard was recently executed in Mardin. He was one of 624 neighborhood guards hired by the state.

The intention is to mobilize the security forces both in urban and rural terrains to exert round-the-clock pressure on the PKK and immobilize it.

There are many innovations in the civilian aspects of this new strategy. Ankara has realized that since 1984, when the PKK launched its military actions, the state's response has never been properly coordinated between military and civilian officials, and this benefited the PKK. Now Ankara plans a "three-dimensional" strategy to eradicate the PKK from political, socio-cultural and economic arenas.

The moves in the political arena will start with national measures. Legal proceedings have been initiated against the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) deputies and officials whose direct links with the PKK have been proved. In the latest move approved through a state of emergency decree, 24 elected Democratic Regions Party mayors were removed from office and replaced by government-appointed administrators. (In apparent retaliation for that action, a car bomb was remotely detonated Sept. 12 in Van, injuring dozens of people, Reuters reported.)

Ankara also replaced three other mayors elected from the Justice and Development Party and one from the opposition Nationalist Action Party, all accused of collusion with the Gulen movement.

Now cyberspace may well be the next arena of the confrontation. On Sept. 11, Turkey woke up to wide-scale internet outages in all urban areas where clashes are frequent.

In short, Ankara is pressuring the HDP and municipalities with HDP mayors to distance their politics from the PKK. Other government steps are similar to ones used against Gulenists such as clamping down on media organs, putting pressure on civil society and prosecuting private businesses that pay protection money to the PKK. Another prominent field of action by the government is to dismiss civil servants deemed PKK sympathizers, as it has done with thousands of Gulen sympathizers. On Sept. 8, the government suspended more than 11,000 teachers whose relationships with the PKK allegedly were established.

Sources in Ankara say this number could increase and dismissals could spread to other public bodies.

Regionally, Ankara aims to isolate the PKK by strengthening ties with the Kurdish Regional Government in northern Iraq, cooperating more closely

with Iran on border security and undermining the Kurdish nationalist Democratic Union Party domination of northern Syria.

One key question in terrorism is this: Can a nonstate, armed actor that resorts to terror be deterred or should it be exterminated? Ankara seems to have decided not to deter the PKK and instead marginalize it with the new powers granted by the state of emergency.

But it may not be too easy to alter the rules of the game with an organization such as the PKK, which has become regional in more than 40 years of struggle. The PKK has recently acquired increased international visibility and legitimacy because of its fight against the Islamic State, can use hybrid tactics,

has strong public support and is a quick learner.

Most important to note is that the PKK is patient. It knows it is running a marathon, while Ankara sees the struggle as a 100-meter dash. Then we have to ask: How long can Ankara sustain these extraordinary measures, and can the PKK really be eradicated? ♦

Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser between 2002-2008. Resigned from the military, he is now an Istanbul-based independent security analyst." On Twitter: @Metin4020



September 14, 2016

Political accusations fly in Iraq's Kurdistan region

The Patriotic Union of Kurdistan is witnessing a sharp division that could affect the regional government's ability to address Kurdish issues.



Ibrahim Malazada
September 14, 2016
Translator Pascale el-Khoury
<http://www.al-monitor.com>

SULAIMANIYAH, Iraq — Fighting between factions of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) could lead to a dead end, but not before calling attention to what dissenters say are reprehensible secret operations of a power-hungry bloc within the political party.

Some believe the battle could have far-reaching repercussions that eventually could lead to the Kurdistan Regional Government's (KRG) being controlled by the Democratic Union Party (PYD), which is thought to be affiliated with the terrorist-designated Kurdistan Workers Party (PKK).

The PUK's two deputy secretary-generals, Kosrat Rasul Ali and Barham Salih, announced Sept. 1 the formation of a "decision-making center" within the PUK, with the support of some senior executive party officials. The idea was immediately rejected by other party leaders, including Hero Ibrahim Ahmed, wife of PUK general secretary and former Iraqi President Jalal Talabani. Talabani no longer effectively leads the party since suffering a stroke in December 2012.

The social-democratic PUK party was already divided for various reasons, most notably management disagreements. Dissenters say the party has been monopolized by a bloc whose self-serving decisions have diminished the party's role and turned it from an effective force into a marginal player.

Moreover, according to the dissenters' statement, this Ahmed-led monopoly dominates the party's financial management and has formed ambiguous alliances, concluding secret deals to loot oil and take over the wealth and properties of the people. As a result of this shadow group's interests, the PUK is no longer following the footsteps of Talabani, who was a founding member, the statement said.

The statement also accused the dominating group of stealing public money, cutting the salaries of civil servants and peshmerga forces, conspiring to rig the outcomes of the General Congress, undermining the will of the original members, and bringing in and imposing these members' relatives in most of the party's organs.

The statement said any decision inside or outside the party shall not be deemed a general decision of the party unless approved in advance by the decision-making center.

The center's formation stirred angry reactions. Member of the PUK Central Council Ala Talabani refused to describe the action as a split within the PUK, but challenged the legitimacy of the two deputies, noting they were not elected by the party's members but rather appointed as deputies by Jalal Talabani. According to Xelk media network, Ala Talabani accused the two deputies of "running after privileges and senior positions."

In the same vein, antiterrorism forces official Lahore Sheikh Genki denounced the center and described it as illegitimate. Also, Central Council member Atta Sarawi accused those behind the center's formation of seeking to take over the PUK and making hasty decisions.

In a dramatic development, Hero Ibrahim Ahmed called on Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi on Aug. 19 to stop the country's export of oil from Kirkuk and followed up with a Sept. 7 letter to Abadi criticizing an oil revenue-



Men stand next to a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) campaign poster for Iraq's parliamentary elections in Sulaimaniyah, April 28, 2014. (photo by REUTERS/Jacob Russell)

sharing agreement between Erbil and Baghdad, which she said was made without consulting the PUK. She also denied being involved in any attempts to export Kirkuk oil through Iran.

It should be noted that North Oil Co., affiliated with the Iraqi government, will resume its oil supply to the port of Ceyhan through the Kurdistan pipeline after a six-month halt.

Ahmed's requests could portend the further deterioration of the relationship between the PUK factions and of their relationship with the KRG and its head, Prime Minister Nechirvan Barzani, who is also deputy head of the Kurdistan Democratic Party.

On the other hand, PUK politburo member Sheikh Jaafar Mustafa said in a Sept. 6 statement to Voice of America that the disputes within the PUK are "related to the theft of the people's wealth and positions," and stressed that the deputies of Jalal Talabani are the legitimate authority.

A leading PUK member who preferred to remain anonymous told Al-Monitor, "These fellow members at the so-called decision-making center body are a minority and have no legitimacy, and therefore they will remain in the dark tunnel they led themselves into. They are too weak to change anything inside or outside the PUK."

On the other hand, PUK Organization Bureau member Sulaimen Abdullah told Al-Monitor, "The decision-making center rejects the accusations of treason. ... We are proud of our identity as members of the PUK, and our goal is to rectify the path of the PUK for a prosperous future of the generations to come. The Kurdistan people deserve a better future, and this will not be achieved without rectifying the PUK's path and its participation in a real political process."

With regard to the center's future, Kurdish affairs expert Febwar Fatah said, "The decision-making center is helpless because the economic centers are under the control and domination of Hero Ibrahim, and her [faction] will not [easily] give away the extremely large income."

Writer and political analyst Ismail Rwandzioza told Al-Monitor, "The decision-making center is facing a dead end. Those who made this step ... are not united. Eventually, if this situation continues, they will be forced to return to the Talabani family or resort to a split, which I think is the inevitable option." ♦

Ibrahim Malazada is a Kurdish socio-political researcher and writer who has worked as a lecturer in sociology at Koya University in Iraqi Kurdistan.

Le Monde
10 SEPTEMBRE 2016

« Sans accord avec Bagdad, pas de bataille de Mossoul »

Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, se dit « optimiste » sur la reprise de la ville à l'EI

ENTRETIEN

Le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK), Massoud Barzani, était en visite en France, jeudi 8 septembre. La préparation de la bataille de Mossoul, aux mains de l'organisation Etat islamique (EI) depuis juin 2014, était au cœur des rencontres qu'il a eues avec le président François Hollande, le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, et le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault.

Quelles demandes avez-vous adressées à la France ?

Nous avons une relation forte avec la France. Nous sommes engagés dans la même bataille, contre un même ennemi : le terrorisme. Nous avons les mêmes valeurs de paix, de démocratie et de vivre-ensemble. Les peshmergas [forces kurdes] sont en première ligne contre Daech [acronyme arabe de l'EI] grâce à l'aide de la coalition internationale, dont la France. Nous renforçons cette coopération dans l'optique de Mossoul. C'est la priorité. La France nous a déjà beaucoup aidés et continuera à le faire en envoyant des munitions et des spécialistes auprès des peshmergas et en augmentant ses frappes aériennes.

Vous avez entamé des négociations avec les autorités de Bagdad en vue de sceller un plan de bataille commun pour Mossoul. Sur quoi portent-elles ?

Mossoul est importante pour tout le monde, pas seulement pour nous. Notre coordination avec le gouvernement irakien est bonne. Il y a, dans ces négociations, deux aspects : militaire et politique. Un accord a été trouvé sur l'aspect militaire, mais il n'y a pas encore d'accord politique. Sans accord politique, il n'y a pas de bataille de Mossoul.

Qu'avez-vous convenu sur le plan militaire ?

Les peshmergas et les forces ira-



A Paris, le 8 septembre.

MATHIEU ZAZZO
POUR « LE MONDE »

kiennes auront le rôle principal dans la bataille. La participation des milices locales dépendra de l'accord du gouvernement irakien. Mossoul est dans la zone des milices sunnites, il est normal qu'elles participent. Concernant les forces de la mobilisation populaire [composées en majorité de milices chiites], il faut l'accord de la population locale. Si elle est d'accord, nous le sommes aussi. Il faut une bonne coordination entre sunnites et chiites, sinon l'issue de cette bataille ne sera pas belle à voir.

Allez-vous autoriser les forces irakiennes à se déployer sur les fronts nord et est ?

Il y a un plan militaire que l'on respecte. Pour la guerre contre Daech, nous allons faire ce que nous pouvons pour aider les forces irakiennes.

Craignez-vous qu'elles reprennent pied dans les zones « contestées » du nord de l'Irak que vous avez libérées ?

Il nous faut un accord sur ce point. Les peshmergas sont présents pour protéger les populations, donc il n'y a pas besoin que les forces irakiennes se déploient. Dans les « zones contestées », il faudra organiser un référendum pour que les populations se pro-

« Le Kurdistan irakien est une ligne rouge. Personne n'y restera après la guerre »

noncent sur leur rattachement au gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK). C'est à elles de décider. Le Kurdistan irakien est une ligne rouge. Personne n'y restera après la guerre, que ce soit les forces américaines ou irakiennes.

Les peshmergas entreront-ils dans Mossoul ?

Nous n'avons pas cette intention, et cela n'est pas prévu par l'accord. Cela dépendra de la guerre. Si nous entrons, nous ne resterons pas.

Sur quoi porte le volet politique de l'accord ?

Pour le moment, les discussions sont d'ordre militaire. Elles s'intensifieront sur l'aspect politique, le mois prochain. Cela concerne l'administration de la ville de Mossoul et sa province, la représentation de toutes les minorités ethniques et religieuses, et la possibilité que ces minorités puissent protéger leur zone. Les yézidis et les chrétiens ont été les minorités les plus touchées par Daech. Il faut aider les chrétiens à revenir chez eux sans être menacés. Il faut un accord en-

tre le GRK et Bagdad pour assurer leur protection en cas de menace extérieure. Nous discutons aussi du rôle qu'auront les peshmergas et les forces de sécurité irakiennes après Daech.

L'accord de Mossoul est-il conditionné au règlement des différends sur les zones contestées et sur le transfert des recettes pétrolières entre le GRK et le gouvernement central ?

La Constitution irakienne stipule déjà comment cela doit être géré. Il y a un accord sur les recettes du pétrole et du gaz naturel et pour les zones contestées, nous nous en remettrons à un référendum.

Jugez-vous réalisable l'objectif affiché de libérer Mossoul avant la fin de l'année ?

S'il y a un accord politique avant, oui. Nous sommes optimistes et nous allons faire en sorte que ce soit le cas.

La Turquie, avec qui vous avez de bonnes relations, a renforcé sa présence militaire dans les zones que vous contrôlez et son soutien aux milices locales. Participera-t-elle à la bataille de Mossoul ?

Je ne crois pas que la Turquie participera à la bataille de Mossoul, mais elle peut aider les forces qui y participeront. Une participation directe n'est pas nécessaire et le gouvernement irakien est contre. Même la Turquie ne veut pas entrer dans Mossoul. Au début de la guerre contre Daech, la Turquie avait deux bases pour former les forces de police et d'armée qui ont fui Mossoul, ainsi que des bénévoles pour participer à la gouvernance de la ville [après sa libération]. Les Turcs ont gardé une base avec l'accord de Bagdad.

Que pensez-vous de l'intervention turque dans le nord de la Syrie, qui vise notamment à empêcher la création d'une région autonome kurde ?

Je suis inquiet pour l'avenir des Kurdes en Syrie. Le Parti de l'union démocratique (PYD) a contrôlé la région et y poursuit la politique du

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avec qui la Turquie est en guerre. Le PYD a échoué à garantir la participation de tous dans le nord de la Syrie. Il a aidé le gouvernement syrien, sans sceller d'accord sur l'avenir de la région kurde. Il n'a pas réussi à s'accorder avec

l'opposition syrienne. Par conséquent, il n'y a aujourd'hui pas d'avenir pour les Kurdes [en Syrie].

Vous appelez à la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien. Est-ce envisageable alors que le

GRK est confronté à une grave crise politique ?

C'est un sujet plus important que les partis politiques et les hommes. Même s'il y a des problèmes internes, toute la population est unie sur la question nationale. Nous sommes en train de ré-

soudre les problèmes internes du Kurdistan irakien. Avant de fixer une date, nous négocierons avec le gouvernement irakien, pour avoir son point de vue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
HÉLÈNE SALLON

International New York Times SEPTEMBER 9, 2016

Merkel's loyalty test for Turks

Anna Sauerbrey
Contributing Writer

BERLIN Perhaps it was inevitable that as Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, continued his authoritarian course, relations with his Western European neighbors would worsen. Unfortunately, he's managing to ruin not just his own relationships with other governments, but also the Turkish-German community's relationship with the rest of their country.

In recent weeks, many policy makers have audibly changed their tone in addressing German Turks and those who claim to represent them in Germany, culminating in a harsh statement from Chancellor Angela Merkel in late August. "We expect from people of Turkish descent who have been living in Germany for a long time to develop a high level of loyalty toward our country," she said in an interview. "In return, we try to listen to their concerns." For Germans of Turkish descent who have lived in this country their entire lives, that had to sting.

And yet she wasn't lobbing wholly baseless allegations. The situation started to escalate in June, when the German Parliament adopted a resolution defining the murder of hundreds of thousands of Armenians in 1915 as genocide, a move that Mr. Erdogan protested vigorously. So did German Turks: Soon after, about 1,500 people showed up to protest in front of the Brandenburg Gate.

German Turks' public support for Mr. Erdogan's government soared after this summer's coup attempt. Many came out into the Berlin streets after Mr. Erdogan called on Turks abroad to show their solidarity with him. Some 40,000 gathered in Cologne in a roaring sea of red moon-and-star-flags.

Such outpourings only deepened suspicion of dual loyalty among the rest of Germany. When the news magazine *Der Spiegel* reported recently that Turkey had 6,000 informants and 500 intelligence agents in Germany, the image seemed complete: Germany was being systematically undercut by the Turkish government through the medium of the Turkish community in



MARKUS SCHREIBER/ASSOCIATED PRESS

Germany.

There are roughly three million people of Turkish descent in Germany, many of whom are culturally and religiously conservative and sympathize with Mr. Erdogan's Justice and Development Party. That's their right, but it is still hard, as a German, to see them hail a ruthless autocrat who has smashed Turkey's independent news media, arrested thousands of alleged supporters of the coup and has flirted with the reintroduction of the death penalty.

But the community is not monolithic, and neither is its attitude toward Mr. Erdogan. Many feel increasingly alienated from the country of their ancestors. Serap Guler, a politician in Ms. Merkel's conservative Christian

Should the chancellor be questioning their patriotism? Millions of Germans think so.

Democratic Party, is one. She also complained in the Frankfurt-*Allgemeine Zeitung* that "many in my generation and the generation that follow would rather let themselves be used as

extras" in Mr. Erdogan's "great show than grapple with the true challenges."

Often, the cleavages run right through families. My friend Hatice Akyun, a journalist, described the conflict with her father in an essay about a year ago, when Mr. Erdogan resumed his repression of his country's Kurdish minority. Her father supports Mr. Erdogan; she is horrified by his embrace of authoritarian violence. "It's poisoning our relationship," she wrote.

To generally question this large and diverse group's "loyalty" to Germany, as Ms. Merkel did, is as unfair as it is counterproductive. In demanding loyalty from Turkish Germans to the

German state, Ms. Merkel is playing along with Mr. Erdogan's scheme to segregate Turks from the rest of Germany, of making them a Turkish enclave on German soil, deepening the mutual feeling of alienation.

But Ms. Merkel also speaks for a large number of Germans, if not the majority, a fact that is as instructive as it is depressing. Despite the occasional tensions and setbacks, despite the considerably lower-than-average level of education and prosperity among Germans of Turkish descent, the country had just started to portray their integration as a success story.

Even the marches this summer, full of older and largely poor Turkish Germans, were a reminder of what that first generation of immigrants achieved in creating in their offspring, a generation of doctors, journalists, businesspeople — of successful, integrated Germans. But it is harder and harder to see things that way.

The renewed feeling of mutual alienation also gives us a better idea of the minimal requirements for being German. While bias and distrust toward Turks in the past were often driven by criticisms of conservative practices of Islam (and, no less, by racism and Islamophobia), the excessive public support for Mr. Erdogan also repels the German left and liberals. To them, "loyalty" to the German state means loyalty to the German Constitution and its liberal, democratic values — "the decisive marker of German identity," according to Herfried and Marina Münkler, the authors of "The New Germans." The pro-Erdogan rallies looked like a thousandfold public rejection of that identity.

All of this is instructive, not just in how Germany relates to its established immigrant communities, but the million refugees who have recently entered the country and are now attempting to build a new life. It is a reminder that, even decades from now, the process will still be continuing, with setbacks and tensions. But it should also be a reason for optimism — that Germany can, and must, make it work.

ANNA SAUERBREY is an editor on the opinion page of the newspaper *Der Tagesspiegel*.

OPINION WAR & CONFLICT

Iraq's regional decentralisation debate is heating up

As the battle of Mosul looms, it may be wise to place on the back burner the debate on regional formation initiatives.



By Michael Knights
18 September 2016
www.aljazeera.com

The decentralisation of security, spending and administrative power is regularly cited as a means of reducing tension in a post-Islamic State Iraq. The logic is commendable: If Sunnis and Kurds are freer to manage their own affairs, then they will have more stake in cooperation with Baghdad, and there will be less room for the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL, also known as ISIS) to operate along the tense, dividing lines between central Iraq and the northern and western peripheries.

Easy to say, harder to do. In decentralisation, the devil is in the detail. How much input should Baghdad versus local actors have in the recruitment of local security forces? Which spending should ministries versus provincial councils control? How much money will be sent to the local level? And who controls the oil?

These issues are being actively debated across Iraq, and strong emotions are the result. In disputed Kirkuk - claimed by Kurds, Turkmen and Arabs - the province's dynamic governor, Najmaldin Karim, has welcomed an open debate on the issue of how the province should be governed in future.

THREE OPTIONS

There are three options. Depending on a referendum result Kirkuk could join the multi-province Kurdistan region of northern Iraq (KRI), or it could choose to stay as one of the 15 provinces administered directly by Baghdad.

A third option, touted by Karim as an interim step, would be for Kirkuk to take the legal steps to become a region like the KRI for a few years.

What would change if Kirkuk became a region? A contentious "final status" decision on Kirkuk's long-term relationship with Baghdad or the KRI might be postponed, while in the interim, Kirkuk would gain some advantages.

Baghdad would probably not welcome a further loss of control over Kirkuk crude and a general reduction of its role in Kirkuk.

It would enjoy strengthened revenue management, potentially exporting its own crude as the KRI does. Kirkuk could legally form its own Regional Guard Brigades and receive international training and assistance as the KRI's Peshmerga does.

Kirkuk would gain much more administrative control over service provision in its territory. And outlying parts of Kirkuk, like Arab-populated Hawija, could petition to become a province itself, much as the KRI contains four subordinate provinces (Erbil, Sulaimania, Dohuk and

Halabja).

But many Iraqi factions also fear such an outcome. Baghdad would probably not welcome a further loss of control over Kirkuk crude and a general reduction of its role in Kirkuk.

The Kurdish factions seem to fear that regional formation in Kirkuk could permanently separate this area from the KRI, or strengthen local Kirkuki leaders in relation to the political parties of the KRI. As a result, Governor Karim has found himself under attack from all sides.

Now, the battle of Mosul is nearing, and the city might even be liberated before year's end. Already, there is an open debate on whether Nineveh province, centred on Mosul, should become a KRI-style region encompassing multiple new provinces.

Kurdish Peshmerga forces walk as smoke rises after an attack at Bai Hassan oil station, northwest of Kirkuk, Iraq [Reuters]

There's some value to this idea. Urban Mosul and rural Arab Nineveh are led and populated by very distinct social and tribal groups, respectively. Sinjar district to the west is heavily Yazidi; Tall Afar district next door is Turkmen-dominated, including many Shia Turkmen. The Nineveh Plains to the east of Mosul are populated by Christians, Shabaks and Yezidis.

STATE OF SHOCK

One day, this might be a reality, but it is arguably too early - and too dangerous - to seriously debate this issue today. Moslawis will be in a state of shock when they are liberated, and they will be keenly watching to see if the return of outside forces is in their interest or not. This is a time for reassuring small steps in the right direction, not for the earth-shattering redrawing of the map.

Though every group might ultimately benefit from a new regional government in Nineveh, in the short-term, all would fear what the changes mean and how they would be implemented. It's arguable that Nineveh and Mosul cannot afford this kind of uncertainty in the post-liberation months.

The Baghdad factions might not react well either: In 2011, the provinces of Salah al-Din and Diyala began the legal steps needed to form their own regions, and the federal government's reaction was to enact martial law in these governorates.

As advocates of devolution say: There is probably never a "right time" to start this touchy process. But today is arguably one of the least promising moments due to the extraordinary fragility of the country and the political discord in Baghdad and the KRI.

Most international partners are unlikely to



Displaced Iraqis, who had fled to Syria to escape the violence in Mosul, arrive in Kirkuk [Reuters]

back regional formation efforts in Mosul or Kirkuk now because of their potential to derail Baghdad-KRI cooperation or exacerbate local-level tensions in liberated areas.

Instead, a better model for today's conditions may be a strong multi-province push for wider implementation of the significant decentralisation measures contained in Iraq's 2008 Law on the Provinces Not Organised into a Region, also known as the "provincial powers law".

Baghdad politicians prefer this model because it does not threaten to create permanent new regions like the KRI with their own constitutions, laws, armed forces and energy policies. KRI-style regions, which include their own parliaments and ministries, require a lot of effort to develop; the Kurds had to build these institutions over a decade when they were cut off from Saddam's Iraq.

Building these structures in resource-strapped Kirkuk or newly-liberated Mosul may be impractical at present. As the battle of Mosul looms, it may be worthwhile placing on the back burner the controversial debate on regional formation initiatives. ♦

Michael Knights is the Lafer Fellow at the Washington Institute for Near East Policy. He specialises in the politics and security of Iraq. He has worked in every Iraqi province and most of the country's hundred districts, including periods embedded with Iraq's security forces.

The views expressed in this article are the author's own and do not necessarily reflect Al Jazeera's editorial policy.

Quel futur pour des Kurdes divisés?



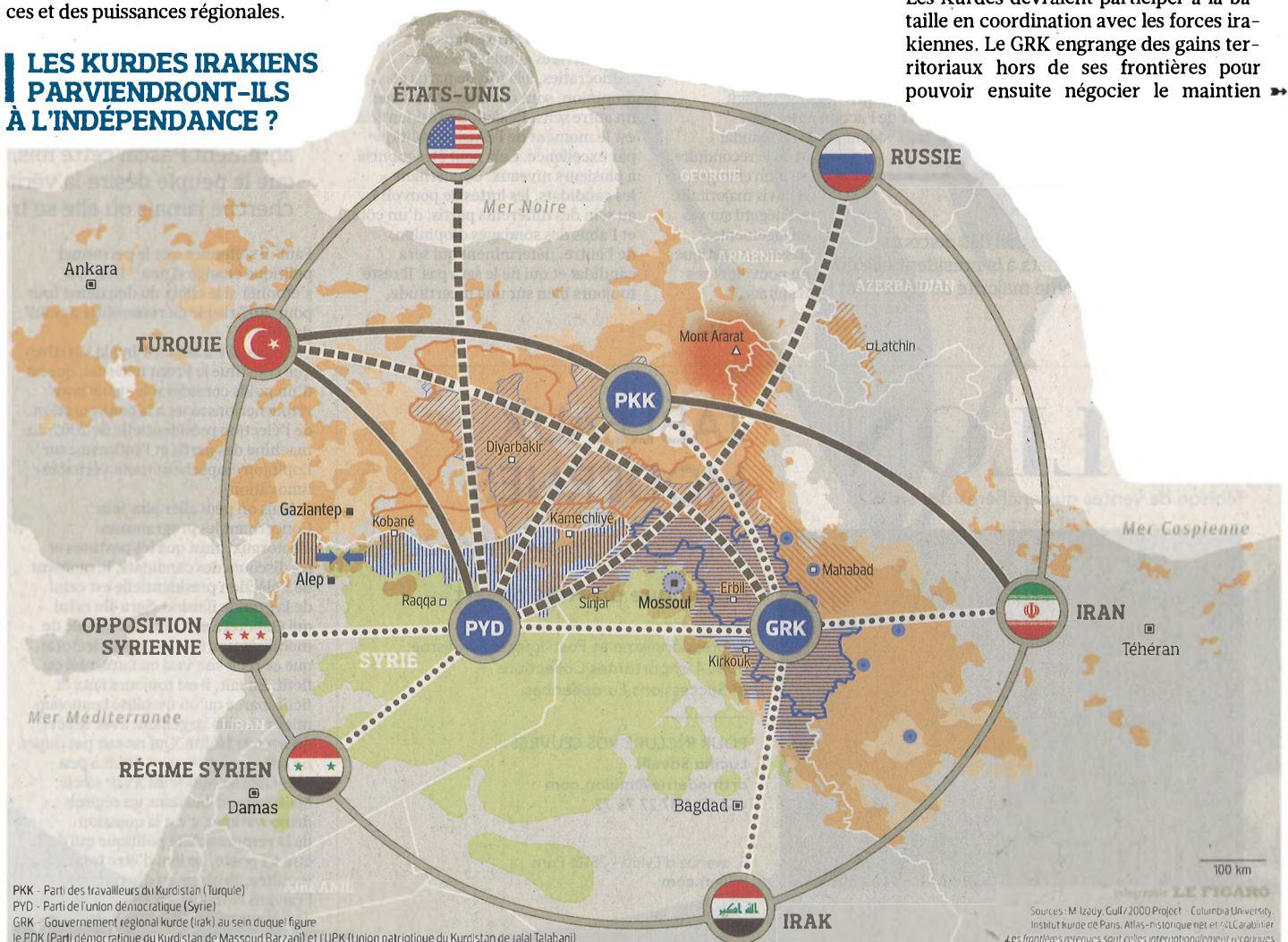
MOYEN-ORIENT La double offensive des djihadistes contre les chrétiens et les yazidis en Irak et contre la ville kurde de Kobané en Syrie a contraint en 2014 les combattants kurdes à s'engager en première ligne, avec le soutien des Occidentaux, dans une bataille qui leur a déjà coûté plusieurs milliers de morts. Ce peuple désuni se bat pour défendre ses valeurs mais surtout son émancipation. Les Kurdes irakiens, syriens et turcs ont chacun leur agenda politique. Les premiers rêvent d'un État, les deuxièmes d'une autonomie, tandis que les troisièmes sont englués dans la guérilla. Comme par le passé, leur sort respectif est lié au jeu des alliances des grandes puissances et des puissances régionales.

Le Kurdistan irakien bénéficie d'une autonomie de fait depuis son soulèvement contre l'armée irakienne en 1991 durant la guerre du Golfe. Après la chute du régime de Saddam Hussein, la nouvelle Constitution irakienne de 2005 a permis d'entériner son statut. Massoud Barzani a été élu président tandis que son éternel rival, Jalal Talabani, occupait à Bagdad les fonctions de président de la République irakienne. Les partis des deux adversaires, le PDK et l'UPK, se sont partagé le pouvoir au sein du gouvernement régional (GRK), mais les divisions ne sont jamais estompées. Depuis un an, l'entité est plongée dans une crise institutionnelle. Massoud Barzani continue de tenir les rênes du pouvoir malgré la fin de son mandat légal en août 2015. Il a l'ambition de conduire le Kurdistan à l'indépendance, de faire de Kirkouk sa capitale et de concrétiser ainsi l'ambition de son père, Moustapha Barzani, fondateur en 1945 d'une éphémère République de Mahabad

La guerre contre l'État islamique a remis la question kurde au centre des enjeux des conflits qui ravagent le Moyen-Orient.



dans le Kurdistan iranien. L'entité qui se rêvait en nouveau Dubaï a subi de plein fouet la chute des prix du pétrole. La croissance est nulle, les caisses sont vides et Bagdad ne reverse plus à Erbil sa part du budget fédéral. Washington s'est engagé à payer le salaire des pechmergas en lutte contre l'EI. Un plan pour la reprise de Mossoul est en cours d'élaboration. Les Kurdes devraient participer à la bataille en coordination avec les forces irakiennes. Le GRK engrange des gains territoriaux hors de ses frontières pour pouvoir ensuite négocier le maintien

LES KURDES IRAKIENS PARVIENDRONT-ILS À L'INDÉPENDANCE ?







1 Les Kurdes au Moyen-Orient

ZONE DE PEUPELEMENT HISTORIQUE


-  Majoritaire
-  Mixte ou minoritaire

2 Entre désir d'autonomie et indépendance


QUATRE ÉCHECS...

-  Territoires prévus pour un éventuel État kurde indépendant lors du traité de Sévres en 1920. Le traité de Lausanne en 1923 enterre ce projet
-  Kurdistan rouge autonome en URSS entre 1923 et 1929
-  Révolte de la République d'Ararat en Turquie entre 1926 et 1931
-  République de Mahabad en Iran en 1946



... POUR UNE RÉUSSITE

-  Kurdistan autonome irakien officiellement reconnu par la Constitution irakienne de 2005. Il fait suite à une première tentative d'autonomie en 1974 et à une autonomie de facto suite à la première guerre du Golfe en 1991



3 La situation début septembre

 Contrôle ou présence de Daech



TERRITOIRES CONTRÔLÉS PAR LES FORCES KURDES

-  Pechmergas du gouvernement régional kurde (GRK) d'Irak
-  Forces démocratiques syriennes principalement composées des troupes kurdes de l'YPG (branche armée du PYD)

DES FORCES CONFRONTÉES À DEUX PROBLÉMATIQUES

-  Prise de Mossoul, véritable mosaïque ethnique, enjeu dans la lutte d'influence que se livrent le GRK et le gouvernement de Bagdad
-  Relier le canton d'Afrine à l'ouest et le canton de Kobané à l'est afin d'assurer la continuité territoriale du Rojava (région kurde de Syrie) dans l'hypothèse d'une future autonomie à laquelle s'oppose la Turquie

UN CONFLIT QUI A DÉBORDÉ DES FRONTIÈRES SYRO-IRAKIENNES

-  Provinces turques touchées par la reprise des combats depuis juillet 2015 entre l'armée turque et les troupes du PKK
-  Reprise de la lutte armée par les Kurdes iraniens à partir de juin 2016 provoquant des tensions entre l'Iran et le GRK

➤ dans son giron de Kirkouk, la « Jérusalem » des Kurdes. Marqueur de la démocratie, le respect des minorités est effectif mais ambigu. Les chrétiens regrettent amèrement la non-libération de leurs villages de la province de Ninive alors que ces bourgades sont occupées par un nombre réduit de djihadistes à une poignée de kilomètres du front tenu par les pechmergas, les combattants kurdes irakiens. Les yazidis n'ont toujours pas digéré d'avoir été abandonnés en rase campagne lors des massacres de l'été 2014 perpétrés par Daech. Les uns comme les autres sont poussés à l'assimilation au nom d'un projet national dans lequel ils ne se reconnaissent pas forcément.

POURQUOI LES KURDES AU POUVOIR EN IRAK ET EN SYRIE SE DÉTESTENT-ILS ?

Le Rojava, la région kurde de la Syrie, subit un véritable blocus. Sa frontière avec la Turquie est fermée et, plus surprenant, les hommes comme les marchandises ne passent qu'au compte-gouttes entre les parties kurdes d'Irak et de Syrie. Les relations entre les deux entités sont exécrables. « L'antagonisme est ancien : le PDK, le parti du président Massoud Barzani qui gouverne à Erbil et le Parti de l'union démocratique (PYD) qui tient les rênes du Rojava sont rivaux depuis quatre-vingts ans. Leurs projets politiques, leurs traditions et leurs modèles sont radicalement différents », note Hamit Bozarslan, de l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales). Le PDK est organisé autour d'une tribu, celle des Barzani, le PYD s'inspire des théories marxistes d'Abdullah Öcalan, le leader idéologique d'origine turque du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné en Turquie. Les liens entre le PYD syrien et le PKK turc sont étroits. « Les combattants sont les mêmes. Ils changent d'uniforme lorsqu'ils passent de Turquie en Syrie et inversement. Les liens familiaux entre les Kurdes turcs et syriens sont restés puissants malgré le rideau de fer oriental qui les séparait durant la guerre froide », précise le géographe Fabrice Balanche. « Le Rojava autonome est un laboratoire de gouvernance et une base arrière pour les Kurdes turcs. Il représente une victoire sur Erdogan », explique-t-il. Adeptes du pragmatisme, Massoud Barzani est, pour sa part, allié à la Turquie. Face à Daech, cette divergence se traduit par une rivalité entre les pechmergas, les combattants kurdes irakiens, et les guérilleros du PKK comme à Sinjar, en Irak, où les tensions sont fortes. Selon Hamit Bozarslan, l'« uniformisation » du Kurdistan n'est pas en marche, mais « le conflit régule et structure l'espace kurde », avec d'un côté un proto-État en Irak, et de l'autre une zone autonome en Syrie.

L'ÉLAN MILITAIRE DES KURDES SYRIENS EST-IL BRISÉ ?

Le Rojava est géré par une administration kurde depuis le retrait des troupes syriennes en 2013 qui n'étaient plus en mesure de contrôler la région. En mars, les Kurdes de Syrie ont proclamé une entité « fédérale démocratique » dans leur zone, qui comprend les trois « cantons » d'Afrine, de Kobané et de la Jazira. Les combats contre l'EI de ces dernières semaines avaient pour objectif - outre de chasser Daech - d'instaurer une continuité territoriale de la « région fédérale ». Ils ont permis de faire sauter le verrou stratégique de Manbij. L'opinion publique internationale s'est félicitée de voir les images de femmes arracher dans l'allégresse leur voile intégral. Mais le régime d'Ankara a considéré que les Kurdes avaient franchi le Rubicon.

Les chars et les troupes turques ont passé la frontière syrienne avec l'aval de Moscou et de Washington, pourtant allié des Kurdes syriens, pour instaurer un glacis et empêcher les Kurdes de progresser dans des zones où ils ne sont pas majoritaires. Soutenues par des centaines de conseillers américains, les forces regroupées autour du PYD avaient franchi l'Euphrate, la « ligne rouge » fixée par les Turcs, durant l'été, en tirant profit des tensions entre Washington et Ankara après le putsch raté en Turquie. « Les Américains ont donné un coup de couteau dans le dos des Kurdes syriens. La question est maintenant de savoir si les forces kurdes restent motivées. Les combats pour Manbij ont été sanglants. Pourquoi verseraient-ils leur sang pour les autres à Raqqa où la bataille sera encore plus difficile ? », s'interroge Kendal Nezan, le directeur de l'Institut kurde de Paris.

LES KURDES TURCS ONT-ILS ENCORE UNE CHANCE DE SORTIR DE LA SPIRALE DE LA GUERRE CIVILE ?

L'engagement des Kurdes turcs du PKK dans la guerre civile en Syrie est, avec le soutien du régime d'Erdogan aux rebelles islamistes syriens et aux djihadistes, l'un des moteurs du basculement du sud-est de la Turquie dans un conflit en partie occulté. Attribué à Daech par Ankara mais jamais revendiqué, l'attentat de Suroç, qui a tué, le 20 juillet 2015, 33 étudiants kurdes près de la frontière syrienne, a servi de détonateur. Il a abrégé un processus de paix poussif et donné le signal de la répression. Le PKK a provoqué une insurrection armée dans une demi-douzaine de villes. Les forces de sécurité turques ont repris le contrôle des quartiers avec des chars, de l'artillerie et des hélicoptères, au prix de destructions massives. De 200 000 à 500 000 habitants de la région sont aujourd'hui des déplacés. L'échec de la stratégie de guérilla urbaine du PKK a débouché en avril sur une guerre de moyenne intensité. Le régime d'Erdogan veut « éradiquer les terroristes ». Le PKK entend démontrer qu'une solution ➤

► militaire est impossible. L'opposition démocratique kurde est dans le collimateur. Comme ailleurs en Turquie, l'islamisation de la société est en route avec des purges dans l'enseignement et la formation de nouvelles générations pieuses. « Il existe un risque réel d'une propagation de la guerre civile à l'ensemble de la Turquie où sont dispersés huit millions de Kurdes, dont trois millions dans l'agglomération d'Istanbul. Le discours clivant et nationaliste d'Erdogan favorise la logique d'affrontement, s'inquiète Kendal Nezan. Cette situation n'est pas sans conséquences pour l'Europe. Des centaines de milliers de Kurdes pourraient prendre le chemin de l'exil. »

POURQUOI LES KURDES ONT-ILS LA COTE EN FRANCE ?

Un tropisme pro-kurde touche depuis une trentaine d'années une partie de la classe politique et les milieux intellectuels français. Il est entretenu par l'image jaunie du pechmerga, combattant romantique des montagnes, prêt à sacrifier sa vie pour la liberté de son peuple contre les dictateurs. « Les French doctors se sont portés au secours de la population kurde irakienne lorsqu'elle fuyait dans des conditions dantesques la répression de Saddam. Le monde a alors découvert les Kurdes », se souvient le Dr Frédéric Tissot, compagnon de route de Bernard Kouchner et premier consul de France à Erbil de 2007 à 2012. Solidement ancré, le mythe néglige le rôle de massacreurs joué par les Kurdes dans le génocide des chrétiens en 1915, ainsi que leur goût pour les sanglantes querelles fratricides. Il a été remis au goût du jour

par Bernard-Henri Lévy dans son film hommage, *Peshmerga*, sorti en mai. Initiée par François Mitterrand, la politique française de soutien aux Kurdes a été poursuivie par Nicolas Sarkozy, puis par François Hollande. Elle heurte les diplomates défenseurs de la ligne traditionnellement pro-arabe du Quai d'Orsay. Mais pour les militaires français, très impliqués au Kurdistan, les Kurdes sont avant tout les meilleurs alliés de la France dans la guerre contre l'État islamique. ■

Turquie. 28 maires révoqués pour leurs liens avec le PKK

Turquie - le 12/09/2016
<http://www.ouest-france.fr>

Les autorités turques ont procédé dimanche à la révocation et au remplacement de 28 maires de communes du sud-est de la Turquie, région à majorité kurde, accusés d'entretenir des liens avec les séparatistes ou avec les auteurs du putsch manqué.

Vingt-quatre de ces municipalités étaient administrées par le Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde) qui a dénoncé un « coup d'État administratif ».

« Cette réorganisation illégale, qui méprise la volonté des électeurs et rend inutiles les autorités locales élues et les institutions, n'a pour nous aucun fondement », affirme le HDP, troisième formation politique au niveau national, qui nie tout lien avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

« Cette décision illégale et arbitraire va conduire à un accroissement des problèmes actuels dans les villes kurdes et la question kurde va devenir insoluble », ajoute le HDP.

Des manifestations se sont produites et la police a dû faire usage de canons à eau pour disperser la foule qui s'était rassemblée devant les bâtiments du gouvernement local à Suruc, ville proche de la frontière syrienne.

Des liens présumés avec Fethullah Gülen

Des troubles ont également été signalés à Diyarbakir, principale agglomération de la région, et dans

la province d'Hakkari qui borde la frontière irakienne.

L'ambassade des États-Unis à Ankara s'est inquiétée de ces manifestations, rappelant l'importance du droit de manifester pacifiquement tout en réitérant le soutien américain à la lutte contre le terrorisme.

Quatre autres maires, trois appartenant à l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan et un au Parti d'action nationaliste (MHP), ont également été révoqués pour des liens présumés avec le prédicateur Fethullah Gülen que le gouvernement accuse d'être l'instigateur du putsch manqué du 15 juillet.

« Aucun État démocratique ne peut autoriser et n'autorisera des maires et des parlementaires à utiliser les ressources municipales pour financer des organisations terroristes », a déclaré le ministre de la Justice Bekir Bozdag sur Twitter.

« ASSISTANCE ET SOUTIEN » AU PKK

Le ministère de l'Intérieur précise que ces maires, dont 12 ont été arrêtés, faisaient l'objet d'une enquête pour « assistance et soutien » au PKK et à l'organisation de Gülen qui vit en exil aux États-Unis depuis 1999.

Ces mesures font partie de la répression menée par les autorités turques depuis l'échec du coup d'État fomenté en juillet.

Dans une déclaration faite dimanche, le président Erdogan a affirmé que les activistes du PKK perturbaient les opérations que mène la Turquie en Syrie et qu'ils avaient intensifié leurs opérations



Une opération de la police turque dans un bâtiment de la municipalité le 11 septembre 2016 à Diyarbakir

depuis le putsch.

« Nous constatons que l'organisation terroriste PKK s'est efforcée d'intensifier ses activités à notre frontière après le 15 juillet. Ces attaques, qui visent clairement à perturber les opérations de la Turquie en Syrie se poursuivent », a-t-il dit dans un message adressé à ses concitoyens à l'occasion de l'Aïd el Kébir.

INTERVENTION EN SYRIE

L'armée turque a lancé le 24 août une opération militaire dans le nord de la Syrie, baptisée « Bouclier de l'Euphrate », afin de stopper l'expansion territoriale de la milice kurde YPG et de chasser les djihadistes du groupe État islamique des zones

frontalières.

Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche que l'objectif assigné à l'armée turque était d'éradiquer en Syrie, l'organisation État islamique (EI) et l'empêcher ainsi de commettre des attentats sur le sol turc.

Selon la chaîne d'information CNN Türk, 20 combattants de l'EI ont péri dimanche dans le nord de la Syrie après avoir été visés par des frappes aériennes turques.

Ces bombardements ont touché trois bâtiments, un véhicule et une moto près de la ville syrienne de Tel al Haoua, précise CNN Türk. ◆

Syrie, les acteurs aux intérêts croisés



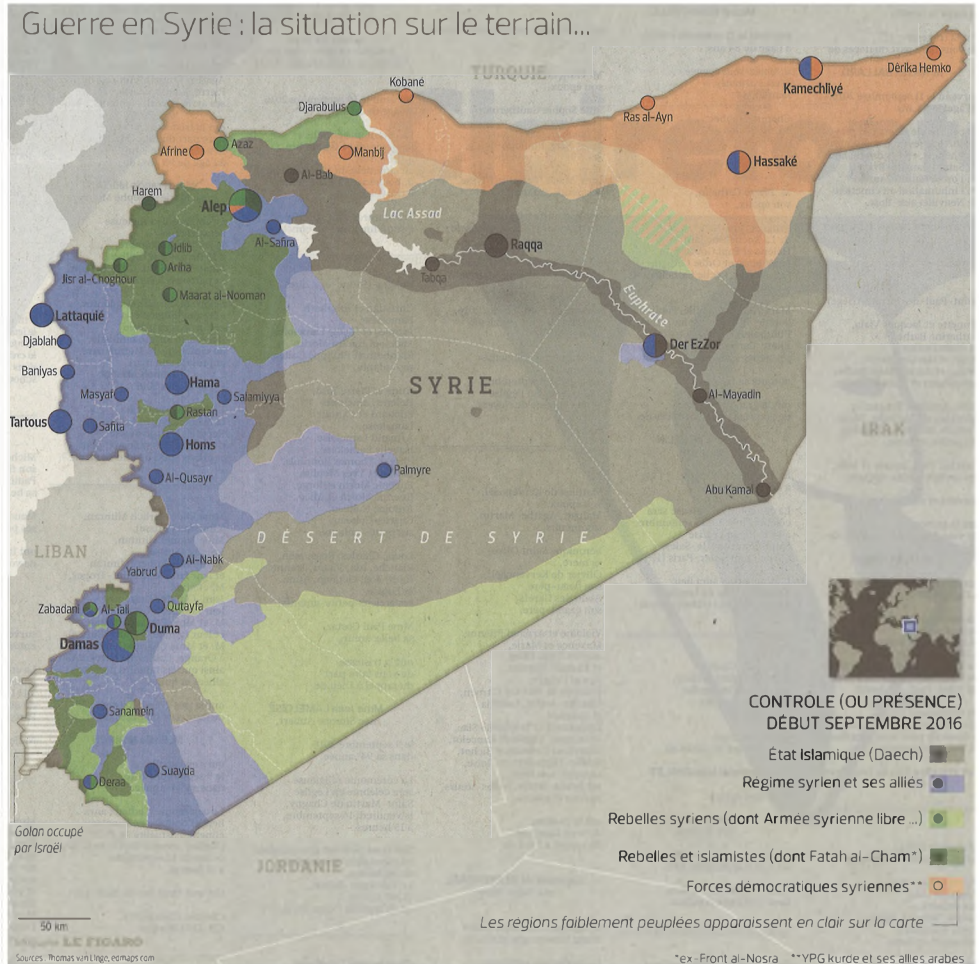
Adrien Jaulmes
@AdrienJaulmes

Régime syrien contre rebelles, islamistes chiites contre islamistes sunnites, Iraniens contre Saoudiens, Turcs contre Kurdes, Kurdes et Turcs contre djihadistes, Russes contre rebelles, Américains soutenant à la fois les Turcs et leurs ennemis kurdes, combattant ou soutenant diverses factions rebelles : le conflit syrien est devenu un champ de bataille à entrées multiples, où s'affrontent forces armées régulières et milices, acteurs locaux et puissances étrangères. En plus de cinq ans de guerre et un demi-million de morts, essentiellement civils, la Syrie est devenue un patchwork de fiefs ennemis qui se combattent ou s'allient dans un jeu compliqué qui défie jusqu'à présent toute solution diplomatique.

Le conflit syrien dépasse en violence et en complexité toutes les autres crises contemporaines. Il a développé ses propres règles. C'est une guerre où éviter la défaite tient souvent lieu de victoire, où les interventions étrangères se font autant manipuler par les groupes qu'elles soutiennent qu'elles ne les manipulent et où l'ennemi de son ennemi n'est pas forcément un ami. C'est aussi une guerre où plusieurs affrontements se sont empilés et imbriqués au fil des années, rendant très difficile ne serait-ce que l'ouverture de négociations.

Le cœur du conflit reste l'affrontement implacable entre le régime syrien et les rebelles. Depuis plus de cinq ans, aucun compromis n'a jamais été possible entre les deux ennemis. Dès les premières manifestations d'opposition au printemps 2011, Bachar el-Assad voit la contestation comme une menace existentielle, téléguidée de l'étranger, visant à l'abattre. Héritier d'une dynastie nouvelle, il est déterminé à ne pas se laisser renverser, à l'instar de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Égypte ou de Kadhafi en Libye. Comme l'avait fait son père, Hafez el-Assad, face à la révolte des Frères musulmans dans les années 1979-1982, il choisit la répression brutale. Les milices du régime pourchassent, torturent et tuent les opposants réels et supposés avec une cruauté quasi médiévale. L'armée syrienne bombarde et assiège les villes et les quartiers insurgés, comme à Homs.

Ce premier engrenage n'a jamais cessé de tourner dans la terrible machine guerrière qui se met en mouvement en Syrie dès l'hiver 2011-2012. La répression des manifestations débouche sur une révolte armée qui gagne presque tout le pays. À la violence répond la violence. En même temps qu'apparaissent de plus en plus d'armes, prises à l'armée ou apportées aux rebelles par des déserteurs, l'insurrection prend une dimension de plus en plus radicale. Phénomène classique dans les révolutions, les éléments libéraux et démocrates



L'accord signé entre Kerry et Lavrov devait entrer en vigueur hier soir. Mais le conflit syrien, commencé en 2011 comme une guerre civile entre le régime de Bachar el-Assad et les rebelles, est devenu depuis une guerre aux nombreux intervenants, dont chacun est en mesure de faire capoter la trêve.

sont rapidement éliminés, exilés ou marginalisés, et remplacés par des mouvements dont la religiosité croît parallèlement à leur organisation militaire. Pour ces rebelles sunnites qui comptent dans leurs rangs des mouvements djihadistes, le régime est de plus en plus identifié aux alaouites, la secte chiïte d'où est issue la dynastie Assad, et aux autres minorités syriennes : chrétiens, druzes et chiïtes.

L'IRAN ENTRE DANS LE JEU

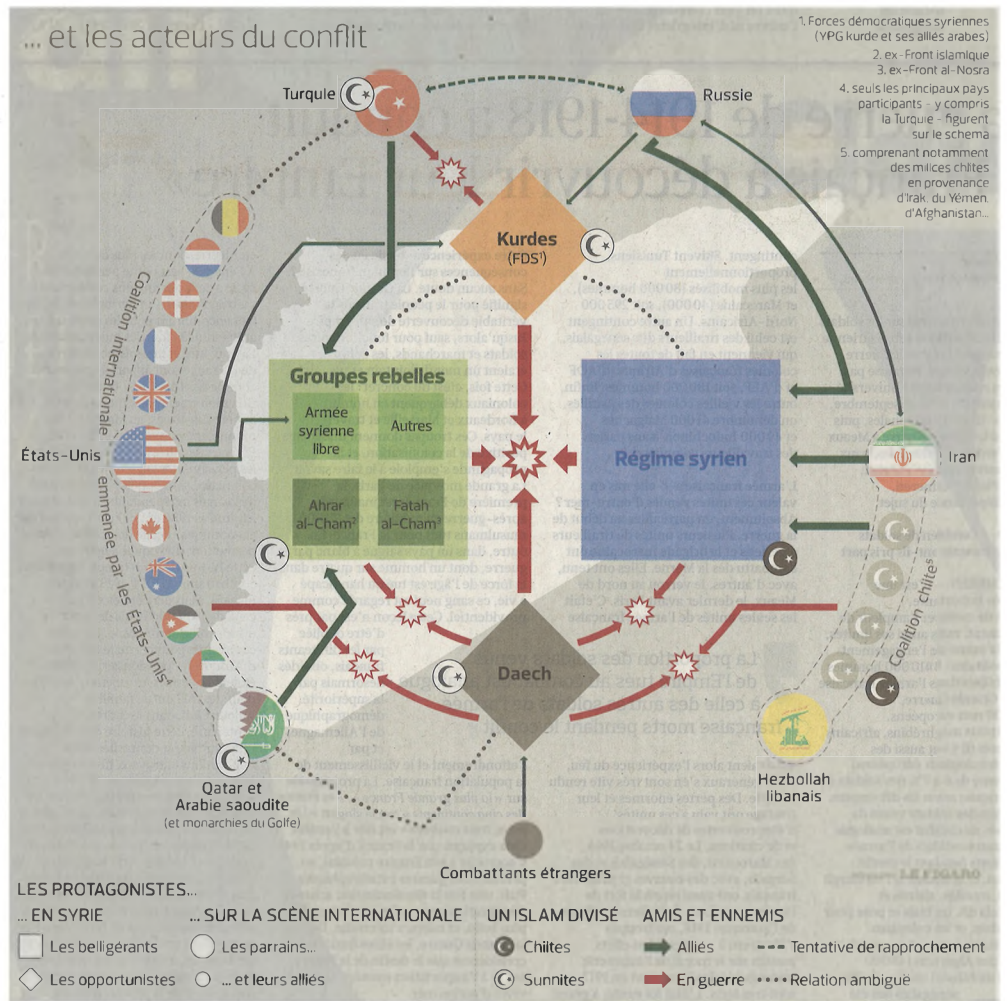
D'autant que la répression atteint vite ses limites. L'armée syrienne, forte sur le papier de 300 000 hommes, est vite débordée. Ses unités sous-équipées, en sous-effectif chronique, ne sont pour la plupart bonnes qu'à tenir le terrain. Les grandes étendues désertiques de l'Est, la vallée de l'Euphrate et la frontière turque, zones majoritairement sunnites, échappent assez vite au contrôle du gouvernement. À l'été 2012, les rebelles sont assez forts pour s'emparer de la moitié d'Alep, la deuxième ville du pays, qui devient l'un des principaux champs de bataille de la guerre, et atteindre la périphérie de Damas. La

chute de la maison Assad semble imminente. Le salut du régime vient de ses alliés au Moyen-Orient, l'Iran et le Hezbollah, son bras armé libanais. Téhéran devient le principal pourvoyeur d'armes et d'argent du régime syrien, alors que le Hezbollah fournit les combattants. Le mouvement libanais est un instrument de la politique iranienne, mais il lutte aussi pour sa survie : la Syrie d'Assad est sa seule base arrière et sa seule voie d'approvisionnement en armes, gage de sa domination sur le Liban. Naguère fêté dans tout le monde arabe pour avoir forcé Israël à évacuer le Sud-Liban en 2000 et avoir tenu bon face à l'offensive israélienne de 2006, le Hezbollah devient le fer de lance du régime syrien dans une guerre civile contre d'autres musulmans. Selon le scénario classique de l'escalade militaire, après l'argent et les armes, l'Iran envoie à son tour ses troupes en Syrie. Créés sous Khomeyni pour défendre la révolution islamique, les gardiens de la révolution viennent combattre en Syrie sous les ordres du général Qassem Soleimani, devenu l'un des principaux chefs de guerre du camp gouvernemental. Des milices levées en Irak complètent ce corps expéditionnaire chiite créé par l'Iran pour appuyer son allié syrien aux abois.

L'intervention iranienne accroît la dimension régionale et confessionnelle de la guerre en suscitant la crainte des puissances sunnites. Pour les royaumes du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Qatar, la perspective d'une victoire de Bachar el-Assad équivaut à la reconstitution d'un arc chiite de Beyrouth à Téhéran, en passant par Bagdad et Damas. Après avoir déchiré l'Irak, le conflit entre les deux branches ennemies de l'islam, les sunnites et les chiites s'étend rapidement à la Syrie. Adeptes du combat par djihadistes interposés, les Saoudiens et le Qatar deviennent les principaux soutiens, militaires et financiers de la rébellion, inondant le champ de bataille d'armes sophistiquées et de missiles antichars Tow. En privilégiant, comme elles en ont l'habitude, les groupes djihadistes et les extrémistes religieux, les puissances du Golfe contribuent encore un peu plus à la radicalisation religieuse des rebelles. Les insurgés locaux sont progressivement débordés par des formations plus idéologiques et plus radicales, acquises au djihad global, qui sont les premières à bénéficier de l'aide militaire et des volontaires qui affluent du monde entier vers ce nouveau djihad. Cette aide transite par la Turquie, qui devient un autre grand acteur la guerre. Le président turc Erdogan a appuyé son ascension vers le pouvoir sur une idéologie néo-ottomane, nostalgique d'un empire dont l'influence s'étendait avec le califat sur tout le monde musulman. Aspirant à rendre à son pays un rôle de puissance régionale, ayant rompu avec Bachar el-Assad, Erdogan entraîne progressivement la Turquie dans le conflit syrien. En ouvrant son territoire aux insurgés, elle devient la base arrière indispensable à toute rébellion, par où transitent armes, argent et volontaires. Les villes du sud de la Turquie, Gaziantep et Antakya deviennent des bases arrière où affluent les djihadistes étrangers volontaires pour le djihad et où viennent se reposer et se faire soigner les rebelles blessés. Des centaines de milliers de réfugiés syriens s'installent en territoire turc. Un peu comme le Pakistan vis-à-vis des talibans afghan, ce jeu subtil permet de favoriser certaines factions rebelles, et de contrôler les bénéficiaires de l'aide militaire. Comme pour le Pakistan, c'est aussi un jeu dangereux, où ceux que l'on croit manipuler se retournent parfois contre vous.

LES OCCIDENTAUX MISENT SUR LES REBELLES ANTI-ASSAD

Alliés de la Turquie au sein de l'Otan, les Occidentaux prennent aussi part à la guerre. États-



Unis, France et Grande-Bretagne lisent le conflit syrien selon la grille des printemps arabes, et décident de soutenir un mouvement rebelle en apparence démocratique face à une dictature brutale. De surcroît, Bachar el-Assad semblant condamné au même sort que Kadhafi ou Ben Ali, les Occidentaux préfèrent miser sur une rébellion que l'on croit bientôt victorieuse. Des armes sont livrées aux insurgés et les manœuvres diplomatiques tentent de précipiter la chute du tyran. Cette politique culmine à l'été 2013, lorsque les Occidentaux envisagent une intervention militaire de représailles contre Bachar el-Assad, coupable d'avoir utilisé son arsenal chimique contre des populations civiles. Obama, qui craint plus que tout une nouvelle aventure militaire au Moyen-Orient, renonce pourtant à la dernière minute à bombarder le régime de Damas et fait volte-face. Ce soutien occidental à la rébellion syrienne contribue largement à l'entrée de la Russie dans la bataille. Hérité de l'alliance historique entre la Syrie et l'URSS, l'axe Moscou-Damas a survécu à la chute du bloc soviétique. Le port de Lattaquié demeure la principale base navale russe en Méditerranée. Mais surtout Poutine est décidé à ne pas se laisser bernier une deuxième fois en laissant les Occidentaux intervenir en Syrie sous prétexte humanitaire comme ils l'ont fait en Libye en 2011. Moscou bloque au Conseil de sécurité de l'ONU toutes les résolutions occidentales hostiles à Damas, et sauve Bachar el-Assad d'une attaque internationale en proposant le désarmement chimique de la Syrie en août 2013.

Alors que l'engagement russe et l'islamisation de plus en plus évidente de la rébellion représentent un échec patent pour les Occidentaux, qui n'avaient compté ni sur l'un ni sur l'autre, l'apparition de nouveaux acteurs vient compliquer

encore un peu plus la donne sur le terrain.

L'effondrement de l'État syrien favorise l'apparition de nouvelles entités politico-territoriales opportunistes. La première naît de l'implantation en Syrie de la branche irakienne d'al-Qaïda. Sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant, ces djihadistes prennent pied du côté syrien de la frontière. Ils étendent peu à peu leur territoire au sein des zones rebelles, profitant des gains des autres groupes plutôt que d'user leurs forces à combattre le régime syrien. Profitant de l'effet de surprise, ils s'emparent en janvier 2014 de Raqqa, capitale régionale prise au régime par les insurgés l'année précédente. Quelques mois plus tard, ils proclament à Mossoul, en Irak, un nouveau califat. Baptisé État islamique, à cheval sur la frontière entre l'Irak et la Syrie, ce proto-État impose une loi brutale sur les territoires qu'il contrôle.

RAQQA, CAPITALE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Ennemi de tous, faisant passer ses forces d'Irak à la Syrie au gré de ses besoins, l'État islamique étend sa domination en faisant un usage habile de la terreur et en s'opposant violemment à tous les autres protagonistes de la guerre syrienne. Il s'autofinance grâce à la conquête de territoires riches en pétrole, en produits agricoles et en vestiges archéologiques, et s'arme grâce à la capture des arsenaux de l'armée irakienne. modor L'apparition de cet État maléfique, installé comme une sorte de Mordor au cœur du Moyen-Orient force les Occidentaux à intervenir. Malgré leurs réticences, les Américains rassemblent pendant l'été 2014 une vaste coalition de 60 pays. Limité aux opérations aériennes et à quelques forces spé-

ciales, ce combat contre l'État islamique devient une nouvelle guerre dans la guerre. Elle se heurte à des contradictions multiples : ses membres ont des motivations variées et les règles d'engagement sont plus ou moins restrictives ; mais surtout elle se déroule à fronts renversés en Syrie, où les Américains sont opposés aux Iraniens, et en Irak, où ils sont dans le même camp. L'autre complexité supplémentaire sur le front syrien est pour les Occidentaux d'attaquer l'État islamique sans pour autant soutenir Bachar el-Assad.

Un autre acteur opportuniste devient un allié précieux contre l'État islamique. Comme en Irak en 1991, la disparition de l'autorité de l'État syrien est vue par les Kurdes comme une chance historique de saisir leur indépendance territoriale. Les milices kurdes YPG (Unités de protection du peuple kurde), levées pour assurer la protection de leurs villages dans le nord et le nord-est de la Syrie réunissent leurs territoires le long de la frontière syro-turque dans une entité indépendante de facto, qu'ils baptisent Rojava. Les Kurdes jouent un jeu subtil. Evitant de s'opposer directement aux rebelles comme au régime de Bachar el-Assad, avec lesquels ils passent des alliances locales pour préserver leurs acquis territoriaux, ils ont aussi compris l'intérêt de se ménager le soutien occidental. Ils deviennent les principaux alliés des Américains et des Européens, qui recherchent désespérément des combattants au sol non djihadistes pour contrer l'avance de l'État islamique. Grâce à ce soutien, les Kurdes chassent l'État islamique des villes clés de Kobané et Manbij dans la province d'Alep, de Tall al-Abyad dans la province de Raqqa et de localités de la province de Hassaké, et en profitent aussi pour étendre leur territoire.

SUCCÈS KURDES, AMBIGUÏTÉ TURQUE

Les complications surgissent du fait même de ce succès territorial, qui suscite l'hostilité de la Turquie. Beaucoup plus que l'essor de l'État islamique, Ankara s'inquiète de la création à sa frontière sud d'un Kurdistan virtuellement indépendant, et surtout lié au PKK, le mouvement séparatiste kurde en guerre intermittente contre l'État turc depuis les années 1970. Membre de l'Otan mais dirigé par un président islamiste, participant à la coalition contre l'État islamique mais plus déterminée à s'attaquer aux

Kurdes, la Turquie mène un jeu ambigu. Officiellement alliée aux Occidentaux, elle manœuvre en sous-main de façon parfois radicalement différente. Ankara fait preuve pendant longtemps d'une grande mansuétude à l'égard de l'État islamique tout en prétendant le combattre, et ne prend des mesures que très tardivement contre les djihadistes étrangers transitant par son territoire.

Sur le terrain, les succès de la rébellion se multiplient à mesure que les insurgés s'organisent en « salles opérationnelles » chargés de coordonner les opérations sur un front donné. Les grandes formations rebelles, islamistes, cherchent parallèlement à mettre en sourdine leur idéologie djihadiste pour se ménager les soutiens de l'étranger, notamment saoudiens. Le Front al-Nosra rompt ainsi son allégeance à al-Qaïda et change son nom en Front Fatah al-Cham. Ahrar al-Cham, l'autre grand groupe rebelle, d'obédience salafiste, adapte sa communication pour se présenter comme un mouvement de résistance nationaliste. Mais le djihad reste la principale motivation des combattants et un puissant levier de recrutement, alors que la guerre est de plus en plus fréquemment vue par les belligérants eux-mêmes comme un affrontement religieux contre un régime impie.

Les succès rebelles entraînent la réaction de leurs adversaires. Pendant l'été 2015, les rebelles qui ont repris Idlib sont en passe d'enfoncer les lignes gouvernementales dans le nord-ouest de la Syrie, menaçant la montagne alaouite et la base de Lattaquié. La Russie s'engage à son tour militairement en Syrie. L'appui massif de l'aviation russe permet aux troupes d'Assad de rétablir leurs lignes, avant de reprendre l'offensive dans la vallée de l'Oronte, puis de reprendre Palmyre à l'État islamique en mars 2016. À l'été, les quartiers rebelles d'Alep sont encerclés. Mais la reprise de la ville se fait attendre. Les rebelles contre-attaquent, et les Iraniens retirent à leurs alliés russes le droit d'utiliser leurs bases aériennes pour lancer leurs raids en Syrie.

LA RUSSIE EN APPUI DU RÉGIME EL-ASSAD

Fin août, c'est au tour de la Turquie d'entrer en territoire syrien. Pour la première fois, Ankara envoie ses blindés dans la vallée de l'Euphrate sous prétexte d'intervenir contre l'État islamique.

Cette incursion a plutôt les Kurdes comme objectif. Elle bouleverse la situation militaire en empêchant les Kurdes d'unifier les territoires qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie. Mais elle chasse aussi l'État islamique de la zone frontalière qui lui servait à faire transiter, armes, argent et combattants.

L'accord passé entre les Russes et les Américains, vendredi dernier, pour enrayer l'escalade est le dernier coup de théâtre de la guerre. Mais le règlement du conflit demandera plus qu'un accord entre les deux grandes puissances intervenantes en Syrie. Le caractère implacable de la guerre civile, l'accumulation des politiques négatives des alliés étrangers, déterminés à tout faire pour empêcher la victoire du camp adverse et les intérêts régionaux de nouveaux acteurs opportunistes, font de la crise syrienne un imbroglio terriblement complexe. La crise des réfugiés, qui s'est transformée en un exode d'une ampleur inédite vers l'Europe, et le foyer d'incubation djihadiste qu'est devenue la Syrie ont déjà montré que le problème ne s'arrêterait pas aux frontières du pays.

Pour les rebelles, le cessez-le-feu intervient alors que le régime a regagné du terrain et encercle de nouveau Alep. Si la trêve est respectée, elle aura pour effet de geler la situation en faveur du gouvernement, et de forcer à terme les rebelles à renoncer à la deuxième ville du pays. Du côté gouvernemental, l'armée a annoncé qu'elle allait suspendre ses opérations pendant sept jours. Mais quelques heures avant le début du cessez-le-feu, Bachar el-Assad s'est rendu dans une mosquée de Daraya, un quartier de la périphérie de Damas longtemps tenu par les rebelles et récemment évacué par leurs combattants, pour fêter l'Aïd el-Kébir. Devant des dignitaires du régime, Bachar el-Assad a annoncé que l'État syrien était « déterminé à reprendre chaque parcelle de son territoire aux terroristes ».



Syria calmer but cautious as truce begins, with some violations reported

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD
AND RICK GLADSTONE

A cease-fire in the Syrian civil war, negotiated by Russia and the United States, officially took effect at sundown on Monday after a weekend of intensified fighting and a vow by Syria's president to retake the entire country.

Despite pessimism over how long the cease-fire would last, calm was widely reported after it started at 7 p.m. local time, but there were a few notable exceptions.

Less than an hour into the truce, residents in the divided northern city of Aleppo said via text message that a government helicopter had dropped explosive cylinders on a rebel-held district. And in the southern province of Dara'a, a rebel faction said in a statement that it had killed four government soldiers. By midnight, opposition factions had reported 10 violations by government forces.

Extensive doubts have been expressed among many entangled in the conflict that the cease-fire, timed to coincide with the start of the Muslim holiday Eid al-Adha, will be respected.

Under the terms, if violence is significantly reduced for seven days, the United States and Russia will collaborate on new airstrikes against jihadist militants in Syria, and the Syrian Air Force will be barred from flying over insurgent-held areas.

The United States supports an alliance of rebel groups, and Russia supports President Bashar al-Assad. But both countries share an antipathy for Islamic State and Nusra Front fighters who have seized parts of Syria and made it a magnet for jihadists.

Under the cease-fire deal, during an initial period, all attacks are to stop except Syrian government attacks on those two jihadist groups. But the public does not know what the United States and Russia have defined as those groups' territories — the opposition has little trust in the Syrian government or Russia, which have often applied those labels to all of Mr. Assad's opponents. And government supporters doubt that the opposition groups will distance themselves from the extremists, as the Americans have promised.

There was also new confusion in the early hours of the cease-fire: Secretary of State John Kerry said the United States would be able to approve Syrian government strikes, but the State Department reversed those comments less than two hours later.

Mr. Assad used the hours before the



MOHAMMED BADRA/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Syrian boys receiving care in a field hospital after a strike on the rebel-held city of Douma on the day a cease-fire was to take effect. Government-allied forces were suspected in the attack.

cease-fire to promise victory in his country's five-year civil war, punctuating his pledge by visiting a Damascus suburb that rebels surrendered last month.

The loss of Daraya, which once symbolized rebel defiance in the face of encirclement and relentless bombing, reflected Mr. Assad's strengthened position in the conflict since Russia intervened to help him a year ago.

An agreement on the cease-fire was reached late Friday in Geneva by Russian and American diplomats, who have been struggling to find a way to reduce violence so that food and medicine can reach civilians.

The agreement contains many caveats and unenforceable provisions. Skepticism about its effectiveness runs deepest among the American-backed Syrian opposition groups, which fear that Mr. Assad is now even more entrenched in power. Obama administration officials have also expressed doubts.

The White House press secretary, Josh Earnest, said on Monday that the success of the agreement "places a lot of pressure on Russia to deliver."

"Based on our collective experience here on observing the situation," Mr. Earnest said, "I think we have some reasons to be skeptical that the Russians are able or are willing to implement the arrangement."

"But," he added, "we'll see."

The cease-fire is the second negotiated this year by Russia and the United States. The first, reached in February, collapsed within weeks.

Mr. Kerry, who finished the cease-fire negotiation in Geneva with Russia's for-

eign minister, Sergey V. Lavrov, said some breaches would not surprise him.

"For all the doubts that remain — and there will be challenges in the days to come — this plan has a chance to work," Mr. Kerry said in Washington, describing it as possibly "the last chance that one has to save a united Syria."

A group of 21 rebel groups issued a statement listing deep reservations about and criticisms of the cease-fire deal, but stopping short of rejecting it.

Even if the accord reduces the killing in Syria, where by some estimates a half-million people have died since the conflict began in 2011, the prognosis for peace and reconciliation is unclear, Western political analysts said.

"This accord may well save lives, and it's a gain if for that reason only," Cliff Kupchan, the chairman of the Eurasia Group, a political risk consulting firm in Washington, said in an email. "But in the end, it's not likely to have meaningful impact for more than a limited period, or to jump-start a serious political track."

Anne Barnard reported from Beirut, and Rick Gladstone from New York. Reporting was contributed by Hwaida Saad from Beirut, Maher Samaan from Paris and Julie Hirschfeld Davis from Washington.

Turkey's intelligentsia and Erdogan

Sevgi Akarcesme

BRUSSELS On July 27, just minutes before my flight from Brussels to Newark was due to take off, a United Airlines staff member approached and asked me to leave the plane. I felt humiliated by the unspoken assumptions of nearby passengers, but I was not shocked: I knew that Turkey was canceling people's passports to punish those it regarded as critics of its increasingly authoritarian government.

Back in March, the government seized control of the English-language newspaper *Today's Zaman*, of which I was the editor in chief. I had fled Istanbul, my hometown, to avoid further repercussions, but the state was not satisfied with forcing journalists like me into exile.

With my plans to work as a visiting fellow at the City University of New York seemingly in ruins, I couldn't help shedding tears as I was escorted to the airport police station. I discovered there that my passport had been revoked two days earlier, making me one of more than 50,000 Turkish citizens who had their travel documents canceled as part of the purge that followed the attempted coup on July 15.

A few hours before my flight, I'd awakened to a message from a neighbor in Istanbul that the police had raided my apartment. Given the arrests of colleagues trapped in Turkey, I'd known that this was a matter of when, rather than if. A warrant for my detention was issued the same day. My neighbor in Istanbul was extremely nervous and asked me to delete all our messages.

The police confiscated a couple of books, I later learned, one of which was in English and had a cover photo that featured the word "coup." These days, in Turkey, that's enough "evidence" to get you arrested and accused of terrorist activity.

The coup attempt was despicable and, despite the huge dragnet of arrests, has not been properly investigated — yet within hours, President Recep Tayyip Erdogan called it "a gift of God." No wonder: It gave him a perfect pretext to root out anyone not completely loyal to him.

Turkey now seems to me on an irreversible path toward dictatorship. Once Mr. Erdogan had named Fethul-



lah Gulen, the Muslim cleric who lives in self-imposed exile in Pennsylvania, as the coup's mastermind, the demonization of the Gulen movement went out of control. Politicians from across the spectrum jumped on the bandwagon to label the movement the Fethullah Terrorist Organization, or FETO, despite the absence of any credible proof of terrorist activity. They

Tens of thousands have been detained, while others, like me, are driven into exile. Yet Turkish liberals bow to despotism.

it is difficult to obtain reliable information, but according to Turkey Purge, a website that tracks the extensive witch hunt, as of the time of writing, a total of 117 journalists were behind bars and 160 media outlets had been shut down. This accounts for only a fraction of the crackdown. In total, more than 100,000 people have been suspended or fired from their government jobs; nearly 43,000 have been detained, and 23,770 arrested.

I have lost faith in the public's ability to question the unchallenged assertions they hear from the government on broadcasters like CNN Turk. But my biggest disappointment lies with the country's intellectuals. With few exceptions, they have lacked the basic integrity to do anything but

parrot the accusations that Mr. Erdogan hurls at his opponents.

The problem with these intellectuals is that the world pays attention to them because there are relatively few people writing from Turkey in English. Many foreign observers assume that information from Turkish secularists, leftists and so-called liberals is still reliable, perhaps because of the assumption that their Western lifestyle gives them a Western mind-set, too. In reality, secularists can be as intolerant and bigoted as political Islamists.

Here's an example. When the passport of Dilek Dundar was revoked on Sept. 3, there was an outcry on social media, rightfully so, about this attempt to punish her husband, the exiled leftist journalist Can Dundar. This has been a practice the government has used against Gulen sympathizers for months, yet it was only when someone from their ideological ghetto was targeted that Turkey's secularists reacted. When the police did not find a former senior editor of *Zaman*, Bulent Korucu, at home, they arrested his wife instead. But that barely made the news.

We expect despots to create enemies, foreign and domestic, in order to rally the nation behind them. But what to say about Turkey's craven elites? On Sept. 1, senior judges gave Mr. Erdogan a standing ovation at his lavish palace as the president confirmed himself as the head of the legislature, the executive and the judiciary.

Turkey is a society of black and white; there are no shades of gray. Intellectuals are not immune from this dichotomy.

This selective application of democratic rights by Turkey's intelligentsia only helps Mr. Erdogan consolidate his power. In their double standards, he finds tacit approval for his purges. Turkey lacks not only sturdy institutions that guarantee a system of checks and balances and the rule of law, but also a critical mass of citizens with the courage and integrity to demand them.

I was able to stay in Belgium, thanks to my being granted temporary residence there. And perhaps because of international resistance to Turkey's mass cancellation of passports, Belgian police later confirmed that mine was now valid again. Still, I live in a state of uncertainty, hoping to find a haven, as a journalist in exile, in a society that embraces the rule of law. But as I look on at my homeland and the failure of Turkey's intelligentsia, I find it hard not to despair.

SEVGI AKARCESME is the former editor in chief of *Today's Zaman*.

Le chef des Kurdes turcs appelle à relancer la paix

ISTANBUL - correspondante

Le conflit entre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) et Ankara « pourrait être réglé en six mois » si les négociations de paix venaient à reprendre, a estimé Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du PKK, dont les propos ont été rapportés par son frère Mehmet Öcalan, lundi 12 septembre.

C'est la première fois depuis octobre 2014 que le chef kurde, surnommé « Apo », peut recevoir la visite d'un membre de sa famille sur l'îlot-prison d'Imrali (mer de Marmara) où il purge une peine de prison à vie pour avoir dirigé la lutte armée contre l'Etat turc, qui a causé 40 000 morts depuis les années 1980. La dernière visite autorisée était celle d'une délégation du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde, troisième formation du Parlement) en avril 2015. Depuis, les militants n'ont cessé de s'inquiéter au sujet de l'état de santé de leur chef historique, âgé de 68 ans, et objet d'un véritable culte.

Hostilités

Alarmés, une cinquantaine de militants prokurdes, revêtus d'un tee-shirt à l'effigie de leur chef, ont entamé tout récemment une grève de la faim à Diyarbakir (sud-est), exigeant la fin de son isolement. Après avoir entendu le message de Mehmet Öcalan, venu à Diyarbakir, lundi 12 septembre, au lendemain de sa visite à Imrali, le mouvement a cessé.

« Il a dit que si l'Etat était prêt pour ce projet, nous pourrions le finir en six mois, et que le précédent processus n'était pas complètement effacé », a expliqué Mehmet Öcalan. *Aucune partie ne peut gagner cette guerre. Il est temps de faire cesser les larmes et le bain de sang, c'est ce qu'il a dit.*

L'appel du chef kurde intervient au moment où les affrontements sont quotidiens dans les régions majoritairement peuplées de Kurdes à l'est et au sud-est du pays. Lundi, cinquante personnes (46 civils et quatre policiers) ont été blessées dans un attentat à la voiture piégée attribué au PKK à Van (est), non loin de la permanence du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), au pouvoir depuis 2002.

«Aucune partie ne peut gagner cette guerre. Il est temps de faire cesser les larmes et le bain de sang»

ABDULLAH ÖCALAN
chef du PKK, cité par son frère Mehmet Öcalan

De 2012 à 2015, des pourparlers historiques avaient eu lieu entre le gouvernement et le PKK. Ils ont volé en éclats à l'été 2015, quand le PKK a revendiqué l'assassinat de deux policiers à Ceylanpinar, après un attentat-suicide (33 morts) survenu non loin de là, à Suruç, lors d'un rassemblement de la gauche prokurde.

Quelques mois plus tôt, le président Recep Tayyip Erdogan avait rejeté la « feuille de route pour la paix » en dix points, dévoilée par son gouvernement. *«Electoralement parlant, estime l'universitaire Ahmet Insel, faire la paix avec le PKK n'était pas une stratégie payante pour Recep Tayyip Erdogan, puisqu'il a vu le score de son parti baisser aux législatives de juin 2015 au profit du HDP, le parti prokurde, qui, franchissant pour la première fois la barre des 10 %, a fait son entrée au Parlement.»*

Depuis, les hostilités ont repris de plus belle entre les rebelles kurdes et les forces turques. Il ne se passe pas un jour sans l'annonce d'un attentat ou d'une attaque à l'explosif contre un convoi militaire dans les régions kurdes. Forts de l'expérience acquise en Syrie, où le PKK combat les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) au côté des milices kurdes syriennes (les Unités de protection du peuple, YPG) qui lui sont affiliées, les rebelles kurdes ont de plus en plus recours aux engins explosifs télécommandés et aux attentats-suicides.

« En position offensive »

La situation en Syrie, où les YPG veulent établir une région autonome kurde le long de la frontière turque, ruine, pour le moment, toute perspective d'un retour à la table des négociations en Turquie. Au moment où l'armée turque mène des opérations contre l'EI et contre les YPG dans



Sebahat Tuncel, coprésidente du HDP (prokurde), avec l'effigie d'Abdullah Öcalan, à Diyarbakir, le 5 septembre. SERTAC KAYAR/REUTERS

le nord de la Syrie, le gouvernement ne veut pas entendre parler de paix avec le PKK. *« Nous sommes en position offensive », a rappelé récemment le premier ministre, Binali Yildirim.*

Une purge drastique s'est abattue sur le PKK. Le 8 septembre, le premier ministre a annoncé la mise à l'écart de 11 835 enseignants soupçonnés de sympathie envers lui. Ils s'ajoutent aux 23 000 enseignants déjà suspendus ou limogés pour leurs liens présumés avec la communauté religieuse de Fethullah Gülen, désignée par Ankara comme l'instigatrice du putsch raté du 15 juillet.

Soumise à l'état d'urgence depuis le 18 juillet, la Turquie vit au rythme des décrets-lois. Le dernier en date prive 28 maires de leurs mandats. Accusés d'être liés au PKK ou à la mouvance Gülen,

ils ont été remplacés par des administrateurs proches de l'AKP. La plupart des municipalités concernées (Sur, Silvan...) sont situées dans le sud-est du pays, où le PKK est bien implanté. Bien que révééré, Abdullah Öcalan fait de plus en plus figure d'icône sans rôle décisionnel important, tandis que la direction militaire du PKK, basée au mont Qandil, dans le nord de l'Irak, a la main sur le mouvement. ■

MARIE JÉGO

L'écrivain Orhan Pamuk « très en colère »

L'écrivain turc Orhan Pamuk, Prix Nobel de littérature en 2006, a dénoncé l'arrestation, survenue samedi 10 septembre, d'Ahmet Altan, figure incontournable du journalisme en Turquie, et de son frère Mehmet, universitaire et économiste de renom, estimant dans une tribune en « une » de *La Repubblica* que son pays fonçait « vers un régime de terreur ». *« Je suis très en colère », écrit M. Pamuk. On est en train, petit à petit, d'enfermer dans des cellules toutes les personnes qui se permettent d'exprimer les critiques, même les plus minimes, sur les actions du gouvernement (...). Désormais, la liberté de la pensée n'existe plus. »*

ERDOGAN

Il rêve de renouer avec la grandeur ottomane. Et son autoritarisme. Quitte à inquiéter ses alliés. Au pouvoir depuis treize ans, Recep Tayyip Erdogan a bâti sa popularité en mariant croissance économique et retour aux valeurs traditionnelles. Le 15 juillet, il manqua être renversé par un coup d'Etat. Depuis, il a lancé une purge massive, accusant les partisans du prédicateur Fethullah Gülen d'avoir fomenté le complot et créé un « Etat parallèle ». Plus de 40 000 arrestations qui visent aussi l'opposition kurde, ou simplement laïque. Le leader islamo-conservateur reproche à l'Occident son manque de soutien. Sur l'échiquier mondial, le chef de ce pays membre de l'Otan se tourne désormais vers la Russie.

LE SULTAN AUX DEUX VISAGES



TURQUIE
APRÈS L'ÉCHEC
DU PUTSCH,
LE PAYS SE
REDRESSE ENTRE
DÉMOCRATIE
ET RÉPRESSION

Erdogan entouré de soldats en costumes ottomans pour accueillir le Palestinien Mahmoud Abbas en janvier 2015.
PHOTO ADEM ALTAN

LE GÜLENISTE QUI A DONNÉ AUX PUTSCHISTES L'HÔTEL OÙ RÉSIDAIT ERDOGAN ÉTAIT SON PROPRE CONSEILLER MILITAIRE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À ISTANBUL **MICHEL PEYRARD**

Elle déboule au volant de son Renault Captur rouge flamme devant un restaurant branché du quartier d'Atasehir, à Istanbul. Elle l'a choisi pour sa musique (Beyoncé), précise-t-elle en ajustant son voile et sa tunique vermillon, avant de consulter une tapageuse montre orange, cadeau de fin d'études de son doctorat en sciences politiques aux Etats-Unis. Ravza Kavakci, 44 ans, députée, membre du comité exécutif du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation islamo-conservatrice au pouvoir, cultive une élégance haute en couleur, à mille lieues des représentations ternes de l'islam rigoriste. Elle se sait une icône. En 1999, Merve, sa sœur, députée du Parti de la vertu, un ancêtre de l'AKP, avait été érigée en symbole de l'oppression kémaliste, après avoir été rudement bannie de l'Assemblée où elle bravait l'interdiction d'y porter le foulard. En prêtant serment l'an

dernier devant le Parlement, où elle a été élue à son tour, « seize ans et vingt et un jours plus tard », Ravza arborait crânement le hijab. « Je n'ai pas seulement vengé l'honneur de ma sœur, mais celui de millions de femmes bafouées dans leurs croyances. » Le monde « juste » de Ravza Kavakci a pourtant basculé dans la nuit du 15 au 16 juillet, lorsque des militaires ont tenté de s'emparer du pouvoir, sur ordre, selon Ankara, du prédicateur Fethullah Gülen, leader d'une confrérie islamiste influente, naguère alliée de l'AKP. A la seule évocation des heures troubles du coup d'Etat avorté, troupes déployées, corps de civils hachés par les chars, Parlement pilonné, son regard s'embue. « Cette nuit-là, je ne pensais pas en réchapper. Jamais, je n'avais imaginé le degré de fanatisme des gülenistes. Ils fonctionnent comme une secte, qui me rappelle le suicide collectif des Davidiens, dans les années 1990, à Waco, au Texas, où ma famille s'était exilée. »

Près de deux mois après le putsch avorté, les Turcs, toutes opinions confondues, prennent la mesure de la gangrène qui corrompait le corps de l'Etat. Et s'agacent souvent de la tiédeur ou de la défiance des Occidentaux face à ce que certains considèrent comme leur 11 septembre. « On peut admettre une forme d'incrédulité, parce que c'est aussi la nôtre, consent le Pr Ahmet Kasim Han, universitaire et analyste influent. Même si les laïques comme moi se méfiaient de longue date des gülenistes, comment aurions-nous pu envisager que des généraux kémalistes, dans la carrière depuis quarante ans, priaient en secret sous la coupe de ce prédicateur ? Car il n'y a aucun doute : ce coup d'Etat est l'œuvre de Fethullah Gülen et visait la démocratie turque qu'il a prise en otage, et non un

gouvernement.» Chaque jour ou presque, le pays découvre de nouveaux lambeaux de tissus nécrosés que les services de sécurité arrachent avec le zèle d'un praticien que la maladie a pris en défaut et pressé d'amputer. Déjà plus de 4500 militaires, simples soldats, généraux et amiraux, 8000 policiers et gendarmes, près de 3500 juges et procureurs, 30000 employés

Les Turcs prennent la mesure de la gangrène qui corrompt le corps de l'Etat

du ministère de l'Education (dont près de 3000 universitaires), près de 90000 fonctionnaires au total ont été limogés pour leurs liens supposés avec la confrérie. Les détenus, en vertu des lois d'exception de l'état d'urgence, sont si nombreux, plusieurs dizaines de milliers, que 33838 prisonniers de droit commun ont été élargis pour libérer des cellules. Aucun secteur n'est épargné, université, médias, banques, diplomates, hommes d'affaires : environ 500 membres de la principale organisation patronale ont été contraints à la démission depuis le début de la purge. Près de 6000 biens immobiliers, d'une valeur de plus de 4 milliards d'euros, qui appartenaient à des membres présumés de la confrérie, ont été saisis et transférés au Trésor public. La traque des «crypto-gülenistes» bat son plein et les filets sont à larges mailles.

Certains, coupables ou non, estiment d'ailleurs plus prudent de prendre l'air du large : les gabelous de l'île grecque de Chios ont eu la surprise, le 30 août, de voir un juge turc débarquer d'un bateau de migrants et demander aussitôt l'asile politique. Mais pour les Turcs, l'effarement est ailleurs : il réside dans les révélations quotidiennes sur l'ampleur de l'infiltration des gülenistes, ou supposés tels, au cœur même de l'Etat. Le président Recep Tayyip Erdogan a beau multiplier les actes de contrition, demander pardon «à Dieu et à son (Suite page 62) peuple» pour ne pas avoir su empêcher le putsch, le pays s'interroge. «Le président est un formidable leader, insiste Ravza Kavakci. Mais il reste un être humain. Son principal défaut est d'accorder trop facilement sa confiance. Il a été trahi par des collaborateurs avec lesquels il travaillait depuis quarante ans. L'homme qui a fourni aux putschistes les coordonnées de



EN REJOIGNANT LE COMBAT CONTRE DAESH, L'ARMÉE EN PROFITE POUR ARRÊTER LES KURDES EN SYRIE

Des chars turcs protègent l'avancée de combattants syriens rebelles à Assad (à dr.) près de Karkamis, sur la frontière entre les deux pays. le 24 août.

PHOTO BULENT KILIC

l'hôtel où le président était en vacances, à Marmara, était son propre conseiller militaire, secrètement membre de la confrérie güleniste.» L'idée d'un président si crédule qu'il s'était entouré de «traîtres» passe mal. Car celui qui poursuit aujourd'hui de sa vindicte le démon Fethullah Gülen est le même qui, naguère, vendait son âme au diable. En toute connaissance de cause.

Longtemps, en effet, la confrérie de Fethullah Gülen, désormais exilé aux Etats-Unis, a été l'exécutrice des basses œuvres d'Erdogan. Le mouvement, très hiérarchisé, ne porte pas de nom. Ses millions de membres le désignent comme le «Hizmet» (le Service). Il se présente comme un simple courant de pensée au sein de l'islam, qu'il distille à travers ses milliers d'écoles religieuses, ses associations humanitaires et ses médias. En vérité, durant deux décennies, il a noyauté en secret les institutions de l'Etat, et d'abord sa police, au profit de l'AKP. Ce «cheval de Troie» s'est révélé particulièrement efficace à la fin des années 2000, lors des affaires Ergenekon, une série de procès visant à se débarrasser de personnalités, militaires, journalistes, hommes politiques, universitaires, juges, qui se dressaient encore contre la mainmise du parti islamiste sur tous les rouages de la société. Pour les accuser d'un vaste complot, tous les moyens ont été utilisés par les magistrats gülenistes : preuves factices et faux témoignages. Aujourd'hui encore, le regard d'Ilhan Cihaner, député du Parti républicain du peuple (CHP), se durcit à l'évocation de cette «époque kafkaïenne». En 2010, procureur d'une région du centre, il menait une enquête pour corruption contre les réseaux gülenistes quand il a été démis de ses fonctions puis jeté en prison durant quatre mois pour «complot contre l'Etat». L'affaire avait fait grand bruit : outre des financements suspects, Ilhan Cihaner avait obtenu la preuve de l'infiltration du mouvement dans l'administration. «Erdogan n'a aucune excuse car c'est avec l'aval de son gouvernement que j'ai été dessaisi puis emprisonné par des magistrats gülenistes, dont beaucoup ont été arrêtés après le récent coup d'Etat. Il savait, mais il protégeait

PENDANT DES ANNÉES, LA CONFRÉRIE DE FETHULLAH GÜLEN FUT L'EXÉCUTRICE DES BASSÉS ŒUVRES ANTI-LAÏQUES DU POUVOIR



Les tenues islamiques ont fait leur apparition dans une rue commerçante d'Istanbul en 2014.

Des manifestants pro-Erdogan à l'assaut d'un char à Istanbul le 16 juillet, durant la tentative de coup d'Etat.



Une forêt de drapeaux turcs lors du rassemblement « Démocratie et hommage aux martyrs », en protestation contre le putsch, à Istanbul, le 7 août.

C'est une ville cosmopolite où l'on trinque et où l'on prie. Mais la stricte laïcité imposée par Atatürk, fondateur de la république de Turquie, perd du terrain. Arrivé au pouvoir grâce à l'AKP, parti islam-conservateur, Erdogan s'est empressé d'autoriser la présence des voiles, longtemps interdits, dans la plupart des institutions publiques. Il envisage un temps de s'attaquer à la consommation d'alcool, même si 85% des Turcs ne boivent pas. Il se contentera de recommander l'ayran, à base de yaourt, pour remplacer le raki, l'anisette locale. Autant de propos qui ravissent la bourgeoisie puritaine de province et le petit peuple d'Anatolie.



ses alliés. S'il n'avait pas empêché la poursuite de mon enquête, la confrérie n'aurait pas atteint cette taille critique, et la tentative de putsch n'aurait pas eu lieu. Plus de 250 personnes sont mortes inutilement le 15 juillet. Erdogan admet qu'il a été trompé. Dans n'importe quel pays démocratique, un président responsable d'un semblable désastre démissionnerait et serait jugé. Trop de gens ont souffert de la purge orchestrée par les procès Ergenekon, ont perdu leur santé en prison, ont vu leurs familles disloquées, ou se sont suicidés.»

Il aura fallu attendre décembre 2013 pour que l'alliance entre le prédicateur Gülen et le sultan Erdogan vole en éclats à la suite des révélations, distillées par la presse güleniste, d'une corruption généralisée touchant la famille du président, et notamment son fils. Depuis, la guerre est déclarée. Mais aux yeux de nombreux Turcs, elle est tardive et, surtout, ratisse trop large. Car la purge en cours amalgame séditions authentiques et simples opposants au régime. Déjà, près de 130 journalistes ont été incarcérés. « Nous sommes devenus la plus grande prison du monde pour les journalistes », constate Erol Onderoglu, responsable de l'antenne turque de Reporters sans frontières (RSF), qui a lui-même été incarcéré avant d'être libéré en attente de son procès. « La Turquie, précise-t-il, est classée 151^e sur 180 pays en ce qui concerne la liberté de la presse. » La plupart des employés de médias interpellés l'ont été parce qu'ils travaillaient pour des organes qui appartenaient à la confrérie. « Il y a derrière les barreaux des éditorialistes septuagénaires, qui ont effectué de brillantes carrières dans des journaux laïques, pour le seul fait d'avoir écrit dans des quotidiens propriétés de la confrérie. La plupart n'ont pas d'avocat car les grands cabinets ont peur, en assurant leur défense, d'être qualifié à leur tour de putschistes. » Veysel Ok est l'un des rares avocats à avoir accepté de courir ce risque. « Ma ligne de conduite est de défendre toutes les personnes incarcérées, à l'exception des militaires impliqués dans la tentative de putsch. Nous recevons tous les jours des appels de familles affolées, mais nous n'avons pas les moyens d'accepter de nouveaux

La purge en cours amalgame séditions authentiques et simples opposants au régime

dossiers. » Sa cliente la plus célèbre demeure Asli Erdogan, romancière souvent primée, dont le dernier ouvrage, « Le bâtiment de pierre », relatait l'enfer de la détention carcérale. Elle a été arrêtée chez elle dans la nuit du 16 au 17 août, accusée d'« apologie du terrorisme » pour avoir écrit dans le quotidien prokurde « Özgür Gündem ». Car avec la guerre qui fait rage au sud-est entre l'armée et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la purge n'épargne pas les militants de la cause kurde. « Le gouvernement a vu dans le coup d'Etat une opportunité sans précédent de traquer tous les opposants, estime l'avocat. Il peut accuser n'importe qui d'être un suppôt de Fethullah Gülen et, sous prétexte de terrorisme, rassembler ceux qui font entendre une voix discordante. »

Bülent Mumay n'a pas oublié sa stupéfaction lorsqu'il a pu enfin apercevoir son dossier chez le juge, après son arrestation le 25 juillet. « Il contenait mon profil LinkedIn et quelques Tweet. » Longtemps journaliste au quotidien « Hürriyet », ce fervent laïque est peu suspect d'affinités religieuses. « Le message



L'arrivée des secours (à g.) à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul après un attentat-suicide qui fait 44 victimes, le 28 juin. Les touristes ont déserté la station balnéaire d'Antalya.

d'Erdogan est clair : tout opposant connaîtra le sort des gülenistes. On nous stigmatise dans un pays qu'Erdogan a déjà dangereusement polarisé : le jour de mon arrestation, un quotidien prorégime a publié ma photo avec l'inscription "Wanted". Je ne veux pas fuir avant la tenue de mon procès, mais il est devenu impossible d'exercer le métier de journaliste dans ce pays.» Dans les geôles du régime, dont la population carcérale avait déjà triplé depuis l'accession au pouvoir de l'AKP, plusieurs cas de torture ont été rapportés. La vétérante des campagnes de droits de l'homme Eren Keskin, incarcérée quelques jours pour avoir manifesté sa solidarité avec le journal prokurde «Ozgür Gündem», possède le redoutable privilège de connaître intimement le système répressif turc : cette avocate a été jugée plus de deux cents fois et a souvent tâté de la prison. «Lorsque les gülenistes contrôlaient la police, ils étaient experts dans les écoutes téléphoniques pour ensuite faire pression sur les accusés et leurs familles, avance-t-elle. Cette fois, les enquêteurs ne disposent d'aucune preuve et seule la contrainte physique leur permet d'obtenir de vrais ou de faux aveux.»

L'inquiétude de la société civile tient à la personnalité même de Recep Tayyip Erdogan. L'adolescent remuant du quartier populaire de Kasimpasa, qui ne rechignait pas à faire le coup de poing, s'est métamorphosé en un dirigeant autoritaire, rétif à toute forme d'opposition, réputé pour son goût affirmé de la vengeance. «Il y a chez lui une forme de paranoïa», estime Nicolas Cheviron, Stambouliote de longue date et coauteur avec Jean-François Pérouse d'une biographie documentée sur le président («Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?»). «L'immense palais de plus de 1 000 pièces qu'il s'est fait construire à Ankara est doté de salles de contrôle qui lui permettent de visionner l'ensemble des caméras de surveillance du pays. Des goûteurs s'assurent de chaque plat qu'il ingère. C'est un homme de plus en plus isolé, qui ne compte plus autour de lui que des courtisans dont il est sûr qu'ils abonderont toujours dans son sens. Le dernier qui avait encore une forme d'autonomie, le Premier ministre, Ahmet Davutoglu, a été contraint à la démission au profit d'un nouveau chef de gouvernement sans caractère. Erdogan se débarrasse systématiquement de ses compagnons de route susceptibles de lui faire de l'ombre. Il n'a strictement aucun scrupule. Pour défendre ses intérêts, il est prêt à tous les changements de stratégie, tous les retournements.»

Dans un pays de près de 80 millions d'habitants – dont l'armée constitue une pièce essentielle de l'Otan au Moyen-Orient – et qui aspire au rang de puissance régionale en ressuscitant la mémoire de son passé impérial, les coups de sang du président inquiètent les nations occidentales. «Avec le Premier ministre Davutoglu, nous pouvions encore discuter, explique un diplomate. C'était un idéologue, inflexible mais prévisible. Erdogan, lui, est un pragmatique, flexible mais imprévisible.» Ses relations avec l'Union européenne, qu'il menace d'un chantage aux migrants, promettant d'ouvrir les vannes, sont «schizophrènes», selon le même diplomate. Erdogan lui-même répète à l'envi que l'entrée dans ce club ne l'intéresse plus. Il préfère d'autres alliances. Peu avant le coup d'Etat, après des années d'errements, il s'était résolu à se réconcilier avec Israël et avec la Russie, avec laquelle les relations étaient gelées depuis qu'un bombardier SU-24 avait été abattu par la chasse turque en novembre 2015. Là encore, la tentative de putsch a été aussitôt instrumentalisée, et les deux pilotes responsables de l'incident arrêtés dès le 16 juillet, à la grande satisfaction des Russes. Tout comme l'arme suprême, ce conflit kurde qu'Erdogan n'hésite jamais à relancer quand il s'agit d'affirmer son règne. «En règle générale, le contexte post-coup d'Etat lui est plutôt favorable en matière de relations internationales, juge le Pr Ahmet Kasim Han. Il peut culpabiliser les pays qui ont montré peu d'empressement à condamner les putschistes. Il se rapproche des Russes, tout en maintenant ses liens avec Washington. L'intervention "Bouclier de l'Euphrate", qui consiste à libérer un corridor de 90 kilomètres, le long de la frontière syrienne, de la pression de l'EI mais surtout des Kurdes, a même été facilitée par la perte de prestige de l'armée qui n'y était pas favorable. Quant aux Américains, dont ce n'est pas la première trahison à l'égard des Kurdes, ils peuvent ainsi exiger d'eux qu'ils se concentrent sur Raqqa.»

Jusqu'où ira Recep Tayyip Erdogan ? Contrairement à ce qu'espéraient les auteurs du putsch, il est sorti de l'épreuve renforcé. «Son véritable et seul objectif, conclut Nicolas Cheviron, est de se maintenir au pouvoir. Au moins jusqu'en 2023, pour célébrer à sa façon le centenaire de la République. Le putsch a conforté les pouvoirs supérieurs qu'il réclamait pour la présidence. Voudra-t-il plus ? Certains lui prêtent déjà l'intention de se déclarer calife... » ■ Michel Peyrard @Michelpeyrard

Assad toujours au cœur du jeu syrien

ISABELLE LASSERRE [@lasserre](#)

AU DÉBUT de la guerre, la diplomatie française l'avait un peu rapidement enterré, pariant sur sa disparition de la scène politique. En août 2013, alors que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'apprêtaient à frapper le régime syrien pour le « punir » d'avoir franchi la « ligne rouge » sur les armes chimiques, elle avait à nouveau espéré la chute prochaine de Bachar el-Assad. François Hollande en a depuis fait une « obsession » : aujourd'hui encore, il garde la conviction que, ne fût-ce la volte-face de dernière minute de Barack Obama, le destin de ce pays ravagé par la guerre aurait été différent. Comme on ne refait pas l'histoire, personne ne saura jamais si cette conviction était la bonne. Mais trois ans plus tard, la diplomatie française, à l'instar de toutes les autres, a fini par infléchir sa position. Au nom du pragmatisme.

Pour la première fois depuis ce fameux mois d'août 2013, François Hollande, dans son discours aux ambassadeurs fin août, n'a pas fait mention de la reculade américaine, qui avait forcé les avions français à rester au sol alors qu'ils s'apprêtaient à décoller pour la Syrie. Sur la question sensible du sort de Bachar el-Assad, les diplomates se font plus discrets qu'avant. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a de facto imposé une « rupture » avec la « ligne Fabius » (« ni Bachar, ni Daech ») qui faisait du départ du président syrien un préalable à toute transition politique. Non que la diplomatie française ait changé d'avis. Elle continue à penser que Bachar el-Assad « ne peut incarner l'avenir de la Syrie », au nom de la morale comme de l'efficacité politique. Mais elle a été contrainte de s'adapter à l'évolution des rapports de force sur le terrain.

Sauvé une première fois à l'été 2013 par l'initiative de Moscou qui a permis le démantèlement de ses armes chimiques, le régime de Bachar el-Assad a depuis été consolidé par l'intervention militaire russe. Déclenchée en septembre 2015, l'opération a inversé le rapport de force. Le président syrien est aujourd'hui conforté par ses récents gains territoriaux, obtenus grâce au soutien de ses parrains, la Russie et l'Iran. Il a refermé le siège d'Alep, repoussé les rebelles à Lattaquié, Damas et Deraa. sûr de sa force, Bachar el-Assad a promis lundi, juste avant que ne démarre le cessez-le-feu obtenu par John Kerry et Sergueï Lavrov, les chefs de la diplomatie américaine et russe, de reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire syrien.

“ Tout le monde s'est résigné au fait que Bachar el-Assad demeure, au moins pour un temps, dans le paysage ”

UN DIPLOMATE FRANÇAIS

D'autres facteurs l'ont indirectement aidé à rester au pouvoir. Les puissances engagées dans le processus de paix n'ont trouvé aucune alternative au président syrien. Quant à l'insurrection, elle s'est radicalisée et même, pour une partie, ralliée aux djihadistes de l'ancien Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaida, la plus combative dans les batailles contre le régime. La faiblesse internationale de l'Administration Obama, qui a perdu beaucoup de son crédit en renonçant à faire respecter la « ligne rouge » fixée par le président américain lui-même, a altéré l'influence américaine dans la région et semé le doute parmi les alliés de Washington. Déterminé à obtenir un accord avant la fin de son mandat pour rehausser son bilan syrien, Barack Obama, représenté dans le dossier par John Kerry, ne semble plus faire du départ de Bachar el-Assad une priorité. Certains le soupçonnent de vouloir déléguer à la Russie cette question délicate afin de se désengager du Moyen-Orient. Même la Turquie, considérée comme la plus intractable sur le sujet, a assoupli sa position. La lutte contre les Kurdes et dans une certaine mesure contre l'État islamique passe désormais avant, dans l'ordre des priorités, le nécessaire départ du président syrien. « La communauté internationale a glissé vers la position défendue depuis le début de la guerre par la Russie. Tout le monde s'est résigné au fait que Bachar el-Assad demeure, au moins pour un temps, dans le paysage », commente un diplomate français. Tout le monde, sauf les insurgés... Malgré leurs profondes réserves sur l'accord russo-américain, ils ont néanmoins décidé de respecter la trêve, qui entre aujourd'hui dans son troisième jour.

Ni cette entente négociée d'arrachepied par John Kerry et Sergueï Lavrov, ni le consensus relatif et contraint sur le sort de Bachar el-Assad ne permettent pourtant de résoudre le problème politique posé par le président syrien, bourreau de son propre peuple et de son pays. Officiellement, le sujet ne fait pas partie de l'accord russo-américain, qui n'a pas été rendu public. « Nous persistons à dire qu'un maintien au pouvoir de Bachar el-Assad ne fera que radicaliser davantage encore les insurgés. Le prési-



Bachar el-Assad (au centre) entouré de fonctionnaires, lundi, après la prière du matin, dans une rue de Deraa, une banlieue de Damas. UNCRECREDIT/AP

dent syrien ne peut pas présider une Syrie en paix », affirme un haut diplomate.

Comme le dit Camille Grand, le directeur de la Fondation pour la recherche stratégique : « L'accord ne résout pas les problèmes de la Syrie. Il lui manque un volet capital, le processus politique. » Si la trêve tient pendant une semaine, elle pourrait déboucher sur une reprise des pourparlers de Genève. Cette seconde étape sera sans doute la plus difficile. Temporairement mis entre parenthèses pour faciliter la cessation des hostilités, l'avenir de Bachar el-Assad devrait réapparaître à la table des négociations et creuser à nouveau les divisions. Notamment avec les insurgés... ■

Loss and depression in Turkey's Kurdish southeast

Tom Stevenson reports from Diyarbakir in south-eastern Turkey, where a city and its residents are suffering from the aftermath of a brutal conflict and an overbearing police presence.

Tom Stevenson, Diyarbakir 16. Sept 2016
<http://www.dw.com>

Over the past year, Turkey's Kurdish southeast has experienced a level of desolation almost unknown outside of active war zones. The historic city centers of Nusaybin, Cizre, and old Diyarbakir have been razed, leaving gaping holes in the cities visible from the air. The entire city of Sirtak has been leveled, so that the landscape now resembles Guernica or Homs.

Since restarting the conflict in July of last year, the Turkish state has fought a campaign across the region against Kurdish militants linked to the banned Kurdistan Workers Party (PKK) using highly effective, though brutal, military tactics.

The damage has been great and some 2,000 lives have been claimed in the fighting, but the insurgency has now mostly been beaten back to Turkey's rural periphery. Only in Hakkari province does the war continue in full force, and in the mountains of Northern Iraq where the Turkish army conducts daily air strikes on PKK bases, sometimes claiming dozens of kills.

In Diyarbakir, resentment of both the Turkish state and the PKK runs high and residents with a sense of irony ask if the government destroyed the cities in order to save them.

The city has always been a tense place, but at present the sense of depression is unmistakable. Aside from the physical damage to the city, the economic and psychological tolls of the conflict have left deep scars.

"Sur is like a dead town now," said writer Omer Faruk, using the name for the area of old Diyarbakir, where he has lived the last three years. "It used to be that it was full of life, but now it's difficult to even walk alone at night: it's very depressing.

"There are lots of police checkpoints now inside Sur and Turkish flags everywhere. Every day they check our bags and IDs - it makes daily life very difficult," he added.

Since the state of emergency was declared in the wake of a coup attempt in July, the already ample security forces presence in the city has become greater than ever. Residents know that at any moment the internet might be cut or a plainclothes policeman might ask for their ID.

"You walk past the police eyes down: if you look up at them at all, they bother you," said one local journalist, who has lived in the city for more than 20 years.

In Diyarbakir's basalt-walled historic center of Sur, children swim in the fountain in Anzele park and play with toy guns around the ruined neighborhoods - an imitation of the past year's fighting - but few other signs of joy are visible.

Earlier this month 11,285 teachers were suspended from their jobs by the government for allegedly supporting the PKK, and throughout the city there is talk of loss, even if it is just of property or position.

Among the areas not razed by the state, the damage is most severe in parts of the city where support for the Kurdish nationalist movement is strongest, such as the Lalebey neighborhood or the aptly named Savas (war) neighborhood in eastern Sur.

In the eastern half of old Diyarbakir, the houses that remain standing have green crosses painted on the doors to mark that they have been searched by the police. Most have been expropriated by the state, but if not, the damage inside is usually enough to mean residents can't return.

GOVERNMENT TAKEOVER

The Sur municipality building near the western wall is encircled by a police barricade. On September 11, Turkey's Interior Ministry announced that it was taking direct control of 25 local government municipalities in the southeast, including Sur municipality, removing the elected city mayors, and replacing them with Interior Ministry-appointed trustees.

The government has accused the municipalities, all 25 of which were run by Kurdish Democratic Regions Party (DBP) candidates, of financially supporting



Houses in the Sur district of Diyarbakir are marked with green crosses to signify that they have been searched by police



Mehmet Ocalan greets supporters after delivering the first message in 18 months from his brother, imprisoned PKK chief Abdullah Ocalan

the PKK.

But the move has not gone down well in Diyarbakir. The city authorities were elected with big majorities, and in nearby provinces, the state trustees have had Kurdish-language signs taken down from municipal buildings and have hung Turkish flags from the windows.

Every night there are protests against the takeover across the city.

"This isn't lawful. It's only possible because there is a state of emergency in Turkey, and what we have here are occupation forces taking over the democratically elected local governments in the Kurdish areas," said Ramazan Tunc, chief adviser to DBP's co-president Kamuran Yuksek, who is currently imprisoned in pretrial detention.

"Of course [the Peoples' Democratic Party], the DBP, and the PKK are ideologically the same, but despite what the Turkish state says, that's a mainstream political position in Kurdistan," Tunc told DW.

"They have had a long time to investigate this matter and have produced no evidence whatsoever of corruption or siphoning municipal funds to the PKK. Where are the prosecutors saying this? Where are the judges? Produce the evidence if there is any," he said.

LOOKING FOR AN ANSWER

On Monday, for the first time since the conflict restarted, a message was carried to Diyarbakir from Abdullah Ocalan, the widely followed founder of the PKK, who is currently imprisoned on an island in the Sea of Marmara, where he has been held in isolation since April of last year.

Expectations were high when Ocalan's brother Mehmet arrived to a hero's welcome at the DBP's headquarters in Diyarbakir, with chants of "victory through resistance."

But despite the chants, Ocalan's address disappointed many in lacking a change of course or a definite proposal for action.

"If the state was sincere, this many people would not have to die," Mehmet Ocalan said, quoting his brother. "Let the state send two of its men to Imrali and we can solve this problem within six months. This is a blind war; let the bloodshed and tears stop."

Many in attendance were looking for more after 18 months of enforced silence from Ocalan during the time the war raged.

"The key point is that Ocalan is safe and in good condition and that the movement declares it is ready to negotiate an end to the conflict," said one DBP official when asked for an explanation. "Oh, and that we will continue the struggle." ■

Refugees stream out of Turkey as E.U. deal falters

BODRUM, TURKEY

BY CEYLAN YEGINSU

The number of Syrians and others fleeing Turkey for Greece is growing rapidly once again as an agreement reached months ago to curb the flood of refugees into Europe seems to be on the verge of collapse.

Until recently, the deal between Turkey and the European Union, meant to contain the worst migrant crisis faced by the Continent since World War II, seemed to be working quite well. Departures plummeted, and the pressure on European leaders from far-right politicians opposed to migration appeared to ease.

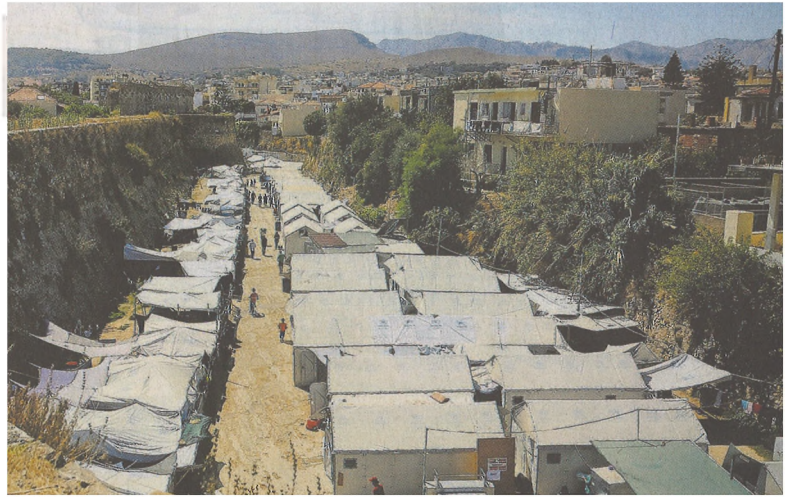
But that has started to change. More than a thousand migrants, including Syrians, Afghans, Pakistanis and Iraqis, arrived in Greece last week, nearly double the number the previous week, according to the United Nations High Commissioner for Refugees. That is still far below the roughly 1,700 arriving in Greece every day at the height of the crisis last year, but far more than the 50 arrivals a day in the relatively placid months after the deal was reached.

It is not clear why the number of migrants is rising now. Many of them have lived in Turkey for some time and considered making a life there, difficult though that may be, particularly after hearing of the billions of dollars in aid promised by Europe in the deal, assistance that now seems threatened.

For some, it may be the realization, after several months, that their dream of reaching Europe is still within reach because the Greek authorities are not, as promised, sending many Syrians back to Turkey. For others, it might be a matter of simple economics: From a peak of roughly \$1,500 a person, the cost of the trip has dropped lately to as little as \$500. It could be the approach of winter weather.

But clearly, with acrimony between Turkey and Europe rising since the Turkish government responded to a failed coup with widespread purges, the migrant deal is looking increasingly shaky, and Europe faces the prospect of a renewal of a crisis that has already roiled its politics.

Trying desperately to prevent that, European officials have engaged recently in a flurry of diplomacy with



A camp for migrants and asylum seekers on the Greek island of Chios this month. More than 1,000 refugees arrived in Greece last week, nearly double the number the previous week.

Turkish leaders. The European Union's foreign policy chief, Federica Mogherini, and its enlargement commissioner, Johannes Hahn, visited Ankara last week, the highest-level European leaders to travel to Turkey since the failed coup.

Ms. Mogherini said the two sides had agreed to "talk more to each other and a little less about each other."

The discord is raising hopes among a host of Syrians and others whose plans were sidetracked when the deal was cinched in March. The other day, one of them, a Syrian named Mohammad Ibrahim, drank tea in the shade of a palm tree on the Turkish coast and looked longingly at Greece, visible across a narrow stretch of the Aegean Sea. He was waiting to meet up at night with smugglers who would help him across the waters.

Like many Syrians, he said he had realized that one of the main provisions of the agreement — that migrants who risk their lives on the sea are to be sent back to Turkey — was rarely enforced.

"This agreement is only on paper," said Mr. Ibrahim, 44, who is from the war-torn Syrian city of Aleppo. "In practice, they aren't sending us back to Turkey like they said they would. So now it is time to go."

Under the deal, the European Union pledged more than \$6 billion to improve the lives of the more than three million Syrians living in Turkey. It also agreed to renew negotiations for Turkey to join the bloc, a prospect that appears dimmer than ever given the tensions between the two sides since the coup attempt.

Turkish leaders feel that Europe should have stood in solidarity with Turkey at a difficult time rather than criticize the crackdown on tens of thousands of people the government said were followers of Fethullah Gulen, the reclusive

cleric whom the Turks accused of leading the revolt.

Even before the coup, Europe had been criticized for ignoring Turkey's crackdown on freedom of expression,

and the growing authoritarianism of President Recep Tayyip Erdogan, in order to contain the migrant crisis. After the coup and the purges that followed, it found itself in an even tougher position.

"Instead of unequivocally condemning the coup and supporting the elected government's efforts to bring the putschists to justice, Europe chose to attack Turkey's leaders for holding the would-be junta accountable for their crimes," Ibrahim Kalin, Mr. Erdogan's spokesman, wrote in a recent column titled "Brussels, You've Got a Problem."

The main issue threatening to derail the deal is the one that is perhaps most important to Turks: visa-free travel to Europe for Turkish citizens. Turkish leaders have said that visa-free travel should be approved by October, or the deal is off. But in exchange, Turkey is supposed to narrow its broad anti-terrorism laws to put them in line with European standards, something it has shown no appetite for.

Turkey cites the many security threats it faces, including Kurdish militants waging war in the southeast; the Islamic State, which has carried out numerous bombings in Turkey; and disciples of Mr. Gulen.

All along, Mr. Erdogan has threatened to unleash a new flood of refugees if the European Union fails to live up to its side of the deal. "The European Union is not behaving in a sincere manner with Turkey," he said recently in comments published by the French newspaper *Le Monde*.

On Monday night, Mr. Ibrahim, a carpenter from Aleppo who was wounded this year in fighting there, tried to go to Greece with his family but was unable to do so because of bad weather. He said that he would try again on Tuesday, and that once he arrived, he would try to make it to Germany by bribing police officers and border guards along the way.

"We are waiting to leave with 40 other people," he said. "God willing, we will arrive safely."

A Russian-Iranian axis

Vali R. Nasr

WASHINGTON The partial cease-fire in Syria's civil war is welcome news. But it must not be allowed to obscure a dangerous new development — the emergence from the war of a Russian-Iranian military axis that could upset hopes for stability in the Middle East, and for containing Russia's global ambitions, into the future.

The extent of Russian-Iranian cooperation was signaled last month, when Russia used an Iranian air base to bomb targets in Syria. American officials dismissed the event as unsurprising and tactical, and some Iranian officials said Russia's access was for a "one-time antiterrorism operation." But a spokesman for Iran's foreign ministry attached the words "for now" to his announcement that the access "is finished," clearly leaving room for repetition.

In fact, a Russian-Iranian bond for military cooperation is rapidly forming, based on a meeting of interests between Russians competing with the West for strategic influence throughout the Middle East, and Iranian hard-liners seeking to dominate local and regional politics.

In recent decades, only America and its allies had unbridled license to use a base in one Middle Eastern country to attack targets in another. Russia has now drawn a parallel with that capability, and some Iranian commanders have hinted that joint Iranian-Russian naval exercises and Russian use of

Iranian naval bases in the Persian Gulf may follow.

The United States and Russia are nowhere near a new Cold War. Still, America has every interest in discouraging Russia's and Iran's impulses to ally themselves in rivalry with the West. If such an alliance took the form of a military-backed common front, it would guarantee a more intractable Iran, projecting power in the Middle East even as an assertive Russia tried

Moscow's use of an Iranian air base to bomb Syria is a sign of a broad new threat to Mideast stability.

to restore its sway along its own rim.

Russia and Iran share a resentment that America can block their expansive ambitions. So they seek each other's support. They

have collaborated on managing Central Asia and the Caucasus since the Soviet Union collapsed in 1991. This summer, their presidents together visited Baku, Azerbaijan's capital, signaling unity in their influence in the Caucasus.

During Syria's civil war, they have shared intelligence and coordinated military planning, and Russia has supplied advanced surface-to-air missiles to Iran. Shortly before Russia intervened in Syria a year ago, Gen. Qassim Suleimani, who commands the Islamic Revolutionary Guards' Quds force, was in Moscow. Over the past two years, American and Arab officials have told me, the Revolutionary Guards have assembled diverse Shiite fighters, from Lebanese Hezbollah members to volunteers from Iraq, Iran and Afghanistan, into a force of tens of thousands in Syria. They are gaining battlefield experience under Revolutionary Guards command, and can be expected to survive the civil war as a regional asset available to any new Russian-Iranian axis.

To counter them, the United States has been increasing the sales of American weapons to Iran's regional rivals, led by Saudi Arabia. But this has backfired by giving Iran's hard-liners another reason to strengthen their military ties with Russia.

Escalating the contest for military supremacy, however, is just one approach to strategic policy. Another is to note that far from winning in Syria, Russia and Iran are merely doubling down in a desperate effort to keep Syria's much-hated president, Bashar al-Assad, in place. As long as that war continues with no victory near for anyone, neither Iran nor Russia gets closer to the economic lift and global inclusion that both of their populations crave.

That conundrum offers an opportunity for American policy. In Iran, the Revolutionary Guards and other hard-liners are not the only voices. President Hassan Rouhani and his foreign minister, Mohammad Javad Zarif, have staked their political fortunes on reaping prosperity from a new relationship with the West, and close Russian-Iranian military cooperation could only complicate that quest. Moreover, Iran's moderate voices are wary of closely aligning with Russia. They know its imperial aggression stripped Iran of territory in the 19th century, and

threatened to do so again in the 20th century. This could be a wedge between hard-liners and moderates.

Fortunately, it is still early in the game. First, the United States must move more effectively to end Syria's war. The cease-fire could be useful for this, but only if American diplomats insist on using the pause to open serious discussions toward a political settlement. They also must press Iran and its Arab neighbors to curb their regional rivalries, since those tensions only push Iran into Russia's corner. Distant as those goals seem now, they might become more attainable if Russia's president, Vladimir V. Putin, could be persuaded that a never-ending war and growing tension with the West will keep Russia from what it really needs to do: rebuild a multidimensional economy.

Similarly, to refute the logic of embracing Moscow, Iran's moderate politicians need to show Iranians economic results from the nuclear deal signed last year. So America should offer tangible economic gains in exchange for a firm Iranian commitment not to make its soil or ports available to Russia for military operations.

With diplomacy again at play in Syria's civil war, it behooves America to use the economic promise of the nuclear deal to boost the position of those who see Iran's future with the West, not the Kremlin.

VALI R. NASR, the dean of the Johns Hopkins School of Advanced International Studies, is the author of *"The Shia Revival: How Conflicts Within Islam Will Shape the Future."*

La route de Mossoul semée d'embûches

En préparation, la bataille pour reprendre la ville à Daech soulève des questions, dont celles du « jour d'après ».

ALAIN BARLUET  @abarluet

MOYEN-ORIENT Les préparatifs militaires pour reprendre Mossoul, fief de Daech dans le nord de l'Irak, se poursuivent. Depuis la chute, le 25 août, de la ville clé de Qayyarah, dernière cité tenue par Daech avant Mossoul, à soixante kilomètres plus au nord, les forces de sécurité irakiennes (FSI), appuyées par celles de la coalition, Américains et Français notamment, disposent d'une plateforme stratégique et logistique pour la bataille finale, prévue avant la fin de l'année. Proches de Qayyarah, deux bases militaires, dont une aérienne, sur lesquelles sont positionnés des militaires américains et français, ont permis d'accueillir tout récemment le renforcement décidé en juillet dernier par François Hollande, principalement un groupe d'artillerie composé de canons Caesar de 155 millimètres, puissants, mobiles et précis.

Mais la route de Mossoul est semée d'embûches. Non seulement les combats pour s'emparer de la ville s'annoncent ardu - Daech a dépêché des renforts depuis Raqqa, en Syrie - mais nombre de



Un convoi de peshmergas, des combattants kurdes, en route le 14 août en vue d'attaquer les villages tenus par Daech près de Mossoul. LAURENCE GEAI/SIPA



problèmes se profilent pour les étapes qui suivront. À Paris, les stratèges militaires et le ministre de la Défense sont préoccupés. « Nous constatons partout le recul de Daech. Le "fond de carte" est positif et notre dispositif se met en place avec nos partenaires », se félicite Jean-Yves Le Drian. Toutefois, ajoute-t-il, « certaines difficultés apparaissent au fur et à mesure que nous avançons ».

Que faire des djihadistes capturés ?

Le mois prochain, le ministre de la Défense se rendra sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, parvenu en Méditerranée orientale. En octobre également, M. Le Drian réunira à Paris ses homologues de la coalition, comme il l'avait fait en mars, afin de faire le point sur les opérations et envisager les suites de la bataille. « Nous nous posons déjà les questions de l'"après-Mossoul", confirme Jean-Yves Le Drian.

Parmi les défis majeurs, la gouvernance de la province de Ninive et la sécurité

dans sa ville principale, qui comptait naguère deux millions d'habitants. De passage à Paris, la semaine dernière, le ministre de la Défense britannique, Michael Fallon, faisait part des priorités de la coalition : « Faire coïncider le calendrier militaire et l'agenda politique » et rassurer la population sunnite sur les lendemains de la prise de la ville, où les règlements de compte risquent

d'être nombreux. La problématique politique est au cœur des futures opérations, comme l'illustre la question kurde. Le 7 septembre, le président de la région du Kurdistan, Massoud Barzani, était dans le bureau de Jean-Yves Le Drian, muni comme à l'accoutumée de ses cartes d'état-major. Sur le plan militaire, Français et Kurdes sont en phase, assure-t-on. En revanche, le chef des combattants kurdes a répété qu'il voulait un accord avec Bagdad avant de s'engager dans la bataille de Mossoul. Or, sans peshmergas, difficile d'envisager les opérations...

Le dispositif humanitaire, pour faire face aux besoins des populations, constituera un autre chantier pour le « jour d'après ». Quant à la question de savoir

quoi faire de Daech, de ses forces résiduelles et de ses combattants « éparpillés », il s'agit d'un défi majeur. Parmi eux, quelque 680 Français sont actuellement dans les rangs de l'« État islamique ».

Pourraient-ils être considérés comme des prisonniers de guerre ? De qui seraient-ils prisonniers ? Faudra-t-il envisager des conventions d'extradition ? Autant de sujets sur lesquels planchent les juristes de la Défense. À Paris, on ne fait pas mystère que la phase opérationnelle suivante visera Raqqa, la « capitale » de

Daech en Syrie. Mais sur quelles forces pourra-t-on compter pour mener cette autre bataille ? Certes, la « sécurisation » par la Turquie de la frontière syrienne permet de fermer la porte aux combattants étrangers. On redoute toutefois que le rouleau compresseur déclenché par l'armée turque contre les combattants kurdes, notamment ceux du PYG, ne dissuade ces derniers, comme d'autres éléments de la résistance syrienne, de s'engager dans l'assaut contre Raqqa. ■

680
Français
dans les rangs
des djihadistes

Despite peace talk and cease-fire countdown, Syria's conflicts deepening

BEIRUT, LEBANON

5-year-old war continues to surprise, as sides find brutal ways to gain edge

BY ANNE BARNARD

On the swirling battlefield in Syria in the past month alone, Turkey has sent in tanks, incendiary bombs have charred children and whole towns have been emptied in surrender deals that could change the country's demographics.

All that is a stark reminder that for all the talk of diplomacy from Geneva, the war has been accelerating and shape-shifting, as unpredictable as it has ever been in its five and a half years.

Hours after the United States and Russia announced, with great fanfare, a cease-fire to start Monday in Syria, an airstrike hit holiday shoppers in insurgent-held territory on Saturday, just another day in the government's Russian-backed air war.

The war's myriad combatants met the diplomatic developments with skepticism, as government warplanes pounded multiple areas, killing at least 85 people; insurgents declared new offensives; and Turkish tanks — which plunged for the first time into Syria just weeks ago — rolled along the border.

While the world's attention has been diverted by elections and refugee crises, the underlying realities of the conflict in Syria have largely been forgotten. But the conflict there not only has not slowed, it is intensifying and growing more volatile, with more players diving in with conflicting interests and shifting allegiances.

Many of the players — especially President Bashar al-Assad and his allies, Russia, Iran and Hezbollah — are scrambling as the clock runs out on the tenure of President Obama, who has made clear that he will not significantly shift his Syria policy. A new president could, theoretically, usher in a more active American role in the conflict.

As the combatants rush to establish facts on the ground, often using brutal means, they could irrevocably shape Syria's future and constrain the choices of peacemakers and warmakers alike — in ways at least as notable as the Russian-American deal, which is fraught with flaws and caveats and has at best tepid buy-in from the Syrian combatants.

These are just a few of the moves regional players have made recently — trends that could slow if the cease-fire takes hold, or continue if it collapses or is not well enforced.



A young rescue worker carrying a boy who was wounded during airstrikes on the Syrian town of Douma. The United States and Russia announced on Saturday a cease-fire in the country.

- Turkey is laying electric wires across the Syrian border to power villages it recently helped seize, a step toward establishing the “buffer zone” it has long wanted to house Syrian refugees and fend off Syrian Kurdish militants.

- Syrian Kurdish groups, angry at the Turkish incursion that blocked their ambitions of uniting territory along the border, have declared that they are moving ahead with plans to draw up a constitution for a federal semiautonomous area. The Turks, and the Syrian Arab rebels they back, consider that a provocation.

- The Syrian government is forcing surrenders from besieged rebel towns near the capital, Damascus, and busing residents hundreds of miles to insurgent territory, in what its opponents are calling ethnic cleansing.

- Those surrenders have been extracted in part after intensified aerial attacks with incendiary weapons, barrel bombs and suspected chlorine gas produced a stream of horrific images. In one strike in Homs Province, a woman's body was pancaked between the roof and ceiling of her house. In another, two children's bodies were completely charred.

- Rebels in the city of Aleppo have continued to indiscriminately shell populated government areas, most recently killing a doctor, many of whose patients were Syrians displaced from pro-opposition areas.

- Russia has been conducting airstrikes to help government forces encircle rebels in Aleppo and killing insurgents who could mount a counteroffensive. It did not agree to the cease-fire until the siege had been established.

- Speculation is growing in the region that Turkey, which supports the rebels, has agreed to a potentially game-changing side deal with Russia: The Syrian government gets Aleppo, and Turkey gets a nod to crush Kurdish aspirations — moving ahead with or without the United States despite American ties to the Kurds, Aleppo rebels and Turkey alike.

In this ad hoc, fast-moving chess game, the outlines of an informal soft division of Syria into spheres of influence is continuing to take shape: a Turkish-sponsored rebel enclave in the north, Kurds restricted to the northeast, the Iran- and Russian-backed government in control of Damascus and the coast, and Hezbollah controlling large strips of territory bordering Lebanon.

The one thing the government and many of its opponents have always agreed on is that they oppose the division of Syria. But their foreign backers, pursuing their own interests, may insist on a de facto partition.

“In a global and regional proxy war, it may not be up to them anymore,” said Ibrahim Hamidi, a Syrian journalist with the Hayat newspaper. “Syria is gone.”

Others, like the Syrian economist Jihad Yazigi, say an informal division may be the best foundation for eventually putting Syria back together.

But in the short term, civilians are suffering as combatants adopt increasingly brutal tactics in the rush to shape the battlefield. The United States says its new deal with Russia will sharply reduce deaths from airstrikes by grounding the Syrian Air Force over much of

the country, but the deal's impact has yet to be tested.

In Aleppo in the last month, hospitals have been hit 13 times and ambulances eight times. Rebel shelling has at times been intense as well; a third of the 160 children killed in a one-month period this summer were in government territory.

In the run-up to the cease-fire deal, the government pushed for new gains, apparently with Russian support. Russia even walked back a near-complete cease-fire deal around Aleppo last weekend when it became clear that government forces were about to make an important advance, according to opposition representatives briefed on the negotiations, who requested anonymity because of the talks' sensitivity.

But the United States has leaned hard on rebel groups it supports not to make new advances around Aleppo, and American-backed rebels in southern Syria

have been quiescent for months on the orders of American, Jordanian and allied backers because the Americans believe any offensives would upset the talks.

That has aided the Syrian government's strategy of squeezing rebels out of the suburbs around Damascus, not far from the Jordanian border. The way things are going, say diplomats, analysts and humanitarian workers, by the time Mr. Obama is gone, the non-Islamic State opposition groups could be reduced to besieged or isolated pockets.

That would leave them little hope of regaining enough leverage to force the power-sharing deal that is nominally the American goal. It would set up a situation closer to the endgame that Mr. Assad wants and that Russia in practice has seemed to support: something approaching military victory, without any underlying political compromise.

The Syrian government is apparently

planning to use a mix of lethal pressure and local deals to subdue most of the insurgency, leaving only a choice between Mr. Assad's continued rule and the Islamic State militant group.

But without any political deal, that seems unlikely to bring full stability, with a low-level insurgency likely to continue.

The government forces are fragmented and dependent on help from Russia, Iran, Hezbollah and Iraqi Shiite militias, as well as Syrian pro-government militias with foreign and private backers. A victory over the rebel groups could merely set the stage for a new round of infighting.

Reporting was contributed by Hwaida Saad from Beirut; Karam Shoumali and Ceylan Yeginsu from Istanbul; Maher Samaan from Paris; David E. Sanger from Geneva; and an employee of The New York Times from Damascus, Syria.

REUTERS

Turkey kills four Kurdish militants in north Iraq: army sources

Tue September 20, 2016 | REUTERS

TURKISH ARMED forces shelled a Kurdish militant target in northern Iraq on Tuesday and killed four rebels, military sources said.

The Turkish army regularly conducts cross-border air operations against the Kurdistan Workers Party (PKK) in Iraq's mountainous north, where the rebels are based. The PKK took up arms against Turkey in 1984.

The sources said unmanned aerial vehicles determined the shelling also wounded a fifth PKK fighter and destroyed weapon depots in an area across from Turkey's Sirnak province, which borders the semi-autonomous region of Iraqi Kurdistan.

Iraqi Kurdish authorities, as well as central government officials in Baghdad, have slammed Turkey for such cross-border activities against the PKK in the past, saying it violates the country's territorial sovereignty.●

RUDAW

September 21, 2016

HDP delegation asks Barzani to relaunch Turkey-PKK peace process

By Rudaw.net / 21/9/2016

Kurdish President Masoud Barzani welcomed Selahattin Demirtas, co-chair of the People's Democratic Party (HDP), in Erbil Wednesday. Photo: HDP Twitter

Kurdish President Masoud Barzani welcomed Selahattin Demirtas, co-chair of the People's Democratic Party (HDP), in Erbil Wednesday. Photo: HDP Twitter

ERBIL, Kurdistan Region—A delegation from Turkey's pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) has asked the President of the Kurdistan Region Masoud Barzani to "relaunch the peace process" in Turkey, a statement from the Kurdish presidency's office said.

"Demirtas...said they are looking for president Barzani to start his efforts again to relaunch the peace process," read the statement, referring to the co-chair of HDP Selahattin Demirtas, who led his party's delegation and met with Barzani on Wednesday in Erbil.



Barzani told the delegation he is ready to play his role regarding the peace process in Turkey, according to the statement from his office.

The war between Ankara and the Kurdistan Worker's Party (PKK) was reignited last summer, ending two years of peace negotiations aimed at finally resolving the

decades-old conflict.

Barzani told the HDP delegation that the Kurdish nation has been divided between countries against its will, but has fought to preserve its identity.

"We have now reached the stage of maintaining our achievements, and pushing forward our

nation's cause, and to do that we need peace, not war," Barzani said, according to the statement.

Demirtas said the Kurdish nation has suffered tremendously for the last 100 years at the hands of their respective countries, he said in a press conference following the meeting. But he warned that the Kurdish nation cannot place all the blame on their enemies alone.

"We should criticize ourselves, too," he said while complaining about the lack of unity between Kurdish parties in all four parts of Kurdistan, referring to the Kurdistan Region in northern Iraq, East Kurdistan or Rojhelat in Iran, West Kurdistan or Rojava in Syria, and North Kurdistan in Turkey.

Demirtas also said that his party does not represent only Kurds, but maintained that they would work to achieve the "full rights" of the Kurdish people.

Tweeting in English, HDP said its delegation and Barzani discussed "solidarity among Kurds." ■

Turquie: le « contre-coup d'État » s'intensifie

Depuis le putsch raté du 15 juillet, le président Erdogan profite de l'état d'urgence pour élargir le « nettoyage ».



Le président Recep Tayyip Erdogan (au centre) lors des cérémonies de la fête de la Victoire, le 30 août à Ankara. DEPO PHOTOS/ABACA

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

TURQUIE « C'est une grâce d'Allah », se félicitait presque Recep Tayyip Erdogan, la nuit de la tentative de putsch. Le chef d'État turc avait déjà compris le « cadeau » que lui avaient fait les putschistes du 15 juillet. Visiblement déconnectés des réalités du pays, ils comptaient sur le ralliement du commandement de l'armée, d'une partie de la rue et de l'opposition. Ils n'ont rien eu de tout cela, mais ont offert au président les moyens - et, aux yeux de nombreux Turcs, la légitimité - d'une répression inédite contre ses ennemis.

À ce jour, 4 600 soldats ont été exclus de l'armée et près de 100 000 employés écartés de la fonction publique. Plus de 40 000 personnes ont été arrêtées ou incarcérées - militaires, policiers, magistrats, professeurs mais aussi journalistes. La plupart sont soupçonnés d'appartenir à la communauté de Fethullah Gülen. Cet imam de 75 ans résidant aux États-Unis est l'instigateur désigné du soulèvement raté. Le gouvernement turc exige son extradition.

Dans sa reconquête de l'État contre ce qu'il appelle « la structure parallèle », Erdogan ne s'en remet pas seulement aux « grâces d'Allah ». Il dispose d'une arme redoutable : l'état d'urgence. Décrété pour 90 jours (jusqu'au 19 octobre), il peut être prolongé et le sera probable-

ment jusqu'en janvier 2017, souffle-t-on dans les rangs du parti au pouvoir. Ce régime d'exception autorise le Conseil des ministres, présidé par le chef de l'État, à gouverner par décrets-lois. Un seul de ces textes suffit à congédier des dizaines de milliers d'employés de l'État, « sans qu'il soit besoin d'une décision de condamnation ». Huit décrets-lois ont déjà été publiés, élargissant le « nettoyage » à tous les membres présumés « d'organisations terroristes », dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui profite de la confusion pour redoubler ses attaques dans le Sud-Est anatolien.

Percée sur la scène internationale

« C'est une question de vie ou de mort », répète le gouvernement, engagé dans une « guerre totale contre le terrorisme », où les mesures d'exception s'installent dans la durée et la normalité. Le 8 septembre, le ministère de l'Éducation a limogé près de 11 500 enseignants pour leurs liens supposés avec le PKK, du jamais-vu en trente-deux ans de guerre contre le groupe armé kurde. Vingt-huit mairies, accusées de soutenir le PKK ou l'imam Gülen (pour quatre d'entre elles), ont été placées sous tutelle de l'État. Dans le même temps, les quotidiens d'opposition relaient chaque jour les plaintes de fonctionnaires qui se disent sanctionnés à tort - souvent par dénonciation. Le

vice-premier ministre Nurettin Canikli a reconnu « entre 3 et 5 % d'erreurs ». Beaucoup plus, affirme l'opposition.

À mesure que Tayyip Erdogan mène son « contre-coup d'État » - selon l'expression du politologue Ahmet Insel - il provoque l'effritement de l'étrange consensus né le 15 juillet. L'opposition s'était soudée derrière lui, y compris le parti prokurde (HDP) - aussitôt mis au ban car accusé d'être une vitrine du PKK. Ces derniers jours, les sociaux-démocrates du CHP multiplient les rappels à l'ordre. « Nous refusons l'opportunisme. Enfermer toute l'opposition au prétexte de l'état d'urgence n'est ni juste, ni crédible », a fustigé Kemal Kılıçdaroglu, chef du CHP. Lequel attend désormais d'Erdogan et de son parti (AKP) qu'ils rendent des comptes pour avoir, pendant une décennie, ouvert les portes de l'État aux réseaux de l'imam Gülen. « La seule chose qui fragilise Erdogan, c'est cette question : jusqu'où aller dans la purge güleniste ? S'il va très loin, il lui faudra aussi purger en grande partie les cadres de l'AKP », estime Ahmet Insel.

C'est ce moment d'incertitudes et de tensions qu'a choisi le président turc pour faire une percée sur la scène internationale, et entrer de plain-pied dans le conflit syrien. Depuis le 24 août, dans le nord du pays, des chars, des avions et des soldats turcs - en appui de rebelles syriens - affrontent les djihadistes, mais aussi les milices kurdes du PYD, la branche locale du PKK soutenue par les États-Unis dans son combat contre Daech. « Nous devons montrer notre présence dans la région. Sinon, Daech, le PKK, le PYD s'y planteront », a martelé Erdogan, annonçant que la Turquie souhaitait participer à la reconquête de Raqqa, le fief de Daech en Syrie. Il lui faudra toutefois s'entendre avec deux acteurs autrement plus puissants : la Russie de Vladimir Poutine, avec lequel il vient à peine de se réconcilier ; et les États-Unis, soucieux d'arbitrer le conflit qui menace de dégénérer entre leurs alliés turcs et kurdes. ■

La guerre infernale d'Ankara contre le PKK

ATTENTAT meurtrier contre le QG des forces antiémeutes de Cizre, explosion d'une voiture piégée à Van, attaque contre un convoi transportant le chef du parti laïque d'opposition CHP, découverte d'explosifs près du tombeau de la mère d'un membre de l'AKP, le parti au pouvoir...

À l'ombre du putsch raté, et plus d'un an après la rupture de la trêve, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la violence. À Ankara, c'est la fermeté qui prime, au risque d'aggraver la spirale, et de détruire toute option politique pacifique pour la résistance kurde.

L'offensive anti-PKK, menée par les forces de sécurité turques dans le sud-est du pays depuis l'automne 2015, s'accompagne d'une campagne contre le parti de gauche prokurde HDP (Parti démocratique des peuples), accusé d'être la vitrine politique de la guérilla. Le député Selahattin Demirtas, et coprésident du parti, vit aujourd'hui avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête, risquant de perdre son immunité parlementaire, et donc de finir la prison.

Plus récemment, 24 maires HDP ont été mis à pied « pour cause de

terrorisme » (une décision qui concerne également quatre mairies tenues par des proches du mouvement de Fethullah Gülen, accusé d'être derrière la tentative de putsch). En cette rentrée scolaire, quelque 11 500 enseignants ont aussi été suspendus pour des liens présumés avec le PKK.

« Aucune partie ne peut gagner cette guerre. Il est temps de faire cesser les larmes et le bain de sang »

ABDULLAH OCALAN, CHEF DU PKK

Cet engrenage est à replacer dans le contexte régional. Inspiré par l'autonomisation des Kurdes de Syrie, le PKK recourt aujourd'hui contre le gouvernement aux mêmes méthodes que ses cousins de l'YPG (les Unités de protection du peuple) contre Daech : utilisation d'engins explosifs télécommandés, attentats suicides... Ankarâ, pour qui l'émergence d'une région autonome kurde à sa frontière constitue une véritable ligne rouge, a pour sa part

saisi l'occasion de la guerre contre l'EI pour déployer ses tanks chez le voisin syrien et repousser, par la même occasion, ses ennemis kurdes. C'est dans ce contexte de surenchère que les autorités turques ont fait, lundi, une mini-concession à la guérilla kurde, en autorisant Abdullah Ocalan à recevoir la visite en prison de son frère. Une première depuis octobre 2014.

À cette occasion, le chef du PKK emprisonné sur l'île d'Imrali a signalé qu'il estimait que le conflit entre la rébellion kurde et Ankara, « si l'État (turc) était prêt pour ce projet », pourrait « finir en six mois, et que le précédent processus (de paix) n'était pas complètement effacé. » « Aucune partie ne peut gagner cette guerre. Il est temps de faire cesser les larmes et le bain de sang, c'est ce qu'il a dit », a précisé Mehmet Ocalan, son frère.

Un appel à la paix pour lequel nombre d'observateurs ne se font néanmoins guère d'illusions. Bien qu'adulte, Abdullah Ocalan a perdu, en partie à cause de son isolement, toute forme de pouvoir décisionnel sur le parti, aujourd'hui piloté depuis le mont Qandil (nord de l'Irak) où se trouve la direction militaire du PKK. ■ D. M.



16 septembre 2016

A Tel Abyad, des drapeaux US hissés pour empêcher une invasion turque

16.09.2016 — fr.sputniknews.com

Face à la menace d'une invasion turque, les Américains ont hissé leurs drapeaux à Tel Abyad, ville syrienne située à la frontière avec la Turquie et contrôlée par les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), selon un porte-parole des Kurdes syriens.

Les Américains ont hissé des drapeaux US dans plusieurs endroits de Tel Abyad afin de prévenir une éventuelle attaque turque qui pourrait être menée par des commandos de l'Armée syrienne libre (ASL) contre cette ville syrienne située à la frontière avec la Turquie et contrôlée par les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), a raconté à Sputnik le représentant kurde.

« Selon nos services de renseignement, Ankara est en train de préparer une attaque contre Tel Abyad. D'après certaines informations, la Turquie arme les



tribus arabes de la ville, en les dressant contre la population kurde », a déclaré l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter qu'Ankara s'assignait pour objectif d'occuper Tel Abyad sous couvert d'une opération de libération de Raqqa des djihadistes de l'Etat islamique (Daech).

« Nous l'avons fait savoir à nos alliés américains dans la lutte contre Daech, et un représentant du commandement des Etats-Unis est arrivé à Tel Abyad. Il a ordonné d'hisser des drapeaux américains dans tous les points importants de la ville pour

prévenir une éventuelle invasion turque », a poursuivi le représentant du PYD, section syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'Ankara qualifie d'organisation terroriste.

Quoi qu'il en soit, interrogé par les journalistes, le porte-parole du Pentagone Peter Cook a affirmé ne pas être au courant de ce hissage de drapeaux et promis d'étudier la question pour faire toute la lumière sur la situation.

Les observateurs supposent que ces drapeaux seraient utilisés comme « bouclier ». ♦

With his grip secure, Assad smiles while Syria burns

BEIRUT, LEBANON

He denies responsibility for a war that's displaced half the country's people

BY BEN HUBBARD

On the day after his 51st birthday, Bashar al-Assad, the president of Syria, took a victory lap through the dusty streets of a destroyed and empty rebel town that his forces had starved into submission.

Smiling, with his shirt open at the collar, he led officials in dark suits past deserted shops and bombed-out buildings before telling a reporter that — despite a cease-fire announced by the United States and Russia — he was committed “to taking back all areas from the terrorists.” When he says terrorists, he means all who oppose him.

More than five years into the conflict that has shattered his country, displaced half its population and killed hundreds of thousands of people, Mr. Assad denies any responsibility for the destruction.

Instead, he presents himself as a reasonable head of state and the sole unifier who can end the war and reconcile Syria's people.

That insistence, which he has clung to for years even as his forces hit civilians with gas attacks and barrel bombs, is a major impediment to sustaining a cease-fire, let alone ending the war.

The new cease-fire, less than a week old, is already tenuous. On Saturday, the United States acknowledged carrying out an airstrike that killed Syrian government troops in eastern Syria. Attacks have resumed across the country, and aid meant for besieged residents of Aleppo, Syria's largest city, is still stuck at the Turkish border.

Mr. Assad has become a central paradox of the war: He is secure and kept in place by foreign backers as his country splinters, although few see the war ending and Syria being put back together as long as he stays.

Although he remains a pariah to the West, and scores of militant groups continue to fight to oust him, even his opponents acknowledge that he has navigated his way out of the immediate threats to his rule, making the question of his fate an intractable dilemma.

The rebels are unlikely to stop fighting as long as the man they blame for the majority of the war's deaths remains. But fear of what might emerge if



A poster of President Bashar al-Assad in Damascus. Mr. Assad is kept in place by foreign backers as his country splinters, but few see Syria being put back together as long as he stays.

Mr. Assad is ousted has deterred many Syrians from joining the insurrection and may have helped prevent countries like the United States from acting more forcefully against him.

The result has been a crushing stalemate. Mr. Assad's standing as leader of Syria is diminished — and yet stable.

“The problem is that he cannot win, and at the same time he is not losing,” said Samir Altaqi, the director of the Orient Research Center in Dubai. “But at the end of the day, what is left of Syria? He is still the leader, but he lost the state.”

Indeed, recent events give the impression that Mr. Assad has succeeded in muddling through, without being held accountable.

August came and went with little mention of the anniversary of the chemical attacks by his forces that killed more than 1,000 people in 2013.

Turkey, a key backer of the rebels, dropped its demand that he leave power immediately, and the United States has stopped calling for his removal.

And the day before Mr. Assad's birthday on Sept. 11, for which his supporters created a fawning website, the United States and Russia announced a new cease-fire agreement with surprising

“He cannot win, and at the same time he is not losing.”

benefits for Mr. Assad.

Besides making no mention of his political future, the agreement brought together one of his greatest foes, the

United States, with one of his greatest allies, Russia, to bomb the jihadists who threaten his rule.

Years ago, few assumed that Mr. Assad would join the ranks of the world's bloodiest dictators.

Self-effacing and educated as an ophthalmologist, he had not planned on a political career but was summoned from London by his father and predecessor, Hafez Assad, when the heir apparent, Bashar's elder brother, Bassel, died in a car accident in 1994.

After Bashar succeeded his father as president in 2000, many hoped he would reform the country. But those hopes dwindled, evaporating entirely with the start of the Arab Spring uprisings in 2011, when Mr. Assad sought to quell initially peaceful protests with overwhelming violence.

The conflict escalated from there.

Despite widespread opposition to his rule, a combination of factors has enabled Mr. Assad to persevere, analysts say.

His foes have remained divided and have failed to convince many Syrians, especially religious minorities, that they would protect their rights or run the country better than Mr. Assad.

As continuous battles have ground down his forces, Mr. Assad has been the beneficiary of significant military support from Iran, Russia and Lebanon's Hezbollah — aid much more significant than what the United States and its allies have given the rebels.

And the rise of jihadist organizations like the Islamic State and the Qaeda-affiliated Nusra Front, recently renamed the Levant Conquest Front, have led

many Syrians and some of Mr. Assad's international opponents to conclude that he is the lesser evil. While he may be brutal to his people, the thinking goes, he does not directly threaten the West.

His victory tour on Sept. 12 showcased the desolation of the town of Daraya, a longtime rebel stronghold whose remaining residents were bused out last month after an extended siege by government forces.

In videos released by the Syrian government, Mr. Assad arrived in town driving his own car, a silver Subaru; fidgeted through a sermon praising him for protecting Syria; and performed prayers for the Muslim Eid al-Adha holiday.

Then, as martial music played, the camera jumped between images of the area's destruction and scenes of Mr. Assad leading a determined entourage through town.

A reporter stopped him for questions, and Mr. Assad spoke in soft tones about reconciliation and reconstruction. He mocked his foes as "rented revolutionaries," a dig at their foreign backing, and laughed at his turn of phrase.

His entourage got the cue and laughed as well.

For many Syrians, the message was clear.

"He is a man who wanted to show all Syrians that this would be their luck if they opposed him," said Murhaf Jouejati, the chairman of the Day After organization, which aims to prepare Syrians for a democratic future.

Malik Rifai, an antigovernment activist from Daraya now displaced to northern Syria, said he felt numb watching Mr. Assad walk the streets of his empty hometown, but shared a video of a flock of birds that had flown over as residents were leaving. He interpreted it as a sign that they would return, he said.

"Those birds were a deep message from heaven, whereas Bashar's presence was just a parade, showing the muscles of a weak person," Mr. Rifai said in an online chat.

Mr. Assad's dark suits and calm tones have given him a public image more sophisticated than that of other Arab autocrats.

But analysts note many weaknesses in Mr. Assad's position.

After years of war, he holds less than half of Syria's territory and his forces are depleted, making it hard for them to seize and hold new areas.

Military aid from Iran and Hezbollah on the ground and from Russia in the skies has held off rebel advances, but they have also made him more dependent on foreign powers looking out for

their own interests.

Diplomats who track Syria say that while Iran remains committed to Mr. Assad, the Russians could negotiate him away if their interests were protected.

And signs of Russian displeasure with Mr. Assad have occasionally surfaced.

In June, Sergei K. Shoigu, the Russian defense minister, visited Syria apparently without informing Mr. Assad that he was coming — a major embarrassment for a president who speaks often of national sovereignty.

"A pleasant surprise!" a beaming Mr. Assad said in a video of the meeting. "I did not know that you were coming in person."

But Mr. Assad still has significant support in areas he controls, including among many Syrians who want the war to end and see no alternative to his rule.

"If God gives him life, I see that he'll be president until Syria comes back the way that it was," said Bouchra Al-Khalil, a Lebanese lawyer who meets regularly with Syrian officials and knows Mr. Assad.

She dismissed the idea that the violence of Mr. Assad's government would make Syrians reject him after the war.

"People love their homeland," she said. "All that hate and aggression will go away in the end."



September 21, 2016

Erbil-Baghdad have 'agreed to solve' all disputes, Kurdish president says

rudaw.net — 29/9/2016

BAGHDAD, Iraq - Following a meeting with the Iraqi prime minister in Baghdad on Thursday, Kurdistan Region President Masoud Barzani said that Erbil still maintained relations with Iraq and that both sides sought to solve all disputes through dialogue and understanding.

"The Kurdistan Region looks at its relations with Baghdad with strategic depth," Barzani told reporters in a joint press conference with Iraq's Prime Minister Haider al-Abadi.

"With the PM (Abadi) we have agreed to solve the disputes, especially economic and oil and gas and seek a better solution for all them all," he added.

Barzani arrived in Baghdad Thursday at the head of a top level delegation consisting of senior leaders of five Kurdish political parties for talks with the Iraqi premier and other political leaders.

At the press briefing, Barzani said he congratulated Iraqi troops and Peshmerga forces for their recent victories against "terrorists" of

the Islamic State (ISIS) and that "all other areas still under their control will soon be liberated, too."

Iraqi PM Abadi said he welcomed Barzani "to Baghdad the capital of all Iraqis" and that his government worked "for the prosperity of all Iraqis from Zakho to Fao," using a local term that refers to the territorial integrity of Iraq from its Kurdish north to the southernmost point of the country.



Kurdish President Masoud Barzani (left) with Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi.

The Kurdish president has made very few visits to the Iraqi capital since the overthrow of Saddam Hussein's regime in 2003 and therefore Thursday's visit was considered groundbreaking and crucial for mending the breakdown of relations between Erbil and Baghdad.

His visit comes ahead of a looming offensive against the Islamic State (ISIS) in Mosul, in which Iraqi and Kurdish forces have agreed to

cooperate.

Muthana Amin, a Kurdish MP in the Iraqi parliament told Rudaw that he believed Barzani's visit would benefit the Kurdistan Region and may end a series of crises that were caused by his refusal to deal with the Iraqi central government.

"There have been a number of ongoing crises between Erbil and Baghdad and we as other parties have always believed that Barzani staying away from Baghdad has harmed the people of Kurdistan and their source of livelihood," Amin said. "This has created problems that neither Barzani and his party want, nor the people of Kurdistan. Now that he has returned to Baghdad, it is something we all welcome, and better late than never."

Amin said that among the main topics of talks between Barzani and Iraqi leaders were "Iraq's budget, which we in parliament expect to receive next week."

"The delegation will not get into its details but they will be given an outline and policy of the new budget," he added. "The second is the Kurdish independence referendum which Mr. Barzani is pursuing and he must bring it up there." ■

AFP

Turquie: le chef emprisonné du PKK Öcalan, "en bonne santé", se dit prêt à discuter avec Ankara (famille)

Diyarbakir (Turquie), 12 sept 2016 (AFP)

LE CHEF de la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, incarcéré sur l'île-prison d'Imrali, est "en bonne santé" et se dit prêt à soumettre "des propositions" à Ankara pour que cessent les combats, selon des propos rapportés lundi par son frère.

"Nous avons des propositions. Si l'Etat turc est prêt à les entendre, nous pourrions mener à bien les discussions et les concrétiser en six mois" pour que le "sang cesse de couler", a fait valoir Abdullah Öcalan, selon des propos rapportés au cours d'une conférence de presse par son frère Mehmet, qui a pu lui rendre visite dimanche.

La résurgence des combats entre les rebelles kurdes et l'exécutif turc, depuis la fin d'un fragile cessez-le-feu il y a un an, ont fait des centaines de morts en particulier dans le sud-est de la Turquie, région à majorité kurde.

"Si cet Etat turc avait été sincère, le problème aurait été résolu, et tant de gens ne seraient pas morts", a estimé celui que la rébellion kurde surnomme "Apo".

"Cette solution ne peut être unilatérale", a fait valoir Abdullah Öcalan, ajoutant que c'est "surtout à l'Etat que revient cette responsabilité". "Si l'Etat fait un pas, le problème sera résolu", a-t-il affirmé.

Les autorités turques ont autorisé Mehmet Öcalan à rendre visite à son frère dimanche, une décision motivée par la célébration lundi de la Fête du sacrifice (Aid al-Adha). Celui a assuré qu'Abdullah Öcalan "est en bonne santé" alors que nombre des soutiens du leader de la guérilla kurde s'en inquiétaient depuis plusieurs semaines.

Après ces déclarations, une cinquantaine de militants de la cause kurde, dont des députés, ont mis fin à une grève de la faim entamée la semaine dernière à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, pour protester contre le manque d'informations concernant le leader kurde.

Ces déclarations surviennent quelques heures après l'explosion d'un véhicule piégé à Van (est de la Turquie), qui a fait plusieurs dizaines de blessés et dont la responsabilité a été imputée aux rebelles du PKK.

Détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali au large d'Istanbul, Abdullah Öcalan n'a pas été autorisé à recevoir la visite de ses avocats depuis que le cessez-le-feu entre le PKK et les forces de sécurité turques a pris fin il y a un an. Sa famille, quant à elle, ne l'avait pas vu depuis le 6 octobre 2014, selon plusieurs médias turcs.

Le conflit entre rébellion kurde et forces armées turques a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. ●

AFP

Turquie : trois soldats turcs tués dans des combats avec les rebelles kurdes du PKK (agence)

Istanbul, 17 sept 2016 (AFP)

TROIS SOLDATS TURCS ont été tués samedi matin dans des combats avec les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est du pays, non loin de la frontière avec l'Irak, a annoncé l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Les combats ont éclaté dans le village d'Agacdibi, de la province d'Hakkari, après que "les forces de sécurité ont riposté aux tirs des membres de l'organisation terroriste séparatiste", a indiqué le bureau du gouverneur, cité par l'agence Anadolu.

Quatre soldats turcs ont été blessés, a ajouté le gouvernorat, précisant que les

opérations pour chasser les militants du PKK se poursuivaient.

Au cours d'une visite dans la province d'Agri (est de la Turquie, le Premier ministre Binali Yildirim a martelé que les opérations militaires pour évincer le PKK se poursuivraient "sans pause", selon des images diffusées à la télévision turque.

La Turquie, et ses alliés occidentaux, considèrent le PKK comme une "organisation terroriste".

La résurgence des combats entre les rebelles kurdes et l'exécutif turc, depuis la fin d'un fragile cessez-le-feu il y a un an, ont fait des centaines de morts en particulier dans le sud-est de la Turquie, région à majorité kurde. Depuis 1984, ce conflit a fait plus de 40.000 morts. ●



24 September 2016

PDKI claims to have killed 10 Iranian soldiers

Ari Khalidi - 24 September 2016
<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan24) – The Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) claimed on Saturday to have killed at least 10 soldiers of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) last week.

A statement released on the PDKI website said clashes between Kurdish forces and IRGC soldiers erupted on the evening of Sep. 18, in the Mukrian region of Iranian Kurdistan (Rojhilat).

Mukrian is a Kurdish name for the southern areas of the West Azerbaijan Province.

According to the statement, the clashes between Kurdish fighters and Iranian soldiers took place in the villages of Qabrihusein and

Pirdanan until the following morning.

The PDKI said among the 10 Iranian soldiers killed two were commanders.

"Unfortunately, Rahim Abdollahnejad, a brave Peshmerga who was severely injured during the clashes, lost his life today," read the statement. "The Peshmerga forces buried Abdollahnejad in Eastern Kurdistan."

Founded in 1945 by the iconic Kurdish leader and President of the short-lived Kurdistan Republic Qazi Muhammad, PDKI, a secular and social democratic party, has for decades been fighting for Kurdish autonomy and rights in Iran.

The PDKI reignited a conflict with the Islamic Republic of Iran in June this year, 20 years after their silencing of weapons in 1996 for the sake



A group of Kurdish PDKI Peshmerga fighters climbs a mountain in an undisclosed area in Iranian Kurdistan. (Photo: PDKI website)

of not jeopardizing Kurdish gains in Iraq.

The fighting in the last three months had seen dozens of Kurdish Peshmerga fighters and Iranian soldiers killed in rural and mountainous areas of Rojhilat.

In response, Iran has repeatedly shelled border areas in the Kurdistan Region where PDKI has bases, causing displacement and panic among the local civilian population. ◆



moyen-orient

Turquie. Les islamistes et l'État de droit

La guerre entre groupes islamistes qui secoue la Turquie se fonde certes sur des divergences d'interprétation de la religion. Mais vise surtout l'accapement d'un État aux pouvoirs illimités.

—Al-Monitor Washington

La tentative de coup d'État en Turquie a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la nation. Les disciples du [prédicateur islamiste exilé aux États-Unis] Fethullah Gülen, considéré comme étant derrière ce coup d'État [qui a échoué en juillet] par la plupart des groupes politiques et des camps idéologiques, sont devenus des "ennemis de l'intérieur". Cette situation a bien sûr des conséquences assez inquiétantes, car elle conduit à une campagne de diabolisation et de punition collective, alors que la communauté Gülen comprend de nombreuses personnes innocentes ignorant l'aspect sombre du groupe. Comment maintenir un État de droit dans cette atmosphère de psychose face à une profonde menace ?

Les médias regorgent de débats sans fin sur la question de savoir si la "trahison güleniste" est le fruit des croyances excentriques de ce culte ou découle de problèmes plus profonds, partagés par d'autres communautés religieuses musulmanes en Turquie. Ceux que l'on appelle communément les "modernistes" orchestrent une partie du débat. Ce sont des intellectuels, pour la plupart des professeurs de théologie, qui ont une conception réformiste de l'islam. Pour eux, le problème posé par les gülenistes provient de leur croyance en un sauveur d'inspiration divine, d'une culture d'obéissance aveugle à un maître religieux et d'une interprétation ésotérique de l'islam qui conduit à voir des signes mystiques partout. Les modernistes soulignent que d'autres communautés religieuses de Turquie, comme les ordres soufis, partagent de telles

"croyances superstitieuses".

Mustafa Cagrici, l'ancien grand mufti d'Istanbul, professeur de théologie islamique et chroniqueur du journal *Karar*, plutôt favorable au Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), fait partie des intellectuels qui soutiennent une telle approche. Il a récemment écrit un article controversé sur le besoin de remise en question des communautés religieuses musulmanes. Il y soutient que de nombreuses communautés, et pas seulement les gülenistes, croient à des notions telles que le *mahdi* (le sauveur qui viendra à la fin des temps), qui n'existent pas dans le Coran. Ces mythes, écrit-il, "sont nés d'informations religieuses déformées au fil des siècles".

D'un autre côté, on trouve des islamistes plus traditionalistes qui stigmatisent les modernistes. Parmi eux, une voix se fait

Les traditions sunnites qui rejettent tout individualisme et rationalisme

particulièrement entendre, c'est celle de Yakup Kose, chroniqueur de *Star*, journal du noyau dur pro-Erdogan, qui a écrit un article intitulé "Qui va contrôler les facultés de théologie ?" Selon lui, le problème ne provient pas du courant dominant incarné par la tradition sunnite, mais des gülenistes, qui s'en sont écartés. Aux yeux de Yakup Kose, les racines du mal sont à rechercher chez des réformistes musulmans du XIX^e siècle comme [le Persan] Jamal Al-Din Al-Afghani ou [l'Égyptien] Mohamed Abduh, "qui prétendaient tous renouveler l'islam". Le chroniqueur pointe également du doigt le "dialogue

œcuménique" des gülenistes avec les chrétiens, qu'il considère comme la preuve de leur hérésie. Pour lui, la vraie solution consiste à débarrasser les facultés de théologie de tous ces modernistes qui s'écartent des "fondements de la foi" de l'islam sunnite.

Centralisé et autoritaire.

Pour contribuer modestement à ce débat, permettez-moi de dire que je suis certes d'accord avec les modernistes : les problèmes théologiques que l'on a pu observer au sein de la communauté Gülen sont vraiment ancrés dans les traditions sunnites qui rejettent tout individualisme et rationalisme et prônent l'obéissance et le mysticisme. Une forte croyance dans l'apocalypse (nous avons besoin d'un sauveur car nous sommes à la "fin des temps") est également un problème très répandu parmi les différents groupes islamiques, qui considèrent tous leur propre leader comme le sauveur tant attendu.

Mais il convient d'introduire un autre facteur dans le débat : la nature de l'État turc. La République turque a été conçue, dès son origine en 1923, comme l'antithèse d'un gouvernement à l'action limitée. C'est un Léviathan qui contrôle de façon centralisée toute l'administration, les forces de sécurité, le monde de l'éducation (universités comprises), les fondations, et qui pèse même de tout son poids sur les médias et l'économie. Face à un État aussi puissant, centralisé et autoritaire, quasiment tous les groupes sociaux cherchent à l'influencer, voire à s'en emparer.

C'est pourquoi la tentative de coup d'État des gülenistes n'est qu'un incident parmi d'autres dans une longue série de batailles politiques acharnées depuis un

"Comment faire en sorte que l'État turc soit moins un objet de convoitises et moins dévorant"

siècle. C'est également pourquoi la Turquie a connu précédemment quatre coups d'État militaires, sans parler de nombreuses tentatives avortées. C'est enfin pourquoi créer un "cadre" à l'intérieur de l'État a constitué un objectif national visé par presque tous les groupes (les kémalistes, les nationalistes, les gauchistes, les droitiers, les sunnites ou les alévites).

L'un des observateurs les plus avisés de la Turquie, l'universitaire installé à Londres Ziya Meral, cerne à merveille la véritable cause du mal quand il définit la tentative de coup d'État de juillet comme "un autre épisode de la rivalité pour prendre le contrôle de l'État dans l'histoire de la Turquie". La question que doit se poser le pays au final, c'est, selon lui, "comment faire en sorte que l'État turc soit moins un objet de convoitises, qu'il soit moins ouvert au profit lié à une charge et moins dévorant, mais qu'au contraire il serve tous les citoyens de façon égale, recrute et nomme ses agents en fonction du mérite, agisse dans le respect des lois, affranchi de la domination de quelque clique que ce soit ?"

En d'autres termes, le problème n'est pas seulement lié à l'islam, mais à l'identité turque - pas seulement à la religion, mais à un système politique et à une culture. Les Turcs auraient besoin de discuter sérieusement et de manière constructive tous ensemble. Malheureusement, il n'y a que très peu de place pour un tel dialogue dans la Turquie actuelle.

—Mustafa Akyol
Publié le 2 septembre

Syrie : la trêve vole en éclats

Damas a annoncé la fin de « la période de cessez-le-feu », alors que Washington et Moscou s'écharpent.



Des femmes syriennes marchent dans un quartier détruit de Homs. L. BESHARA/ AFP

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT La trêve s'est officiellement terminée lundi soir à 19 heures. Entré en vigueur, il y a une semaine, le cessez-le-feu s'est érodé au fil des jours, et la bavure samedi de la coalition internationale conduite par les États-Unis, qui a tué plus de 80 soldats syriens, pris pour des djihadistes, au sud de Deir ez-Zor l'a encore fragilisée. D'autant que peu après l'aviation syrienne ripostait, frappant des rebelles dans la région d'Alep, la grande ville du nord de la Syrie, tuant au moins 32 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). En fin d'après-midi, Damas a annoncé la fin de « la période de cessez-le-feu ». Le secrétaire d'État américain John Kerry a rejeté lundi sur la Russie une partie de la responsabilité de l'échec, tout en plaidant pour poursuivre le dialogue avec Moscou. Une réunion des puissances mondiales et régionales doit se tenir mardi à New York.

« Il faut attendre la réunion mercredi du Conseil de sécurité de l'ONU au cours de laquelle John Kerry et Sergueï Lavrov (les chefs de la diplomatie américain et russe, NDLR) devaient se prononcer sur cette

question », affirme au Figaro une source onusienne. Selon ce diplomate, « les groupes rebelles sont plus que réticents à un cessez-le-feu, mais in fine ce seront Américains et Russes qui trancheront ». « Cette trêve n'a plus de sens », plaide lundi un responsable militaire russe à Moscou estimant à

« Les groupes rebelles sont plus que réticents à un cessez-le-feu, mais in fine ce seront Américains et Russes qui trancheront »

UNE SOURCE ONU SIENNE

« 302 » le nombre de violations du cessez-le-feu par les anti-Assad. Malgré la mort des 80 soldats syriens et les accusations échangées entre les deux parrains de cette trêve qui chancelle, Moscou semble tenir à la poursuite d'un calme relatif en Syrie.

« Les Russes veulent en profiter pour redéployer leurs forces et celles de leurs alliés syriens contre Daech », assure un expert qui a ses entrées à Damas. « Ils l'avaient déjà fait en mars après la première trêve qui leur permit de reprendre Palmyre. Et puis,

ajoute notre source, les Russes veulent aussi éviter l'usure de leurs troupes en cas d'escalade de la violence. » C'est justement ce que semble préparer l'insurrection anti-Assad, laquelle n'a jamais cru à une cessation des hostilités. La trêve « a pratiquement échoué et est terminée », confie à l'agence Reuter Zakaria Malahifji, du groupe Fastaqim, influent à Alep. « À très court terme, les factions vont lancer des opérations », ajoute-t-il, tandis qu'un autre chef rebelle du nord de la Syrie assure que « la trêve ne peut pas continuer ».

Dès samedi, avant la frappe américaine contre l'armée syrienne, Vladimir Poutine accusait les insurgés de profiter du répit pour « se regrouper ». Autour de la route de Castello, par laquelle une vingtaine de camions de l'ONU doit acheminer de la nourriture aux assiégés d'Alep, les rebelles ne se sont pas retirés, tandis que l'armée syrienne continue d'entraver ces convois, exigeant de contrôler les camions. Résultat : cette aide tant attendue par 250 000 habitants d'Alep reste bloquée. Lundi soir, l'OSDH a affirmé qu'une vingtaine de camions « stationnés devant le siège du Croissant-Rouge à Ouroum al-Koubra », dans la région d'Alep ont été visés par des raids.

En cas de prolongation de la trêve, Russes et Américains devront convaincre chacun de leurs alliés d'honorer cette partie de l'accord de cessez-le-feu, signé il y a dix jours. Et cela, avant de passer à la deuxième étape de leur arrangement : le lancement d'une coopération militaire entre Moscou et Washington pour frapper ensemble Daech, mais aussi et surtout le Front Fatah al-Cham, l'ex-Front al-Nosra, qui s'est officiellement séparé d'al-Qaida. « Si les Russes tiennent autant à la prolongation de cette trêve, c'est parce que cette deuxième étape est le point crucial de l'accord qu'ils ont passé avec les États-Unis », estime l'expert. Cette seconde étape prévoit l'ouverture d'un centre opérationnel commun en Jordanie pour partager du renseignement avant de frapper les djihadistes. Mais « pour Moscou, analyse l'expert, casser avec les Américains, l'ex-Front al-Nosra, c'est surtout détruire le plus puissant groupe rebelle après Daech ; ce serait un gain énorme pour les Russes. » ■

Mysterious American Flags In Northern Syria Were Planted By U.S. Troops, Pentagon Says

Since the flags were spotted in Kurd-controlled territory last week, Turks and Kurds have squabbled about their origins.

Akbar Shahid Ahmed Foreign Affairs Reporter, The Huffington Post
Sophia Jones Middle East Correspondent, The WorldPost
www.huffingtonpost.com / September 20, 2016

WASHINGTON — U.S. forces operating in northern Syria raised American flags in the region last week, a Defense Department spokesman told The Huffington Post on Monday.

The revelation comes after theories about the flags have been circulating on social media for days, as observers of politics in the tense region — where Kurds, Arabs and Turks all connected to the U.S. are competing for power — guessed at the provenance of the stars and stripes.

One school of thought suggested that Syrian Kurdish forces, which are key U.S. partners in the fight against Islamic State militants but terrorists in the eyes of U.S. ally Turkey, raised the flags to fake a U.S. presence in their territory. Another said that U.S. special forces raised them while visiting Kurd-controlled territory to avoid becoming collateral damage in one of the occasional Turkish attacks on the Syrian Kurds.

The new Pentagon statement puts one of those theories to bed. Asked specifically about the American flags spotted flying over the town of Tal Abyad, U.S. Army Maj. Josh Jacques, a U.S. Central Command spokesman, said, “I can confirm last week that U.S. forces operating in northern Syria used flags to denote their positions.”

And the U.S. is not permitting any other groups — including the Syrian Kurds — to fly the U.S. flag, according to Col. John Dorian, a spokesman for the campaign against the self-described Islamic State.

The need for damage control over the seemingly minor incident is a reminder that as the Obama administration tries to secure a nationwide ceasefire so that the various actors involved in Syria can focus on ISIS, it may ignore concerns that actually drive those players — and could lead to continued conflict for years to come.

While Turkey and the Syrian Kurds are both battling ISIS, the Turks say the Kurdish forces are just as dangerous as the radical Islamists because of their links to a violent Kurdish insurgency inside Turkey. Turkey encourages Syrian Arab groups to take a similar line, despite the fact that many Arabs and Kurds share the larger goal of unseating Syrian dictator Bashar Assad. On Monday, Turkey’s ambassador to the United Nations, Mehmet Ferden Carikci, called on the organization to investigate the Syrian Kurdish fighters for alleged human rights abuses.

Media close to the Turkish government made it immediately clear that Ankara was unhappy about the sighting of the flags in Kurd-controlled territory. Turkish sources presented the event as an example of Kurdish overreach — a way to exaggerate the Syrian Kurds’ ties with Washington, and a deliberate deception.

That portrayal has turned out to be inaccurate. Instead, sources close to the Kurdish militia, the YPG, appear vindicated. Before the Pentagon shared its statement, one activist with close ties to the Syrian Kurdish leadership told HuffPost that U.S. forces were present in the town and raised the flags to prevent potential bombardment by Turkey, echoing a narrative popular in pro-YPG social media.

Kurdistan24, an outlet based in Iraqi Kurdistan, used a Kurdish name to refer to the town where the flag was spotted and published multiple stories suggesting that U.S. forces there were worried about Turkey’s behavior. In one story, a YPG official was quoted saying the Americans wanted to monitor their treaty ally — a striking claim given that the Americans and Turks are partners in NATO and have a history of military cooperation. In



Anadolu Agency via Getty Images

another, the outlet quoted unnamed U.S. officials who had suggested to CNN and Hurriyet, a Turkish paper, that American forces suffered firing from Turkey. Both Pentagon spokesmen that HuffPost contacted declined to comment on that claim this week.

The U.S. has struggled to satisfy both its partners. While it agrees with Ankara on calling the Kurdish movement in Turkey, the PKK, a terrorist organization, it describes the chief Kurdish militia in Syria, the YPG, as distinct from that group.

“It’s a complicated and crowded battlefield,” Dorian said. “We understand that in order to be successful we’ll have to manage all these operations. Sometimes partners have interests that aren’t aligned.”

The flag drama carries echoes of an earlier controversy connected to the U.S.’s blossoming relationship with the Syrian Kurds. In May, photographs published in major media outlets showed American special forces in northern Syria wearing uniforms bearing the YPG insignia. Turkey lambasted the U.S. government, calling it “two-faced.”

The flag incident is even more complex because it suggests an American acceptance of the status quo in the town where the sighting took place. Kurdish forces have controlled Tal Abyad since June 2015. Though they liberated the town from ISIS, their rule there has been controversial because of its effect on thousands of local Arabs. Syrians who fled the region because of fighting between ISIS and the YPG told HuffPost they were wary of ethnic discrimination from the Kurds, and a VICE News investigation months later found that many chose to remain in Turkish refugee camps. Amnesty International has accused the YPG of forcibly displacing Arabs in regions they have captured during the Syrian civil war and said that amounts to war crimes.

Alienating Arabs, the majority ethnic community in Syria, would make getting anything done there more difficult for the U.S. Still, Syrian Arab forces skeptical of the YPG have long complained that Washington is ignoring their grievances. The Arab groups, many of whom have ties to Turkey, say they do not trust the Kurdish militia because of its behavior toward Arabs and because it has had a cold truce with Syrian dictator Bashar Assad’s regime in some areas.

The YPG say they have clearly indicated they want Assad’s rule to end, in large part because of his continuing crimes against Syrian Kurds, and that they are willing to work with Arabs as long as they disavow →

⇒ fundamentalist thinking rooted in Islam. They note that thousands of Syrian Arabs live in the Kurd-run region of Syria, Rojava, and are involved in its politics and its defense.

The U.S. tried to soothe these tensions last year by encouraging the YPG to join with some Arab forces in a new organization called the Syrian Democratic Forces, but many dismiss the alliance as a front for Kurdish ambitions. Last week, video emerged that appeared to show Syrian rebels in the northern Syrian town of Al-Rai threatening to "slaughter" U.S. special forces as they pulled out of the town in heavily armed vehicles. The rebels had slammed the Americans for supporting the YPG, according to Charles Lister, a senior fellow at the Middle East Institute.

Despite these tangles, the U.S. is only getting more involved in the region and trying to maintain ties on all sides. American officials announced last week that some 40 U.S. special forces would be tasked to work alongside Turkish forces on the ground in Syria, to aid an operation Turkey has launched to create a zone that is controlled by neither ISIS nor the YPG.

Announced less than a month after the latest direct clash between Turkey and the Syrian Kurds, this plan means that there will soon be U.S. forces on both sides of this cold peace. (Hundreds of U.S. special forces are already embedded in Kurd-controlled territory.)

The U.S. had negotiated a quasi-truce between the two forces that held for months, with the understanding being that the Turks would leave the Kurds alone as long as they remained on the eastern side of the Euphrates river and did not expand their presence into largely Arab areas west of the river.

But the Kurds argue that they need to have access to that western side to be able to reach a small Kurdish enclave in northwestern Syria that is otherwise surrounded by unfriendly forces. They have made incursions into the region since January of this year, angering Turkey because it says it cannot tolerate a Kurdish corridor all along the Turkey-Syria border that could eventually be used for attacks on the Turkish state. These worries are a prime reason for the current U.S.-backed Turkish operation in Syria.

Dorian, the anti-ISIS campaign spokesman, acknowledged that there's a quandary the U.S. has yet to resolve. But he couldn't offer a solution just yet.

"When we have to be flexible because something doesn't go as planned, we'll have to figure out how to get everyone refocused on the unifying principle: nobody wants Daesh in Syria and Iraq except Daesh." ♦



Syrie: la Turquie prête à participer à la bataille de Raqa si les Kurdes sont tenus à l'écart ((Erdogan)

Ankara, 25 sept 2016 (AFP)

LE PRÉSIDENT RECEP TAYYIP ERDOGAN a affirmé dimanche que la Turquie serait prête à participer à une opération militaire menée par les Etats-Unis pour déloger le groupe Etat islamique (EI) de son fief de Raqa en Syrie, à condition que les milices kurdes syriennes ne participent pas à l'offensive.

"Si les Etats-Unis lancent une offensive sur Raqa avec le YPG (Unités de protection du peuple kurde) ou le PYD (parti kurde syrien), alors la Turquie ne prendra pas part à cette opération", a déclaré M. Erdogan à plusieurs journalistes dans l'avion qui les ramenait de New York.

Toutefois, "s'ils ne mettent pas dans cette affaire le PYD et le YPG alors il est évident que nous pourrions mener ce combat avec les Etats-Unis", a-t-il ajouté, cité par le quotidien Hürriyet.

Pour la Turquie, le PYD et sa branche armée, le YPG, sont le prolongement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en conflit depuis 1984 avec l'armée turque et considéré par Ankara comme une "organisation terroriste".

En marge d'un déplacement aux Etats-Unis à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, Recep Tayyip Erdogan a accusé vendredi les Américains d'avoir livré "deux avions d'armes" aux rebelles kurdes en Syrie.

Selon le président turc, le vice-président américain Joe Biden a déclaré ne pas être au courant d'une telle livraison.

Washington a riposté en précisant n'avoir jusqu'à présent fourni d'armes qu'à la composante arabe des FDS (Forces démocratiques syriennes), coalition arabo-kurde qui a repris récemment à l'EI la ville stratégique de Minbej.

Mais, les autorités américaines ont ajouté qu'elles envisageaient d'en fournir aussi à la composante kurde de cette force, les YPG, si celle-ci devait participer à une éventuelle offensive contre Raqa.

La Turquie a lancé une offensive militaire "Bouclier de l'Euphrate" le 24 août pour chasser de sa frontière les jihadistes de l'EI et les rebelles kurdes.

M. Erdogan a estimé que ce serait une "honte" que la Turquie et les Etats-Unis ne parviennent à battre les 10.000 jihadistes de l'EI actuellement présents en Syrie, selon des chiffres que le leader turc a avancés. ●

LE FIGARO

26 SEPTEMBRE 2016

10 soldats turcs tués dans 2 attaques du PKK

Par lefigaro.fr avec AFP

Istanbul, 26 sept 2016 (AFP) — Dix membres des forces de sécurité turques ont été tués et sept autres ont été blessés lundi dans deux attaques attribuées aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, selon la presse.

A Uludere, dans la province de Sirnak (sud-est de la Turquie), six soldats ont été tués et un septième blessé "lors d'un échange de tirs avec le

PKK" près d'un point de contrôle aux abords d'une prison, a rapporté en fin d'après-midi l'agence de presse Dogan.

La région de Sirnak, frontalière de l'Irak, est le théâtre d'affrontements réguliers entre la rébellion du PKK et l'armée turque.

Plus tôt dans la journée, quatre soldats turcs ont été tués et six autres blessés dans une attaque attribuée au PKK, cette fois dans la région de Mardin (à l'ouest de Sirnak).

"Deux soldats et deux gardiens de

village (recrutés pour combattre les rebelles kurdes) ont été tués, et six autres personnes ont été blessés dans une attaque à la bombe survenue dans la province de Mardin", selon l'agence progouvernementale Anadolu.

"Une bombe dissimulée par les terroristes du PKK sur la route reliant Kiziltepe à Derik dans la province de Mardin a explosé au passage du véhicule des forces de sécurité", a précisé l'agence.

L'armée turque a entamé dans la

foulée une opération pour "retrouver les terroristes en fuite" dans la région de Mardin, a ajouté Anadolu.

Le PKK, considéré comme une "organisation terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, est en guerre depuis 1984 contre l'Etat turc. Les combats, qui ont fait plus de 40.000 morts, ont repris il y a un an après une fragile trêve de plus de deux ans.

L'armée turque a annoncé avoir "neutralisé huit membres du PKK" dimanche au cours d'une opération aérienne et terrestre menée dans la province de Hakkari, près de la frontière avec l'Irak.

Selon l'armée turque, 320 militants du PKK ont été tués dans cette province en quelques semaines, selon l'agence Anadolu. Un chiffre qui n'a pas pu être vérifié de source indépendante. ■

l'entretien

L'EXPRESS

lexpress.fr • n° 3403 semaine du 21 au 27 septembre 2016

PATRICK DESBOIS

LE SUPPLICE DES YÉZIDIS

C'est un livre poignant que cosignent le père Patrick Desbois et Costel Nastasie. *La Fabrique des terroristes. Dans les secrets de Daech* (Fayard), qui paraît le 28 septembre, explore un génocide d'aujourd'hui : celui des yézidis, petit peuple kurdophone que l'Etat islamique s'applique à anéantir en Irak.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE VIDALIE.

PHOTOS : FRANCK FERVILLE POUR L'EXPRESS

Les hommes en noir de l'Etat islamique [EI] violent, violent, massacrent les yézidis au nom, disent-ils, de l'islam. Pourquoi tant de haine ?

Les yézidis constituent une minorité confessionnelle au sein du peuple kurde. Leur religion, monothéiste et préislamique, emprunte à l'islam et au christianisme. Cela suffit à faire d'eux, aux yeux des soldats de l'EI, des hérétiques promis à la destruction. Les yézidis sont à Daech ce que les juifs et les Tsiganes étaient aux nazis : des peuples considérés comme inférieurs. Non seulement la domination totalitaire d'une population autorise meurtres, viols et pillages, mais, en prime, elle confère une illusion de supériorité et d'invincibilité au sein de l'espèce humaine. Les djihadistes se voient comme les *Übermenschen*, les surhommes, d'aujourd'hui. Ce génocide qui se déroule à cinq heures de vol de Paris comporte également une dimension utilitaire. Tout en éradiquant un peuple, ses traditions, sa mémoire et ses lieux, Daech engraisse sa machine de guerre : les yézidis sont dévalisés dès leur arrestation ; les femmes, vendues et revendues plusieurs fois, alimentant un très lucratif commerce d'esclaves sexuelles ; les jeunes garçons, quant à eux, sont entraînés pour devenir des combattants, terroristes ou kamikazes. Sexe, argent et pouvoir sont les trois piliers de Daech.

Votre livre s'appuie sur les témoignages d'une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants réfugiés dans

les camps du Kurdistan irakien. Tous ont échappé aux griffes de leurs géôliers. Comment cela a-t-il été possible ?

On ne s'enfuit pas des zones tenues par Daech. On est racheté. Des clans de la région négocient, à l'insu des djihadistes, la libération des yézidis et leur retour auprès de leurs par l'intermédiaire de passeurs. Les tarifs sont élevés : 15 000 dollars pour un garçon ; 25 000 pour une fille. Les familles doivent s'endetter. Et faire, parfois, des choix monstrueux quand plusieurs de leurs enfants sont captifs. Toutes les personnes que nous avons rencontrées avaient recouvré la liberté depuis moins d'un mois. Leur mémoire était encore fraîche, leurs souvenirs à vif.



« Les exactions contre les yézidis se déroulent selon un protocole précis qui ne laisse aucune place à l'improvisation »

Minibio

26 juin 1955 Naissance à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

Fin des années 1970 Prof de maths en Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso).

1986 Ordination.

1999-2016 Responsable des relations avec le judaïsme auprès de la Conférence des évêques de France.

2004 Fondateur de l'association Yahad-In Unum, qui répertorie les sites d'Europe orientale où juifs et Tsiganes ont été fusillés par les nazis entre 1941 et 1944.

2007 Porteur de mémoires. *Sur les traces de la Shoah par balles* (Michel Lafon).

2016 *La Fabrique des terroristes. Dans les secrets de Daech* (Fayard), avec Costel Nastasie.

Ils ont accepté de vous parler, à vous et à votre équipe, pendant des heures. Qu'est-ce qui vous a le plus marqué ?

Nous avons été frappés par l'organisation minutieuse et rationnelle des persécutions dont les yézidis sont victimes et auxquelles, souvent, leurs voisins et les autorités locales prêtent la main. Ces exactions se déroulent selon un protocole précis qui ne laisse aucune place à l'improvisation. Les téléphones, l'argent et les bijoux sont collectés dans trois sacs différents, puis les familles sont disloquées : s'ils refusent de se convertir à l'islam, les hommes et les garçons pubères sont exécutés, comme les personnes âgées ; les mères de famille sont vendues pour devenir des ser-

vantes ; les jeunes filles, parfois des fillettes de 12 ans, sont vouées à l'esclavage sexuel aux mains de « propriétaires » successifs ; les garçons, eux, rejoignent des camps d'entraînement. A chaque groupe son itinéraire, ses véhicules, ses lieux de détention. Nous avons été sidérés, aussi, par le sadisme et la sauvagerie des hommes du califat. Nous avons rencontré une jeune maman dont la petite fille de 8 ans a été violée par les gardes de leur prison. Une famille, aussi, dont les trois enfants ont été obligés de participer à une exécution : les deux petits garçons ont planté des couteaux dans les jambes du sup- ➤

► plicié, leur sœur aînée, âgée de 11 ans, lui a arraché les yeux. Comment s'étonner que ces gamins brûlent aujourd'hui les toiles de tente dans le camp où ils ont trouvé refuge ?

Les témoins racontent également comment les exécutions, filmées par les tueurs, sont soigneusement mises en scène, voire répétées...

Comme le faisaient, face aux caméras des unités de propagande nazie, les tireurs des *Einsatzgruppen* [NDLR : les commandos du III^e Reich chargés de la liquidation des juifs, des Tsiganes et des communistes dans les territoires occupés de l'est de l'Europe], les djihadistes filment égorgements et crucifixions. Grâce aux progrès de la technologie, leurs supports de communication sont multiples, de la simple vidéo tournée avec un téléphone portable et relayée instantanément sur les réseaux sociaux au film quasi professionnel, joué, rejoué, monté. Une ex-captive, Avine, a assisté à la mise à mort du pilote de chasse jordanien Maaz al-Kassasbeh, brûlé vif.

Elle nous a raconté les conditions de ce qui s'apparente à un véritable tournage. Le « cadreur » a fait répéter plus de 20 fois l'entrée du militaire dans une cage de fer, jusqu'à ce qu'il soit satisfait de la prise de vues. De nombreux spectateurs étaient présents et, pourtant, on ne les voit pas dans les images diffusées sur Internet. Le cameraman leur avait demandé de rester immobiles et silencieux, de ne pas crier « *Allahou Akbar !* » pour ne pas troubler son travail.

Les nazis massacraient systématiquement les enfants, juifs ou tsiganes. Les djihadistes ne le font pas. Quel rôle futur assignent-ils aux jeunes yézidies ?

Les bébés yézidies nés des viols à répétition subis par les jeunes prisonnières sont précieux : ils sont considérés non pas comme de futurs esclaves, mais comme des islamistes en puissance. Elevés dans des familles de membres de Daech, les garçons sont destinés à devenir des soldats ; les filles, des épouses, qui, à leur tour, engendreront des guerriers. Les jeunes garçons capturés, eux, rejoignent des camps d'entraînement, véritables fabriques de terroristes, où toute incartade est sévèrement punie. On leur rase la tête, on leur donne un nouveau nom, un uniforme vert et gris et un bandeau noir arborant la devise de l'EI : « Il n'y a de Dieu qu'Allah... » Le programme auquel sont soumis ces « lionceaux du califat » est un mélange d'endoctrinement, d'endurcissement physique et d'apprentissage du maniement des armes et des explosifs. Ils choisissent une spécialité : sniper, poseur de bombes, kamikaze, etc. Les meilleurs sont sélectionnés. Ils sont « envoyés à l'étranger », selon les responsables des camps. Sont-ils acheminés sur des lieux de combat ? Ces enfants aux traits occidentaux, parfois blonds, sont-ils destinés à commettre des attentats sur nos territoires ? Ces questions me hantent...

Le lavage de cerveau se révèle efficace, semble-t-il, puisque certains des jeunes garçons que vous avez rencontrés étaient « devenus Daech », comme ils disent...

Ces enfants nous ont raconté qu'ils devaient ingurgiter, chaque soir, des comprimés blancs qui les rendaient « forts ». S'agissait-il de ce qu'on appelle la « drogue des djihadistes » ou « captagon », ces amphétamines qui donnent un sentiment de toute-puissance ? Nous n'en savons rien, mais une chose est sûre : les gamins libérés éprouvent des symptômes de manque. Certains ont oublié leur identité yézidie, comme ce

petit de 7 ans qui ne parle plus qu'arabe. D'autres peinent à retrouver un comportement normal. Une mère nous a confié que son fils continuait à agir comme un membre de Daech : il insulte les yézidies et traite ses parents de *kouffar* [mécréants].

Sharmin, une jeune femme que vous avez interrogée, a dû accepter de travailler pour Daech. Est-ce fréquent ?

Sharmin, elle, a été obligée de se prostituer, enfermée et



attachée dans une chambre d'un hôtel de passe de Mossoul [en Irak]. Elle a été revendue trois fois, toujours dans la même ville, trois fois cloîtrée dans un bordel. Jusqu'à ce que son nouveau maître mette un terme à son calvaire. En contrepartie, elle a dû travailler dans ce qu'elle appelle un « atelier de terroristes » : un garage où, par dizaines, étaient préparées des voitures piégées – des Toyota blanches – dont des kamikazes prenaient le volant. Je pense que l'histoire de Sharmin n'est pas un cas isolé, loin de là. C'est le traitement que réservent les hommes du califat aux yézidies captives depuis longtemps – dix-huit mois dans le cas de cette jeune femme. Après avoir conduit leurs prisonnières aux limites du supportable, ils leur proposent d'arrêter le supplice

« Elevés dans des familles proches de Daech, les garçons sont destinés à devenir des soldats, les filles, des épouses »

à condition qu'elles deviennent, contraintes et forcées, des maillons actifs de la chaîne terroriste.

Au début de l'été, un rapport de la commission d'enquête des Nations unies sur les droits de l'homme en Syrie a dénoncé un « génocide » en cours contre les yézidies, comme l'ont fait auparavant le Parlement européen et les Etats-Unis. Pourtant, dites-vous, les coupables ne sont pas nommés...

Non, en effet. Quand on évoque le génocide des yézidies, on ne parle que des victimes. Jamais Abou Bakr al-Baghdadi, calife autoproclamé de l'Etat islamique, ni ses sbires ne sont désignés comme les bourreaux. Pourtant, les voix des femmes yézidies nomment les coupables. Voilà pourquoi le travail que nous accomplissons auprès des survivants n'a pas seulement une vocation mémorielle. Nous nous efforçons d'établir les faits de façon irréfutable, d'accumuler les témoignages et de rassembler des informations sur les responsables pour qu'un jour, peut-être, Al-Baghdadi et ses tueurs rendent des comptes devant la justice. Je refuse que, demain, les photographies du massacre des yézidies ornent les salles d'un musée. Les génocides ne doivent pas engendrer des expositions, ils doivent mobiliser la communauté internationale. Nous devons tout faire pour qu'ils cessent. Et tout mettre en œuvre pour que les responsables soient jugés. 📌

U.S. considers arming Syria Kurds

WASHINGTON

Shift could help battle against Islamic State but strain ties with Turkey

BY ERIC SCHMITT

The Obama administration is weighing a military plan to directly arm Syrian Kurdish fighters combating the Islamic State, a major policy shift that could speed up the offensive against the terrorist group but also sharply escalate tensions between Turkey and the United States.

The plan has been under discussion by the National Security Council staff at a moment when President Obama has directed aides to examine all proposals that could accelerate the fight against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. Mr. Obama has told aides that he wants an offensive well underway before he leaves office that is aimed at routing the Islamic State from Raqqa, the group's de facto capital in northern Syria.

Deciding whether to arm the Syrian Kurds is a difficult decision for Mr. Obama, who is caught in the middle trying to balance the territorial and political ambitions of Turkey and the Syrian Kurds, two warring American allies that Washington needs to combat the Islamic insurgency.

Directly providing weapons for the first time to the Syrian Kurds, whom American commanders view as their most effective ground partner against the Islamic State, would help build momentum for the assault on Raqqa. But arming them would also aggravate Mr. Obama's already tense relations with Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan. The United States and Turkey sharply disagree over Syria's Kurdish militias, which Turkey sees as its main enemy in Syria.

The plan has filtered up through the Pentagon's Central Command, which oversees American military operations in the Middle East. It calls for providing the Syrian Kurds with small arms and ammunition, and some other supplies, for specific missions, but no heavy weapons such as antitank or anti-air-

craft weapons. American officials note that the proposal has not yet been presented at the administration's highest levels for decision. White House officials declined to comment on it.

The review of the military plan comes as American commanders fear that their timetable to take Raqqa was set back after Turkey recently plunged into Syria with ground forces for the first time. The Turkish offensive cut off a crucial Islamic State supply route but also rolled back the territorial gains of Kurdish militias, who despite help on the ground from American Special Operations advisers have criticized the United States for allying with Turkey.

American commanders view the plan to arm the Syrian Kurds, whose population straddles the border with Turkey, as an incentive to keep them on board for the fight against the Islamic State. Asked if the recent volatile military and political situation around the Syrian-Turkish border had slowed the pace for taking Raqqa, Gen. Joseph L. Votel, the head of Central Command, said last week that it might have.

"We don't necessarily control the timeline ourselves," General Votel told a security conference here sponsored by the Institute for the Study of War.

Associates of General Votel say he has expressed much greater concern in private over maintaining momentum in the fight against the Islamic State, especially if the Syrian Kurds and Turkey continue to clash with each other.

General Votel said last week, "We have to play a leadership role on both sides" — Turks and Kurds — "and keep focus on the mission to defeat ISIS."

In the past two years the Pentagon has provided small arms, ammunition and other supplies to a group acceptable to Turkey — the Syrian Arabs, a minority in the Kurdish-dominated umbrella group that is fighting the Islamic State. About 350 resupply deliveries have been made by air or by land to the Syrian Arab militias, according to the American military command in Iraq.

But out of deference to Turkey, the United States has not directly armed the Kurdish fighters themselves.

Many analysts say the Pentagon's support to the Syrian Arabs is basically cover for aid to the Syrian Kurds, who

call the shots in the wider alliance, coordinate airstrikes with the United States, and are considered the most capable fighters. But arming the Kurds directly, even for just specific missions, would still be a significant shift practically and symbolically.

"If this happened, the fig leaf would disappear and it would be a very serious, contentious issue between the two countries," said Soner Cagaptay, a specialist on Turkey at the Washington Institute for Near East Policy.

Four senior American officials who have been briefed on the proposal discussed it on the condition that they not be identified because the plan is still under review. They all said that any direct aid to the Kurds would be one piece of a larger strategy to defeat the Islamic State in Syria.

One practical goal of the plan is to equip the Syrian Kurds after their spearheading of several fiercely fought battles against the Islamic State in the past several months, starting near Syria's border with Iraq to, most recently, the strategically important city of Manbij, where the terrorist group had established processing centers for hundreds of newly arrived recruits. The city was also a final way-stop for more seasoned fighters heading back to Europe through Turkey.

The Kurds have also recently lost one regular source of arms — the Syrian government — as a result of the political rapprochement between Turkey and Russia, and clashes between Kurds and Syrian Army troops.

Politically, the aid would also seek to assuage the hard feelings the Syrian Kurds have felt toward their American allies since the Turkish offensive into Syria, American officials said.

Just last week, American Special Operations forces arrived in northern Syria to work alongside Turkish troops combating the Islamic State, the Pentagon said on Friday, emphasizing that the approximately three dozen Americans would serve in an "advise and assist" capacity.

Anne Barnard contributed reporting from Beirut, Lebanon; Mark Landler from New York; and Helene Cooper from Washington.

EDITORIAL:

Fixing Syria, Step 1: Arm the Kurds

By Editorial Board / September 23, 2016
www.chicagotribune.com

It's hard for any entity involved in Syria's brutal five-year civil war to cite consistent stretches of success. President Bashar Assad would be on the ropes if it weren't for Russia's intervention. President Barack Obama's track record in Syria has been pockmarked with failure, and likely will leave a lasting stain on his legacy. Moderate rebel groups are fighting to survive. And the one group everyone wants out of Syria, Islamic State, has slowly, steadily been losing territory day by day, acre by acre.

One player in Syria, however, has been able to grow stronger and build on its battlefield victories. Syrian Kurds have expanded the territory they control in the northern part of the country, and have retaken from Islamic State key cities like Kobani and Manbij. As a result, the Kurds are in the best position to mount an offensive against Islamic State fighters in their de facto Syrian capital, Raqqa.

A victory over Islamic State in Raqqa, coupled with what the West hopes is an eventual ouster of the militant group from its biggest stronghold in Iraq, the northern city of Mosul, would deal a crushing broadside to the militant group's vision of a caliphate in the Middle East. The Islamic State would find itself on the run — hardly a selling point in its online recruiting.

Syrian Kurds' pivotal role in the fight against the Islamic State has the White House weighing whether to arm Kurdish fighters. Up until now, the Pentagon has armed militias belonging to the Syrian Arab minority in Kurdish-held territory, but has not been directly arming Syrian Kurds. Speaking at a Senate Armed Services Committee hearing Thursday, U.S. Marine Gen. Joseph Dunford, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said bolstering Syrian Kurd fighters' military capability "will increase the prospects of our success" to retake Raqqa. "They are our most effective partner on the ground," Dunford said.

Obama has had his share of tough choices to make during the Syrian conflict. Arming Syrian Kurds is one of the toughest — but it's the right choice to make.

Reinforcing Syrian Kurds' military capability would come with a price. It would further inflame tensions with Turkey, an important U.S. ally in the war against Islamic State but an avowed enemy of the Kurds, who have a history of separatist conflict in eastern Turkish provinces. U.S. relations with Turkey are already fraught, following the detentions and firings of tens of thousands of Turkish military officers, professors, teachers and



A member of the Kurdish police observes enemy positions from a lookout point in the northeastern Syrian city of Hasakeh on Aug. 22, 2016. (Delil Souleiman / AFP/Getty Images)

judges in the aftermath of the failed coup against President Recep Tayyip Erdogan.

Erdogan is already incensed by Washington's refusal to extradite the man he believes masterminded the coup — Fethullah Gulen, a Muslim cleric and Erdogan's primary political rival, now living in Pennsylvania. And there's another major complication: The stronger the Kurds get, the closer they move toward their vision of a transborder Kurdistan state.

Syrian Kurds have established a semiautonomous region across northern Syria that they call Rojava, with a separate constitution, instruction in Kurdish in many schools, and even foreign offices set up in Moscow and other European capitals. Together with the autonomous region Kurds have governed in northern Iraq since 2005, Kurdish leaders could one day forge their own de facto state, Kurdistan, stretching from Iran on the east to Turkey on the west and encompassing 9.5 million people. Can a trans-border Kurdistan co-exist with regimes in Ankara and Damascus that see Kurds as mortal enemies, and a government in Baghdad that uneasily tolerates Kurdish autonomy?

What's important now is the ouster of the Islamic State from Raqqa, and achieving that success involves arming Syrian Kurds.

Turkey might not acquiesce. One point the U.S. can stress to Erdogan's administration is that Kurds wouldn't be getting heavy artillery, just small arms and ammunition. They should also remind Erdogan that Islamic State remains a major threat to Turkish national security. The terrorist raid on Istanbul's Ataturk Airport in June that killed 45 people was carried out by assailants that Turkey linked to Islamic State.

Some of Obama's most embarrassing failures in Syria have involved pinning hopes on the wrong fighting forces. A yearlong \$500 million program to train and equip 5,400 moderate Syrian rebel fighters yielded just a handful of troops. Obama can at least start to redeem his record by beefing up the Syrian Kurds' arsenal. ♦

REUTERS

Blast kills three soldiers in Turkey's mainly Kurdish southeast

Mon September 26, 2016 reuters

An explosion ripped through a bus carrying military personnel in Turkey's mainly Kurdish southeast on Monday, killing three soldiers and wounding eight, hospital and security sources said.

Suspected Kurdistan Workers Party (PKK) militants detonated an explosive device that had been planted in the road, security sources said.

There were no immediate claims of responsibility for the attack on a busy route between the towns of Derik and Kiziltepe in Mardin province, which borders Syria.

The PKK has claimed responsibility for similar assaults on police and soldiers in the past

The autonomy-seeking PKK has waged a three-decade insurgency in southeast Turkey, home to most of the country's 15 million Kurds.

Fighting flared anew in July 2015 after a two-year ceasefire collapsed, and hundreds of rebels, security forces and civilians have died in the violence. ●



Kurdish separatists say their campaign in Iran will go on

By BAI INT SZLANKO and
JON GAMBRELL KOYA, Iraq —(AP)
September 23, 2016
www.dailystar.com.lb

The main Kurdish insurgent group in Iran will keep up its guerrilla campaign against security forces "to protect and defend" Kurds living there, its deputy leader said, calling the fight necessary after the Islamic Republic's nuclear deal with world powers.

A string of recent attacks by the Democratic Party of Iranian Kurdistan mark the end of a 20-year cease-fire between its fighters and Iran, though Kurdish separatists have agitated for freedom for decades in the country's northwest.

This campaign comes as Kurdish power has grown elsewhere. Syrian Kurds have carved out a swatch of territory amid that country's civil war. Iraq's Kurds have also effectively expanded their autonomous zone as well by capturing towns and villages from the Islamic State group.

Kurds represent about 10 percent of Iran's population of 80 million people, many living in the country's mountainous northwest that borders Iraq and Turkey.

The area had been largely quiet since the 1990s under the cease-fire. But Kurdish resentments grew recently. In one incident, the death of a Kurdish maid at a hotel in the northwestern city of Mahabad in May 2015 sparked unrest by local Kurds as opposition groups alleged Iranian security forces somehow had a hand in it.

This year, clashes have erupted between Kurdish fighters and Iranian security forces, including the elite Revolutionary Guard, leading to casualties on both sides. The Democratic Party, which is known by its Kurdish acronym PDKI and operates out of the northern Iraq, claimed many of those attacks, which saw Iranian forces shell Kurdish positions just across the Iraqi border in response.

The PDKI's deputy secretary-general Hassan Sharafi said Iran's "repression" of Kurds forced it to respond.

"We see that they are being arrested, tortured, interrogated and jailed," he told The Associated Press in an interview Wednesday in Koya, an Iraqi city near the Iranian border. "In



In this Wednesday, Sept. 21, 2016 photo, a commander instructs new recruits of the Democratic Party of Iranian Kurdistan during training at their base in Koya, northern Iraq. The main Kurdish opposition group in Iran will keep up its guerrilla campaign against security forces "to protect and defend" Kurds living there. That's according to the deputy leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan. He calls the fight necessary after the Islamic Republic's nuclear deal with world powers.(AP Photo/Maya Allenuzzo)

order to protect and defend these people, we have decided to have a presence in the area instead of launching a regular war."

When Iran "signed the agreement with Europe and America on the nuclear program, they came to believe that whatever they do the outside world will not criticize them," he said. "Therefore, we were forced to take this path."

Iran's mission to the United Nations did not respond to a request for comment about the PDKI. Iranian official media have reported on the clashes as caused by armed groups backed by Iran's enemies, including Sunni-ruled Saudi Arabia, largely avoiding pointing to their Kurdish identity, apparently to avoid any sign of ethnic tensions.

Iran also faces occasional attacks from Baloch militant groups on its eastern border with Pakistan and ethnic Arab separatists in its oil-producing Khuzestan province.

The government of the Iraqi Kurdish autonomous zone has called for a halt to any attacks into Iran by Kurds in Iraqi territory. Meanwhile, a U.S.-led coalition also has been training Iraqi Kurdish fighters, known as peshmerga, to fight the Islamic State group. One Iranian Kurdish faction fighting IS has also been among those trained.

Sharafi, however, said his group is not receiving any foreign aid or support in its fight, which he repeatedly sought to describe as self-defense.

Alex Vatanka, a senior fellow at the Washington-based Middle East Institute, said that while the PDKI campaign is an upsurge in violence, he did not expect it to spiral out of control because everyone's focus is on the Islamic State group in Iraq and Syria.

"Tehran, the Iranian Kurds and Iraqi Kurdish leadership all have more pressing concerns to worry about," he said.

The Mahabad region saw a breakaway Kurdish republic backed by the Soviets briefly emerge after World War II and a Kurdish uprising in the years after Iran's 1979 Islamic Revolution.

A guerrilla campaign by PDKI fighters in Iran continued into the mid-1990s, while assassins a German court later said were directed by Iran's government killed the PDKI's leader and others at a Berlin restaurant in 1992. Ultimately, the PDKI declared a unilateral cease-fire with Iran in 1996 after fighting in northern Iraq between warring Kurdish forces backed by Iraq and Iran.

The new fighting now adds yet another combustible force in wider Middle East. For Bahnam Qadri, an 18-year-old recent recruit, the fight is essential and proves the presence of Kurdish fighters in Iran.

"I want to send a message to the Iranians that the injustice done to our people in Iran has to end," he said. "That the discrimination and the mistreatment has to end."●

La répression s'emballe en Turquie

Les purges engagées après le coup d'Etat raté du 15 juillet suscitent de nombreuses dérives et critiques

ISTANBUL - correspondante

LE CONTEXTE

PUTSCH MANQUÉ

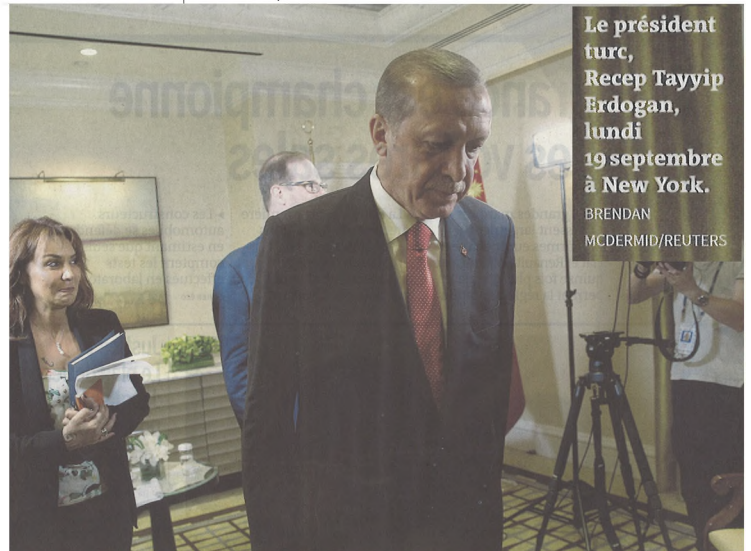
Dans la nuit du 14 au 15 juillet, une tentative de coup d'Etat militaire contre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est déjouée de justesse. Le dirigeant islamiste-conservateur accuse la confrérie religieuse de Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis, d'avoir fomenté le coup de force, sans en apporter la moindre preuve.

ÉPURATION

Les autorités ont ratissé large : 42 984 personnes, soupçonnées de liens avec « l'organisation terroriste fethullahiste », ont été interpellées, 23 776 mises en examen, 85 000 fonctionnaires ont été suspendus ou limogés, dont 3 465 magistrats. 4 200 associations ont été dissoutes, tous leurs biens ont été confisqués, comme l'ont été ceux de plus de 500 entreprises placées sous tutelle.

Les purges visant les sympathisants du chef religieux Fethullah Gülen, désigné comme l'instigateur du coup d'Etat manqué du 15 juillet contre le président Recep Tayyip Erdogan, ne faiblissent pas en Turquie. Mais leur ampleur et la façon dont elles sont conduites suscitent un malaise grandissant en Turquie. « Il y a du mécontentement sur la façon dont l'objectif est poursuivi », résume Sinan Ülgen, qui dirige le groupe de réflexion EDAM, à Istanbul. *Confondre les auteurs du coup d'Etat militaire, qui certes doivent être appréhendés, avec le gros des adeptes du mouvement pose un problème, l'argument juridique perd en solidité.*

A la faveur de l'état d'urgence, instauré pour trois mois le 18 juillet, le gouvernement a de fait toute latitude pour se débarrasser des fonctionnaires douteux. La procédure est la suivante : dans un premier temps, des listes de suspects sont dressées par les administrations, invitées par leur hiérarchie à s'auto-purger. Ces listes remontent ensuite au cabinet du premier ministre, où elles sont examinées.



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lundi 19 septembre à New York. BRENDAN MCDERMID/REUTERS

Parmi les critères retenus, il y a le fait de posséder un compte à la banque Asya (détenue par la mouvance güleniste avant sa mise sous tutelle en février 2015), d'être abonné au quotidien *Zaman* (l'organe de presse du mouvement, repris en main par le pouvoir en mars), ou, bien plus grave, d'avoir utilisé l'application ByLock, comme l'ont fait les militaires factieux pour communiquer entre eux avant et pendant les événements.

L'anathème est public. Toutes les personnes mises à pied ont ainsi vu leurs noms publiés au *Journal officiel*, ce qui leur laisse peu d'espoir de retrouver du travail. C'est d'ailleurs après que son nom a été publié, le 2 septembre, que l'instituteur Mustafa Güneyler, 25 ans, s'est donné la mort à son domicile de Bilecik, dans le nord-ouest du pays.

« Gouverner le pays en étant dominé par l'esprit de revanche et de haine va causer beaucoup de souffrance », a-t-il écrit.

Les intellectuels dans le collimateur

AHMET ALTAN, 66 ans, un journaliste de renom en Turquie, et son frère, Mehmet, 63 ans, un économiste reconnu, sont toujours en garde à vue à Istanbul, dans le cadre des enquêtes menées après le coup d'Etat manqué du 15 juillet.

Les deux frères sont interrogés sur les propos qu'ils ont tenus lors d'une émission télévisée diffusée à la veille de la tentative de putsch. Selon l'accusation, ils auraient alors donné l'impression de savoir que le coup allait se produire, allant jusqu'à faire passer un « message subliminal » à la télévision.

Entre 2007 et 2012, Ahmet était le rédacteur en chef du quotidien *Taraf*, réputé proche du mouvement du prédicateur Fethullah Gülen, accusé par les autorités turques d'avoir ourdi cette tentative de putsch. Le journal fait partie des 160 organes de presse fermés depuis le coup d'Etat raté.

En signe de soutien aux deux frères, 217 écrivains du monde entier – dont Salman Rushdie, Elif Shafak, Günter Wallraff – ont signé une pétition. « La liberté de penser n'existe plus, nous nous éloignons à toute vitesse de la construction d'un Etat de droit pour basculer vers un régime de terreur », a protesté l'écrivain turc Orhan Pamuk, Prix Nobel de littérature 2006, dans une tribune publiée par le quotidien italien *La Repubblica* pour protester contre les arrestations d'intellectuels.

« Pots cassés »

Journalistes, écrivains, traducteurs, universitaires, syndicalistes payent un lourd tribut à la défense de la liberté d'expression. Voici plus d'un mois que l'écrivaine Asli Erdogan est enfermée à la prison de Bakırköy, à Istanbul, pour ses écrits, preuve, selon l'accusation, de ses liens présumés

avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie). Le 5 septembre, un tribunal d'Istanbul a rejeté sa demande de mise en liberté provisoire.

Arrêtée le 31 août, Necmiye Alpay, 69 ans, traductrice, critique, éditrice, est toujours derrière les barreaux. Les journalistes Sahin Alpay, 72 ans, et Nazlı İlicak, 71 ans, sont eux aussi emprisonnés pour leurs liens présumés avec l'organisation de Fethullah Gülen. Au total, 117 journalistes ont été interpellés, plus de 2 000 ont été privés de leur carte de presse.

« En Turquie, les crises politiques mènent toujours à l'emprisonnement des intellectuels qui payent chèrement les pots cassés tandis que les responsables politiques, eux, sont rarement inquiétés », fait remarquer Erol Önderoğlu, le représentant de l'ONG Reporters sans frontières dans le pays. ■

M. JÉ. (ISTANBUL, CORRESPONDANTE)

frances à beaucoup d'innocents. Voilà où nous en sommes. Une chasse aux sorcières intégrale a été engagée dans de nombreux domaines d'activité», a déploré Kemal Kılıçdaroğlu, le chef de file du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), dans un discours prononcé le 9 septembre à l'occasion du 93^e anniversaire de la création du parti d'Atatürk. Le CHP dit avoir collecté 30 000 plaintes de personnes qui estiment avoir été injustement limogées.

Lundi 19 septembre, la rentrée scolaire a eu lieu en Turquie alors que plus de 27 000 enseignants avaient été licenciés, et près de 10 000 autres relevés temporairement de leurs fonctions dans le cadre de ces purges.

Climat de suspicion

Plusieurs cas illustrent le climat de suspicion entretenu par le pouvoir. Vendredi 16 septembre, Seyfettin Yigit, un magistrat de 47 ans, a été retrouvé pendu à la prison de Bursa, où il était gardé à vue pour son appartenance présumée à « l'organisation terroriste ». Lors de ses obsèques, sa-

Parmi les indices d'appartenance güleniste, il y a le fait de posséder un compte à la banque Asya ou d'être abonné au quotidien « Zaman »

medi 17 septembre, Ayça, sa fille, a déclaré aux journalistes présents que son père n'avait jamais été adepte du mouvement Gülen. Le magistrat était en fait affilié à une autre confrérie religieuse, celle des « Suleymanci ».

A Izmir, le 13 septembre, Yalçın Çakar, le chef du mouvement de jeunesse du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) d'Aliaga, une localité de la région égéenne, a par ailleurs été tué par un officier de police. Ce dernier a expliqué son geste par le fait que le jeune homme n'avait cessé de l'accuser de collusion avec les gülenistes.

La purge peut parfois prendre des accents orwelliens. Samedi 10 septembre, Nilgun (le prénom a été changé) a été interpellée par la police dans le kiosque de presse où elle travaille, sur dénonciation d'un client, qui n'avait pas apprécié un livre de caricatures proposé à la vente. Il est aussitôt allé porter plainte au commissariat. Bien que le livre, édité en Turquie, n'ait jamais été interdit, les policiers ont pris l'affaire très au sérieux. Nilgun a dû s'expliquer avant d'être relâchée.

Le zèle est sans limite. Ahmet Tasgetiren, éditorialiste au quotidien pro-gouvernemental *Star*, déplorait dans une série d'articles (publiés les 1^{er}, 4 et 6 septembre) les arrestations arbitraires, mais aussi l'atmosphère délétère qui règne actuellement au sein de l'administration et de l'appareil judiciaire, quand les responsables redoutent « d'apparaître comme pas assez efficaces dans la lutte contre les gülenistes ».

Kemal Öztürk, également éditorialiste dans un autre quotidien pro-gouvernemental, *Yeni Safak*, s'est ému lui aussi de la tournure

prise par l'épuration. « Il y a un malentendu dans cette histoire. Nettoyer l'Etat des Fethullahci [adeptes de Gülen] n'est pas facile, (...) mais il ne faudrait pas abîmer des institutions saines », écrit-il dans l'édition du 6 septembre. Sa prise de conscience vient du fait qu'un de ses amis, enseignant à l'université d'Istanbul, a été récemment injustement limogé. « Malheureusement, personne ne dit "stop". Chaque jour, on entend les plaintes de personnes traitées de façon injuste. »

Le président Erdogan a été le premier à aborder le sujet à son retour du sommet du G20, le 6 septembre : « Les erreurs devraient être évitées. » « Vous ne devez pas entrer en concurrence, à qui suspendra le plus de fonctionnaires, vous devez rester justes », a-t-il recommandé, deux jours plus tard, aux 81 gouverneurs reçus au palais de Bestepe, à Ankara. Dans la foulée, le premier ministre, Binali Yıldırım, a annoncé la création de commissions chargées d'examiner les plaintes de ceux qui s'estiment injustement limogés. ■

MARIE JÉGO

Le Parisien

16 SEPTEMBRE 2016

En Turquie, les purges minent l'économie

Deux mois après le coup d'Etat manqué, le climat politique inquiète les investisseurs. Et le secteur du tourisme est durement frappé.

DE NOTRE CORRESPONDANTE

CAMILLE LAFRANCE
À ISTANBUL (TURQUIE)

LA TENTATIVE de putsch du 15 juillet a mis à l'épreuve l'économie turque. Si elle ne s'est pas effondrée, sa stabilité pose question. Face à une purge d'ampleur, les investisseurs restent plongés dans l'incertitude. Des centaines de milliers de personnes ont été mises à pied, des dizaines de milliers placées en détention, dont plus de 200 chefs d'entreprise. La plupart sont accusés d'appartenir au mouvement de Fethullah Gülen, prédicateur exilé aux Etats-Unis et désigné par le pouvoir comme l'instigateur de la sédition.

« ON SE MÉFIE LES UNS DES AUTRES » UN COMMERÇANT DANS L'ARTISANAT DE LUXE

« Tout cela crée la panique, plusieurs partenaires sont très inquiets pour la suite des événements », avoue le patron d'une entreprise turco-européenne qui se plaint de l'ambiance de suspicion. Il raconte sa convocation aux côtés d'autres



AP/THANASSIS STRAVAKIS

investisseurs au palais présidentiel d'Ankara après la mutinerie avortée. Le président, Recep Tayyip Erdogan, les aurait exhortés à « devenir des ambassadeurs de la Turquie à l'étranger ». De quoi « donner le ton », résume-t-il.

La perte de confiance fragilise l'économie, confirme un commerçant dans l'artisanat de luxe qui a vu son chiffre d'affaires baisser de 75 % depuis les événements. « On se méfie les uns des autres. Les arrestations s'étendent aussi aux gauchis-

tes, aux pro-Kurdes... Comment savoir à qui on fait face ? »

Depuis l'arrivée au pouvoir en 2002 de l'AKP, parti islamo-conservateur, la santé économique turque était pourtant très prometteuse. Le taux de croissance a ainsi dépassé les 8 % en 2011 pour retomber à 4 % en 2015. Construction, textile, automobile, électroménager : le pays possède de nombreux atouts. Toutefois, le malaise n'est pas nouveau. Les accusations de corruption ayant plané sur les premiers cercles du pouvoir fin 2013, puis la série d'attentats depuis plus d'un an ont amorcé la défiance.

Premier secteur touché : le tourisme, qui représente au moins 4 % du PIB. Le nombre de visiteurs étrangers a chuté de 30 % durant les sept premiers mois de l'année. Le putsch manqué a davantage terni la saison estivale. La dépendance énergétique, l'inflation, une possible bulle immobilière et le manque de produits à valeur ajoutée sont aussi des sources de fragilité. Sans compter un contexte géopolitique difficile : les échanges avec l'Irak et la Syrie ont chuté, le pays reste tributaire de l'Europe, son premier partenaire.

Combattantes kurdes La bataille de l'image

Glamourisation Pensée par la branche syrienne du PKK, la médiatisation des combattantes du Kurdistan s'est emballée. Jusqu'à échapper au discours officiel, comme l'illustre l'affaire de Asia Ramazan Antar, qualifiée d'«Angelina Jolie» par des médias occidentaux.

Par
HALA KODMANI

«**N**on BBC! La femme du Rojava est une combattante, qui se défend et défend l'humanité entière!» La protestation, le 10 septembre, était à la une de Pydrojava.com,

site officiel en arabe et en kurde du Parti de l'union démocratique kurde (PYD), branche syrienne du PKK de Turquie. Cette protestation vise surtout les médias britanniques qui, les premiers, ont qualifié d'«Angelina Jolie du Kurdistan» une combattante tuée le 30 août dans une bataille contre l'Etat islamique, dans le nord de la Syrie. «Simplicité et modestie sont à la base de notre philosophie», rappelle au correspondant de la BBC

l'une des combattantes des Unités de protection féminines kurdes (YPJ). Indignée de voir sa camarade d'arme «tombée en martyr» comparée à une actrice de Hollywood, cette combattante af-

RÉCIT



La Kurde Asia Ramazan Antar, le 10 novembre dans le Kurdistan syrien. Elle a été tuée fin août. PHOTO JOHN MOORE. GETTY IMAGES EUROPE. AFP

firme: «Il ne faut pas juger une personne à son physique. C'est le sacrifice personnel pour l'objectif collectif qui compte.»

Ce que le mouvement d'inspiration marxiste affirme, dans la langue de bois dont il est coutumier, c'est que la célébrité et la singularisation posthume d'une seule combattante sont choquantes pour les autres victimes et leurs familles. «Elles sont

toutes belles, ce sont des anges, on ne peut en distinguer une en particulier parce qu'elle ressemble à une actrice de Hollywood. Elles n'ont absolument rien de commun et préfèrent mourir plutôt que de vivre sous la coupe d'un des groupes les plus hostiles aux femmes au monde», souligne la camarade.

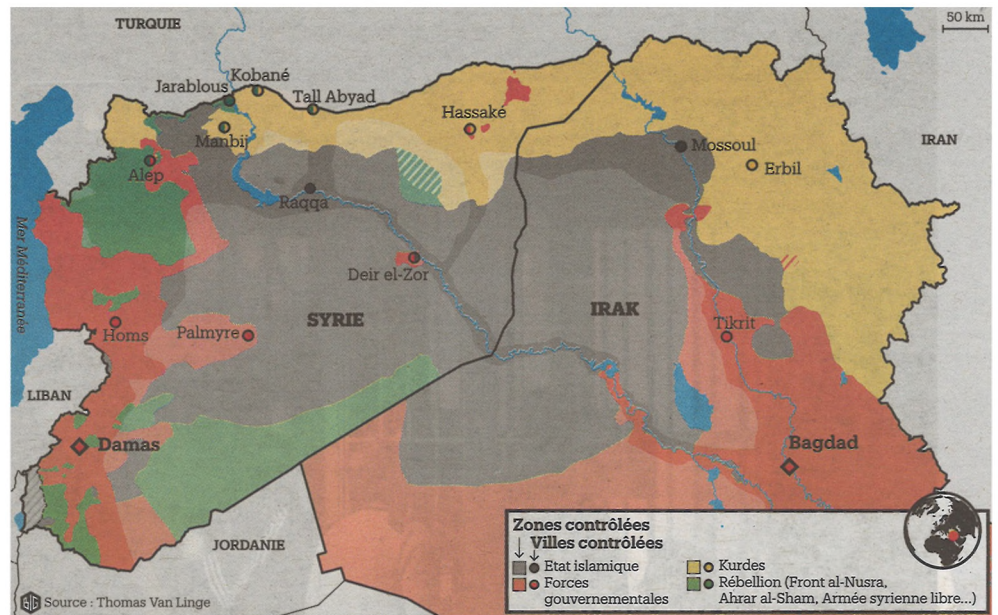
La regrettée Asia Ramazan Antar, 19 ans, aurait pu être la fille de la

star américaine, avec ses lèvres charnues et ses traits parfaitement dessinés. Plus naturelle, sa beauté ressort dans sa tenue de camouflage sur les photos publiées d'elle après sa mort. Tresse épaisse ou tête couverte de l'écharpe traditionnelle à fleurs rouges, fusil mitrailleur à l'épaule, elle était l'une de ces héroïques jeunes guerrières kurdes dont on a vu abondamment les images ces dernières années. La promotion de leur rôle et de leur combat a été au centre de la communication du mouvement kurde, qui semble aujourd'hui débordé par le succès d'une médiatisation qui dérape vers l'instrumentalisation.

La participation des combattantes n'est pas une nouveauté dans la guérilla kurde qui, depuis trente ans en Irak ou en Turquie, revendique son exception régionale en faveur de l'émancipation des femmes et de l'égalité des genres. Mais l'utilisation intensive de l'image des guerrières a commencé avec la bataille de Kobané qui, en octobre 2014, devait consacrer les forces kurdes comme les plus efficaces pour affronter les barbares de l'Etat islamique. Face aux jihadistes obsédés par la négation des femmes, le combat des amazones kurdes a gagné une légitimité et une publicité internationales sans précédent.

«L'ACCÈS AUX FEMMES EST CONTRÔLÉ»

Rare source d'inspiration positive dans une région désespérante de violences, de drames et de fanatisme, les images des braves et belles combattantes de la liberté et de la laïcité ont séduit les médias du monde entier. Elles ont envahi les écrans de télévision comme les pages des magazines, féminins en particulier, y compris les plus glamours. Accompagner un bataillon féminin sur le terrain est la première et incontournable proposition de reportage faite par le *media center* du PYD aux journalistes qui arrivent dans les zones kurdes de Syrie. «L'accès aux femmes est toutefois strictement contrôlé par des hommes qui choisissent celles que l'on doit suivre ou interviewer. Ils restent cachés derrière elles pendant qu'on leur parle et les surveillent en entretien comme sur le terrain, raconte une reporter française, qui préfère garder l'anonymat. Aux différentes questions, notamment personnelles qu'on essaie de leur poser, les jeunes femmes répondent la plupart du temps par une phrase stéréotypée du genre: "je défends



mon pays".»

Rejoindre les rangs des combattantes du YPG est devenu un moyen pour beaucoup de jeunes filles kurdes d'échapper au destin que leur réserve leur famille traditionnelle. Dans un milieu pauvre et une société patriarcale, le mariage et la maternité précoces, les tâches ménagères et les obligations familiales sont la norme. S'enrôler dans le mouvement «patriotique» leur donne en outre un accès à l'éducation dont elles ont été souvent privées. Des cours d'alphabétisation et l'enseignement des fondamentaux sont assurés par le PYD en même temps que la formation aux armes. Les combattantes quittent ou fuient leur famille pour s'installer dans les baraquements pour femmes des unités du YPG. «Kurde et combattante: une émancipation des femmes par la guerre?» interroge sous ce titre Olivier Grojean, maître de conférence à Paris-I, dans un article paru dans la revue *Moyen-Orient*.

Passée la première fascination pour les amazones qui affrontent l'Etat islamique, des questions commen-

cent à se poser sur les excès de l'exploitation de l'image des femmes kurdes. Sensibilisés par des Kurdes exilés au Canada ou en Allemagne, certains mouvements féministes émettent des critiques envers cette mise en scène des combattantes par le PYD, la formation politico-militaire qui contrôle les zones kurdes de Syrie.

«L'ANGE DE KOBANÉ»

La «glamourisation de la guerre», comme l'appelle Olivier Grojean, relève principalement d'une propagande bien rodée et parfaitement structurée. Car «la séparation hommes-femmes reste de rigueur et les relations hommes-femmes sont très codifiées». L'emballement médiatique pour les combattantes kurdes commence à échapper à la maîtrise des artisans de cette campagne de communication. Avant que l'affaire de «l'Angelina Jolie du Kurdistan» ne suscite les protestations des représentants des unités YPG, il faut se souvenir de l'histoire étrange de «l'ange de Kobané». Ce qualificatif, également inventé par la presse britannique, avait été donné à une certaine «Rehana», autre belle combattante de 19 ans. Blonde celle-ci, ressemblant à la chanteuse Rihanna, elle aurait réussi à tuer 100 combattants de l'EI lors de la bataille de Kobané et aurait fini décapitée par les jihadistes. Son identité comme son histoire, reprise par les médias les plus sérieux du monde, n'avaient pourtant jamais été authentifiées. Peu importe, la légende de l'héroïque guerrière kurde était née. Elle n'a fait que s'amplifier depuis. ◆

L'utilisation intensive de l'image des guerrières date de la bataille de Kobané, en octobre 2014, qui a consacré les Kurdes comme les plus efficaces pour affronter les barbares de l'Etat islamique.



Un camion du convoi attaqué en Syrie, mardi. PHOTO OMAR HAJ KADOUR. AFP

En Syrie, l'attaque d'un convoi humanitaire achève la trêve

La trêve en Syrie aura duré une semaine. Un convoi humanitaire de l'ONU et du Croissant rouge a été bombardé par l'aviation syrienne ou russe, dans la province d'Alep, dans la nuit de lundi à mardi, quelques heures après l'annonce de la fin du cessez-le-feu par le régime de Bachar al-Assad. «*Je suis dégoûté et horrifié. Soyons clairs, si cette attaque visait délibérément des travailleurs humanitaires, elle relève du crime de guerre*», a réagi Stephen O'Brien, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU. Au moins 20 civils et le responsable local du Croissant rouge syrien ont été tués. Les Nations unies ont annoncé mardi qu'elles suspendaient tout convoi humanitaire en Syrie et ont demandé l'ouverture d'une enquête. Moscou et Damas ont démenti être à l'origine des frappes. «*Ils racontent n'importe quoi, bien sûr que ce sont eux. Il y a eu plusieurs bombardements aériens, qui ont déclenché un incendie*», affirme Hala Asha, une jeune Syrienne qui habite à 500 mètres de l'endroit où

VU DE GAZIANTEP

les camions ont été détruits. Les rebelles syriens n'ont ni avion ni hélicoptère. La coalition concentre ses frappes sur les positions de l'EI, qui n'est pas présent dans la zone bombardée. Il était environ 23 heures, lundi, quand le convoi a été touché.

«**Indignation**». Selon plusieurs témoignages, le convoi, alors à l'arrêt, a été visé deux fois. Les frappes ont détruit 18 des 31 camions, ainsi qu'un hangar situé à proximité. «*Nous ne savons pas avec certitude si ce sont des hélicoptères ou des avions qui sont intervenus en premier. Mais ce qui est sûr, c'est que la deuxième frappe venait d'un avion, et qu'elle était particulièrement précise*», explique Aa'saad Alhalabi, directeur de l'ONG syrienne Shafak. Le convoi visé n'était pas l'un de ceux prévus par le plan américano-russe entré en vigueur le 12 septembre pour accom-

pagner la trêve mais il était régulier et avait reçu les autorisations de Damas. Une fois par mois, des camions du Croissant rouge syrien empruntaient la même route pour transporter du matériel humanitaire de différentes agences de l'ONU. «*Notre indignation face à cette attaque est énorme. Le convoi était le résultat d'un long processus d'autorisation et de préparations pour venir en aide à des civils isolés*», a assené Staffan de Mistura, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie.

Juste avant que le convoi soit bombardé, des frappes aériennes avaient visé les quartiers est d'Alep, contrôlés par la rébellion. «*Vers 18 heures, des avions et des hélicoptères ont commencé à survoler Alep. Et très vite, ils ont bombardé. D'abord, le quartier de Sukhari [...] où il y a eu 15 morts. Et ensuite, les autres quartiers, Sakkour, Mahaadi, Chaar. Ça n'arrêtait pas, je dirais qu'il y a eu plus de 50 frappes jusque vers 4 heures. [...] Au total, il y a plus de 40 morts, mais c'est sans compter tous les corps qui sont sous les décom-*

bres. Le calme était presque revenu depuis une semaine. Les gens recommençaient à sortir dans les rues. C'est pour ça que le bilan est aussi lourd», explique Hisham Esskef, un habitant du quartier d'Al-Mashat.

«**Spirale**». A New York, où a débuté mardi l'Assemblée générale des Nations unies, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a assuré que «*le cessez-le-feu n'était pas mort*». Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, est plus pessimiste. «*Y a-t-il une chance que le cessez-le-feu reste effectif? Je ne peux pas répondre à cette question. Sans cessez-le-feu, ce sera une spirale guerrière, mais nous devons être honnêtes, les négociations russo-américaines ont atteint leurs limites*», a-t-il déclaré. A Alep, Esskef est catégorique: «*Bien sûr que la trêve est morte. Comment peut-on encore parler de trêve alors que nous avons été bombardés toute la nuit et qu'un convoi humanitaire a été visé?*»

LUC MATHIEU
(à Gaziantep)

International New York Times

SEPTEMBER 27, 2016

In Aleppo, Syria and Russia seem set on scorching earth

BEIRUT, LEBANON

Syrians and Russians seem ready to apply kill-all-who-resist policy

BY ANNE BARNARD
AND SOMINI SENGUPTA

Make life intolerable and death likely. Open an escape route, or offer a deal to those who leave or surrender. Let people trickle out. Kill whoever stays. Repeat until a deserted cityscape is yours.

It is a strategy that both the Syrian government and its Russian allies have long embraced to subdue Syrian rebels, largely by crushing the civilian populations that support them.

But in the past few days, as hopes for a revived cease-fire have disintegrated at the United Nations, the Syrians and Russians seem to be mobilizing to apply this kill-all-who-resist strategy to the most ambitious target yet: the rebel-held sections of the divided metropolis of Aleppo.

The killing and destruction in Syria, of course, has stupefied much of the world over the past five years. But it could pale in comparison with a military assault to retake all of Aleppo, once Syria's largest city and still home to about two million people, roughly 250,000 of them in rebel-held territory.

A takeover battle could mean "a slow, grinding, street-by-street fight, over the course of months, if not years," the United Nations special envoy for Syria, Staffan de Mistura, warned on Sunday, speaking at an emergency Security Council session on Syria, in which outright confrontation replaced any effort to find diplomatic common ground.

East Aleppo would be by far the biggest and most fortified area that government forces had sought to retake with scorched-earth tactics of siege and bombardment — called "starve-or-submit," after slogans scrawled outside besieged areas by pro-government militiamen.

The tactics have succeeded in much smaller areas: in encircled suburbs of the capital, Damascus, and in rebel enclaves in the central city of Homs — first in the historic Old City and, most recently, last week, in the outlying neighborhood of Waer.

In the past few days, pro-government forces have signaled that they are escalating efforts to press the tactics to their conclusion in Aleppo, step by step. On Sunday, Syria's United Nations ambassador punctuated the message, declaring that the government would reclaim all of the city.



Rescue and recovery workers removing a body after airstrikes in Aleppo, Syria. Emergency teams reported that their cars and headquarters were among the first targets hit over the weekend.

First came new waves of airstrikes, Aleppo's worst bombardment of the war. The bombings were so ferocious that the United States and Britain accused Russia of "barbarism" and "war crimes" for backing the Syrian air campaign.

More than 90 people died on Friday, and more than 100 on Saturday. At one hospital, nearly half of the 67 people treated for injuries were children. On Sunday, scores in the rebel-held districts were dead by evening.

But it was not just the volume of bombs that made the airstrikes devastating. They also hit, one by one, the systems that have kept life inching along.

Rescue workers in Aleppo reported that their cars and headquarters were among the first targets hit on Friday. The effect was instant: Now, when people are buried in rubble, no one comes. Or it takes longer for them to arrive. Relatives are again exhuming relatives with their hands.

Next, a much deadlier weapon than had been seen before was introduced: a heavy-duty ground-penetrating bomb, known as a bunker-buster. Turning whole buildings into craters yards deep, these bombs also threaten basement shelters and water pipes — not to mention the schools, clinics and even playgrounds built underground over the years to help minimize the damage of airstrikes.

As medical workers, rescuers and residents navigate the chaos, every now and then, on their phones, a text message pings, offering help. The texts, from the government, say that Russia is providing aid to people in the government-held side of the city, aid that is available to any who return to the bos-

om of the state.

The Syrian state news media broadcasts images of the night life on the other side of Aleppo, its lit skyline viewable from the darker rebel side. Those images play down the struggles of people on the government side, who have faced their own suffering with rebel shelling, water shortages and economic collapse.

Russia says it has opened safe corridors, and Syrian state television has reported that people have fled through them. Other residents say they have tried to approach the corridors, only to be shot at; each side blames the other for trapping people there.

Yet if other places are any indication, some people in East Aleppo may eventually take a deal at any cost. In Homs, in the Damascus suburb of Daraya and elsewhere, fighters and civilians have concluded that they are stuck in a war of attrition. They have agreed either to take their chances in government territory — seeking "regularization" of their status and the clearing of any criminal records, but risking rearrest — or to be bused to rebel-held territory, where they risk further bombing.

The groundwork for that kind of choice has been laid in eastern Aleppo.

Supplies of food and medicine are thin and intermittent. But in case anyone expected that the agreement between Russia and the United States on delivering aid would bring relief, a week ago a sustained, hourslong aerial attack was carried out on one of the first convoys of United Nations aid trucks permitted to travel under that agreement.

The United States has blamed Russia and the Syrian government, which have

denied involvement.

At the emergency meeting of the Security Council on Sunday, Mr. de Mistura pleaded for diplomats to halt what he called “new heights of horror” and asked for 48-hour pauses in the fighting for evacuations and humanitarian relief. But what followed was vitriol.

Russia remained unbowed, and its Western rivals challenged it more aggressively, erasing most of whatever

hope remained for diplomatic progress.

The Russian side accused the United States and its allies of unleashing terrorist groups across the Middle East and even extolled the Syrian government’s behavior.

Vitaly I. Churkin, the Russian ambassador to the United Nations, complimented the government of President Bashar al-Assad of Syria, asserting that it had shown “enviable restraint.”

The Council meeting came after months of diplomacy by the United States and Russia collapsed on the sidelines of the General Assembly conclave last week after the convoy assault.

Efforts to revive a temporary cessation of hostilities failed, and frustration intensified among American allies that the closed-door negotiations between Washington and Moscow had yielded no relief.

International New York Times SEPTEMBER 27, 2016

Jamal Al-Dhari

WASHINGTON Iraq’s prime minister, Haider al-Abadi, has said that by the end of the year Mosul, Iraq’s second largest city, will be liberated from the Islamic State’s control. As of this month, Mr. Abadi, a Shiite, has had two years to rebuild the Iraqi Army with the support of an international coalition. Unfortunately, the institution remains incapable of liberating Mosul on its own, forcing Mr. Abadi to rely on Shiite militias — many of which serve as Iran’s proxies in Iraq — to conduct the war.

Meanwhile, Sunni Arabs — the one group in Iraq that should be given a major role in liberating its own areas — have been marginalized and sidelined by the government in Baghdad.

The marginalization of the Sunni community has been a common theme since 2003. Former Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki’s political exclusion of Sunnis helped contribute to the rise of the Islamic State. Today, there is a new prime minister, but the same disastrous policies. As the speaker of Parliament, a Sunni Arab, acknowledged, the door is closed for Sunni Arabs to join the fight.

This is a mistake, and one that Washington should work urgently to correct. Preventing Sunnis from liberating Mosul will destabilize Iraq into the foreseeable future.

The Sunnis have the capacity and the willingness to fight. But they lack the support. Some 20 miles northeast of Mosul, a group of some 2,000 Sunni Arab tribal fighters, working with local political leaders, are training. They are from Mosul and nearby towns, willing and able to fight the Islamic State to reclaim their homes, protect their neighbors and relatives, and defend the city’s infrastructure, which will be needed to rebuild the economy. Unfortunately, these brave Iraqi citizens are not given air support or the necessary military equipment by Baghdad.

In its previous battles to liberate

Sunni cities from the Islamic State, Iraq’s central government has followed one of two strategies. In the city of Tikrit, the government deployed Shiite militias to help the army’s

Liberating Iraq’s second largest city from the Islamic State will require more than air power and Shiite militias.

To save Mosul, arm the Sunnis

forces. This resulted in looting and mass killing. In other cities, like Ramadi, the government chose instead to rely primarily on air bombardment. While this prevented militiamen from committing war crimes, the results were still disastrous: According to local officials, nearly 80 percent of the city was destroyed.

Mosul is the largest city that the Islamic State has captured. It is also overwhelmingly Sunni. The only way to liberate the city and minimize bloodshed is to involve the local population. To invite Shiite militias into Mosul would prompt a huge backlash from local residents. Some would even join the Islamic State, viewing the extremist group as the lesser evil, compared with Shiite militias.

For hundreds of years, Sunni Arab tribes have dominated the area to the west of Baghdad all the way to the Jordanian and Syrian borders. My tribe, Zobia, is only one of scores of tribes in that area. Unlike the Iraqi Army, which is dominated by Shiite Arabs that hail from the more southern provinces of Iraq, these Sunni Arab tribes are fully committed to defending their territories themselves.

These honorable men have risked their lives in the war against extremists before. From 2006 to 2008, Sunni Arabs fought and defeated Al Qaeda in Iraq in a movement, spearheaded by local tribal leaders and working in coordination with American forces, known as the Anbar Awakening. The Awakening became so central to stabilizing Iraq that George W. Bush visited Anbar Province to express his gratitude.

The Awakening was the most important factor in contributing to the decline of violence in 2007 and Al Qaeda in Iraq’s loss of territory. Patriotic Iraqi tribes — not a corrupt government — saved Iraq from dissolution. But that stability and sacrifice was squandered by the sectarian policies of Mr. Maliki’s government.

The tribal fighters are ready and

able to once more defeat extremism and safeguard their territories. Leaders from the Sunni community have had countless meetings in Baghdad and Erbil. We have continuously expressed our concerns to American officials about the government-backed Shiite militias and their role in the military campaign against the Islamic State.

The United States should withhold support if these militias take part in the Mosul operation. Instead, Washington should arm Sunni tribesmen from Anbar and Nineveh Provinces. These forces — including the 2,000 based near Mosul city — can fight alongside selected Iraqi Army units, such as the Nineveh Operations Command, the Iraqi counterterrorism units and the Ninth Armored Division.

Unfortunately, American officials have turned us away, insisting that we can take part in the liberation of our own areas only if the central government in Baghdad approves. This is disappointing and counterproductive. It is the tribal forces that have the crucial local knowledge — not only of the terrain but also of its people, many of whom are their relatives. The Sunni civilians will trust the tribes to protect them.

But Mr. Abadi, like Mr. Maliki before him, fears that the Sunni tribes will threaten the Shiite-led order in Baghdad. This fear, promoted by Iran and its hard-line Shiite allies in Iraq, is misplaced. The Sunni Awakening forces never extended into territory populated by Shiites or areas where Al Qaeda in Iraq was not present. Moreover, depriving Sunni tribes of arms does not make the government safer. Had the tribes been armed and supported by the government in 2014, the Islamic State would not have captured as much Iraqi territory.

The liberation of Mosul will be complex and costly. But it can be much less so if the city’s residents support, rather than fear, their liberators.

JAMAL AL-DHARI is president of the Iraq National Project.

Dorothee Schmid

« Ankara est en train de devenir le vassal implicite de la Russie »



ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC SEMO

Pour cette spécialiste de la Turquie, l'intervention, depuis le 24 août, des troupes militaires turques en Syrie, avec l'aval de Moscou, marque un tournant dans la politique régionale du président Erdogan. C'est une démonstration de force, dont les mouvements kurdes de Turquie et de Syrie seront les premières victimes

Dorothee Schmid est responsable du programme Turquie - Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Elle est notamment l'auteur de *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale?*, paru chez CNRS Editions en 2011.

L'intervention militaire directe, depuis le 24 août, de la Turquie en Syrie marque-t-elle un tournant ?

C'est incontestablement un tournant pour la Turquie, mais il est encore trop tôt pour savoir si c'en est un dans la guerre en Syrie. Depuis l'instauration de la république sur les décombres de l'Empire ottoman après la première guerre mondiale, la culture de l'armée turque la porte à ne pas intervenir au-delà des frontières. Il y a eu quelques exceptions, comme la participation d'un contingent turc dans la guerre de Corée (1950-1953) ou l'invasion de Chypre en 1974. Des soldats turcs ont aussi participé à des opérations de maintien de la paix dans l'ex-Yougoslavie, en Somalie et en Afghanistan, mais il s'agissait de troupes non combattantes.

Depuis les années 1990, les forces armées ont surtout été utilisées sur le territoire national contre la guérilla kurde du PKK [*Parti des travailleurs du Kurdistan*] et, dans ce cadre, elles ont mené plusieurs opérations transfrontalières dans le nord de l'Irak. Mais celles-ci ont toujours été ponctuelles et d'une ampleur limitée. La démonstration militaire des Turcs en Syrie est un aboutissement : la Turquie cherchait depuis une décennie à s'imposer au Moyen-Orient comme un *soft power*, et elle a compris, chemin faisant, que son statut de puissance dépend aussi de sa capacité de dissuasion et d'action militaire.

La multiplication des conflits armés depuis les « printemps arabes » [en 2011] rendait l'issue inéluctable : dès le début, Ankara a été interventionniste en Syrie, sans pour autant y envoyer ses troupes. Il a bâti une opposition syrienne dominée par les Frères musulmans et l'Armée syrienne libre (ASL). Puis il a été soupçonné d'aider des groupes islamistes plus ou moins radicaux et d'être peu regardant sur



Tarbiat Modares, à Téhéran. Sélectionné pour participer à la 11^e biennale de la photo iranienne, en 2008, il a ensuite exposé à plusieurs reprises dans la capitale iranienne. Ses œuvres ont également été présentées à Dubai, Abou Dhabi, Koweït, Londres et Lyon. Hawar Amini travaille à partir de tirages ou de négatifs et il trouve son inspiration dans l'observation de la lutte des Kurdes pour leur indépendance. Il a ainsi livré un grand « récit artistique » de la sanglante répression menée par Reza Khan (chef de l'armée en 1921, puis chah d'Iran de 1925 à 1941) contre le mouvement kurde de Simko Shikak, en 1921. Une répression qui hante la mémoire collective des Kurdes d'Iran.

« Untitled II », d'Hawar Amini (courtesy of Silk Road Gallery, Téhéran).

Hawar Amini
Né en 1981 à Marivan, au Kurdistan iranien, cet artiste est diplômé de la faculté d'art de l'université

le passage des djihadistes par son territoire. Ce comportement a un peu changé, car les alliés occidentaux s'en sont alarmés. Il a maintenant franchi le pas de l'intervention armée.

Est-ce une preuve de force ou une fuite en avant du président turc, après le putsch raté de juillet ?

Cela pose d'abord la question de la capacité de la Turquie à mener une telle opération, alors même que son armée traverse une crise. Son fonctionnement est ébranlé par les purges dans la hiérarchie après la tentative de coup d'Etat. On peut aussi se demander si cette intervention s'insère dans une vision stratégique régionale plus globale. Depuis la démission en mai du premier ministre Ahmet Davutoglu, l'artisan de la grande politique étrangère de l'AKP [*Parti de la justice et du développement, au pouvoir*], on ne sait plus très bien ce que veut la diplomatie turque.

Ankara semble courir derrière les événements, tout en affirmant avoir préparé l'opération depuis deux ans. Les autorités avaient effectivement annoncé en février être prêtes à une intervention terrestre en accord avec les Saoudiens. Mais elles avaient vraisemblablement été rappelées à l'ordre par leurs alliés à l'époque. Aujourd'hui, la Turquie passe outre pour apparaître forte, alors qu'elle est en difficulté et que cela présente de réels risques. La Syrie s'est toujours montrée sourcilieuse en matière de souveraineté et du respect des frontières dans la région.

Jusqu'ici, la préoccupation principale d'Ankara comme de ses alliés était la vulnérabilité du territoire turc face à des attaques syriennes. Depuis 2011, chaque fois qu'il s'est produit des incidents à la frontière, les autorités turques se sont adressées à l'OTAN pour évoquer une possible activation de l'article 5 et de la clause de solidarité [*si un pays de l'Alliance atlantique est attaqué, ses alliés doivent lui porter une aide militaire*]. L'intervention armée est donc aussi une prise d'autonomie de la Turquie par rapport à l'OTAN, même si, d'une manière ou d'une autre, Ankara a négocié le feu vert américain. Les pays membres de l'Alliance ont toujours fait bloc pour affirmer leur solidarité avec la Turquie, quel que soit le cas de figure. Qu'en sera-t-il, maintenant qu'elle a projeté ses forces au-delà de la frontière, devenant un acteur militaire direct dans le conflit syrien ? Mais pour cette opération il fallait aussi l'aval de Moscou, qui contrôle le ciel syrien, notamment dans cette zone.

L'intervention turque vise l'organisation Etat islamique (EI), mais plus encore le PYD (Parti de l'union démocratique) kurde syrien, qui est pourtant soutenu par les alliés de la coalition. Comment réagissent ces derniers ?

Cette extension par la Turquie de ses opérations antikurdes à l'extérieur de son territoire met l'administration Obama face à ses

contradictions. Frapper le PYD [*le parti kurde syrien hégémonique*] en Syrie revient-il à frapper le PKK en interne, même en considérant que ces deux organisations sont liées ? La guerre contre le PKK menée par Ankara en Turquie [*depuis 1984*] est considérée par ses alliés comme une opération de police visant une organisation classée terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis. Bruxelles comme Washington ferment ainsi les yeux sur les pertes civiles très importantes, notamment à l'automne 2015, dans la répression des soulèvements à Diyarbakir, Cizre et dans d'autres villes du sud-est de la Turquie. Cette région est déjà entrée dans une logique de guerre.

Ankara martèle que le PYD syrien et le PKK turc sont une seule et même organisation, et assure par ailleurs que le parti prokurde légal [*Parti démocratique des peuples, HDP*] n'est rien d'autre qu'une vitrine du PKK. On a donc le sentiment que, pour les autorités, toute l'opposition kurde – légale ou non – est rassemblée sous le label « PKK », alors même que c'est une mosaïque de réalités et d'intérêts divers. Ankara n'a cependant pas réussi à convaincre de ses vues ses alliés traditionnels, comme les Etats-Unis et l'OTAN, ni ses nouveaux amis russes.

La politique syrienne d'Erdogan est-elle en train de changer ?

Il y a en effet un virage à 180 degrés, amorcé avant même la rencontre du 9 août à Saint-Petersbourg, entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, même si les deux chefs d'Etat ne sont toujours pas d'accord sur le sort à réserver au président syrien Bachar Al-Assad. Longtemps, la Turquie a été perçue comme un acteur cohérent mais jusqu'au-boutiste, notamment pour son exigence d'un départ immédiat du dictateur syrien. Désormais, elle lâche du lest sur ce point, jusque-là central dans sa vision des choses, afin d'avoir l'aval russe pour son opération à la frontière considérée d'un intérêt sécuritaire majeur.

Poutine mène une stratégie régionale à plus long terme qu'Erdogan. Il a ainsi accepté la réconciliation, entérinée par une rencontre au sommet, après les excuses turques pour la destruction en novembre 2015 d'un avion Soukhoï par la chasse turque. Il accepte les initiatives turques en Syrie, car celles-ci ne le gênent pas fondamentalement. Il veut que les Turcs soient encore davantage ses débiteurs. Il garde la main sans s'impliquer, et pourra toujours leur demander des comptes plus tard. En attendant, il leur permet de créer cette petite zone de sécurité au nord de la Syrie sur laquelle les Américains n'avaient jamais voulu s'engager. Je perçois une sorte de vassalisation implicite d'Ankara par rapport à la Russie, mais, pour la Turquie, il ne s'agit pas pour autant d'un renversement d'alliances.

La donne est-elle en train de changer pour les Kurdes en Syrie ?

Les Kurdes ont été utilisés par la coalition, et en premier lieu par les Américains, comme des auxiliaires militaires [*contre l'EI*], mais ils restent historiquement une variable d'ajustement. Les Occidentaux ont choisi de fermer les yeux sur l'agenda politique particulier des Kurdes syriens, car ils estiment que leur projet n'aboutira jamais. Personne ne croit à une sécession kurde en Turquie non plus. Le seul endroit où l'autonomie kurde fonctionne, c'est dans le nord de l'Irak, où, finalement, tout se passe plutôt bien.

Les Kurdes de Syrie sont aujourd'hui dans une situation difficile, d'autant que leur direction et celle du gouvernement régional du Kurdistan irakien sont à couteaux tirés. Ils ont mis la charrue avant les bœufs en tentant d'imposer un proto-Etat [*le Rojava*] qui a ouvert des bureaux « diplomatiques » dans différents pays, dont la France. C'est un acteur trop nouveau pour avoir des relais solides, et qui ne dispose pas d'une réelle base de légitimité hors de sa région. Même si, au nom de l'urgence nationale, il s'est imposé face aux autres partis kurdes syriens comme unique force représentative.

A partir du moment où il s'est renforcé, comme c'est le cas depuis un an, il est entré presque mécaniquement en conflit avec les autres acteurs, y compris ceux avec qui il avait de bons rapports, comme le régime syrien. Ce dernier avait toujours eu une attitude ambiguë à leur égard mais, maintenant, il est prêt à se battre contre le PYD. Les relations de ce dernier avec l'opposition syrienne ont par ailleurs toujours été très mauvaises.

Les Kurdes syriens risquent-ils d'être lâchés par leurs alliés ?

En 2015, le PYD avait réussi ce tour de force d'être soutenu à la fois par Washington et par Moscou. Dans la guerre des images, face aux vidéos sordides des exactions de l'EI, les combattants – et surtout les combattantes – kurdes syriens sont devenus des symboles d'héroïsme et de résistance.

La réalité de la guerre syrienne est beaucoup plus complexe et pas du tout romantique. Et ses enjeux internationaux vont bien au-delà de la question de l'avenir des Kurdes. Pour l'Union européenne, par exemple, la priorité est de bloquer l'afflux des réfugiés. Les Américains, eux, voient que l'EI est en recul. Le rôle des Kurdes syriens est donc moins important, alors même que leur montée en puissance pose problème à l'allié turc. L'Iran lui-même s'inquiète de cette montée en puissance du PYD, d'autant qu'il doit gérer sa propre rébellion kurde menée par le PJAK [*Parti pour une vie libre au Kurdistan*], parti frère du PYD syrien et du PKK turc. En définitive, le PYD, qui tenait le haut de l'affiche sans avoir d'alliés solides, risque bien d'en faire les frais. ■

2 mars 2016.
A Cizre (sud-est de la Turquie), après les affrontements entre l'armée turque et les combattants kurdes du PKK. Les habitants ont été autorisés à regagner leur ville quasi détruite.

FURKAN TEMIR/VII
MENTOR PROGRAM



Turquie-Syrie

La guerre perdue du PKK

En remportant la bataille de Kobané face aux djihadistes de l'EI, le PKK et ses affidés syriens se croyaient prêts à réitérer leur exploit en Turquie. Mais les combats urbains qu'ils y ont déclenchés se sont révélés désastreux

ALLAN KAVALL

SURUÇ ET NUSAYBIN (SUD-EST DE LA TURQUIE) -
envoyé spécial

De l'autre côté de la frontière, la Syrie. Des bâtiments bas, gris, en partie détruits, s'étirent sur quelques kilomètres. « Là-bas, c'est Kobané! », lâche Emin Baran, regard tourné vers cette ville toute proche et pourtant inaccessible, au-delà du no man's land, comme flottant dans une réalité parallèle. Emin Baran est citoyen de la République de Turquie, patriote kurde et avocat à Suruç, localité jumelle de Kobané, ville située en territoire syrien. Pour lui, comme pour des millions de Kurdes de Turquie et d'ailleurs, Kobané représente bien plus que ces ruines dans un paysage désert. C'est un moment de gloire, un rêve, un mythe, qui dépasse de loin la ville dont on n'aperçoit depuis la frontière que la silhouette aveugle et exiguë, plantée dans un horizon clos par des collines brûlées de soleil.

En septembre 2014, l'enclave kurde de Kobané, restée jusqu'alors en marge du conflit syrien, était la cible d'une offensive d'ampleur menée par l'organisation Etat islamique (EI). Acculés à la frontière turque par les djihadistes, les combattants kurdes syriens



chargés de la défendre avaient failli céder dès les premières semaines de combat. Finalement appuyée par l'aviation américaine et l'arrivée massive de volontaires kurdes venus de Turquie, leur résistance a eu raison de l'offensive djihadiste en janvier 2015. En quatre mois, cette bataille, dont l'emplacement frontalier a facilité une médiatisation massive, s'est transformée en un nouveau récit fondateur du nationalisme kurde.

« UN SENTIMENT D'UNITÉ »

Depuis les villages aux maisons de parpaing nu qui s'égrainent face à la frontière, Emin Baran en a suivi tous les développements. A l'époque, il avait été mobilisé avec des centaines d'autres pour porter assistance aux réfugiés kurdes syriens et soutenir l'effort des combattants qui résistaient à l'intérieur de Kobané. A présent que le calme règne, il évoque les souvenirs dont les lieux sont hantés : « C'était le chaos. Les réfugiés affluaient vers la Turquie, tandis que nos jeunes partaient dans l'autre sens pour combattre Daech [acronyme arabe de l'EI]. La Turquie avait déployé ses troupes et la police, laquelle harcelait, de ce côté de la frontière, les rassemblements kurdes avec ses Toma [véhicules antiémeutes lanceurs d'eau] et ses grenades lacrymogènes. »

La guerre se déroulait dans un paysage limitrophe que tous pouvaient observer, sans prendre le risque d'en être. M. Baran se souvient du drapeau noir de l'Etat islamique qu'il a vu flotter sur une colline proche, du bruit des rafales de mitrailleuses, des explosions. Il a acclamé les premières frappes américaines. Il a célébré ensuite l'arrivée des peshmergas (combattants kurdes) irakiens, venus en renfort avec l'assentiment d'Ankara fin octobre 2014. Enfin, il a fêté la victoire. « C'était une bataille existentielle ! Kobané a créé un sentiment d'unité entre Kurdes que nous n'avions jamais connu auparavant », se souvient-il avec une pointe de nostalgie.

Aujourd'hui, l'enthousiasme et l'espoir ont déserté la frontière. Côté turc, de lourds engins

alignent des blocs de béton de plus de 3 mètres de haut, une séparation physique autant que symbolique signalant l'échec des rêves d'unité kurde. Le 2 septembre, la police et la gendarmerie turques sont intervenues pour disperser un rassemblement de Kurdes de Kobané qui protestaient contre l'édification de ce mur. Deux manifestants ont été abattus, selon les autorités kurdes syriennes. L'événement n'a pas suscité de réaction parmi les Kurdes de Turquie. « Autrefois, un crime comme celui-là aurait provoqué un soulèvement. Maintenant, nous sommes habitués, tout a changé depuis Kobané », regrette Emin Baran. Après avoir tenté de rebondir sur ses succès en Syrie, pour ouvrir de nouvelles confrontations et élargir son contrôle en territoire turc, le mouvement kurde est exsangue, et Ankara victorieux.

Dans la cartographie kurde, Kobané forme avec les enclaves d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, et de la Djeziréh, dans le nord-est, un territoire discontinu connu sous le nom de Rojava ou Kurdistan occidental. Longtemps restées en marge des luttes indépendantistes, les régions kurdes de Syrie ont été investies, à partir de 2011 et du début du conflit syrien, par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – en intelligence avec le régime de Damas, soucieux de tenir ses populations kurdes à distance de la révolution. Pour le PKK, en guerre contre Ankara depuis 1984, la révolution syrienne était porteuse d'une opportunité historique. Pour la première fois, l'organisation se trouvait en position de prendre le contrôle de territoires majoritairement kurdes à travers son organisation jumelle syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD), ce qu'elle n'avait jamais pu réaliser en Turquie malgré trois décennies de guérilla. Profitant du vide laissé par le régime de Bachar Al-Assad, elle a fait du Rojava le laboratoire du modèle d'autonomie locale et d'autogestion auquel elle aspirait pour les Kurdes de Turquie.

Mais la bataille de Kobané a fait entrer le mouvement kurde dans une phase nouvelle. Les émanations locales du PKK – bien que ce parti soit considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne – sont devenues les principaux soutiens de la coalition internationale menée contre l'EI. La coopération militaire s'est structurée sur le terrain à partir de 2015, octroyant au PYD – et donc au PKK – une légitimité et l'opportunité de s'emparer de nouveaux territoires, comme la ville de Tal Abyad, dont la prise, en juin 2015, permettait enfin de relier les enclaves de Kobané et de la Djeziréh.

Au même moment, en Turquie, ces succès militaires étaient suivis de près par la base

militante kurde, déjà galvanisée par la victoire de Kobané. Les recrutements par le PKK au sein de la jeunesse kurde de Turquie se sont accélérés. Politiquement, le Parti démocratique des peuples (HDP), émanation légale du mouvement kurde en Turquie, indirectement auréolé du succès de la bataille de Kobané, a remporté un succès historique aux élections législatives de juin 2015. Obtenant 13 % des voix, la formation pro-kurde dépassait ainsi la barre des 10 % qui conditionne l'entrée d'un parti au Parlement turc.

Cette période favorable s'est brutalement refermée à Suruç le 20 juillet 2015. Les jardins du centre culturel Amara, un établissement affilié au mouvement kurde, accueillaient ce jour-là une foule de plusieurs centaines de personnes, jeunes militants pour la plupart. Ils célébraient le départ prochain de leurs camarades pour Kobané, où ils devaient livrer de l'aide humanitaire. Vers midi, le jeune Seyh Abdurrahman Alagöz a actionné la charge explosive qu'il portait sur lui. Trente personnes ont été tuées dans l'explosion. Une centaine d'autres furent blessées.

« Le cauchemar que nous vivons aujourd'hui a commencé le jour de cet attentat, explique un survivant devant la façade du bâtiment mouchetée d'impacts. Depuis, plus rien n'est pareil en Turquie. » L'attentat du centre culturel Amara, qui a déclenché un enchaînement d'événements vertigineux, a plongé la Turquie dans un état de violence dont elle n'est pas encore sortie. Le gouvernement turc a attribué l'attentat à l'EI. Le mouvement

« LE CAUCHEMAR A COMMENCÉ LE JOUR DE L'ATTENTAT AU CENTRE CULTUREL AMARA. DEPUIS, PLUS RIEN N'EST PAREIL EN TURQUIE »

UN HABITANT DE SURUÇ
survivant de l'attentat

kurde, accusant Ankara de soutenir l'organisation djihadiste, a considéré que l'Etat turc était responsable. Deux jours plus tard, l'assassinat de deux policiers, abattus dans la localité frontalière de Ceylanpinar, était revendiqué par le PKK. Le 24 juillet, l'aviation turque reprenait ses raids contre les bases de l'organisation dans le nord de l'Irak. Le processus de paix amorcé au printemps 2013 était rompu. Le conflit kurde redémarrait en Turquie, dorénavant intimement lié aux développements de la crise syrienne.

Rompant avec les techniques de guérilla pratiquées depuis les années 1980, le PKK a mis à profit, sur le sol turc, l'expérience acquise en Syrie en matière de guerre urbaine. Ses milices ont investi plusieurs quartiers populaires des villes du sud-est de la Turquie, ré-

solues à en interdire l'accès aux forces de sécurité. «Après l'attentat de Suruç, on a voulu créer plusieurs Kobané à l'intérieur de la Turquie, explique un cadre du mouvement kurde. En déclarant l'autodétermination et en prenant le contrôle de certains quartiers, on s'attendait à une contre-attaque de l'Etat – qui devait provoquer une mobilisation des Kurdes, comme cela s'était produit à Kobané, ainsi que des réactions internationales. Le processus avait été lancé dans les villes et les quartiers où le mouvement kurde était le plus fort. Il devait déboucher sur une insurrection.»

Les affrontements urbains déclenchés par le PKK se sont en réalité soldés par un échec complet. La population n'a pas suivi. L'armée turque, après avoir laissé se développer ces foyers d'insurrection, a lancé une riposte massive qui s'est achevée par la destruction totale de quartiers dans plusieurs villes kurdes, du sud-est. Sans susciter la réaction attendue de la population.

UNE VILLE SOUS OCCUPATION

A près de 300 kilomètres à l'ouest de Suruç, Nusaybin est l'une des localités qu'avait choisies le PKK pour ses projets insurrectionnels. Dans cette sous-préfecture qui comptait 110 000 habitants en 2015, l'Etat turc règne désormais en maître. Après plusieurs épisodes d'affrontements entre forces de sécurité et combattants du PKK retranchés dans plusieurs de ses quartiers, Nusaybin s'est retrouvée amputée de près de la moitié de sa superficie en mai 2016. Comme dans d'autres villes insurgées, l'armée et les forces spéciales de la gendarmerie turque y ont écrasé la rébellion kurde en déployant des chars. Les quartiers contrôlés un temps par l'insurrection ne sont plus que des champs de ruines, à l'accès désormais interdit par des clôtures métalliques ornées de drapeaux turcs. Par-delà les grillages, des maisons effondrées, des façades criblées de balles, la carcasse hachée d'une ville. Les bâtiments officiels renforcés de murs anti-explosion et la construction de nouvelles casernes dessinent un paysage nouveau, celui d'une ville sous occupation.

«Le PKK nous a répété que, pour construire, il fallait détruire, qu'il se battait pour notre liberté. Il voulait faire en Turquie ce qu'il avait déjà fait en Syrie», se souvient Mehmet en longeant le quartier de Firat, où il avait toujours vécu. Depuis la fin des combats, Mehmet n'a pu y retourner. Tout ce qui se trouve au-delà de la clôture est désormais perdu. A Kisla, autre quartier insurgé de Nusaybin, les autorités ont commencé à raser des îlots entiers de bâtiments, qu'ils aient été ou non endommagés par les affrontements. Les pelleteuses ensevelissent le tracé des rues où les combattants kurdes sont morts et où les familles, chassées par les affrontements, ne reviendront plus. Derrière la zone en cours de démolition apparaît au loin, au-delà du haut mur de béton marquant la frontière, la ville syrienne de Kamechliyé. Au sommet de son château d'eau flottent les couleurs du PKK et de son émanation syrienne, le PYD. Kamechliyé est la capitale du Rojava.

Dans les quartiers de Nusaybin épargnés par les combats, la vie reprend son cours tant bien que mal. Le va-et-vient perpétuel des véhicules blindés turcs rappelle à la population

que sa ville a été reconquise et que le rapport de force n'est pas en sa faveur. Signe de la mainmise de l'Etat turc, les rues des quartiers qui ont échappé aux destructions ont été recouvertes d'asphalte, un revêtement remplaçant les pavés qu'avaient utilisés les combattants du PKK pour dresser leurs barricades. «Nusaybin s'est transformée en caserne», regrette Murat. Agé de 24 ans, issu d'une famille modeste implantée dans un quartier acquis au mouvement kurde, il s'est engagé dans les mouvements de jeunesse liés au PKK dès l'adolescence. Quand l'organisation a lancé son projet, il a pris ses distances.

«Après l'attentat de Suruç, des cadres [du PKK] sont venus dans les quartiers pour motiver les jeunes et préparer des fortifications, raconte Murat. Ils essayaient de convaincre les gens de résister avec eux. Mais ils se sont retrouvés seuls: tout le monde est parti, le peuple n'était pas prêt pour la guerre civile.» Aucun des combattants kurdes de Nusaybin que Murat connaissait n'a survécu aux combats. Il a compté une vingtaine de morts dans son entourage. Le bilan exact des affrontements, qui se sont déroulés à huis clos à Nusaybin comme dans d'autres villes investies par le PKK, n'est pas connu. Déjà fortement mobilisée sur le front syrien, la jeunesse militante kurde de Turquie a été décimée par la guerre des villes.

Le cas de Nusaybin n'est pas isolé. Le district de Sur à Diyarbakir, Cizre, Sîrnak, Yuksekova, Silvan et d'autres localités plus modestes ont subi le même sort. Les quartiers un temps tenus par le PKK y ont été détruits, leurs habitants poussés à l'exil. Bastions du mouvement kurde depuis les années 1990, ces villes sont désormais sous le contrôle étroit de l'Etat turc. Dans tout le sud-est de la Turquie à majorité kurde, le PKK s'est retrouvé coupé de sa base, qui n'a pas eu le temps de compren-

dre la tourmente dans laquelle elle se trouvait emportée. Les espoirs nés en 2015 sur les bons résultats électoraux du HDP ne sont plus qu'un lointain souvenir.

«Nous tirons notre force du sang de nos martyrs», veut croire un cadre du PKK à Nusaybin. Les pertes massives, assure-t-elle, finiront par renforcer le mouvement. Certes, le culte des «martyrs» a toujours été déterminant, et une partie large de la population continue de voir le PKK comme son seul représentant face à un Etat turc honni. Les insurrections urbaines marquent néanmoins une rupture. Tant que la guerre ciblait l'armée turque dans de lointains maquis de montagne, ou face à l'EI en Syrie, le PKK pouvait gagner de la légitimité. Après s'être égaré dans des affrontements dont la population ne voulait pas et qui se sont conclus par la destruction et l'occupation des localités où il était largement dominant, le mouvement kurde de Turquie est à la dérive.

11 000 ENSEIGNANTS KURDES SUSPENDUS

L'épopée syrienne du PKK s'est, elle aussi, interrompue. A la suite de la prise de Manbij, ravie par les forces kurdes et leurs alliés locaux à l'EI le 12 août, l'intervention militaire turque dans la région de Djarabulus a porté un coup d'arrêt à l'expansion kurde dans le nord de la Syrie. L'opération d'Ankara, qui vise autant les djihadistes de l'EI que les émanations syriennes du PKK, s'inscrit dans le prolongement de la reprise en main par les forces de sécurité turques des villes kurdes de Turquie.

En Turquie même, la reconquête politique succède à présent à la reconquête militaire. Le 11 septembre, 24 maires kurdes élus, suspendus car accusés de liens avec le PKK, ont vu leurs prérogatives transférées à des administrateurs relevant du ministère de l'intérieur. Cette mesure a été prise dans les conditions juridiques exceptionnelles de l'état d'urgence décrété après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet. Autre mesure: plus de 11 000 enseignants kurdes ont été suspendus pour leurs liens présumés avec le PKK.

Incapable de remobiliser sa base, diminué militairement et terrassé politiquement, le mouvement kurde est dans l'impasse. Le 12 septembre, son chef historique Abdullah Öcalan, détenu dans le pénitencier insulaire d'Imrali, dans la mer de Marmara, a appelé à la reprise de négociations. Des déclarations qui ne changent rien à la réalité du conflit. Depuis le mois d'août, le PKK a lancé une nouvelle vague d'attaques dans les villes kurdes du pays. Les attentats à la bombe visent des cibles sécuritaires mais n'épargnent pas les civils, contribuant à éloigner le mouvement kurde de la population et d'une partie de sa base: Le 12 septembre, une bombe qui a frappé des policiers devant le siège du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) dans la ville majoritairement kurde de Van a fait plus de 50 blessés, dont une majorité de civils.

En parallèle, le mouvement kurde a relancé la guérilla dans les maquis du sud-est de la Turquie, multipliant les attaques contre des forces de sécurité renforcées. Chassé de ses bastions historiques, privé d'une jeunesse militante fauchée dans l'aberration stratégique et politique des affrontements urbains, le PKK traverse une des périodes les plus critiques de son histoire. ■

LA GALAXIE DU PKK

EN TURQUIE

Parti des travailleurs

du Kurdistan Fondé en 1978, en conflit avec Ankara depuis 1984, le PKK est une organisation politique et armée, considérée comme «terroriste» par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Parti démocratique des peuples

Créé en 2013, le HDP, rassemblant plusieurs mouvements politiques kurdes, est un parti légal. Ses liens avec le PKK sont sujets à controverse.

EN SYRIE

Parti de l'union démocratique Emanant du PKK, le PYD dispose de

milices révolutionnaires (unités de protection du peuple, YPG), dont un contingent féminin (unités de protection de la femme, YPJ).

EN IRAK

Le PKK dispose de camps d'entraînement dans le nord, sur le mont Qandil, et de bases près de la frontière syrienne au mont Sinjar, repris à l'organisation Etat islamique fin 2015.

EN IRAN

Parti pour une vie libre au Kurdistan Le PJAK est une émanation iranienne du PKK, installée sur le mont Qandil, dans le nord de l'Irak.

Le puzzle éclaté d'un grand Kurdistan

Le rêve ancien d'un territoire kurde uni, rassemblant des zones réparties sur quatre pays, s'éloigne face aux stratégies divergentes des acteurs régionaux



Un peuple resté orphelin d'Etat

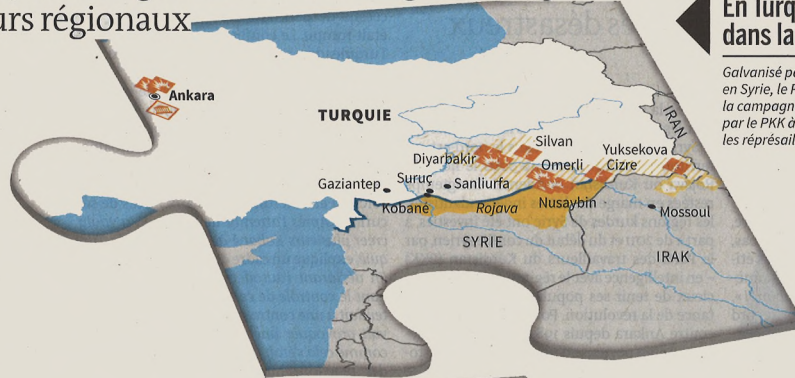
En 1920, lors des négociations du traité de Sèvres sur le devenir des provinces ottomanes, les Kurdes avaient reçu la promesse d'un territoire. Elle ne fut pas tenue. Dans une région fragilisée par les guerres, les Kurdes n'ont jamais abandonné la lutte pour leur autonomie.

UNE IDENTITÉ COMMUNE

- Continuité des zones de peuplement kurde (aux dialectes proches)
- Zone montagnarde de repli face aux Etats en place

UN DESSEIN POLITIQUE

- Limite du Kurdistan d'après le Mémorandum sur les revendications du peuple kurde (1919)
- Limite définie par le traité de Sèvres, conclu en 1920 entre les Alliés et l'Empire ottoman, jamais ratifié



En Turquie : l'embourbement dans la guérilla

Galvanisé par les succès militaires des Kurdes en Syrie, le PKK avait gagné en légitimité. Mais la campagne d'affrontements urbains lancée par le PKK à l'été 2015, suivie d'attentats après les répressions turques, se révèle être un échec.

PRINCIPALES ORGANISATIONS

- PKK** (Parti des travailleurs du Kurdistan) : organisation politique et armée (illégal)
- Base arrière irakienne du PKK

- HDP** : parti politique qui rassemble divers mouvements kurdes (légal)

RÉUSSITES POLITIQUES OU VICTOIRES SUR LE TERRAIN

- Bons résultats électoraux du parti kurde HDP aux élections législatives de juin 2015
- La « Rojava », laboratoire de gouvernance pour le PKK

OBJECTIFS MILITAIRES

- Relancer la guérilla contre les forces de sécurité turques
- Mener une guerre urbaine dans les bastions du mouvement kurde (2015)
- Perpétrer des attentats meurtriers (2016)
- Contourner le mur de béton construit par les autorités turques le long de la frontière



En Syrie : l'occasion manquée

Sous le régime du parti Baas, les Kurdes ont subi une intense politique d'arabisation (langue kurde bannie, parfois déchéance de nationalité). Avec la révolution syrienne, ils ont entamé un processus d'autonomie de leurs régions. La lutte contre l'EI leur a permis de conquérir de nouveaux territoires et de gagner en légitimité auprès de leurs alliés de la coalition internationale. L'intervention militaire turque marque un coup d'arrêt à cette expansion.

PRINCIPALES ORGANISATIONS

- PYD** (Parti de l'union démocratique) : affilié au PKK

MILICES DE DÉFENSE

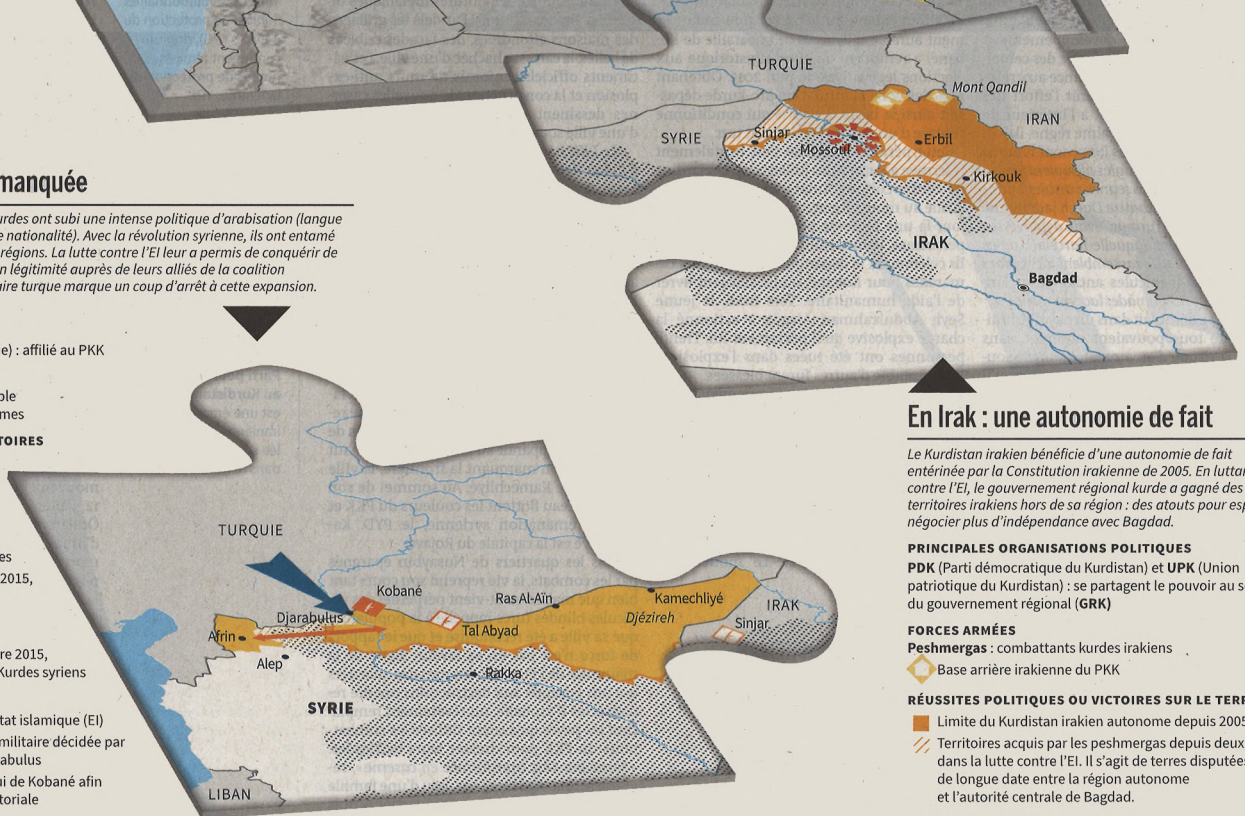
- YPG** : unités de protection du peuple
- YPJ** : unités de protection des femmes

RÉUSSITES POLITIQUES OU VICTOIRES SUR LE TERRAIN

- Territoire sous contrôle kurde en septembre 2016
- Bataille de Kobané, en janvier 2015, catalyseur du sentiment d'unité entre Kurdes
- Bataille de Tal Abyad, en juin 2015, ayant permis de relier les enclaves de Kobané et de la Djézireh
- Bataille de Sinjar, en novembre 2015, devenue une place forte des Kurdes syriens

OBJECTIFS MILITAIRES

- Lutter contre l'organisation Etat islamique (EI)
- Résister face à l'intervention militaire décidée par Ankara dans la région de Djarabulus
- Relier le canton d'Afrin et celui de Kobané afin d'assurer une continuité territoriale



En Irak : une autonomie de fait

Le Kurdistan irakien bénéficie d'une autonomie de fait entérinée par la Constitution irakienne de 2005. En luttant contre l'EI, le gouvernement régional kurde a gagné des territoires irakiens hors de sa région : des atouts pour espérer négocier plus d'indépendance avec Bagdad.

PRINCIPALES ORGANISATIONS POLITIQUES

- PDK** (Parti démocratique du Kurdistan) et **UPK** (Union patriotique du Kurdistan) : se partagent le pouvoir au sein du gouvernement régional (**GRK**)

FORCES ARMÉES

- Peshmergas** : combattants kurdes irakiens
- Base arrière irakienne du PKK

RÉUSSITES POLITIQUES OU VICTOIRES SUR LE TERRAIN

- Limite du Kurdistan irakien autonome depuis 2005
- Territoires acquis par les peshmergas depuis deux ans dans la lutte contre l'EI. Il s'agit de terres disputées de longue date entre la région autonome et l'autorité centrale de Bagdad.

OBJECTIFS MILITAIRES

- Lutter contre l'organisation Etat islamique (EI)
- Participer à la reprise de Mossoul pour s'imposer dans la lutte d'influence qui oppose la région kurde à Bagdad

Don't defeat ISIS, yet

Ramzy Mardini

ERBIL, IRAQ A military push to recapture Mosul, Iraq's second largest city, and the rest of Nineveh Province from the Islamic State is expected soon. Unfortunately, even if the campaign is successful, the liberation of Mosul will not stabilize the country. Nor will conquest resolve the underlying conditions that originally fueled the extremist insurgency.

Instead, the legacy of the Islamic State, or ISIS, will endure. Its rise and fall have altered the country's society and politics in irreversible ways that threaten future cycles of conflict. Throughout history, victorious wars have often forged national identities, expanded state power and helped centralize political authority. But the war against the Islamic State is having the opposite effect: fragmentation.

In parts of Iraq recaptured from the militants where I've traveled, signs of any central authority are nonexistent. Instead, what has emerged from the conflict is a complex patchwork of ethnic, tribal and religious militias that claim fief over particular territories.

This was the case in liberated parts of Sinjar, where the massacre of Yazidis, a religious minority, perpetrated by the Islamic State with local Sunni collaborators compelled the United States to intervene militarily in 2014. Now the remaining Yazidi community is divided and militarized, with each militia backed by a different Kurdish faction, and each Kurdish

faction in turn backed by a different regional power.

In Nineveh Province, the social fabric that long reflected the co-existence of diverse groups seems permanently damaged.

"ISIS changed everything," one Yazidi man told me. "We can never trust Arabs again."

I heard the same message from members of other minority groups. Each now demands political autonomy. In Iraq's northern region, the war has encouraged Kurdish nationalist aspirations to crystallize into urgent demands for statehood. It's difficult to find anyone who feels they belong to the Iraqi nation.

In part, the Islamic State was able to expand so rapidly in 2014 because it provided an opportunistic means for groups to settle longstanding scores. At no other time has sectarianism in Iraq been so hardened, with communities even of the same sect fragmented.

Sunni tribes have fractured at a local, even village, level, with some grabbing power by joining the Islamic State, while others fled or resisted. In Anbar Province, for instance, more than 100 men now claim to be a sheikh, or leader, of a tribe.

The Baghdad government's writ does not apply in most of Iraq. The administration's weak authority has forced the prime minister, Haider al-Abadi, to rely on dozens of Shiite militias to shore up national security. Mr. Abadi has tried to integrate these forces to bring them under his control, but the process has created parallel command structures within the security apparatus.

In practice, the militias answer to a

murky network of patronage and loyalties divided among different political parties, religious clerics and external patrons. It's hard to tell where the militias end and the state begins.

The American experience in Iraq has been plagued by a series of false assumptions, misplaced confidence and poor foresight. In the latest manifestation, since 2014, the White House has wrongly prioritized the narrow, short-term military objective of defeating the Islamic State.

A premature U.S.-backed Iraqi offensive to retake Mosul from the militants risks unleashing deeper sectarian conflict.

The push to retake Mosul is not simply a case of the Iraqi Army against the Islamic State; instead, an array of armed groups — each driven by its own parochial interests — are set to wage war there. This alone should give

American policy makers pause, because of the threat this situation poses to reconstruction and post-conflict stability.

To offset this problem, the United States hopes to broker preliminary agreements between the combatant groups in the Mosul campaign. So far, these efforts have yielded little. For example, there is no consensus on how to determine which civilians joined the Islamic State willingly, which cooperated for protection, or which were not involved at all. There is no protocol on how to prevent acts of retribution between communities, and no guarantee that the militias the United States wants excluded from the campaign would remain on the sidelines.

In the absence of any effective chain of command, it seems unlikely that rules of engagement will be adhered to. With no one to enforce compliance and accountability, parties are more likely to cheat on previous commitments. One of the few beliefs that Iraqis across the sectarian divide share is that the United States will soon disengage completely from their country.

The very diversity of Nineveh's population makes it more vulnerable than Anbar, which is mainly Sunni Arab, to being carved up along ethnic and religious lines. The only militias' collective interest — in the defeat of the Islamic State — will end when the province is retaken. For many, fighting the Islamic State is not about saving the nation or the state; it's an opportunity to reap the political spoils of con-



Peshmerga forces during an operation to liberate villages under the control of the Islamic State southeast of Mosul, Iraq, in August.

quest.

Among the groups competing for those rewards are: Sunni Arab tribal militias looking to expand control over territory ahead of the next provincial elections; Shiite Turkmen militias aiming to cleanse Sunni Turkmens from the area; Shiite Arab militias seeking a bigger say in government; and Kurdish groups wishing to consolidate control over disputed territories. Behind all these is a prime minister who needs a victory to strengthen his weak hand in Baghdad. And behind him are Turkey and Iran, both maneuvering their armed proxies to extend their influence.

In the face of these forces, Nineveh's provincial government, which has been

in exile for over two years, does not have the capacity to re-establish its authority. A new governor was appointed last year, but he commands neither a political party nor a solid coalition of allies.

American policy makers would be foolish to hope they could control such a complex environment of conflicting interests. Nor should they rely on these armed groups' disarming after the Islamic State is defeated. Given this unpromising picture, President Obama would be wise to postpone the military campaign. Any rushed victory would most likely prove pyrrhic — further fragmenting the civil-war-ravaged country and pushing it toward a new phase of armed sectarian poli-

tics.

Instead, Mr. Obama should devote his remaining time in office to pressure the Abadi government to build a single military force that is tailored to liberate the rest of Nineveh. That would be an army that reflected the province's demographics and tribes and had effectively integrated its constituent militia groups under a unified national command.

Mr. Obama has helped degrade the Islamic State in Iraq. But defeating it must not come at the risk of a new, and perhaps more deadly, civil war.

RAMZY MARDINI is a nonresident fellow at the Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East.

International New York Times SEPTEMBER 23, 2016

The violence sown by Tehran

Saad Hariri

On Feb. 14, 2005, a massive bomb killed the former prime minister of Lebanon, Rafik Hariri, my father, along with 22 other Lebanese. The Special Tribunal for Lebanon at The Hague identified five Hezbollah operatives as suspected collaborators in the murder. If proved, that would mean his assassination was carried out by Iran's allies in Lebanon, who are financed and controlled by the regime in Tehran.

Three years later, in 2008, Hezbollah moved to occupy Beirut, and after many years of promising that its vast, Iranian-supplied arsenal was intended only to protect Lebanon from Israel, turned its weapons against the Lebanese people.

More recently, Hezbollah has prevented Lebanon from electing a new president and has imposed a devastating gridlock on the country's government in order to blackmail the citizenry into accepting its demands.

Meanwhile, Hezbollah has sent thousands of young Lebanese men to fight and die in Syria to defend the odious regime of Bashar al-Assad, the brutal dictator condemned in the United Nations and around the world for presiding over the deaths of at least a quarter million of his own people. Mr. Assad — with the help of Iran; its Revolutionary Guards and its proxies; Hezbollah and militias in Iraq and Afghanistan — has created the worst refugee problem since World War II, ruthlessly displacing millions of people into neighboring countries and Europe.

We Lebanese are all too familiar with the violence, discord, sectarian hatred, brutality and terrorism that Iran and its allies inflict on other countries, whatever Iranian officials might try to claim to the outside world. Iran has been the world's greatest state sponsor of terrorism since the late 1970s.

We have not forgotten the taking of

Americans, and other Westerners, as hostages in the 1980s by Iranian proxies in Lebanon. We have not forgotten the bombing of the Marine barracks at the Beirut airport, which killed 241 United States Marines, sailors and soldiers. The amnesia in much of the world about these events, let alone what is happening today in Syria and elsewhere, leaves us dumbfounded.

In Syria, the disaster that has befallen its people began when Iran and its allies intervened to prop up the brutal dictatorship of Mr. Assad against a popular, and originally nonviolent and nonsectarian, pro-democracy uprising. The Syrian people were merely asking for the reform of a vicious and corrupt system by a government that rules by brute force. Now Lebanon is overwhelmed by some 1.3 million Syrian refugees driven from their homes by this remorseless regime.

The tragedy in Yemen, too, began when the Iranian-backed Houthi rebel militia began its battle against its own people in a coup condemned by the United Nations Security Council. They did this simply to menace and threaten the stability of Saudi Arabia and the other Persian Gulf Arab states.

In Iraq, Iran has promoted and funded brutal proxy militias that have spread sectarian hate in the country and are now undermining efforts to defeat the Islamic State.

Iranian officials brazenly boast that their country is now in control of four Arab capitals — Beirut, Baghdad, Sana and Damascus — and gloat over their hegemony. Such bluster is an obvious threat, which we in Lebanon know to take very seriously, that

Iran wants to expand its influence in the Middle East by sowing discord, promoting terrorism and sectarian

hatred, and destabilizing the region through proxies, while pretending to be bystanders.

Contrast this with what Saudi Arabia has done for Lebanon. In the 1980s, while Iran was busy directing its proxy militias in Lebanon, Saudi Arabia helped the country reach a historic agreement to end its civil war. The Taif Accords, named after the city in Saudi Arabia where the Lebanese Parliament met, ended 15 years of carnage.

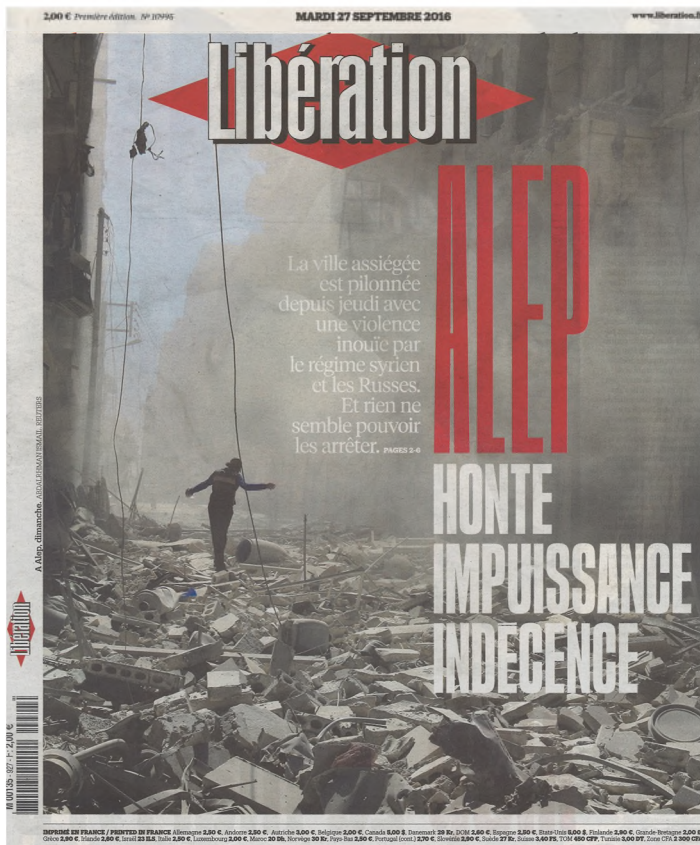
As Lebanon was trying to rebuild its economy after the civil war, Saudi Arabia stepped in with crucial assistance to the Paris conferences for the financial reconstruction of Lebanon, contributing more than \$1.5 billion in aid.

How many schools and hospitals has Iran built in Lebanon? How much help has it provided for Lebanon to rebuild itself? The answer, of course, is little to none, and any such Iranian aid is structured entirely to the political benefit of Hezbollah.

Iran has a unique opportunity to help those who are really fighting extremism in the Arab world. But to do that, it must stop meddling in Arab affairs, from Yemen and Bahrain to Iraq, Syria and Lebanon. It must stop feeding Sunni resentment, which only encourages a fringe minority to think terrorism is the answer. And Iran can force militias from Afghanistan, Iraq, Lebanon and Iran to leave Syria. That would be a great first step to clear the last tactical hurdle facing those who are really fighting extremism in the Muslim world.

Iran can be part of the solution. But it must accept the extended Arab hand, led by Saudi Arabia, for normalized, neighborly relations, allowing Sunni Arabs to get down to the real task of getting rid of extremism.

SAAD HARIRI is a member of the Lebanese Parliament and served as prime minister between 2009 and 2011.



Victimes du régime de Bachar al-Assad soutenu par Moscou, entre 250 000 et 300 000 Syriens sont pris au piège dans l'est de la grande ville syrienne, qui subit ses pires bombardements depuis quatre ans.

ne voit de solution», dit un diplomate basé à Gaziantep, en Turquie, à une centaine de kilomètres d'Alep.

Pourquoi la ville d'Alep est-elle stratégique ?

Alep, qui comptait environ 2 millions d'habitants avant la révolution, s'est soulevé tardivement, bien après Damas ou Deraa (sud). En grande majorité sunnite, la ville était la capitale économique de la Syrie. Ce sont des étudiants et des groupes d'intellectuels, notamment des avocats, qui ont lancé les premières manifestations à l'été 2011. Les rebelles sont entrés dans la ville à la fin juillet 2012. Ils se sont rapidement emparés des quartiers populaires de l'Est et ont progressé jusque dans la vieille ville et la mosquée des Omeyyades, aujourd'hui détruite. Leurs positions étaient solides ; ils pouvaient acheminer hommes et munitions depuis les villages qu'ils contrôlent au nord de la ville. Dépassé, le régime a riposté en envoyant son aviation. Les lignes de front ne bougeront que très peu durant quatre ans. Jusqu'à cet été, lorsque les forces syriennes et russes, ainsi que leurs alliés du Hezbollah libanais et des milices chiites irakiennes et afghanes, coupent la route dite de Castello, la dernière voie qui partait des quartiers Est et rejoignait les campagnes du Nord et la frontière turque.

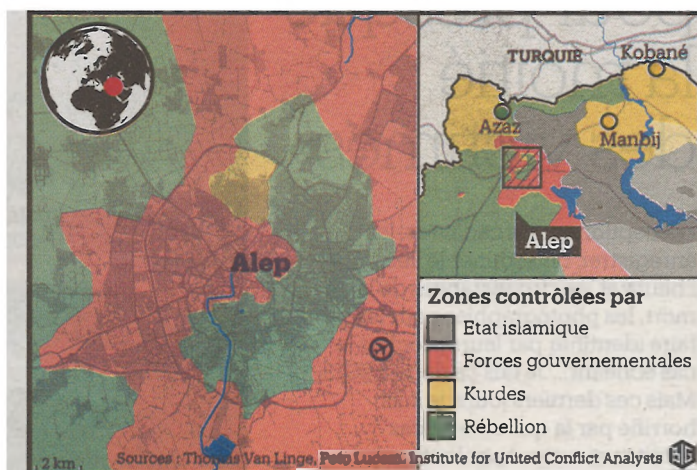
En août, les rebelles de l'Armée de la conquête, menés par les salafistes d'Ahrar al-Sham et les jihadistes du Front al-Nusra, cassent le siège en faisant une percée par le Sud, dans la banlieue de Ramoussah. Mais début septembre, ils en sont chassés par les loyalistes. Les quartiers rebelles d'Alep sont à nouveau encerclés. Leur reprise

Par
LUC MATHIEU

Alep n'a pas droit au répit. La ville n'a pas le temps de compter ses morts, de soigner ses blessés, de creuser ses décombres à la recherche de survivants. Depuis jeudi, la grande ville du nord de la Syrie est bombardée sans relâche, avec une violence jamais vue depuis le début de la guerre. Les avions et les hélicoptères syriens et russes tirent des missiles, larguent des barils d'explosifs, de chlore, des bombes incendiaires au phosphore, des obus perforants. Ils visent des immeubles, des réservoirs d'eau, des véhicules de secours. Les 250 000 à 300 000 habitants

des quartiers Est de la ville, contrôlés par la rébellion, ne peuvent que se cloîtrer et espérer ne pas finir ensevelis sous les gravats. Ils n'ont pas le droit de fuir : la ville est assiégée depuis début septembre.

«Alep ne connaît que le pire depuis cinq ans. Cela a commencé avec les répressions des manifestations en 2012, puis les bombardements à partir de 2013, le siège cet été, et maintenant ce pilonnage féroce qui détruira le peu qu'il reste des quartiers de l'opposition. Tout le monde a perdu espoir, personne



par les loyalistes marquerait la victoire la plus importante du régime de Bachar al-Assad en cinq ans de guerre. Ces quartiers sont aujourd'hui contrôlés par des groupes rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL). Les combattants d'Ahrar al-Sham et du Front Fatah el-Sham (le nouveau nom du Front al-Nusra depuis qu'il a officiellement rompu avec Al-Qaeda) sont également présents mais ils sont surtout déployés dans la périphérie.

La perte d'Alep repousserait les rebelles dans les campagnes qui bordent la frontière turque, au Nord, et vers Hama, au Sud. Le régime, lui, s'assurerait le contrôle des grandes villes du pays: Damas, Homs, Hama, Lattaquié, Tartous, soit, avec Alep, la «Syrie utile». Mais sa reconquête renforcerait aussi les groupes les plus radicaux. «Les islamistes répètent depuis le début de la guerre que la communauté internationale et les Etats-Unis en particulier ne feront rien pour la Syrie. Si Alep est repris par le régime, ils diront à la population: "vous voyez, on vous avait averti", et ils attireront de nouveaux combattants», explique Oussama Chourbagi, ex-membre du Conseil national syrien et directeur de l'ONG Afaq.

Quelle est la stratégie du régime ?

Le gouvernement syrien l'a annoncé la semaine dernière: l'offensive d'Alep sera totale. Aux bombardements massifs succédera un assaut de soldats et de miliciens. En parallèle, des «couloirs» pourront être ouverts pour l'évacuation de la popula- **Suite page**

Suite de la page tion. «Ils veulent faire à Alep ce qu'ils ont fait dans d'autres villes assiégées. Epuiser les civils, détruire les infrastructures, les hôpitaux, les écoles, les marchés pour les forcer à quitter la ville. Et ensuite, la repeupler, au moins en partie, avec des gens qui soutiennent le régime», explique Aa'saad Alhalabi, directeur de l'ONG syrienne Shafak.

Cette stratégie a été à l'œuvre à Daraya, dans la banlieue de Damas. Ville symbole de la révolution, où les jihadistes n'ont jamais réussi à s'implanter, elle a été assiégée et pilonnée pendant quatre ans. Fin août, les derniers civils et rebelles ont abandonné. Ils ont accepté de partir vers la province d'Idlib. Il ne restait que 8 000 personnes à Daraya, contre plus de 200 000 en 2011. Quelques jours après, Bachar al-Assad apparaissait en public dans une mosquée de la ville, entouré de responsables du parti Baas, pour la prière de l'Aïd. «L'Etat syrien est déterminé à reprendre aux terroristes toutes les régions et à rétablir la sécurité», avait-il alors déclaré. Depuis 22 septembre, plus de 500 civils et combattants ont été évacués du



De très nombreux enfants sont victimes des bombardements, comme ici ce corps enseveli dans le quartier Al-Marja d'Alep, vendredi.

PHOTO AMEER AL-HALBI. AFP

quartier d'Al-Waher à Homs, dernière poche rebelle de la ville.

Pour autant, cette stratégie de déplacement forcé sera beaucoup plus complexe à appliquer à Alep. «Si Bachar al-Assad et les Russes pensent qu'ils pourront vider la ville de 300 000 habitants, ils se trompent. Nous ne laisserons jamais faire. Personne à Alep n'a confiance dans le régime, on se battra jusqu'au bout», affirme Mohammed Fadalah, chef du conseil provincial d'Alep. «Si le régime avait pu reprendre la ville, il l'aurait fait depuis longtemps, ajoute un diplomate. Là, il donne tout ce qu'il a mais cela ne suffira pas. Il n'a pas les moyens militaires de s'imposer, même avec le soutien de Moscou.»

En attendant une éventuelle intervention au sol, les bombardements s'intensifient et changent de nature. Les habitants ont fait état de bombes à sous-munitions et des vidéos montrent l'explosion de bombes incendiaires, très vraisemblablement au phosphore. Des témoins ont aussi raconté avoir été surpris par la puissance d'un nouveau missile, capable de faire s'écrouler un immeuble et de donner l'impression que «la terre a tremblé» (lire ci-contre).

Une trêve peut-elle être instaurée ?

Officiellement, l'hypothèse n'est pas écartée, ni par Washington et Paris (lire page 6), ni par Moscou et Damas. En réalité, personne n'y croit. La dernière tentative a été un échec complet. Instauré le 12 septembre, le cessez-le-feu négocié entre les Etats-Unis et la Rus-

sie n'a pas tenu une semaine. Le précédent, en février, avait duré un peu plus d'un mois. Cette fois, l'échec a été tel que l'ONU n'a pas pu envoyer un convoi de ravitaillement de 40 camions à Alep. Les semi-remorques sont restés bloqués à la frontière turque, faute d'accord pour que les soldats syriens s'éloignent de la route de Castello et laissent passer les camions sans les intercepter. Les rebelles, eux non plus, n'ont jamais cru à la trêve. «Aucune n'a fonctionné, le régime les a violées systématiquement», affirmait la semaine dernière Yasser Youssef, conseiller politique de Nouredine al-Zenki, un groupe de l'ASL. Les rebelles refusent également de se dissocier des jihadistes Front Fatah al-Sham, une condition de Washington et de Moscou. Ils arguent que le groupe s'est officiellement séparé d'Al-Qaeda et qu'il est composé en très grande majorité de Syriens, décidés comme eux à faire chuter Al-Assad. Tactiquement, une séparation provoquerait un recul des rebelles, les groupes étant parfois présents sur les mêmes lignes de front dans la province d'Alep. «Pourquoi irait-on se battre contre des Syriens qui luttent contre le régime? Cela n'a aucun sens, explique Yasser Youssef. Et il ne faut pas oublier que le Hezbollah libanais, qui soutient le régime, est aussi considéré comme un groupe terroriste par les Etats-Unis. C'est quoi le raisonnement? Il y a terroristes et terroristes? Qu'ils les bombardent, on discutera après.» ◆

Le Monde

SAMEDI 30 JUILLET 2016

Les habits neufs d'Al-Qaida en Syrie

Le Front Al-Nosra devient le Front de la conquête du Levant pour essayer de fédérer d'autres groupes djihadistes ou salafistes

Le Front Al-Nosra n'est plus, place au Front de la conquête du Levant. Après plusieurs mois de débats internes, de fuites et de rumeurs distillées pour jauger la réaction de ses sympathisants et des autres groupes armés, la branche d'Al-Qaida en Syrie a rompu formellement ses liens avec la maison mère du réseau terroriste, jeudi 28 juillet dans une vidéo dans laquelle est apparu pour la première fois à visage découvert son chef, Abou Mohammed Al-Joulani.

Sa véritable identité serait, en fait, celle d'Ahmed Hussein Al-Shara, un Syrien né en 1984 dans la région de Deraa, à l'extrême sud-est du pays, là où a débuté la révolution en mars 2011. Al-Shara a combattu les forces américaines à la fin des années 2000 en Irak avant de regagner la Syrie en août de 2011 pour y organiser les premiers réseaux djihadistes à la faveur du soulèvement contre Bachar Al-Assad. Cinq ans plus tard, il est à la tête de l'un des groupes armés les plus puissants du pays, avec plus de 10 000 combattants – dont près de 3 000 recrutés entre février et juin selon des sources djihadistes et rebelles – et une position désormais incontournable sur l'échiquier politico-militaire syrien.

« Protéger les populations »

« Nous avons décidé d'arrêter d'opérer sous le nom de Front Al-Nosra et de recréer un nouveau groupe portant le nom de Front Fatah Al-Cham. Cette organisation n'aura aucune affiliation avec une organisation étrangère », a-t-il déclaré jeudi. L'objectif à court terme du groupe est de contrer une éventuelle alliance militaire russo-américaine en se débarrassant formellement de l'étiquette Al-Qaida. « Nous voulons protéger les populations, les musulmans, de bombardements dont le prétexte est de viser le Front Al-Nosra, une filiale d'Al-Qaida », a-t-il ainsi justifié.

Cette décision tactique ne signifie pas pour autant une rupture idéologique avec Al-Qaida. Et si Al-Joulani annonce vouloir



Lors d'une manœuvre de l'armée syrienne pour reprendre le contrôle de Layramoun, au nord-ouest d'Alep, le 26 juillet. GEORGE OURFALIAN/AFP

La mue du Front Al-Nosra anticipe aussi le prochain effacement de l'EI sous les coups de la coalition internationale

couper ses liens avec l'« extérieur », il s'est bien gardé de rompre son allégeance au réseau djihadiste: « Nous souhaitons remercier nos frères, les commandants d'Al-Qaida en général. Le cheikh Ayman Al-Zawahiri [chef d'Al-Qaida] (...) en particulier (...) leur saint leadership doit rester un exemple pour la communauté. » Puis d'ajouter que l'objectif de la nouvelle organisation était d'« établir la religion d'Allah avec la charia comme législation », maintenant ainsi son projet de création d'un émirat islamique. De nombreux vétérans d'Al-Qaida ont rejoint le Front Al-Nosra en Syrie ces dernières années, relativisant d'autant plus la « rupture ».

Sur le terrain, le mouvement a déjà posé dans les faits les jalons d'un émirat. « Nos frères moudjahidines en Syrie sont devenus une force qui ne peut plus être sous-estimée. Une force qui gère très bien les territoires libérés avec des tribunaux légitimes qui appliquent la loi d'Allah. [Nous sommes] passés du djihad d'une élite à celui d'une nation », se félicitait ainsi le bras droit d'Ayman Al-Zawahiri, Hassan Abou Al-Khayr, dans un message audio dans lequel il « autorisait » le Front Al-Nosra à décider de sa future stratégie. Une nouvelle preuve que la décision a été prise de concert avec la direction centrale d'Al-Qaida.

Le deuxième objectif du Front Al-Nosra est d'unifier les autres groupes djihadistes ou salafistes sous sa nouvelle bannière, sur le modèle de l'Armée de la conquête, la coalition qu'il forme avec les salafistes d'Ahrar Al-Cham dans le nord du pays.

Coups de boutoir

Cette « armée » aujourd'hui appelée à l'aide par les populations et les rebelles d'Alep, encerclés par les forces du régime. Samir Ali Kaaka, le chef religieux de l'Armée de l'islam – un groupe pro-saoudien déployé de la région de Damas en conflit avec Al-Qaida –

a balayé par avance toute idée de fusion. « Nos différends avec Al-Qaida ne relèvent pas que de la couleur des vêtements », avait-il déclaré dans un tweet lundi.

La mue du Front Al-Nosra anticipe également le prochain effacement de l'organisation Etat islamique, sous les coups de boutoir de la coalition internationale. Issu à l'origine de ses rangs, à cause de ses racines irakiennes, le Front Al-Nosra, qui avait par la suite rompu en choisissant de se rallier à Al-Qaida plutôt qu'à l'Etat islamique, entend désormais récupérer ses soldats en fuite.

Le chef du commandement militaire américain au Moyen-Orient, le général Joe Votel, a, sans surprise, estimé que le nouveau groupe restait toujours une menace. « Ces organisations sont extraordinairement rusées, extraordinairement flexibles (...) Elles peuvent peut-être ajouter une branche à l'arbre, la rendre un peu différente, mais cette branche trouve son origine dans une idéologie et une approche fondamentalistes. Au centre de tout cela, c'est toujours Al-Qaida. Nous devrons continuer de nous préoccuper d'eux à long terme. » ■

MADJID ZERROUKY

Turkey closes 20 TV and radio stations in post-coup clampdown

Critics accuse government of abusing emergency powers and targeting media for reporting on Kurdish issues

Reuters in Istanbul / 30 September 2016
www.theguardian.com

Turkey has ordered the closure of 20 television and radio stations, including one that airs children's programmes, for spreading "terrorist propaganda", adding to fears that emergency rule is being used to stifle the media.

The president, Recep Tayyip Erdoğan, has said he wants to extend a three-month state of emergency imposed after a failed coup attempt in July, so that authorities can eradicate the threat he says is posed by a religious movement blamed for the plot, and by Kurdish militants who have waged a 32-year insurgency.

The banned channels are owned or operated by Kurds or the Alevi religious minority, according to Hamza Aktan, news editor at IMC TV, a news broadcaster slated for closure. He said the move was based on powers given to the government in a decree issued in July.

"This has nothing to do with the coup. It is an effort to silence the last independent media

covering the Kurdish issue and violations committed by the state," Aktan said.

IMC has aired reports looking at security forces' conduct during 14 months of military operations against the outlawed Kurdistan Workers party (PKK).

Among the banned television channels are Govend TV, which plays folk music, and Zarok TV, which airs Kurdish-language children's cartoons.

Robert Mahoney, of the Committee to Protect Journalists, said: "Turkey is targeting a wide swathe of cultural and political expression by shuttering minority broadcasters. When the government sees even children's programming as a threat to national security, it is clearly abusing its emergency powers."

An official at the Radio and Television Supreme Council, the state watchdog, confirmed that 20 stations were being closed.

Erdoğan says the state of emergency is helping authorities swiftly root out supporters of the military uprising by bypassing parliament to enact laws and suspend rights.

Turkey blames the US-based Muslim preacher Fethullah Gülen for masterminding the coup, in which 240 soldiers, police and civilians were killed trying to stop rogue troops who had commandeered fighter jets and tanks to bomb parliament and shoot protesters. Another 100 people behind the putsch were killed.

About 100,000 state employees suspected of links with the Gülen movement have been purged, and 32,000 people are in jail for their alleged role in the coup attempt. Gülen denies involvement.

Dozens of members of the press have been arrested, making Turkey the world's biggest jailer of journalists.

Aktan and other IMC staff continued on air on Friday while waiting for police to arrive at their offices. Other stations on the closure list were raided and sealed off on Thursday, newspapers and the CPJ said.

IMC, founded in 2011, has faced other punitive measures. In February its satellite feed was cut while prosecutors investigated whether it supported the PKK. ♦

Turkey stops Kurdish children's TV channel citing 'terrorism'

Chase Winter — 29.09.2016 — www.dw.com

Turkey has stopped broadcasts of ten mostly-Kurdish TV channels, including the only Kurdish children's station. Authorities said the Kurdish cartoons constituted 'separatist' activity.

Every child likes to watch cartoons, especially ones they can understand in their native language. But tens of thousands of Kurdish children in Turkey woke up Thursday morning to find broadcasting of the first and only Kurdish children's channel off air.

Using sweeping emergency powers granted in the wake of the July 15 coup bid, authorities issued a decree ordering state-run TURKSAT to halt satellite broadcast of the ten, mostly-Kurdish television channels, including Zarok (Child) TV.

Zarok TV broadcasts international favorites such as SpongeBob, The Smurfs and Garfield, in Kurdish. The channel also teaches Kurdish songs and provides other educational programming that would be found on any children's network around the world.

Dilek Demirel, Zarok TV's executive producer, told DW the channel was abruptly shut down on Wednesday night without any notice or explanation from the government.



Through lawyers, she was told broadcasting was cut because Zarok TV was a "separatist and subversive media organization." However, the government has not yet provided an official notice that would allow a legal response, she said.

"What kind of separatist activities are we involved in?" Demirel asked. "We take internationally watched cartoons and provide dubbing." She added: "We want to believe we made a mistake that we can correct, in order to get back on television."

Multi-language television

In a country where mother-tongue education in Kurdish is not allowed in state schools, Zarok TV provided a means to educate children and preserve their native language. Turkey is a signatory to the UN Convention on the Rights of the Child, but with reservations for three articles: 17, 29 and 30.

Article 17, among other things, obliges parties to "encourage the mass media to have particular regard to the linguistic needs of the child who belongs to a minority group or who is indigenous." ♦

Russia's brutal bombing of Aleppo may be calculated

BY MAX FISHER

The effects of Russia's bombing campaign in the Syrian city of Aleppo — destroying hospitals and schools, choking off basic supplies, and killing aid workers and hundreds of civilians over just days — raise a question: What could possibly motivate such brutality?

THE INTERPRETER

Observers attribute Russia's bombing to recklessness, cruelty or Moscow's desperate thrashing in what the White House has called a "quagmire."

But many analysts take a different view: Russia and its Syrian government allies, they say, could be massacring Aleppo's civilians as part of a calculated strategy, aimed beyond this one city.

The strategy, more about politics than advancing the battle lines, appears to be designed to pressure rebels to ally themselves with extremists, eroding the rebels' legitimacy; give Russia veto power over any high-level diplomacy; and exhaust Syrian civilians who might otherwise support the opposition.

This approach could succeed even if pro-government forces never retake Aleppo. A yearlong siege of the city has not brought President Bashar al-Assad's forces closer to victory. Too weak to win outright, they appear instead to be hedging, trying to weaken the rebels so that they cannot win either, and to ensure any final settlement would be more favorable for Moscow and its allies.

Though killing civilians often backfires in war, in this case it may be all too effective.

BLURRING REBELS AND JIHADISTS

Aleppo is a metaphor for the larger war. The northern Syrian city is one of the few remaining strongholds for non-jihadist rebel groups. But months of siege forced them into a terrible choice: turn to extremists for help, or starve. It was no choice at all, and groups such as the jihadist-linked Ahrar al-Sham helped briefly break the siege in August.

Genevieve Casagrande, an analyst with the Institute for the Study of War, said this was a victory for Russia, and likely its goal. Forcing Aleppo's rebels to cooperate with jihadists would taint them, making it harder for the West to provide them arms or include them in any peace deal.

"Russia and the regime are driving the radicalization of the opposition on purpose," Ms. Casagrande said. This will unify and strengthen the opposition in the short term, but in the long term will blur any distinction between jihadists and other rebels.

The United States has tried to coun-



Civilians and rescuers at the site of an airstrike in Aleppo, Syria, this week. Many analysts say Russia and the Syrian government could be massacring civilians as part of an effective strategy with aims beyond just one city.

teract this by persuading rebels to reject jihadists. But the American approach has drawn the Syrian factions closer together, because rebels need urgent support on the ground.

REMOVING ALTERNATIVE LEADERS

The endurance of non-jihadist rebel groups poses an even greater threat to the Syrian government than the jihadists because they challenge the Syrian government's legitimacy.

That legitimacy has been weakened by years of killing civilians, and by the government's strategy of fostering sectarianism, which leaves it with little support among the country's majority Sunni population. As long as non-jihadist Sunni Arab rebels are on the battlefield, they can credibly claim to better represent Syrians. This leaves the Syrian leadership, which is dominated by the Alawite religious minority, vulnerable to any peace deal or military intervention that would install a rebel government in its place.

By forcing the rebels to unite with the jihadists, Syria's government aims to deprive the world of any acceptable alternatives for leading the country.

Russia has a similar weakness. Syria, its last remaining ally in the Middle East, will remain that way only as long as it is led by the Alawite religious minority. Any democratic Syrian government would prominently feature Sunni Arabs, who are unlikely to look kindly on Russia after its role in the civil war.

Moscow has probably concluded it cannot force a military victory for the Syrian government. Its yearlong intervention has focused heavily on Aleppo, but pro-government ground forces are too weak to retake the divided city. Radicalizing the opposition, then, can ensure that there is no viable alternative to Syria's current government.

FORCING A SEAT AT THE TABLE

This also accomplishes a diplomatic goal for Russia: making itself crucial for any cease-fire or peace deal. Earlier in the war, it had less sway on the international stage — and perhaps with Damascus — because it played a smaller role than other countries that had intervened.

Aleppo has been an opportunity because Russian warplanes are instrumental in maintaining the siege, and because that siege has become one of the war's most terrible calamities. Russia has forced itself to the negotiating table, ensuring it will have a greater say in any outcome.

That is important to Moscow for image purposes — a way to convince Russians that their government is strong and capable — as well as to ensure that any negotiated deal protects Russian interests in Syria.

DENYING THE REBELS SUPPORT

Still, Russia and the Syrian government could have achieved these political goals without devastating the city and

its population so drastically. Why go to such extremes?

The answer has to do with a fundamental imbalance between insurgent groups and foreign interventions. In any civil war, indigenous forces rely on the local population, which gives them money, food, shelter, intelligence and recruits. Rebels, including Syria's, are only as strong as their local support.

But Russia has no need for local support; its warplanes keep flying whether Syrian civilians want them there or not. The Syrian government does need popular support to survive, but it draws that from elsewhere in the country and had already functionally destroyed its support in rebel-controlled eastern Aleppo. This subverts the normal dynamics of

war, such that Russia and the Syrian government stand to benefit from mass killings.

The destruction of Aleppo will not persuade its residents to support the government, of course. Rather, it will inhibit their ability or willingness to help the rebels, often by forcing them to flee their homes.

This parallels Russia's conduct during its second war in Chechnya, from 1999 to 2009, when it besieged and devastated entire cities. While analysts stress that Moscow deployed very different strategies in Chechnya than in Syria, both wars reflect Russia's willingness to target civilians for military gain.

All this also sends a message to Syrians outside Aleppo: Opposition

groups cannot keep you safe, and siding with them puts you at risk. The goal is not to galvanize Syrians in support of the government — impossible after years of sieges and barrel bombs — but to exhaust them.

These dynamics have been building for years. In early 2014, as government forces besieged rebel-held areas, threatening those communities with starvation, a Syria analyst named Aron Lund warned in a brief for the Carnegie Endowment for International Peace that rebel-held Aleppo could be next.

"Imposing starvation on civilian populations is a war crime, yet like most war crimes it is also very effective," he warned.



SEPTEMBER 30, 2016

Ankara proposes Arabs' collaboration for Raqqa

Sevil Erku - ANKARA-
September/30/2016
<http://www.hurriyetdailynews.com>

Turkey has proposed using a collaboration of Arab elements from the Syrian Democratic Forces (SDF) and Free Syrian Army (FSA) in an offensive on Raqqa and the administration of the Manbij region in Syria, a formula which would exclude the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG).

"The Arab elements of the SDF should learn to cooperate with the Free Syrian Army. We want the Arab elements of the SDF and the FSA to establish a joint administration in Manbij. These Arabs should act together in a military offensive towards Raqqa, too," a senior Turkish official told Hürriyet Daily News.

The official said the U.S. did not object to the proposal, but stressed the outcome of the practice should be seen on the ground. "Disintegration" within the SDF was inevitable, since Arab elements approached the group out of "desperation," the official said. "They go towards where they feel secure, comfortable, where they can meet their needs. If they achieve these with the FSA, they will work with them," the official added.

Meanwhile, the Mosul and Raqqa offensives were on the agenda of talks with U.S. Deputy Secretary of State Tony Blinken in Ankara on Sept. 28.

Ankara once more told Blinken it would not be part of the operation if YPG forces took part in the offensive. Ankara told the U.S. official that Raqqa was an Arab town and an offensive with 8000 Kurdish fighters into the town carried the risk of inflaming an ethnic fight,

according to the official.

Turkey and FSA work to establish hold force before al-Bab operation

As part of the visit by the U.S. delegation chaired by Blinken to Ankara, the official said the first "military-to-military" talks regarding planned military operations on Syria's Raqqa and Iraq's Mosul against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) were launched. Turkey had not ruled out providing aerial or land support for the Raqqa offensive, the official said, adding both Turkey and the U.S. would continue to exchange views for further coordination.

The official noted they would not "hurry up" Operation Euphrates Shield's military action in the Syrian city of al-Bab, an ISIL stronghold 40 kilometers south of the Turkish border, adding the FSA was working to establish a hold force in areas cleared of ISIL in the region.

"The Euphrates Shield operation will continue as long as needed," the official said. When reminded of remarks by main opposition Republican People's Party (CHP) leader Kemal Kılıçdaroğlu that the military intervention in Syria could continue for "seven or eight years," the official said, "It will continue for as long as needed."

Turkey awaits operation plans for Mosul

Operation plans for Mosul have not been drawn up, according to the Turkish official, who noted that Ankara would take a position on its military contribution to the upcoming Mosul offensive after those plans became clear.



In talks with the U.S., Turkey underlined that the "proper composition of Iraqi forces" during a military action on Mosul was needed to not incise the current sectorial problems in Iraq. Ankara and Washington will continue to discuss "establishing a hold force in Mosul," the official noted.

Turkey would also watch "its local partners' interests" during a Mosul offensive, added the Turkish official.

Iran wants truce for Shia villages in Syria

During an unscheduled visit by Iranian Foreign Minister Javad Zarif to Ankara on Sept. 28, a cease-fire to deliver humanitarian aid was discussed. Iran wants a cease-fire for the delivery of humanitarian aid in Syria "since there are Shia villages that are besieged," the official said, adding that Tehran could convince Russia and the Syrian regime to this end. ■

À Alep, la tactique du champ de ruines

Le régime syrien et son allié russe déploient une stratégie jusqu'au-boutiste pour anéantir les structures civiles dans l'est de la ville.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

SYRIE C'est un piège sans issue. Une ville tombeau où, lorsque les missiles pleuvent, les membres d'une même famille sont condamnés à se calfeutrer dans la même pièce - «pour ne pas mourir seuls», confient-ils. «À Alep-Est, il est impossible d'échapper aux bombes. Elles traversent désormais la terre et pulvérisent les sous-sols. Ces nouvelles armes sont d'un calibre particulièrement puissant», raconte le docteur Hatem (nom d'emprunt) via la messagerie WhatsApp.

En cinq ans de guerre, ce pédiatre de 29 ans, l'un des trente derniers médecins du secteur anti-Assad d'Alep - où les deux principaux hôpitaux ont été, ce mercredi, bombardés -, pensait avoir déjà tout vécu: les attaques aux barils d'explosif, les écoliers happés par les obus, les files d'attente dans l'espoir d'obtenir un bout de pain, les centres médicaux pris pour cible.

En début d'année, son appartement est même parti en fumée lors d'une frappe visant l'hôpital al-Qods. Mais depuis la fin de la trêve, le 19 septembre, «nous vivons notre pire cauchemar», dit-il. Jour et nuit, les quartiers rebelles de la deuxième ville du pays essuient une intensification des frappes aériennes et terrestres menées par l'armée de Bachar el-Assad, soutenue par l'aviation militaire russe et appuyée au sol par l'Iran, le Hezbollah et leurs milices alliées.

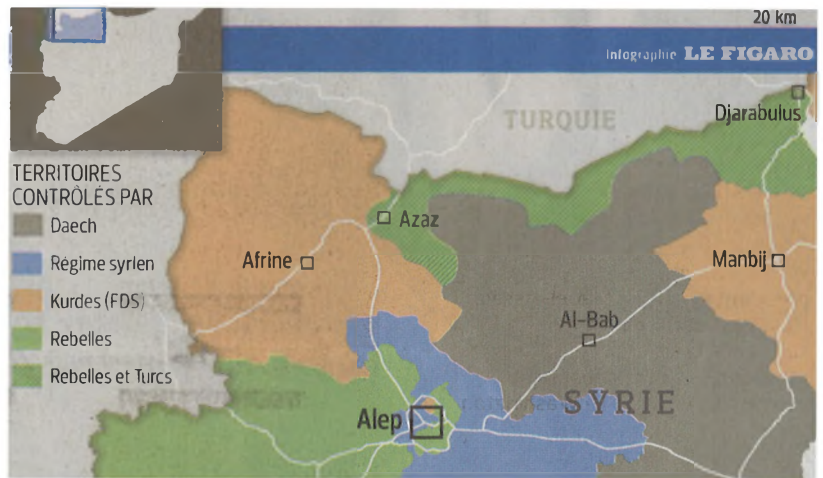
Le bilan est lourd: plus de 300 morts et 1 000 blessés au cours de ces seules trois dernières journées, selon plusieurs ONG. D'après l'Unicef, au moins

cent enfants ont perdu la vie sous les bombardements en l'espace d'une semaine. «Même un abattoir est un endroit plus humain», s'est insurgé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en parlant de «crimes de guerre». «Ceux qui sont responsables, c'est clair, c'est le régime d'al-Assad, qui bombarde, et les Russes, qui bombardent aussi», a déclaré, ce jeudi, Jean-Marc Ayrault, le ministre français des Affaires étrangères, sur Europe 1.

Mais rien ne semble arrêter Damas. Fidèle à son cynisme, l'ambassadeur syrien auprès de l'ONU s'est contenté d'un rire sournois lorsque, dans le couloir des Nations unies, un journaliste lui a demandé s'il avait bombardé les hôpitaux. En réponse à la menace américaine de geler la coopération avec Moscou, le ministère russe de la Défense s'est pour sa part limité à évoquer l'envoi d'experts militaires à Genève pour une «reprise des consultations» avec les États-Unis. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, n'emprunte, lui, aucun détour. «Moscou poursuit son opération aérienne en soutien à la lutte antiterroriste des forces armées syriennes», a-t-il prévenu lors d'une allocution à la presse.

L'aide humanitaire bloquée

Quant à la Turquie, entrée de plain-pied dans le jeu syrien depuis l'opération «Bouclier de l'Euphrate», au nord du pays, elle fait aujourd'hui aveu d'impuissance. «Nous avions tout fait pour faciliter l'approvisionnement en aide humanitaire selon les termes de la trêve négociée par les Américains et les Russes. Nous avons permis à l'ONU de préparer quarante camions d'aide depuis le territoire turc. Ils n'ont malheureusement pas pu atteindre Alep», regrette un représentant du gouvernement turc, sous couvert de l'anonymat. «Dans ces conditions, il serait naïf de rêver à de



Un homme marche sur les décombres, dans une rue d'Alep, le 25 septembre.
ABDALRHMAN ISMAIL / REUTERS

nouvelles négociations. Le régime (syrien) et ses supporteurs ne veulent pas de solution politique. C'est comme cela que nous interprétons l'offensive sur Alep. En fait, ils veulent une solution militaire», poursuit l'officiel turc.

Le jusqu'au-boutisme du régime syrien, pleinement soutenu par ses alliés, répond à un dessein bien précis: anéantir les structures civiles d'Alep-Est, bombarder et affamer ses quelque 250 000 à 300 000 habitants afin de les forcer à accepter une «trêve», selon la même tactique récemment utilisée dans le bastion rebelle de Daraya (banlieue de Damas) et dans le quartier d'al-Waher (Homs). En l'absence de sanctions internationales autres que des condamnations verbales, Bachar el-Assad agit sans aucun remords et en toute impunité.

Mais si cette stratégie de la terre brûlée qui consiste à vider les villes insoumises donne au pouvoir syrien l'illusion d'un succès, elle ne fait que prolonger et aggraver la guerre. «En tuant le moindre espace de vie, la moindre trace de la révolution, la moindre expérience démocratique, le régime de Damas pousse à la radicalisation de ses opposants, au risque qu'ils finissent par rejoindre les groupes les plus extrémistes», déplore Abou Mohammad, un ex-membre du conseil local d'Alep-Est. ■



ANALYSE

Isabelle Lasserre
lasserre@lefigaro.fr

Syrie: une guerre sans fin

La guerre a repris ses droits en Syrie. Elle y est même encore plus forte et plus sûre d'elle qu'avant, comme en témoigne le martyr d'Alep, qui croule sous les bombardements aériens du régime de Damas et de la Russie. Pour ne pas avoir été saisi par tous les protagonistes, le moment de la paix et de la diplomatie semble être révolu pour longtemps.

Il est trop tard pour chasser Bachar el-Assad, qui après avoir survécu à la « ligne rouge » sur les armes chimiques, a été renforcé par son allié russe. Il est trop tard, après les centaines de milliers de morts, pour l'aider à reprendre le contrôle du pays. Il est trop tard pour armer l'insurrection syrienne, qui s'est radicalisée et dangereusement rapprochée des courants djihadistes.

Il est trop tard enfin pour imposer un consensus aux puissances régionales, qui se sont engagées sur les dépouilles de la Syrie non pas pour y rétablir la paix mais pour défendre leurs propres intérêts stratégiques.

Élu pour mettre fin aux interventions américaines en Irak et en Afghanistan, Barack Obama a refusé d'utiliser la puissance militaire pour faire basculer le conflit. Il ne voit toujours « aucun scénario » de nature à calmer la guerre, hormis celui, qu'il a toujours exclu, de déployer des troupes au sol.

Critiquée depuis l'échec des efforts diplomatiques du secrétaire d'État, John Kerry, l'Administration américaine

discute aujourd'hui de solutions « non diplomatiques » pour la Syrie, comme la livraison d'armes plus sophistiquées aux insurgés. Mais cette amorce de plan B concédée sous la pression paraît déjà mort-née. Le président américain a toujours été opposé à cette solution, qu'il juge trop risquée. Ce n'est pas en fin de mandat qu'il va changer de politique. « La priorité américaine sur le dossier est de faire tout sauf armer les insurgés », confirme un haut diplomate français.

La Russie de Vladimir Poutine pourrait utiliser son influence pour freiner le conflit et donner

Le moment de la paix et de la diplomatie semble être révolu pour longtemps, faute d'avoir été saisi par tous les protagonistes.

une chance aux négociations.

Elle a au contraire choisi la surenchère, persuadée qu'une solution militaire en Syrie est toujours possible. Mais elle n'a pas été capable d'inverser suffisamment les rapports de force sur le terrain pour offrir une victoire définitive à Bachar el-Assad.

Moscou a sauvegardé ses intérêts stratégiques en Syrie et sauvé le régime. Mais comme le montrent les cartes publiées par l'Institute for the Study of War, les lignes de front n'ont changé qu'à la marge un an après le début de l'intervention russe. Les forces

gouvernementales sont encore trop faibles pour gagner la guerre.

En revanche, l'engagement militaire russe en Syrie a précipité les insurgés dans les mains des extrémistes. Quant à l'idée d'une coopération syrienne entre la Russie et les États-Unis, elle n'a jamais paru si lointaine, depuis l'escalade verbale à laquelle se livrent la Maison-Blanche et le Kremlin.

L'Europe est absente du dossier syrien. Y compris la France, qui y a longtemps exercé son influence mais a été sortie du jeu diplomatique en août 2013,

après la défection militaire américaine. Consciente qu'il n'y a « pas de perspective à court terme pour une nouvelle

trêve », comme le reconnaît un haut diplomate, la France s'est placée en position d'attente. Le jour viendra, espère-t-elle, où Poutine, lorsqu'il sera confronté à des « difficultés » sur le terrain et que poindra le risque d'un enlèvement militaire, misera sur la solution politique.

Pour l'heure, la France prépare un projet de résolution sur Alep au Conseil de sécurité des Nations unies. Ce n'est pourtant pas non plus de l'ONU, paralysée par le veto russe, que peut venir la paix en Syrie. La solution du conflit qui ravage ce pays paraît plus éloignée que jamais.

Un an après les premières frappes russes, le Kremlin se sent conforté dans sa stratégie

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À MOSCOU

UN AN après son entrée en guerre en Syrie, la Russie est plus que jamais sous le feu des critiques occidentales, mais reste toujours aussi déterminée. Le Kremlin a une nouvelle fois rejeté la responsabilité de la rupture du cessez-le-feu sur l'armée américaine qui, aux premiers jours de la trêve, avait bombardé « par erreur » les troupes régulières syriennes, avant d'échouer à faire pression sur l'opposition modérée. « Nos partenaires aux États-Unis se sont révélés incapables d'influencer la situation », en conséquence de quoi « Moscou poursuit son opération aérienne en soutien à la lutte antiterroriste des forces armées syriennes », a déclaré

jeudi, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, utilisant une rhétorique similaire à celle de Damas. Après quelques jours de flottement, le temps de la riposte médiatique est venu à Moscou, marquant, après un an de relative accalmie et de coopération, un nouveau point d'orgue dans le conflit entre les deux anciens ennemis de la guerre froide.

L'occasion avait été donnée, la veille, par une déclaration du porte-parole du département d'État américain. John Kirby avait conseillé à Moscou d'interrompre ses bombardements, faute de quoi les extrémistes pourraient « lancer des attaques contre des intérêts ou des villes russes ».

Cette mise en garde a indigné Moscou, y voyant la preuve que Washington « soutenait les terroristes ». Parallèlement, l'hypothèse, agitée par l'Administration

« Nos partenaires aux États-Unis se sont révélés incapables d'influencer la situation »

DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DE LA PRÉSIDENTIE RUSSE

américaine, d'une intervention militaire accrue en Syrie, tout comme la menace de nouvelles sanctions, évoquée par Londres et la Maison-Blanche, a de quoi ulcérer le Kremlin. À défaut de le faire plier.

Officiellement, c'est bien une « lutte antiterroriste », en même temps qu'une mission « pacificatrice », que Moscou conduit en Syrie, dont le bilan - sous-évalué - est de 20 victimes. L'agence publique Ria Novosti a publié, des quartiers

Ouest d'Alep, contrôlés par l'armée syrienne, un reportage à la gloire de l'armée russe, dans lequel une serveuse de restaurant affirme trouver du « réconfort » dans le bruit des avions russes. Selon le ministère de la Défense, les rebelles sont systématiquement à l'origine des violations de la trêve, obligeant Damas à « adopter des représailles ». Ces derniers étaient également accusés, mercredi, de préparer une « attaque chimique » contre les faubourgs occidentaux d'Alep. Récemment, le groupe indépendant de reporters, CIT, a montré comment l'armée russe a, en collaboration avec les chaînes

publiques, mis en scène l'assaut de « terroristes » contre les forces syriennes sur la route du Castello, au nord d'Alep.

Les avions russes ont effectué pas moins de 15 000 vols depuis un an, selon les données officielles. Au-delà des succès militaires, « la Russie a réussi à interrompre la série de destruction d'États entreprise par les États-Unis. S'ils avaient réussi en Syrie, les suivants auraient été l'Égypte, la Jordanie et peut-être d'autres pays arabes », se félicite Leonid Ivachov, président de l'Académie des problèmes géopolitiques et ancien haut gradé au ministère de la Défense. Pour l'analyste militaire indépendant, Alexandre Golts, la Russie a

échoué à s'extraire du conflit syrien, créant néanmoins le Kremlin de la volonté de poursuivre un tel but afin d'échapper à son isolement diplomatique.

Mi-mars, le Kremlin avait déjà fait miroiter le retrait du gros de son contingent. Désormais, les compteurs sont remis à zéro et la Russie n'a d'autre choix que de viser la chute d'Alep, estime Golts. Mais faute de forces suffisantes du côté syrien, « la guerre civile se poursuivra, tandis que nous serons de plus en plus englués dans ce marécage », poursuit-il. Le spectre du scénario de la guerre d'Afghanistan, de sinistre mémoire, refait ainsi surface à Moscou. ■

L'EXPRESS 30 septembre 2016

Erdogan ordonne la fermeture de 20 chaînes de télévision et de radio pro-kurdes

Camille Laffont, le 30/09/2016
<http://www.lexpress.fr>

Le gouvernement turc accuse ces chaînes kurdes d'entretenir des liens avec des groupes terroristes. Les critiques dénoncent un abus des pouvoirs de l'état d'urgence, destiné à museler la presse indépendante.

"Propagande terroriste". L'argument invoqué ce vendredi par les autorités turques, qui ont ordonné la fermeture de 20 chaînes de télévision et de radio, dont une ne diffusant que des programmes pour enfants. De quoi nourrir les inquiétudes quant aux dérives de l'état d'urgence, selon le Guardian.

Une mesure instaurée à l'origine pour traquer les responsables du coup d'Etat de juillet, que les autorités turques attribuent aux partisans du prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis. Mais détournée de son usage à plusieurs reprises afin de museler la presse et de réprimer la rébellion kurde.

D'après Hamza Aktan, rédacteur en chef à IMC TV cité par le Guardian: "Ça n'a rien à voir avec le coup d'Etat. Il s'agit de faire taire les derniers médias indépendants qui osent parler du conflit avec les kurdes et des violations commises par le régime." Les chaînes concernées sont en effet détenues ou gérées par des membres des minorités kurdes et aléviées.

IMC Tv s'était distinguée par une série de reportages consacrés aux 14 mois d'interven-



tion des forces de sécurité turques contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais d'autres chaînes frappées d'interdiction ne se mêlaient ni d'actualité ni de politique. Comme Govend Tv, spécialisée dans la musique traditionnelle, ou Zarok Tv, qui diffusait des dessins animés pour enfants en langue kurde. Les employés d'IMC Tv ont continué leur diffusion jusqu'à l'arrivée des forces de l'ordre dans leurs locaux. Suspectés de collusion avec le PKK, ils avaient déjà été privés de connexion satellite par la justice en février dernier, rappelle le quotidien britannique.

Une centaine de journalistes arrêtés

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, près de 100 000 fonctionnaires suspectés d'entretenir des liens avec la confrérie Gülen ont été révoqués, et 32 000 personnes arrêtées. 2500 journalistes ont perdu leur emploi et plus d'une centaine ont été emprisonnés. Une

situation dénoncée ce matin par l'association des journalistes turques: "Les journalistes qui ne partagent pas la vision du gouvernement sont incarcérés sur la base de fausses accusations. Le gouvernement devrait arrêter de cibler des journalistes qui oeuvrent pour le droit du public, celui d'avoir accès à l'information et à la vérité", a-t-elle déclaré dans un communiqué, rapporté par le Washington Post.

Côté gouvernement, les responsables assurent que ces fermetures ont pour seul motif les liens entretenus avec des groupes terroristes. Le président Erdogan a déclaré mardi que l'état d'urgence serait prolongé d'au moins trois mois. ■



SEPTEMBRE 2016

Dossier | L'Occident face à la Syrie

- Gérard Chaliand. « Aucune puissance ne souhaite un Kurdistan indépendant »
› Valérie Toranian
- Rojava : une révolution communaliste au Kurdistan syrien ?
› Bruno Deniel-Laurent
- À la rencontre des femmes combattantes au Kurdistan
› Juliette Mincés

« AUCUNE PUISSANCE NE SOUHAITE UN KURDISTAN INDÉPENDANT »

› Entretien avec Gérard Chaliand réalisé par Valérie Toranian

Géopoliticien et expert des conflits irréguliers, Gérard Chaliand est aussi un grand connaisseur des Kurdes, dont il évoque l'histoire et le destin. Il nous explique le rôle essentiel que ce peuple joue dans le conflit en Syrie contre Daesh.



Revue des Deux Mondes – La question kurde a refait surface épisodiquement lors des conflits au Moyen-Orient, en 1991 et en 2003. Dernièrement, les Kurdes se sont illustrés dans leur lutte courageuse contre Daesh en Syrie. Qui sont-ils ?

Gérard Chaliand Il s'agit d'un vieux peuple situé à la jonction de deux empires, celui des Ottomans et celui des Iraniens. Leur existence véritablement politique commence avec l'islamisation, c'est-à-dire vers les VII^e-VIII^e siècles. Ils vont se trouver séparés en deux, à l'occasion d'une guerre entre sunnites et chiïtes en 1514, entre l'Empire safavide et les Ottomans. Les Ottomans s'emparent de l'Irak actuel, qui faisait partie de l'ère d'influence iranienne. Les trois quarts des Kurdes se trouvent du côté ottoman, un quart du côté iranien. Ce sont des Indo-Européens, ils appartiennent linguistiquement à la sphère iranienne. Ils ont eu au cours de leur histoire des principautés relativement prospères, avec des productions littéraires de valeur (par exemple Ahmed Khani au XVII^e siècle, qui a écrit *Mem û Zîn*, un classique) et on trouve dans la poésie populaire un admirable chant courtois, *Mamê Alan*. L'identité jadis était religieuse. Les Kurdes font partie de l'*umma*, la communauté des croyants, dans la version essentiellement sunnite. Il y a quelques Kurdes chiïtes, en Iran, et quelques yézidis. Après la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman est partagé entre les vainqueurs, qui établissent des zones de protectorat. Les Kurdes se retrouvent divisés en quatre territoires. La majeure partie va rester en Turquie, une

Stratégiste, géopoliticien, Gérard Chaliand a enseigné à l'ENA, à l'École de guerre ainsi qu'à Harvard, à Berkeley et à Singapour. Dernier ouvrage publié : *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental* (Odile Jacob, 2016).

partie non négligeable se trouve en Iran, une partie en Syrie, et la dernière dans cet État nouvellement constitué, l'Irak, qui au début devait réunir deux vilayets, celui de Basra (chiïte à 60 %) et celui de Bagdad (20 % de sunnites). Les Britanniques, sachant qu'il y avait du pétrole à Mossoul et à Kirkuk, ont ajouté le fameux vilayet de Mossoul, qui en principe ne devait pas faire partie de l'Irak.

On avait promis (en 1920) une région autonome aux Kurdes dans le cadre du traité de Sèvres, mais le traité de Lausanne (1923) a effacé tout cela.

Dès 1920, la première révolte kurde éclate en Irak, menée par Cheikh Mahmoud, qui sera vaincu par l'intervention de la Royal Air Force. C'est un des premiers usages de l'aviation pour mater une insurrection.

En 1943, durant la Seconde Guerre mondiale, Moustafa Barzani, le chef kurde, lève l'étendard de la révolte : pendant deux ans il va se battre contre l'État irakien.

En 1946, Staline va notamment aider les Kurdes d'Irak à créer la République de Mahabad, une République non reconnue, qui fonctionne de façon autonome, avec un chef religieux auquel s'adjoint, avec cinq cents guerriers, Moustapha Barzani, qui vient d'Irak pour prêter main-forte. Cela dure une année. Cette tentative soutenue par Staline est inacceptable pour la coalition anglo-américaine, et l'armée iranienne, entraînée par les Américains, va pénétrer en République de Mahabad. Ils disent aux Kurdes : « Rendez-vous, il n'y aura pas d'effusion de sang. » Moustapha Barzani ne leur fait pas confiance, il se retire en URSS, où il reste jusqu'en 1958. Le dirigeant kurde Qazi Muhammad, lui, ne s'enfuit pas : il sera pendu. Ainsi, il n'y aura pas d'effusion de sang ! Les Kurdes qui en réchappent vont massivement se rallier au parti marxiste-léniniste Tudeh d'Irak.

En Irak, les Kurdes vont toujours être plus ou moins en rupture de ban avec l'État central. En 1970 arrive le Parti baas avec à sa tête Saddam Hussein, l'homme fort du régime, qui propose une trêve de 1970 à 1974. En 1973, le prix du pétrole quadruple. Pour Saddam Hussein, il faut se débarrasser des Kurdes, qui se trouvent sur des zones pétrolifères. Houari Boumediene sera l'intercesseur d'une rencontre

entre Saddam Hussein et le chah d'Iran en 1975 à Alger ; ils concluent un accord aux termes duquel le chah s'engage à ne plus financer le mouvement kurde d'Irak et Saddam Hussein renonce à ses vues sur la province arabophone d'Iran, le Khuzestan. Mustafa Barzani est obligé de se réfugier avec ses partisans en Iran.

Revue des Deux Mondes – L'Iran cherchait à affaiblir son voisin par l'intermédiaire des Kurdes d'Irak. Et l'Irak se servait des Kurdes d'Iran dans la même optique...

Gérard Chaliand Oui. Les Kurdes d'Irak étaient financés par les Iraniens, les Kurdes d'Iran par les Irakiens. En 1979, c'est la révolution de Khomeiny. Tout le monde est contre l'Iran, sauf deux pays : Israël, qui ne veut pas une Irak forte, et la Syrie, dont les habitants sont des baasistes. Durant la guerre, qui se soldera militairement par un match nul, l'Irak utilise des armes chimiques, contre lesquelles personne n'a protesté (les armes chimiques étaient vendues par l'Allemagne, les victimes iraniennes étaient soignées en France). Ces armes chimiques seront utilisées, à la fin de la guerre, contre les Kurdes par Saddam Hussein, qui estime qu'ils l'ont trahi (les Kurdes d'Irak se sont battus contre l'Irak pour l'Iran et l'inverse est également vrai en Iran). On dénombre entre cent et cent cinquante mille morts kurdes en 1988, c'est l'opération « Anfal » : cinq mille hommes ont été gazés dans la ville de Halabja.

Revue des Deux Mondes – Et les Kurdes de Turquie ?

Gérard Chaliand Lorsqu'en 1924, le califat a été supprimé, et que Mustafa Kemal a déclaré que la Turquie était le « pays des seuls Turcs » (ce qui niait l'existence des minorités kurde, arménienne, etc.), le cheikh kurde Saïd Piran s'est révolté en tant que kurde et en tant que musulman. La suppression du califat lui a semblé irrecevable. Une série de rebellions en Turquie (1925-1927) s'est traduite par une répression féroce. Kemal avait la main très lourde. Il y a eu des déportations, de très nombreux morts.

Puis on a réentendu parler des Kurdes dans les années soixante. Un sociologue, Ismail Beşikçi, a été condamné à dix-sept ans de prison pour avoir affirmé qu'il y avait un peuple kurde en Turquie. C'était un tabou absolu. Il a fallu attendre 1978 pour qu'Abdullah Öcalan crée le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. C'était un stalinien très roide. L'extrême brutalité de ce parti a été le reflet de l'extrême brutalité de l'État turc et du sous-développement dans lequel les Kurdes ont été tenus. Il était alors totalement interdit de parler kurde. Jamais cela n'avait été le cas en Irak ni en Syrie, ni en Iran, où, au contraire, il y avait des écoles kurdes, des radios kurdes. En Turquie à partir de 1984, les Kurdes formèrent une vraie guérilla : ils se sont disséminés dans une vaste région montagneuse où ils étaient très difficiles à éradiquer. L'État turc a toujours traité par la terreur la question kurde, qui officiellement n'existe pas.

Au début, les Kurdes de Turquie n'étaient pas financés. Puis certains se sont repliés en Syrie et ont été aidés par Hafez al-Assad, jusqu'au moment où les Turcs ont dit : « Ça suffit, si vous continuez d'aider Öcalan, on vous fait la guerre. » Öcalan a alors gagné l'Union soviétique. Là-bas, les Russes lui ont demandé de partir. À l'issue d'un long

périple, il s'est fait arrêter en Afrique par une conjonction des services israéliens, américains et turcs. Il est toujours emprisonné en Turquie, mais le PKK continue son combat. En 2013, Öcalan a accepté un cessez-le-feu historique avec Erdoğan. Mais il fut rompu en 2015 par la Turquie.

Revue des Deux Mondes – Que représentent les Kurdes au sein de la population de leurs pays respectifs ?

Gérard Chaliand En Turquie, les Kurdes représentaient entre 15 et 20 % de la population. Aujourd'hui, ils sont plus près des 20 % car leur démographie est plus importante que celle des Turcs. En Syrie, on dit qu'ils sont 2 millions, soit 10 %, mais ils prétendent être 3 millions. En Iran, ils sont crédités de 15 % des 78 millions, en Irak, ils représentent 20 % des 33 millions, comme les sunnites.

Revue des Deux Mondes – Mais ils ne sont pas comptabilisés comme des sunnites, bien que sunnites...

Gérard Chaliand En général, dans le Proche-Orient, quand on massacre des Kurdes, on ne massacre pas des musulmans mais des Kurdes ! Ils sont d'abord perçus ethniquement. Quand Massoud Barzani, président actuel de la région autonome du Kurdistan irakien, rend visite à l'Arabie saoudite, il rappelle qu'il est sunnite. Pour l'Arabie saoudite, la tentative d'indépendance des Kurdes est assimilée à la naissance d'un « second Israël ».

Revue des Deux Mondes – Quel était le statut des Kurdes en Syrie ?

Gérard Chaliand En Syrie, ils pouvaient parler leur langue. Mais au moins deux cent mille d'entre eux ne disposaient pas de nationalité. Les autres minorités étaient protégées par les alaouites. Quand vous êtes à la frontière, vous êtes un élément des confins incontrôlable jugé peu fiable, car lié aux Kurdes de Turquie. Hafez al-Assad en avait déplacé un certain nombre.

Revue des Deux Mondes – Que s'est-il passé pour les Kurdes durant les guerres du Golfe ?

Gérard Chaliand Au moment où George Bush s'est retiré, après la première guerre du Golfe, il a encouragé les Kurdes et les chiïtes à la révolte, tout en sachant très bien qu'il n'irait pas les soutenir. Les chiïtes ont subi une lourde répression (information que nous avons eu longtemps après car il n'y avait pas de télévision sur place). Les Kurdes, eux, ont été réprimés près de la frontière turque : les Français se sont mobilisés ; ils ont fait pression sur les Anglais et les Américains pour protéger les Kurdes. Une petite zone de 30 000 kilomètres a été créée à l'intérieur de laquelle ils étaient en sécurité. Mais ils se sont battus entre eux pour le pouvoir : Massoud Barzani contre Jalal Talabani. La guerre civile a été extrêmement cruelle entre 1994 et 1996. François Mitterrand a invité les deux factions kurdes à Rambouillet, en présence de Bernard Kouchner, de l'ambassadeur

Bernard Dorin et de moi-même. Nous n'avions aucun moyen de coercition, cela n'a servi à rien. Les Américains ont posé un ultimatum : arrêter le conflit ou bien perdre leur protection et ne plus avoir de région autonome. Les Kurdes ont obtempéré. En 2001, après l'expédition punitive en Afghanistan qui a fait suite aux attentats du 11 septembre, les néoconservateurs se sont installés au pouvoir. En 2002, a lieu la seconde guerre du Golfe avec comme perspective de créer un État démocratique en Irak, contraindre Bachar al-Assad à arrêter son aide au Hezbollah et au Hamas, et contribuer à un changement de régime contre l'adversaire principal, l'Iran. Ce fut le fiasco qu'on connaît. Les Américains ont commis d'énormes erreurs avec les sunnites. Ils ont été conseillés par Ahmed Chalabi, un chiite qui avait gagné la confiance de Washington, et dont on a pensé qu'il travaillait pour les Iraniens. C'est lui qui a demandé à renvoyer tous les soldats et policiers sunnites chez eux, sans paye. Il a suggéré que tout membre du Parti baas, quel que soit son échelon, n'ait plus de place dans la future administration, ce qu'a avalisé le proconsul américain (un inutile) Paul Bremer.

Revue des Deux Mondes – Tout cela a fait le lit de Daesh...

Gérard Chaliand Exactement. Et cela explique pourquoi le terrorisme s'est organisé de façon si rapide. Il trouvait ses forces vives parmi ces laissés-pour-compte qui étaient organisés, avaient de l'argent, du savoir... En 2011, quand les Américains se sont retirés, ils n'avaient rien réglé : il y avait des attentats tous les jours à Bagdad, les sunnites étaient discriminés par Nouri al-Maliki, le chef du gouvernement irakien. Bachar al-Assad était toujours en place. L'Iran était renforcé grâce aux chiites.

Revue des Deux Mondes – Et les Kurdes ?

Gérard Chaliand Pour les Kurdes, cela a été un don du ciel ! Rien de tout cela n'a été fait pour les Kurdes, mais ce sont eux qui en ont tiré le plus grand bénéfice. Ils en ont eu « l'avantage collatéral ». Ils s'étaient battus avec les Américains, ils avaient leur confiance, leur région autonome restait protégée et ils prospéraient grâce aux revenus pétroliers.

Revue des Deux Mondes – En Syrie, que s'est-il passé au début des affrontements ?

Gérard Chaliand Les Kurdes se sont organisés, ils avaient des armes, probablement en provenance du PKK, avec lequel ils entretenaient des relations durables, et étaient fantastiquement motivés... Ils n'attaquent pas le régime, même s'ils ne l'aiment pas car c'est un régime qui ne les a pas bien traités. Mais ils préfèrent de loin combattre les islamistes, car ils savent bien ce qui les attend si ces derniers l'emportent.

Il faut bien comprendre qu'en Syrie, les minorités sont « proches » du régime pour la bonne raison qu'il leur permet de survivre. Avec les autres, ce sera la fuite ou la mort. Les Kurdes de Syrie sont organisés

avec la « roideur » et l'efficacité qui est celle du PKK : une discipline de fer, un esprit de corps extraordinaire, un enthousiasme, une idéologie stimulante... J'ai vu cela en Érythrée autrefois, c'est maintenant devenu une tyrannie. J'ai vu cela au Sri Lanka, avec Velupillai Prabhakaran, qui était comme Dieu dont il fallait embrasser la main avant d'aller se faire exploser... Cela a fait d'admirables machines de guerre qui en général, si elles triomphent, donnent des tyrannies.

Revue des Deux Mondes – Combien de Kurdes combattent en Syrie ?

Gérard Chaliand Disons entre vingt et trente mille. C'est une estimation raisonnable. Daesh est représenté aujourd'hui par environ quarante mille hommes grand maximum (entre Irak et Syrie). Tout cela ne représente donc pas beaucoup de personnes. Si l'on aligne tous les mouvements ensemble, on parvient à peine à cent cinquante mille hommes. Militairement parlant, c'est peu.

Les Kurdes combattent avec l'idée qu'ils ne peuvent pas se rendre. Derrière eux il y a des barbelés turcs, des miradors, des tanks... Celui qui essaie de fuir est descendu sur-le-champ. Il n'y a donc pas d'autre issue que de combattre et de mourir les armes à la main ou de gagner. Ils ont tenu Kobané jusqu'à ce que les Américains se rendent compte qu'il y avait là de vrais combattants et qu'il fallait les aider. Ils les ont donc rayés de la liste des organisations terroristes, au grand dam de la Turquie, qui, elle, continue de les combattre militairement alors qu'elle est notre « alliés »...

Les Kurdes sont soutenus par les Américains puis par les Russes, qui sont entrés dans le jeu plus tard. Ce qui donne cette situation paradoxale d'un mouvement soutenu par deux anciens adversaires, car il est localement la meilleure force combattante qui existe contre Daesh.

Revue des Deux Mondes – Les Kurdes d'Irak combattent-ils aussi Daesh de leur côté ?

Gérard Chaliand Les Kurdes d'Irak, les peshmergas, étaient de bons combattants. Mais après vingt ans de paix et sept ans de prospérité, ils sont devenus des peshmergas à mi-temps. C'était une admirable force de police qui rendait impossible toute tentative de pénétration pour commettre un attentat. Avec la manne du pétrole, ils ont commencé à bâtir des supermarchés, des hôtels de luxe, des immeubles pour la location qui ne sont toujours pas achevés... Mais ils n'ont pas acheté d'armes, ni légales ni illégales. Ils se sont reposés sur la protection américaine. C'est tout le problème de déléguer sa sécurité à un tiers.

Bref, lorsque les Kurdes sont attaqués par Daesh au cours de l'été 2014, ça n'est pas simple. Rappelons les circonstances : les islamistes sunnites irakiens ont investi en 2012 la Syrie, en profitant du chaos et parce que la frontière turque, poreuse, leur a permis de recevoir beaucoup de matériel. Au début, ils ont fait alliance avec al-Qaïda, puis ils s'en émanicipent. Daesh a pris Rakka, tout à fait à l'est sur l'Euphrate, très loin de la Syrie géographiquement utile où se trouve tout le chapelet des villes. Une zone déserte qui n'était pas un enjeu pour le régime syrien. Fort de cette victoire, Daesh a décidé de retourner en Irak. La première ville ciblée a été Falloujah, prise facilement. Puis ils ont avancé vers Mossoul et ils se sont rendu compte que l'armée irakienne de Nouri al-Maliki était totalement

démotivée (chose que personne ne soupçonnait!). Cette armée était corrompue. En somme une armée qui ne souhaitait pas se battre.

La prise de Mossoul a été un effondrement. Les Irakiens se sont enfuis sans prendre l'argent de la banque. Même une équipe de gangsters n'aurait pas fait ça! Ensuite, Daesh est entré dans le Sinjar, en territoire yézidi, avec un matériel militaire lourd récupéré à leur adversaire, fourni par l'armée américaine. Ils se sont livrés à un massacre sur les yézidis considérés comme des adorateurs du feu, des impurs. Ils ont réduit les femmes en esclavage, tué des chrétiens, certains ont été cloués sur leur porte. Enfin, de façon totalement inattendue pour les Kurdes d'Irak, qui pourtant étaient en contact avec eux, et leur vendaient même du pétrole, ils ont pénétré dans leur région autonome, vers Makhmour et Gwer, et les ont bousculés. Les Kurdes ont craqué. Massoud Barzani, leur leader, a demandé de l'aide à Barack Obama et le 8 août 2014 l'armée américaine a bombardé, arrêtant net l'offensive. On a commencé à aider les Kurdes sérieusement. Les Allemands leur ont fourni vingt mille armes antitanks extrêmement puissantes. Les Français ont envoyé des forces spéciales pour les former à une guerre de tranchées, sur un terrain plat.

Revue des Deux Mondes – Cette région autonome kurde d'Irak peut-elle être un jour indépendante ?

Gérard Chaliand L'indépendance, ils ne l'auront pas, parce que ni les Américains, ni les Iraniens, ni les Irakiens ne le veulent.

Revue des Deux Mondes – Peut-on imaginer dans le futur un Kurdistan qui rassemblerait la région autonome d'Irak et le territoire kurde de Syrie ?

Gérard Chaliand Je n'y crois pas. S'il y avait une telle contiguïté, on pourrait faire un oléoduc partant de Kirkuk jusqu'à la mer sans avoir besoin des pays frontaliers. Qui va autoriser ça? Les Turcs? Jamais. De plus, aujourd'hui les Kurdes d'Irak sont des adversaires des Kurdes de Syrie. Kendal Nezan, dans un article pour *le Monde*, avait trouvé une très belle formule: « Aujourd'hui le nationalisme kurde est divisé entre deux ailes: l'une totalitaire et laïque et l'autre paternaliste et clanique. » C'est à mon avis irrécyclable.

Revue des Deux Mondes – Et les Kurdes d'Irak, qui ont de bonnes relations avec les Turcs, considèrent que les Kurdes de Syrie et de Turquie leur posent problème...

Gérard Chaliand Oui, par exemple, dans l'extrême nord de l'Irak, il y a les réfugiés en armes du PKK dans la région des montagnes de Kandil. Les Turcs entrent de temps en temps pour les liquider mais ils sont bien retranchés. Barzani a dit que leur présence provoquait des victimes civiles kurdes. La moitié nord du Kurdistan irakien est au fond liée à la Turquie et la moitié sud est liée à l'Iran.

Revue des Deux Mondes – Les femmes kurdes, qui se battent courageusement aux côtés des hommes, sont très médiatisées. C'est aussi une façon pour les Kurdes de montrer qu'ils ont une vision égalitaire des femmes ?

Gérard Chaliand Faire combattre les femmes, c'est aussi une façon de doubler leurs effectifs. Et une fois que des femmes sont devenues des combattantes, ils ont intérêt à le faire savoir. Mais attention, dans les rangs des Kurdes de Syrie, du PKK, c'est un couvent militarisé. Ce sont des vierges combattantes. Les relations sexuelles sont prohibées. Et malheur à ceux qui transgressent.

Revue des Deux Mondes – Comment la France s'est-elle comportée dans son histoire avec les Kurdes ?

Gérard Chaliand La France s'est bien comportée à l'égard des Kurdes depuis pas mal de temps. Déjà à l'époque du mandat syrien, au temps du général Rondeau: c'était un homme qui parlait le kurde!

Par la suite, il y a eu la mobilisation française pour soutenir les Kurdes contre Saddam en 1998 avec Danièle Mitterrand, Bernard Kouchner.

Revue des Deux Mondes – Comment les autres composantes en Syrie considèrent-elles les Kurdes? Seraient-elles prêtes à accepter une région autonome kurde en Syrie? Une quasi-partition ?

Gérard Chaliand Quels que soient les Arabes de Syrie en question, ils n'envisagent pas avec sympathie la constitution d'une zone autonome kurde. Même si celle-ci déclare qu'en aucun cas elle ne vise l'indépendance. Quel que soit le futur régime de la Syrie, qu'il soit le Front al-Nosra, qu'il soit plus ou moins islamiste ou qu'il ne soit pas du tout islamiste, il ne voudra pas d'une zone kurde autonome. En d'autres termes, c'est une région qui n'est absolument pas mûre pour concevoir un vivre-ensemble dans le cadre d'une fédération.

Revue des Deux Mondes – Quelle est la ligne d'action russe dans la région ?

Gérard Chaliand Les Russes ne tiennent pas particulièrement à Bachar al-Assad. Ce qu'ils veulent, c'est qu'il reste un régime syrien avec lequel entretenir des liens. Ils ne veulent pas d'un régime hostile aux Russes. S'il faut lâcher Bachar, pourquoi pas? Mais ils ne veulent pas la liquidation des alaouites.

Revue des Deux Mondes – Et par rapport aux Kurdes ?

Gérard Chaliand Les Russes pensent qu'ils sont une bonne carte dans leur jeu, qu'il faut les aider. Pour l'instant. Demain, s'ils ont une autre carte, ils les aideront moins. Quoi qu'on fasse, la Syrie future sera à majorité arabe sunnite, quelle que soit la teinte du sunnisme. Les Kurdes ne représentent que 10 % de la population.

Revue des Deux Mondes – La question kurde est-elle prioritaire dans les préoccupations turques en Syrie ?

Gérard Chaliand Recep Tayyip Erdoğan va essayer de nuire au maximum aux Kurdes de Syrie qui sont liés au PKK. À un moment, il

a même aidé Daesh pour les affaiblir. Lorsque des peshmergas d'Irak ont voulu prêter main-forte aux Kurdes de Syrie, Erdoğan les a stoppés huit jours à la frontière en attendant que Kobané tombe. Il a fallu que les Américains interviennent pour qu'il les laisse passer. Pour l'instant, les Turcs aident officiellement Jaysh al-Islam, l'Armée de l'islam, qui regroupe une quinzaine de formations islamistes, également aidée par le Qatar et les Saoudiens.

Erdoğan profite aussi des événements pour tenter de se débarrasser de l'hypothèse kurde chez lui. Il a provoqué le PKK, l'a attaqué et le mouvement a réagi en commettant des attentats qui ont tué des policiers turcs. Cela permet à l'État de réprimer violemment. C'est l'engrenage. Dans la pratique, les jeunes se battent, mais la population kurde est épuisée. Elle souffre d'être coincée entre l'extrémisme du PKK et la main lourde de l'État.

Revue des Deux Mondes – Quel peut être l'avenir de cette région, où tous les intervenants ont des objectifs contradictoires ?

Gérard Chaliand C'est un imbroglio avec trop d'acteurs. Prenons le cas des États-Unis : sur les deux dossiers importants pour le pays – l'Ukraine et la mer de Chine du Sud –, Obama a été intraitable. En Ukraine, les Russes ont perdu 40 millions d'Ukrainiens russophones membres de leur union économique euroasiatique. Grosse perte. Que leur reste-t-il ? 115 millions de Russes, 10 à 15 millions de Biélorusses, 80 millions de musulmans avec une démographie forte, sans parler de la poussée chinoise en Sibérie orientale. Vladimir Poutine a perdu. Il a réagi en chef d'État en reprenant la Crimée, ce qui était cohérent. Au Moyen-Orient, Barack Obama n'a pas envie de s'engager. Il l'a dit dès le début. Il sait très bien que l'opinion publique ne le soutient pas non plus. Il sait très bien que les opérations au sol ne marchent plus. En 2013, quand le régime a franchi la ligne rouge en utilisant les armes chimiques, il n'a pas liquidé Bachar al-Assad parce que, fort de ce qui s'était passé en Libye, il savait que ce serait le chaos.

Revue des Deux Mondes – C'est ce que l'opposition démocratique en Syrie reproche à Barack Obama : ne pas avoir, en 2013, liquidé le régime...

Gérard Chaliand Oui, mais l'opposition n'aurait pas pris le pouvoir, les islamistes s'en seraient emparés. Par ailleurs, même si cela déplait aux Israéliens, il a remis l'Iran dans le jeu. Cela permet aux États-Unis de rester les arbitres. Pour les Russes, tactiquement, en prenant militairement la main en Syrie, Vladimir Poutine s'est en quelque sorte rattrapé de la perte stratégique de l'Ukraine. Mais en Syrie, il ne peut pas faire beaucoup plus que ce qu'il a fait. En six mois, il a renversé la situation en faveur de Bachar al-Assad, qui maintenant se fait des illusions. Le conflit n'est pas près de s'arrêter.

Revue des Deux Mondes – Même si Daesh subit des fortes pertes ?

Gérard Chaliand Une fois Daesh liquidé, que fait-on ? Le problème islamiste reste entier. Qui sont les forces d'opposition ? C'est le Front al-Nosra, émanation d'al-Qaida, devenu « moins pire »

parce que Daesh est encore plus inacceptable ? Ahrar al-Cham ? Même programme. Les quinze mouvements de Jaish al-Islam, soutenus par l'Arabie saoudite, par le Qatar, par la Turquie, sont-ils mieux ?

Revue des Deux Mondes – Daesh, c'est énormément de mercenaires qui un jour partiront alors que les autres formations islamistes sont composées de sunnites locaux. En ce sens ne sont-elles pas plus dangereuses ?

Gérard Chaliand Absolument. Pour moi, le danger, ce sont les sunnites syriens. Les vingt mille recrues de Daesh sont des Maghrébins, des Caucasiens, des Saoudiens ; ils ne parlent même pas l'arabe local. Ils peuvent se battre mais ne peuvent pas avoir un poids dans la population. Le Front al-Nosra est infiniment plus dangereux. En plus il se trouve dans la zone utile, la zone urbanisée. Le plus content de l'affaiblissement de Daesh aujourd'hui est Ayman al-Zaouahiri, le chef d'al-Qaida. On le débarrasse de son concurrent. Quand on en aura fini avec Daesh, on en aura fini avec le plus spectaculaire, que nous avons d'ailleurs contribué à fabriquer. En Israël, quand on attaque un bus et qu'il y a quatre morts on dit : un bus a été attaqué et il y a quatre morts. Ici, la France est en deuil pendant huit jours, et l'info tourne en boucle. Nous ne sommes pas un pays en guerre. Nous sommes une société du spectacle.

Revue des Deux Mondes – Les représentants de l'opposition démocratique en Syrie récusent la vision selon laquelle si Assad était liquidé aujourd'hui ce serait le chaos islamiste. D'après eux, il faut d'abord détruire le régime puis combattre Daesh et les islamistes...

Gérard Chaliand Je pense que les sunnites syriens modérés ne sont pas prêts à mourir pour s'imposer. Les Américains cherchaient des sunnites modérés qu'ils allaient payer, armer et entraîner. Finalement, ces modérés se sont fait dérober leurs armes par de plus radicaux qu'eux ou alors ils les ont vendues.

Revue des Deux Mondes – Quel regard portez-vous sur le rôle de la France dans la crise syrienne ?

Gérard Chaliand Au début, la France était pour la liquidation immédiate du régime de Bachar al-Assad. Certains pensent qu'en 2002 il y avait une option démocratique réelle. À titre personnel, je pense que les démocrates étaient plus nombreux à l'époque et surtout que les islamistes étaient plus faibles. Mais, sur la durée, y avait-il des options démocratiques sérieuses ? Les insurrections arabes, inattendues, ont été interprétées comme un désir d'en finir avec la corruption et la dictature, exprimé par des éléments urbains éclairés. Mais on s'est rendu compte que ces éclairés, dans l'écrasante majorité des pays, à l'exception de la Tunisie, qui dispose d'une classe moyenne importante avec une bourgeoisie instruite, étaient minoritaires. Cette opposition en Syrie représente une petite partie des urbanisés, des libéraux. Ont-ils envie de se battre jusqu'au bout ?

C'est tout le problème.

La France a ensuite voulu observer une position équilibrée: ni Assad ni Daesh. Ce que je déplore, c'est que les décisions des politiques soient dictées par le poids des médias et de l'opinion publique. Aujourd'hui, on a une génération qui n'a plus la culture du terrain, qui n'a connu que la guerre froide, c'est-à-dire un schéma simple avec les Russes et leurs clients, les Américains et leurs alliés. Or il faut comprendre la géopolitique de chaque composante dans la région. À l'époque où la France avait une politique au Moyen-Orient, on décidait de ce qu'on allait faire. On n'était pas en réaction. Nos politiques ne sont pas des décisionnaires. Ce sont des suiveurs.

Revue des Deux Mondes – À partir du moment où Daesh commet des attentats sur notre territoire, il est logique d'aller les combattre...

Gérard Chaliand Je ne dis pas le contraire. Mais on aurait pu frap-

per Daesh avant. Pourquoi a-t-on laissé leurs troupes descendre sur Mossoul, en masse, bien visibles dans la plaine nue, sans rien faire? Pourquoi ne pas les avoir bombardés lorsqu'ils sont partis de Rakka pour aller prendre Palmyre dans un désert plat? Parce que les Américains, nos alliés, ne voulaient pas donner l'impression de défendre le pouvoir d'Assad. Ils n'osent pas frapper parce que leurs alliés vont leur reprocher de défendre un régime honni. Tout cela n'est pas très cohérent.

De plus si nous intervenons dans un contexte pareil, nous ne pouvons le faire qu'avec des forces spéciales, pas des soldats mais des guerriers. De nos jours, après quatre mois d'opérations, même peu violentes, chaque militaire doit s'arrêter trois jours à Chypre pour aller se faire examiner par un psychiatre. Cela en dit long sur notre fragilité. Le citoyen « civilisé » est démuni face à la guerre. Avant, à la campagne, quand on voulait manger un poulet, on l'égorgeait. Aujourd'hui qui est capable d'égorger un poulet?

REVUE
DES DEUX
MONDES

SEPTEMBRE 2016

Dossier | L'Occident face à la Syrie

ROJAVA: UNE RÉVOLUTION COMMUNALISTE AU KURDISTAN SYRIEN?

› Bruno Deniel-Laurent

Les guerres civiles, on le sait, offrent un terrain propice aux expérimentations utopiques et à la création d'États *de facto*. La dislocation de la Syrie a ainsi accouché de deux entités politiques inédites, radicalement antagonistes: d'un côté l'organisation État islamique (Daesh), dynamitant les frontières héritées des accords Sykes-Picot, s'affirme à l'avant-garde d'un « rêve califal » sunnite médiatisé à grands coups de discours néo-salafistes et d'audaces militaro-terroristes. De l'autre, le long de la frontière turque, 15 % du territoire syrien est désormais administré par le Parti de l'union démocratique (PYD), affilié à la mouvance kurde post-bolchevique dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) reste la matrice idéologique. Désignée sous le nom de Rojava (1), la zone autonome des Kurdes syriens s'appuie sur un projet politique « révolutionnaire » – inspiré par le fondateur du PKK Abdullah Öcalan – qui mêle des références appuyées au féminisme, à la laïcité, au communalisme (2) et à l'écologie, ce qui ne manque pas de lui assurer des soutiens enthousiastes parmi les gauches radicales européennes. Né à la faveur d'un compromis avec le régime de Bachar al-Assad qui peinait à se battre sur tous les fronts, le Rojava tente depuis 2012 d'imposer sa légitimité aux yeux du monde: après avoir promulgué un « contrat social » précisant les règles de fonction-

nement des trois « cantons autoadministrés » du Rojava et proposé un modèle de « système fédéral démocratique » applicable à l'ensemble de la Syrie, les dirigeants du PYD ont désormais pris l'initiative d'installer des représentations diplomatiques en Europe. C'est ainsi qu'un office de représentation du Rojava a été inauguré à Paris le 23 mai dernier, près de l'Hôtel de Ville, quelques semaines après l'ouverture de bureaux à Moscou et Stockholm.

Sur le strict aspect de la communication, les dirigeants du Rojava sont parvenus à susciter la sympathie d'une partie de l'opinion publique occidentale, largement abreuvée depuis 2014 par des reportages – parfois complaisants – glorifiant le courage des « amazones » du Kurdistan contre les « terroristes » de l'organisation État islamique.

Mais si l'image des Kurdes est positive en Europe, et si des soutiens militaires sont offerts aux combattants du Rojava (3), les chancelleries de l'Union européenne et des États-Unis refusent toujours de reconnaître officiellement le bon droit de leur « auto-administration », considérant la Coalition nationale syrienne – majoritairement contrôlée par les Frères musulmans et soutenue par la Turquie et les pays du Golfe – comme la seule opposition légitime à Bachar al-Assad. Privé de reconnaissance internationale, le Rojava est aussi encerclé par quatre puissances et toutes peuvent être considérées comme des ennemis, plus ou moins résolus: le plus grand

Bruno Deniel-Laurent est auteur et cinéaste. Il a coréalisé un film documentaire sur le génocide des musulmans cambodgiens sous Pol Pot, *Cham* (Araucania Films, 2010) et un essai cinématographique sur le pylon, *On achève bien les livres* (Ladybirds Films, 2013). Dernier ouvrage publié: *Le Goût de l'Anjou* (Mercure de France, 2016).
› denilaur@gmail.com

danger vient évidemment de Daesh, avec lequel il partage une ligne de front de plus de trois cents kilomètres, ligne qui tend cependant à reculer au profit des forces kurdes, alliées à des tribus arabes et des milices assyriennes (4). Au nord, la Turquie ne cache pas sa franche hostilité au gouvernement du Rojava, accusé par Recep Tayyip Erdoğan d'être sous la coupe du PKK et de participer à la vague de terrorisme qui ensanglante régulièrement Istanbul, Ankara et l'Anatolie. Quant au régime de Bachar al-Assad, il occupe encore des positions au cœur du Rojava, notamment dans les villes de Qamişlo et de Hassaké. Quoique Damas tolère pour l'instant l'existence de fait du Rojava, des escarmouches meurtrières éclatent régulièrement entre soldats de l'armée syrienne et miliciens kurdes; et il ne fait guère de doute que dans l'hypothèse d'une reprise en main du pays par le régime baasiste, celui-ci serait tenté d'écraser dans l'œuf l'expérimentation autonome kurde. Enfin, une frontière d'une quarantaine de kilomètres est partagée avec le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, et c'est là l'un des seuls accès permettant de relier le Rojava au reste du monde.

Il est regrettable que les médias français pointent rarement l'étendue des divisions qui minent ces deux entités kurdes engagées l'une et l'autre dans la voie de l'émancipation politique: ainsi, le Rojava et le Kurdistan d'Irak ont beau être mobilisés dans un même et âpre combat contre l'État islamique, ils exposent des vues du monde qui semblent irréconciliables. L'autocratique président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, chef historique du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ressent ainsi une puissante inimitié contre la mouvance « gauchiste » à laquelle s'identifient le PKK et le PYD, ces derniers n'hésitant jamais de leur côté à dénoncer le caractère prétendument « patriarcal », « corrompu », « féodal » et même « fasciste » du vieux leader des peshmergas. Le rapport à la Turquie des deux Kurdistans est aussi diamétralement opposé, Massoud Barzani entretenant des relations diplomatiques, économiques et sécuritaires très étroites avec le gouvernement d'Erdoğan qui, dans le même temps, réprime avec une implacable violence les habitants et les maquisards des grandes villes kurdes d'Anatolie. Erdoğan et Barzani partagent donc des intérêts communs: on estime ainsi que 80 % des deux mille compagnies étrangères installées au Kurdistan d'Irak sont turques (5), et les substantiels profits tirés de l'acheminement du pétrole kurde – *via* la Turquie – continuent de conforter cette amitié bien comprise. Les signes de cette « guerre froide » entre Kurdes ne manquent pas; ainsi, en mars 2016, l'administration du Kurdistan d'Irak a choisi d'imposer pendant deux mois un blocus contre les Kurdes syriens, interdisant aux personnes mais aussi aux marchandises de franchir la frontière dans un sens ou dans l'autre, ce qui a eu comme conséquence d'étouffer économiquement l'autoadministration du Rojava, de fragiliser son effort de guerre et de provoquer de terribles pénuries.

Un fossé idéologique et géopolitique entre les Kurdes de Syrie et d'Irak

La question d'Israël, moins souvent évoquée, est elle aussi considérée de façon différente par les deux Kurdistans. Ainsi l'on n'oublie pas, côté Rojava, que l'arrestation en 1999 d'Abdullah Öcalan – désormais emprisonné sur l'île turque d'İmralı – a très probablement été co-réalisée

par le Mossad. Dans ses écrits, notamment dans *Confédéralisme démocratique* – la bible des idéologues du Rojava –, le fondateur du PKK se montre par ailleurs critique du projet sioniste, lui préférant le rêve d'une « Confédération démocratique égéenne orientale » qui rassemblerait juifs, Arabes, Druzes et chrétiens... Massoud Barzani, tout au contraire, ne cache pas ses atavismes pro-israéliens. Il est vrai que les relations entre le Kurdistan d'Irak et le monde juif sont profondes: on l'oublie souvent mais une part notable de la population kurde d'Irak était autrefois de confession juive – il y aurait ainsi environ deux cent mille Kurdes juifs aujourd'hui en Israël. Le clan du président Massoud Barzani lui-même a compté plusieurs rabbins et des personnalités juives de renom, notamment Asenath Barzani, une riche érudite qui au XVII^e siècle a financé et dirigé plusieurs *yechivot* à travers le Kurdistan. Autre signe de cette « amitié judéo-kurde »: en mai 2016, une cérémonie de commémoration de la Shoah a été organisée pour la première fois à Erbil, dans le Kurdistan d'Irak, et le projet de construction d'une synagogue a été annoncé par les autorités. Il est d'ailleurs certain qu'en cas d'accession du Kurdistan irakien à l'indépendance, Israël serait l'un des premiers pays à le reconnaître, suivant en cela la stratégie – définie par Ben Gourion – de « l'alliance de la périphérie ».

C'est donc un fossé à la fois idéologique et géopolitique qui sépare le projet du PYD syrien de celui de ses « frères » du PDK. Lorsque l'on part aujourd'hui à la rencontre des intellectuels ou des partisans du PYD, on ne peut qu'être étonné – surtout si l'on est français – de surprendre des rhétoriques qui nous rappellent certains pans de notre propre histoire. Il n'est pas rare d'entendre de jeunes Kurdes évoquer la Commune de Paris ou la révolution française, et convoquer des figures aujourd'hui presque oubliées chez nous, tel l'historien Fernand Braudel ou Pierre-Joseph Proudhon... La guerre d'Espagne – en particulier les expériences libertaires de la Catalogne – et les luttes du Chiapas sont aussi régulièrement convoquées dans les « académies » du Rojava. Pour mieux comprendre comment un pan entier du territoire syrien – sur lequel vivent tout de même trois millions de personnes – est aujourd'hui administré par une organisation « gauchiste », il est nécessaire de faire un retour en arrière. Fondé au début des années 2000, le PYD peut raisonnablement être considéré comme la branche syrienne du PKK, lui-même créé en Turquie en 1978. S'inscrivant dans le sillage des guérillas marxistes-léninistes, à l'instar des maoïstes du Sentier lumineux et des Tigres tamouls, le PKK réclamait alors la création d'un grand Kurdistan unitaire appuyé sur la dictature de classe du prolétariat. Le culte du chef – Abdullah Öcalan – y était scrupuleusement enseigné, et une discipline de fer exigée de la base, les dissidents ou les contestataires étant l'objet de purges régulières. L'arrestation d'Öcalan en 1999 ouvre une autre séquence: emprisonné, le « Lénine kurde » en appelle au cessez-le-feu et à un règlement pacifié; puis, découvrant les œuvres du philosophe libertaire américain Murray Bookchin, Öcalan se prononce en faveur d'un *aggiornamento* de la doctrine du PKK. Abandonnant tous les dogmes bolcheviques qui structuraient jusque-là l'action de son organisation, il vante désormais les voies de l'« autoadministration des groupes de base de la société » et se fait le chantre d'une doctrine nouvelle, le « confédéralisme démocratique », qui fait la part belle à la décentralisation et à l'initiative populaire. Reconnaissons-le: les ouvrages d'Öcalan, largement diffusés au Rojava, n'impressionnent guère par la profondeur de leurs

analyses, et le recours constant à un langage imprécis, jargonnant et tautologique laisse une impression de malaise. Il n'empêche que c'est cette pensée qui influence aujourd'hui les initiatives des acteurs de la « révolution du Rojava ». On peut le voir avec la question féministe : « nation exploitée » selon Öcalan, les femmes ont acquis au Rojava un rôle à la fois symbolique et concret assez extraordinaire. Au-delà de la glorification des unités féminines de protection (YPJ) – les combattantes liées au PYD –, des mesures concrètes ont été prises et la parité est scrupuleusement appliquée au sein des instances exécutives, législatives et partisanes. Sur le terrain économique, plusieurs coopératives ont été fondées, avec comme objectif premier de proposer une « économie mixte » appuyée sur une forte redistribution des richesses, mais il est évidemment trop tôt pour tirer le bilan de ces intéressantes initiatives socialisantes, que ce soit en termes d'efficacité ou de dignité du travail. L'un des aspects les plus enthousiasmants du Rojava est sans doute le soin apporté à la construction d'une société respectant l'ensemble des minorités religieuses et ethniques. Ainsi, il est fautif de parler – comme le font certains – de « Kurdistan syrien » : de nombreuses communautés arabes et assyro-chaldéennes vivent en effet au Rojava, et on n'oubliera pas que les grandes villes du canton de la Ciziré ont été fondées à l'époque du mandat français pour accueillir les rescapés du génocide assyro-arménien. Les responsables du PYD, adroitement, insistent donc sur l'aspect multi-ethnique de leur « contrat social », celui-ci définissant le Rojava comme une « confédération démocratique des peuples kurde, arabe, assyrien, chaldéen, turkmène, arménien, tchéchène ». Il est ainsi prévu que chaque ministère doit être tricéphale et inclure au moins un(e) représentant(e) d'une des trois grandes communautés, c'est-à-dire, dans les faits, un ou une Kurde, un ou une Arabe, un ou une chrétien(ne). Enfin, le PYD insiste *ad*

nauseam sur les vertus de la « démocratie directe » et il n'est pas rare, au Rojava, d'assister en direct à de festives et brouillonnes « élections de quartier » censées faire entendre la voix du petit peuple.

Étrange processus, donc, qui se déroule en ce moment même dans le nord de la Syrie. Le contraste avec le modèle proposé par l'« utopie califale » de l'organisation État islamique et la réponse, à la fois héroïque et polyphonique, que lui opposent les combattant(e)s du Rojava suscitent en Occident un mouvement d'empathie compréhensible. Mais sans doute faut-il aussi entendre la voix de celles et ceux qui se montrent dubitatifs face à la pratique de gouvernement exercé par le PYD.

Au Kurdistan irakien, où sont réfugiés nombre de Kurdes syriens, mais aussi au Rojava, il n'est en effet pas rare d'entendre des propos dénonçant l'autoritarisme du PYD, l'opacité de son organisation et les manœuvres brutales exercées à l'encontre des partis concurrents. Mais il n'empêche que pour l'heure, il n'y a aucune commune mesure entre les agissements du PYD et ceux de ses ennemis ou adversaires ; et, confrontée à la fois à des théocraties totalitaires et des autocraties corrompues, l'expérience multiforme et ambivalente du Rojava offre une voie alternative qui mérite amplement qu'on s'y intéresse.

1. Les Kurdes vivent à cheval sur quatre pays, aussi ont-ils pris l'habitude d'utiliser les points cardinaux pour nommer leurs différentes zones de peuplement : le terme kurde *rojawa*, que l'on peut traduire par « ouest » ou « occident », désigne ainsi de façon générique les zones syriennes majoritairement peuplées par des Kurdes. De la même façon, le « Kurdistan oriental », c'est-à-dire iranien, est désigné sous le nom de *Rojhilat*, tandis que *Bakur* (nord) et *Başûr* (sud) recouvrent respectivement les territoires majoritairement kurdes de Turquie et d'Irak.

2. Théorisé par le penseur américain Murray Bookchin (1921-2006), le communalisme – ou municipalisme libertaire – désigne un courant politique qui insiste sur la démocratie directe exercée par des assemblées de citoyens au sein de communes ou de quartiers autonomes.

3. Il semble acquis que des forces spéciales américaines – mais aussi françaises, depuis 2014 – aident, conseillent et arment les forces combattantes du Rojava dans leur lutte contre l'organisation État islamique.

4. Formées en octobre 2015 afin de combattre l'organisation État islamique, les Forces démocratiques syriennes (FDS) regroupent les troupes kurdes du Rojava (YPG et YPJ), le Conseil militaire syriaque, des milices tribales arabes et des éléments issus de l'Armée syrienne libre.

5. « Turkey Top Importer for Iraqi Kurds », *Hurriyet Daily News*, 27 janvier 2014.

6. Entretien sur le site de la revue *Ballast*, 22 décembre 2015.

À LA RENCONTRE DES FEMMES COMBATTANTES AU KURDISTAN

› Juliette Minces

Quand Sophie Mousset, photographe et écrivaine, m'a proposé de partir avec elle afin d'enquêter sur les femmes combattantes au Kurdistan d'Irak, je n'ai pas hésité une seconde. Le sujet m'enthousiasmait. Le pays aussi.

Je savais qu'il y avait eu des luttes fratricides (1994-1996) entre les deux principaux partis de la région autonome, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans le Sud, qui dépend de l'Iran, et le Parti démocratique du Kurdistan (PKK), dans le Nord, qui dépend à tous égards de la Turquie. Mais c'était, à mes yeux, l'un des lieux les plus sûrs de la région, dont le développement était remarquable, préservé en partie des guerres qui sévissaient à ses frontières.

Les combattants kurdes venaient de remporter une grande victoire sur Daesh, dans le Sinjar, occupé depuis près de deux ans par l'organisation État islamique. Et c'est dans le Sinjar que nous devions nous rendre *in fine* pour rencontrer des femmes qui avaient participé aux combats, armes à la main.

À peine arrivée à Erbil, j'ai été surprise par la quantité de grands ensembles neufs et luxueux, dont je me suis demandé à qui ils étaient destinés : ils sont quasiment vides, certains n'étaient même pas terminés. Mais ils sont protégés comme des forteresses par des hommes en armes.

Des villas somptueuses ont été construites pour les dignitaires du régime et les grands commerçants enrichis par les échanges avec la Turquie, seul pays à permettre au Kurdistan d'avoir une ouverture vers l'extérieur.

Le pétrole kurde est raffiné en Turquie et quasiment toutes les importations viennent de ce pays – même les fruits et les légumes, nous a-t-on dit, ce que je n'ai pu vérifier. C'est ainsi que se sont constituées de grandes fortunes, y compris à travers le marché noir et la contrebande. L'impression dominante, à Erbil d'abord, mais aussi à Dohouk ou Suleimaniye, où nous nous sommes rendues plus tard, c'est que la manne pétrolière y a déjà fait ses dégâts : le pays ne produit pas grand-chose et importe beaucoup. On ne voit quasiment plus de petits artisans comme il en existe tant ailleurs ; on ne trouve plus par exemple ces fameuses chaussettes de grosse laine que l'on porte à l'intérieur des maisons ni d'autres objets de l'artisanat local. En revanche, la ville regorge de grandes enseignes de luxe. Dans les palaces, le service est confié à des personnes formées à l'hôtellerie de luxe et... étrangères (ce sont des hommes ou des femmes originaires du Maghreb, du Sri Lanka

ou d'Afrique sub-saharienne par exemple) car, nous explique-t-on, « les Kurdes n'ont pas la délicatesse et le tact indispensables pour satisfaire une clientèle exigeante ». Il en va de même à Suleimaniye et à Dohouk... Par la suite, j'apprendrai que le Kurdistan a également fait appel à des travailleurs étrangers pour la construction des infrastructures, et non à la population locale. Au cours de nos longs déplacements en voiture, j'ai vu peu de Kurdes au travail : les champs paraissaient abandonnés et on croisait de temps à autre des bergers et leurs maigres troupeaux. Peu d'entreprises, sauf commerciales, dans les villes, et guère d'usines. Cela semble inquiétant pour l'avenir d'un pays qui se veut autonome, et dont la seule production, le pétrole, raffiné en Turquie et réimporté au Kurdistan, ne cesse de perdre de sa valeur.

Hormis dans les camps de réfugiés abritant des yézidis, des chrétiens, des Arabes de Syrie ou d'Irak opposés au régime, le pays et sa population ne semblent pas démunis dans l'ensemble. On ne voit que très peu de mendiants dans les villes traversées, et notre guide-interprète nous explique qu'il s'agit là surtout de femmes et d'enfants arabes.

Je savais que les dirigeants du Kurdistan avaient tenu à renforcer le droit des femmes, même si celui-ci n'était pas toujours respecté, notamment dans les petites villes et les villages, où les traditions patriarcales, relayées par la religion, sont, comme partout ailleurs, toujours très vivaces. Des jeunes filles subissent encore des mariages arrangés, voire des mariages forcés ; le contrôle des hommes sur les femmes est toujours aussi puissant, il y a toujours des crimes d'honneur mais on peut constater malgré tout des avancées. Dans les villes plus importantes, on observe les signes d'une certaine ouverture concernant le droit des femmes à accéder à l'espace extérieur : les femmes ne portent parfois qu'une simple écharpe sur la tête ; d'autres sont couvertes de la tête aux pieds, mais avec le visage découvert. Et elles sont nombreuses dehors. Mais les cafés accueillent essentiellement des hommes ou des familles : une femme seule y est encore regardée au mieux avec étonnement, et le plus souvent avec réprobation. Aucune vendeuse non plus dans les bazars (comme c'est d'ailleurs le cas dans tous les bazars) mais beaucoup d'acheteuses, parlant et riant fort, sans complexes. Les stands proposent des vêtements, des jouets en plastique, des étoffes ou des chaussures importés de Turquie, souvent de seconde main. À l'extérieur du marché, une étonnante quantité de fripiers écoulent leurs marchandises. Un petit air de marché aux puces. On peut voir ci ou là quelques vendeuses d'eau en bouteille, d'œufs ou de légumes.

Nous étions venues pour rencontrer des femmes kurdes combattantes, dont la presse occidentale avait beaucoup parlé. Les médias les ont mises en avant comme si elles étaient les premières, au cours de l'histoire, à prendre les armes. Pourtant, l'exemple des Algériennes,

Juliette Minces est sociologue. Elle a notamment publié *La Femme voilée. L'Islam au féminin* (Hachette, 1992), *le Coran et les femmes* (Hachette, 1996), *De Gurs à Kabouï. Entretien avec Luc Desmarquest* (L'Aube, 2015) › juliette.minces@orange.fr

pendant le bref temps où elles avaient été admises dans les maquis, des Érythréennes ou des Tamoules au Sri Lanka, pour ne citer que celles-ci, aurait dû relativiser l'engouement médiatique. Mais des femmes kurdes se battent aujourd'hui contre Daesh, un ennemi barbare qui n'épargne plus nos contrées. Peut-être ceci explique-t-il cela.

Sur le terrain, les choses se sont révélées plus complexes.

Certaines ont rejoint l'académie militaire masculine d'Erbil, dont une section a été spécialement créée pour les entraîner à devenir des assistantes, des infirmières ou des logisticiennes sur le terrain. Leur rôle est de venir en aide aux combattants kurdes qui ont rallié les forces armées régulières de l'Irak. Mais elles ne combattent pas. Les forces armées du Kurdistan d'Irak auxquelles se joignent parfois d'anciens peshmergas n'ont pas d'unité féminine: « Elles sont trop précieuses à nos yeux pour les envoyer au combat. C'est à nous de le faire », nous a-t-on expliqué.

Certaines femmes kurdes ont donc choisi les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ce groupe armé kurde de Turquie se prévalant du marxisme et installé quasi clandestinement au Kurdistan d'Irak, où il est régulièrement attaqué par l'armée turque. Probablement l'ont-elles fait pour des raisons idéologiques.

Quant aux femmes yézidiées, si elles ont rejoint ces unités du PKK, c'est parce que ce sont les seules qui les acceptent bien que yézidiées.

La mère supérieure intraitable d'un couvent

À Dohouk, séparé de celui des hommes, un camp d'entraînement militaire pour les femmes yézidiées est en cours d'aménagement. Il a été créé par une ancienne chanteuse très populaire, Xate Shingali, qui nous a reçues dans un bâtiment de la partie masculine du camp parce que, s'est-elle excusée, elle n'avait pas encore de bureau pour nous accueillir dans son propre campement. Elle nous explique qu'elle a créé cette unité pour que les femmes yézidiées puissent se battre sans être obligées de rejoindre le PKK.

Xate est leur commandante. C'est une femme d'environ 35 ans à l'allure sévère, austère même, alors que les recrues, de plus en plus nombreuses semble-t-il, sont surtout des adolescentes, qui la saluent militairement dès qu'elles doivent lui parler. La discipline est particulièrement rigoureuse. Petit à petit, la commandante se détend et raconte les raisons de son engagement: elle a fui les exactions des djihadistes de Daesh à l'encontre de sa communauté, dont les femmes sont violées, vendues ou assassinées lorsqu'elles sont trop âgées ou invendables. Son témoignage est terrible. Aussi a-t-elle décidé de se battre et de former des femmes combattantes. Elle n'envisage pas de se marier un jour ni de quitter l'armée. Endurcie par la souffrance, elle ne sourit que rarement. Mais lorsqu'elle le fait, son visage s'éclaire soudain et devient beau. Quant aux jeunes filles dont elle a la charge, elle se comporte avec elles comme la mère supérieure intraitable d'un couvent. Aucune ne porte voile ou foulard. Dans les couloirs, elles rient et plaisantent comme toutes les adolescentes, malgré les horreurs dont elles ont été les témoins. Elles sont très déterminées. Pourquoi ont-elles rejoint cette unité? Difficile d'avoir une réponse – nous n'avons pas de langue commune et il n'est pas question de faire appel à notre interprète, aussi gentil et serviable soit-il, en l'absence de Xate. Pour

certaines, ce sont des problèmes familiaux, notamment les mariages arrangés ou forcés encore fréquents, qui les ont poussées à s'enfuir... C'est le cas, semble-t-il, de nombre de femmes yézidiées qui avaient rejoint le PKK avant même les massacres du Sinjar et qui par la suite formeront une partie des troupes des unités de résistance du Sinjar (YBS) en Syrie. Mais pour l'essentiel de ces femmes, combattre est une question de survie. Ne plus subir les atrocités dont elles sont les toutes premières victimes, juste parce qu'elles sont yézidiées. Je crois que c'est la conscience de ne pouvoir rester passives devant ce qu'elles risquent de subir qui les ont amenées à rejoindre Xate. Et aussi le fait que les hommes n'ont pas su les défendre.

Avant de prendre sa décision, Xate a demandé l'autorisation à son père et au baba cheikh (le plus haut dignitaire religieux) et elle a obtenu leur bénédiction. Peut-être est-ce aussi le cas de ces jeunes filles, car elles nous font comprendre que leurs familles sont fières d'elles. Même si, lors de quelques entretiens avec des hommes yézidiés, certains se sont montrés très réticents à propos de cette décision, contraire à leurs traditions.

Ces combattantes sont connues pour leur efficacité, une fois formées aux armes; certaines sont même devenues de redoutables « snipers » et, disent-elles, leurs youyous sont une arme supplémentaire qui terrorise les membres de Daesh! En outre, pour ces derniers, être abattu par une femme est un déshonneur qui les empêche d'être considérés comme des « martyrs ».

Dans le Sinjar, région à majorité yézidie, des femmes yézidiées se sont battues aux côtés du PKK. Le mouvement kurde de Turquie a joué un rôle primordial dans la libération du Sinjar de la férule islamique (même si les peshmergas ne veulent pas le reconnaître) car il est beaucoup plus aguerris que les Kurdes d'Irak. Ce qui n'est pas sans poser de gros problèmes politiques. Le PKK n'est pas en odeur de sainteté au Kurdistan d'Irak: on juge ses méthodes rigides et souvent brutales, et son idéologie marxiste est trop « moderniste » par rapport aux traditions locales; d'autre part il pose de sérieux problèmes au PDK, le parti gouvernemental de la région autonome du Kurdistan, qui veut absolument protéger ses liens avec la Turquie. La présence du PKK, honni par Recep Tayyip Erdoğan, lui pèse. Enfin, le PKK intègre dans ses rangs des yézidiés, qui ne sont pas musulmans, n'appartiennent pas aux « religions du Livre », et sont considérés comme des idolâtres, adorateurs du feu et du diable; ils sont donc à peine tolérés par les Kurdes en général, pas plus que ne l'est le PKK auprès de la population du Kurdistan irakien...

Les femmes kurdes d'Irak non yézidiées n'ont pas pris les armes mais elles sont tout aussi opposées à l'organisation État islamique et à ses méthodes barbares. De plus, les hommes de Daesh sont des Arabes et de tout temps les Kurdes ont eu à pâtir des Arabes, en tant que minorité. Que ce soit en Irak ou en Syrie.

Les yézidiés étaient nombreux à vivre dans le Sinjar, mais ils résident également en Turquie et dans d'autres pays de la région. Cibles préférées des musulmans en général et tout particulièrement des islamistes radicaux et de l'islam politique, ils sembleraient être devenus également une cible des Kurdes. Des nouvelles récentes les concernant sont alarmantes puisque Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien, vient de déclarer qu'il est interdit de les armer. Deux semaines plus tôt, une forte manifestation anti-yézidie a eu lieu à Dohouk, ville

importante du nord du Kurdistan d'Irak. Elle n'a pas été empêchée. Les anciennes victimes kurdes vont-elles se transformer en bourreaux? Les Kurdes jusqu'à présent n'ont pas manifesté de comportements ostracisant fondés sur des bases religieuses ou ethniques; ils ont même accueilli des réfugiés de toutes confessions et des Arabes. Aujourd'hui contre Daesh, les Kurdes sont partout en première ligne, que ce soit ceux du Kurdistan de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), proche idéologiquement du PKK; ou que ce soit ceux du Kurdistan irakien, les peshmergas. Nous ne devrions pas hésiter à saluer leur courage, car, indirectement, c'est aussi pour nous qu'ils se battent.

La tradition népotique laisse peu de place aux élites

Sur le plan politique, la question se posera de savoir quel est l'ennemi principal de ce Kurdistan quasi autonome mais toujours divisé. Daesh? Les yézidis? L'adversaire politique irakien? Ou le PKK? Et quel sera l'avenir de ces combattantes valeureuses, une fois la paix revenue?

Beaucoup de Kurdes rencontrés lors de nos déplacements critiquent vertement le gouvernement de M. Barzani, tandis que d'autres, (séquelle du système tribal?) en ont fait leur idole. En tout cas, il est évident que les deux partis en présence au Kurdistan s'exècrent. Et des deux côtés, il semble que règne le même désir de pouvoir, la même corruption, affirment certains; la tradition népotique ne laisse

pas de place aux remarquables cadres, souvent formés à l'étranger, qui ne trouvent pas de travail chez eux. On risque d'assister à une rapide fuite de cerveaux malgré l'indéniable attachement de ces élites, relativement nombreuses, à leur kurdicité et au Kurdistan.

Le fait que cette région est à ce point dépendante de la Turquie détermine le comportement de ses dirigeants envers le PKK. Parti marxiste, raide dans ses mœurs et son idéologie, brutal dans ses méthodes, il est devenu depuis des décennies la bête noire du pouvoir turc, et est considéré par la communauté internationale comme un mouvement terroriste qu'il faut éradiquer. (Signalons cependant que s'il ne s'était pas constitué, dans les années quatre-vingt, personne n'aurait entendu parler des Kurdes de Turquie et du sort qui leur était fait.) Aujourd'hui, M. Erdoğan, président de la Turquie après des élections pour le moins douteuses dans ses méthodes, semble sur le point de commettre un véritable nettoyage ethnique dans le sud-est de son pays...

En conclusion, que j'espère provisoire, le Kurdistan s'est transformé en une région politiquement extrêmement complexe où l'on ne peut pas s'attendre à une démocratie au sens où nous la concevons et telle que ses élites la concevaient. Cela s'explique par une population à la fois nationaliste et traditionaliste, et par un système tribal encore puissant. Et ce malgré des efforts réels pour l'éducation et la santé, malgré des élites remarquables, y compris féminines, et malgré des institutions étatiques qui se veulent modernes.

